

MORTS POUR RAISONS DIVERSES

par James Bacque

*Enquête sur le traitement des prisonniers de guerre allemands
dans les camps américains et français à la fin de la Seconde Guerre
mondiale.*

Éditions de l'AAARGH

2004

Traduit de l'anglais par CATHERINE LUDET

Sand

Cet ouvrage est la traduction du livre de langue anglaise, paru sous le titre :

OTHER LOSSES

et publié par Stoddart Publishing Co.Limited, Toronto, Canada.

I.S.B.N. 2-7107-0462-5

© James Bacque, 1989.

© Éditions Sand, 1990, pour l'édition française.

*A l'abbé Franz Stock
et à Victor Gollancz*

Le pire des péchés envers nos semblables, voyez-vous, ce n'est pas de les haïr, mais c'est d'être indifférent à leur égard. En vérité, je vous le dis, c'est là l'essence de l'inhumanité.

George Bernard Shaw, *Le Disciple du Diable*

[11]

Avertissement

On ne peut lire le livre de James Bacque sans un certain malaise. Sa diffusion au Canada, aux États-Unis et, naturellement, en Allemagne a suscité de nombreuses réactions, violentes, épidermiques, contradictoires. Fallait-il prendre le risque de le présenter au public français ?

Plus de quarante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les passions et les haines restent vives. Des peurs, des silences, des oublis nous empêchent encore d'aborder cette partie de notre histoire avec sérénité. Des sectes de fanatiques continuent d'alimenter les polémiques et les rancunes, à la télévision et dans les journaux. Dans un pays où les « historiens » révisionnistes trépignent et où un leader politique d'extrême-droite multiplie les provocations à l'égard des victimes du nazisme, était-il opportun de publier le livre de James Bacque ? Ne risquait-on pas d'accroître la confusion et d'amplifier le malentendu ? N'allait-on pas nous accuser, dans le climat actuel, d'offenser la mémoire des victimes, d'être au service de ceux qui aujourd'hui tentent d'absoudre la barbarie nazie et de nier la *shoah* ?

Pour l'auteur, qui est canadien, il s'agit non pas d'excuser les « bourreaux » ni même de faire le procès des vainqueurs mais de tenter d'établir les faits en sachant que la vérité n'est pas donnée mais à conquérir. Ce livre est un document brutal : mais, si James Bacque dérange, son travail s'appuie sur des preuves qu'aucun historien sérieux n'a pu jusqu'ici contester.

[12]

C'est pourquoi nous avons décidé, malgré nos préventions et nos craintes, de publier cet ouvrage, convaincus que l'histoire ne tolère finalement que les faits et que la lutte éternelle entre les bons et les méchants ne doit pas se confondre avec la quête difficile de la vérité.

Les éditeurs

[13]

CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS CITÉS DANS CET OUVRAGE

1939

1^{er} septembre : L'Allemagne attaque la Pologne.

3 septembre : La Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne.

10 septembre : Le Canada déclare la guerre à l'Allemagne.

17 septembre : La Russie envahit la Pologne.

Hiver 1939-940

Massacre d'officiers polonais par les Russes à Katyn.

1940

21 juin : Défaite, reddition et partage de la France en deux zones. Environ 1500 000 soldats français sont détenus en Allemagne sous le statut de prisonniers de guerre.

1941

Juin : L'Allemagne attaque l'U.R.S.S.

Décembre : Le Japon attaque les États-Unis. Hitler déclare la guerre aux États-Unis.

1942

Août : Tentative de débarquement des Canadiens à Dieppe. Les Canadiens et les Allemands s'accusent réciproquement d'enchaîner leurs prisonniers.

Novembre : Les Alliés débarquent en Afrique du Nord.

[14]

1943

Janvier : Churchill et Roosevelt se rencontrent à Casablanca et réclament la capitulation sans condition de l'Allemagne.

Mai : Les forces de l'Axe se rendent à Tunis. La plus importante capture de prisonniers effectuée jusqu'à cette date a lieu. Eisenhower se plaint auprès de Marshall : « *Quel dommage de ne pas avoir pu en tuer davantage.* »

Novembre-décembre : Conférence de Téhéran. Staline et Roosevelt portent un toast à l'exécution escomptée de 50.000 officiers allemands après les hostilités ; Elliott Roosevelt boit à la mort de centaines de milliers d'autres, et affirme qu'il est sûr du soutien de l'armée américaine. Churchill, indigné, quitte la salle de réunion.

1944

Février : Eisenhower nomme à ses côtés le général Everett S. Hughes, qui devient ainsi son plus proche collaborateur.

6 juin, jour J. : Débarquement des Américains, des Britanniques et des Canadiens en Normandie.

Septembre : Conférence de Québec. Le Plan Morgenthau destiné à anéantir l'industrie allemande est entériné par Roosevelt et Churchill. Les Alliés atteignent la vallée du Rhin. La presse américaine se déchaîne contre le Plan Morgenthau.

Octobre : A Moscou, Staline et Churchill donnent leur accord au Plan Morgenthau.

1945

Février : Conférence de Yalta. Roosevelt, Churchill et Staline débattent du démembrement de l'Allemagne et de la question des réparations.

10 mars : Eisenhower signe un message créant le statut des Forces Ennemies Désarmées (F.E.D.), qui soustrait les prisonniers à la protection de la convention de Genève. Par ailleurs, il donne une conférence à Paris au cours de laquelle il affirme que les États-Unis obéissent à la convention.

Avril : Les chefs d'état-major réunis approuvent la création du statut de F.E.D.. Seuls les représentants britanniques refusent de l'appliquer à leurs prisonniers. L'intendant général américain Littlejohn réduit les rations des prisonniers.

8 mai : Capitulation de l'Allemagne. Les États-Unis, en violation [15] de la convention de Genève, ôtent à la Suisse le rôle de puissance protectrice des intérêts des prisonniers allemands. Eisenhower dit à Churchill qu'il a réduit les rations des prisonniers et qu'il songe à les réduire davantage. Patton libère rapidement ses captifs. Eisenhower ordonne à ses généraux de cesser les libérations. Nouvelle réduction de l'alimentation de prisonniers.

Juin : Le 2 juin, le général Lee, responsable de la logistique pour le TEO., affirme que le nombre de prisonniers transmis par le grand quartier général allié est incorrect. L'intendant général, Robert Littlejohn, se déclare dans l'incapacité de nourrir les 4000000 de prisonniers « en mains ». Plusieurs centaines de milliers de détenus sont clandestinement transférés sous le statut de Forces Ennemies Désarmées. Il est interdit aux civils de contribuer au ravitaillement des captifs. La disette commence à régner en Allemagne. Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) envoie deux trains remplis de nourriture, qui lui sont renvoyés par l'armée américaine. Le Premier ministre du Canada, William King, proteste contre le fait que les prisonniers ne soient plus protégés par la convention de Genève, puisqu'il n'existe plus aucune puis-

sance protectrice des intérêts allemands. Le Foreign Office britannique lui impose le silence.

Juillet : Plusieurs centaines de milliers de prisonniers, à l'état de moribonds, sont transférés sous l'autorité de l'armée française. Le capitaine Julien, du 3^e régiment de Tirailleurs Algériens, déclare dans un rapport que les détenus ont l'aspect des victimes de Buchenwald et de Dachau.

Août : Un ordre signé du général Eisenhower confère à tous les prisonniers de guerre encore « en mains » le statut de F.E.D. Le taux de mortalité s'élève considérablement dans les camps. Le général Littlejohn écrit à Eisenhower que plus d'un million et demi de prisonniers qui devraient recevoir des rations de l'armée américaine ne reçoivent rien. De son côté, le C.I.C.R. est forcé de rendre les colis de nourriture aux donateurs, car on ne lui permet pas de les faire parvenir aux Allemands.

Septembre : Jean-Pierre Pradervand, délégué du C.I.C.R. en France, écrit au général de Gaulle qu'un tiers environ des prisonniers récemment transférés sous l'autorité française risquent de périr si des secours rapides ne leur sont pas fournis. La presse française publie des articles sur ce sujet.

[16]

Eisenhower et son chef d'état-major, le général Smith, nient toute responsabilité américaine dans la situation tragique des prisonniers.

Octobre : Le 10 octobre, l'intendant général de l'armée américaine, Robert Littlejohn, soumet au général Eisenhower un rapport dans lequel il fait état d'un excédent de nourriture dans les réserves de l'armée. Il suggère que ce surplus soit envoyé aux États-Unis.

1945-1946. A la fin de 1946, il reste très peu de prisonniers « en mains » américaines. Les Français, qui en détiennent encore plusieurs centaines de milliers, ne libéreront les derniers qu'en 1949.

De 1947 aux années 1950 : La plupart des dossiers relatifs aux camps de détention américains sont détruits. Les Allemands constatent que 1.700.000 soldats, toujours en vie à la fin des hostilités, ne sont jamais rentrés chez eux. Toutes les puissances alliées affirment ne rien savoir du sort de ces hommes. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France accusent la Russie d'avoir commis des atrocités dans leurs camps d'internement.

Des années 1960 à 1972 : Le ministère des Affaires étrangères ouest-allemand du gouvernement de Willy Brandt subventionne une collection de livres qui dément les atrocités des camps alliés. Des sénateurs américains rejettent la responsabilité sur les Russes, et gardent le silence sur leurs propres camps.

Années 1980: Le C.I.C.R. refuse de divulguer certains documents relatifs aux camps alliés, et affirme ne rien savoir de Jean-Pierre Prader-vand, délégué principal du Comité en France en 1945. En revanche, cette organisation autorise des chercheurs à consulter les archives concernant les camps d'extermination nazis. Le ministère de la Défense de Grande-Bretagne refuse de divulguer un rapport important établi par le colonel Phillimore, bien que cette demande ait été effectuée par un officier ministériel anglais.

[17]

PRÉFACE

A la fin du mois d'avril 1945, sur la plus grande partie du front de l'ouest, le pas traînant de millions de bottes avait succédé au grondement de l'artillerie. Des colonnes de soldats allemands désarmés s'avançaient pesamment vers les enceintes de barbelés des camps de détention alliés. On entendait quelques coups de feu tirés par des détachements ennemis éparpillés qui s'évanouissaient dans la nature, avant d'être finalement capturés par les vainqueurs.

Les redditions en masse qui se produisaient à l'ouest offraient un contraste frappant avec les dernières semaines de combat sur le front de l'Est où, pour éviter au plus grand nombre possible de leurs camarades d'être capturés, les unités survivantes de la Wehrmacht résistaient toujours à l'avance de l'Armée rouge.

Telle était l'ultime stratégie du haut commandement allemand, à la tête duquel Hitler avait nommé le grand amiral Doenitz, après que le maréchal Goering se fut rendu à l'ennemi. Elle avait pour but de livrer des millions de soldats au joug le plus clément : celui des Alliés occidentaux, dirigés par le commandant suprême Dwight Eisenhower.

Dans les zones d'occupation américaine et française, plus de cinq millions de soldats allemands furent entassés dans des enclos de barbelés, nombre d'entre eux littéralement serrés épaule contre épaule. Le sol des camps devint rapidement un immonde borbier de déjections, véritable foyer d'épidémies.

[18]

Sous-alimentés, sans le moindre abri, privés des installations sanitaires les plus rudimentaires, les prisonniers commencèrent bientôt à mourir d'inanition et de maladie. Du mois d'avril 1945 jusqu'au cœur de 1946, près d'un million d'individus furent anéantis, la plupart d'entre eux dans les camps américains, les autres dans les camps français. Depuis les atrocités commises au cours de la guerre de Sécession, dans la prison d'Andersonville, administrée par les confédérés, aucune cruauté de cet ordre n'avait été perpétrée sous contrôle militaire américain. Pendant plus de quarante ans, cet épisode tragique de la Seconde Guerre mondiale resta enfoui dans les archives des Alliés.

Comment ce désastre fut-il révélé ? Les premiers indices s'y rapportant furent découverts en 1986 par l'auteur du présent ouvrage,

James Bacque, et par son assistante. Effectuant des recherches au sujet d'un livre sur Raoul Laporterie, héros de la Résistance française ayant sauvé plus de 1.500 réfugiés des camps de détention nazis, ils eurent l'occasion d'interroger un ancien soldat de la Wehrmacht, Hans Goertz. Celui-ci, interné à la fin des hostilités dans un camp d'internement français, avait pu en sortir, avec l'un de ses compagnons, grâce à Laporterie qui les avait employés tous deux comme tailleurs dans son magasin de vêtements. L'ancien prisonnier affirma que le fait de sortir du camp lui avait sauvé la vie, car 25 % des détenus y étaient morts en un mois. De quoi étaient-ils morts ? « *De faim, de dysenterie, de maladie.* »

Consultant avec attention les dossiers relatifs au camp cité par Goertz, James Bacque découvrit que cette installation faisait partie d'un groupe de trois enceintes, lui-même inclus dans un ensemble de 1600 où - si l'on en croit les rapports du Comité International de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) qui se trouvent dans les archives de l'armée française, à Vincennes - régnaient des conditions de détention similaires. Très vite, les deux enquêteurs furent également confrontés aux premiers indices importants de morts en masse dans les camps américains. Un élément capital leur fut fourni par les registres de l'armée, où figurait une colonne à l'intitulé anodin en apparence : *Autres Pertes*¹. La signification véritable de ces mots fut bientôt révélée à James Bacque par le colonel Philip S. Lauben, [19] ancien chef de la branche « Affaires Allemandes » du S.H.A.E.F.².

Au printemps 1987, James Bacque et moi-même nous rencontrâmes à Washington. Au cours des mois suivants, nous travaillâmes ensemble aux Archives nationales et à la Fondation George C. Marshall, à Lexington (Virginie), rassemblant tous les indices au fur et à mesure de leur découverte. Les plans établis, en 1944, aux plus hauts niveaux des gouvernements américain et britannique révélaient une détermination à détruire, une bonne fois pour toutes, l'Allemagne en tant que puissance, en la réduisant à un pays d'économie strictement paysanne, même si de telles mesures devaient provoquer une pénurie alimentaire pour des millions de civils. Jusqu'à présent, les historiens ont affirmé que les dirigeants alliés eurent tôt fait d'annuler leur projet destructeur en raison de la résistance de l'opinion publique.

En effet, à la fin des hostilités, en 1945, la grande majorité des Américains étaient bien loin de désirer l'élimination d'un si grand nombre d'Allemands non armés. Le terme d'élimination n'est pas trop fort, si l'on considère que le nombre de ces morts dépassa de loin toutes

¹. *Autres Pertes* : *Other Losses*, titre de l'ouvrage dans sa version originale. [N. du T.]

² S.H.A.E.F. : Supreme Headquarters, Allied Expeditionary Force (Grand quartier général des forces expéditionnaires alliées). [N. du T.]

celles subies par l'armée allemande sur le front de l'Ouest, entre juin 1941 et avril 1945. Le récit qui suit lève le voile sur cette tragédie.

Dr Ernest F. FISHER Jr.,
Colonel en retraite de l'armée des États-Unis
Ancien historien-chef de l'armée
des États-Unis
Arlington (Virginie), 1988.

[21]

Introduction

En dépit des indices qui s'accumulaient au fur et à mesure de nos recherches, nous avons longtemps refusé de croire, mon assistante et moi-même, à la réalité de ce que nous étions en train de découvrir.

Assis dans une pièce mansardée de la mairie de Buglose, petit village des Landes, nous avons recherché dans des classeurs poussiéreux les listes de décès relatives aux camps de prisonniers allemands situés dans la région, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elles n'y figuraient pas. Nous avons alors pensé qu'elles n'avaient jamais été établies, en raison, sans doute, d'une carence de personnel due aux bouleversements de l'époque.

Nous avons interrogé un prêtre français, ancien aumônier d'un camp qui s'était contredit deux fois au sujet du nombre de prisonniers qu'il avait mis en terre, mais nous nous disions que l'incohérence de ses propos, ainsi que son évidente réticence à poursuivre l'entretien, étaient à mettre au compte du désagrément que lui procurait l'évocation de cette période difficile. Enfin, nous avons découvert une lettre de protestation rédigée en 1945 par un délégué de la Croix-Rouge, qui se plaignait de ne pouvoir obtenir d'essence pour livrer des vivres aux prisonniers affamés. Nous étions convaincus d'être en possession d'un élément important mais, dans la marge, [22] figurait la mention manuscrite : « *C'est fait.* » Le carburant demandé semblait donc avoir été fourni.

Cependant, une autre lettre du même auteur, toujours dans l'expectative, nous révéla peu après que ce dernier n'avait jamais obtenu de réponse à sa requête. Puis, nous entretenant avec d'anciens gardiens du camp où l'aumônier avait officié, nous entendîmes citer un nombre de morts plus important encore que celui qui nous avait été indiqué. Face à toutes ces contradictions, qui étaient autant d'indices, nous nous trouvions dans une situation étrange, partagés entre l'incrédulité et un début de conviction de la réalité des preuves amoncelées. A présent, il nous fallait chaque jour choisir entre une vérité terrifiante et les mythes séduisants que l'on nous avait enseignés en guise d'Histoire.

Lorsque la première étape de nos recherches - celles qui se rapportaient à la France - fut terminée, nous étions en possession d'éléments qui prouvaient sans le moindre doute la réalité d'un désastre dans les camps de prisonniers « en mains »³ françaises ; mais nous détentions aussi de nombreux indices d'une situation similaire dans les camps américains. Nous décidâmes qu'il nous fallait étudier les archives de Washington, bien qu'il nous parût peu probable que l'armée des États-Unis eût conservé la trace des atrocités dont elle semblait être responsable.

Les Archives nationales des États-Unis contenaient toutefois des « *Rapports hebdomadaires sur les prisonniers de guerre et les forces ennemies désarmées*⁴. » Dans chacun de ces documents, une colonne intitulée *Autres Pertes*⁵, fournissait des nombres qui correspondaient en proportion à ceux que nous avons trouvés dans les registres français, sous l'expression *Perdus pour Raisons diverses*.

Tous ces éléments avaient emporté notre conviction. A ce stade, il nous était malheureusement impossible d'espérer la faire partager. Selon nous, les chiffres de la colonne *Autres Pertes* désignaient des morts, sans le dire clairement. Là se trouvait camouflée, sous forme numérique, la confirmation des [23] éléments que nous avons rassemblés par ailleurs. Qui pouvait nous aider à lever le voile ?

Ces recherches me conduisirent chez le colonel Philip Lauben, dont nous avons relevé le nom sur une liste de personnes accréditées pour consulter les documents classifiés du S.H.A.E.F. Ancien chef de la branche « Affaires Allemandes » du grand quartier général allié, cet officier avait été chargé du transfert et du rapatriement des prisonniers pendant une période critique de plusieurs mois. J'étais convaincu que son témoignage serait déterminant.

Devant lui, essayant de garder mon calme, je déroulai mon rouleau de photocopies. Ce qui allait se dire au cours des minutes suivantes allait soit anéantir le travail d'une année entière, soit fournir la preuve que nous avions fait une découverte majeure. Lauben et moi commentâmes les titres des documents un par un. Nous arrivâmes à la colonne *Autres Pertes*.

A la question : « Que recouvre cette expression *Autres Pertes* ? » Lauben me dit :

- « *Elle regroupe les évasions et les morts.*
- *Combien d'évasions ?* demandai-je.
- *Très, très peu* », répondit-il.

³ « en mains » : expression du jargon militaire désignant l'autorité dont dépendent les prisonniers. [N. du T.]

⁴ *Weekly Prisoner of War and Disarmed Enemy Forces Reports*. [N. du T.]

⁵ *Other Losses*. [N. du T.]

Je devais, en effet, découvrir par la suite que les évasions représentaient moins d'un millième des chiffres cités.

Forts de ce témoignage d'une importance capitale, nous étions désormais en mesure de livrer au public le résultat de nos recherches. Telle est la vocation même de cet ouvrage.

Nous ne prétendons pas présenter ici une étude définitive sur la question du traitement subi par les prisonniers allemands dans les camps alliés. En effet, nos travaux ont été rendus d'autant plus difficiles que les documents comptables de l'époque sont le résultat d'un certain nombre de falsifications, et que le maintien d'un voile épais sur toute cette affaire pendant plus de quarante ans a contribué à un inévitable dépérissement des preuves, voire à leur disparition pure et simple. La vérité fut recouverte par plusieurs couches de mensonges.

Jamais, sans doute, on ne saura avec précision combien de prisonniers sont morts dans les camps américains et français. On peut cependant affirmer que des hommes de tous âges, ainsi que des femmes et des enfants, y ont péri de faim, de maladie, [24] à cause du manque d'abri et du manque d'hygiène, et que leur nombre, supérieur à 800.000 individus, s'élève presque certainement à plus de 900.000, et dépasse même vraisemblablement le million. Les conditions de détention de ces prisonniers furent délibérément entretenues par des autorités militaires, qui avaient pourtant les moyens d'y porter remède. Les organismes de secours se virent interdire l'accès des camps par l'armée. Ces faits, dissimulés à l'époque, furent démentis lorsque la Croix-Rouge, *Le Monde*⁶ et *Le Figaro*⁷ tentèrent d'alerter l'opinion publique. Des dossiers ont été détruits, falsifiés ou gardés au secret. C'est encore le cas aujourd'hui.

Le Royaume-Uni et le Canada, qui étaient les alliés de la France et des États-Unis, capturèrent eux-mêmes des centaines de milliers de prisonniers, auxquels vinrent s'ajouter ceux qui leur furent cédés. Ces armées d'occupation étaient également subordonnées au S.H.A.E.F. ; nous nous sommes donc livrés à des recherches sur les camps qui se trouvaient sous leur autorité. Bien que nous disposions de peu d'éléments, nulle part nous n'avons trouvé trace d'atrocités délibérément commises envers les détenus allemands. Quelques rares témoignages des armées elles-mêmes, du C.I.C.R.⁸ et des anciens prisonniers indiquent que la presque totalité des détenus « en mains » britanniques et canadiennes restèrent en bonne santé, à l'exception des 400.000 individus cédés aux Britanniques par les Américains en 1945, dont un grand nombre étaient déjà réduits à l'état de moribonds au moment de leur transfert. Lorsque

⁶ Voir dossier en annexe. [N. du T.]

⁷ Idem. [N. du T.]

⁸ C.I.C.R. : Comité International de la Croix-Rouge. [N. du T.]

l'armée canadienne réclama au gouvernement britannique l'importante monographie du colonel Phillimore, relative aux prisonniers allemands « en mains » britanniques, la communication lui en fut refusée sous le prétexte que ce dossier « *servait encore* ». Les archives de Londres ou d'Ottawa ne contiennent pratiquement aucun document sur les conditions de détention de centaines de milliers de prisonniers allemands, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le siège du C.I.C.R. à Genève, qui a récemment ouvert ses archives à deux écrivains en quête d'informations sur les camps d'extermination nazis, ne nous a pas accordé la permission de rechercher, dans ces mêmes archives, les documents relatifs aux camps de prisonniers de guerre « en mains » britanniques et canadiennes. Il nous a, en outre, refusé à plusieurs reprises l'autorisation de consulter des lettres sur le même sujet, bien que notre requête ait été transmise par l'armée et par la Croix-Rouge canadiennes.

En 1945, les Britanniques et les Canadiens savaient ce qui se tramait dans les camps américains. Les Britanniques furent les témoins d'atrocités dans au moins une des enceintes. L'unique protestation soulevée le fut par le gouvernement canadien.

La croyance en la valeur suprême des lois, et en la presse, toutes deux au service de l'humanité et de la liberté, nous a guidé tout au long de cet ouvrage.

Nous tenons à remercier tout spécialement quatre personnes pour l'aide quelles nous ont apportée. Sans l'honnêteté et le courage du colonel Philip S. Lauben, la vérité ne serait jamais sortie de l'ombre. Par ailleurs, cet ouvrage doit beaucoup plus qu'une préface éloquente au colonel Ernest F. Fisher. Ancien lieutenant du Iole régiment des troupes aéroportées, puis colonel de l'armée américaine, le Dr Fisher est également un éminent historien de l'armée, auteur d'une étude intitulée *Cassino to the Alps*⁹, écrite alors qu'il occupait les fonctions d'historien principal du Centre d'Histoire militaire de l'armée des États-Unis. La vaste culture d'Ernest Fisher lui a permis de nous guider, ce qu'il a fait avec générosité. Sa femme Elsa et lui-même ont consacré de nombreuses heures à étudier les dossiers des Archives nationales des États-Unis. C'est à lui que nous devons la découverte d'un document capital intitulé *Historique médical du T.E.O.*¹⁰. Nous avons étudié ensemble ce rapport d'enquête ainsi que de nombreux dossiers, à Washinton, à Suisland, dans le Maryland et à Lexington, en Virginie. A la fois profond érudit et ami fidèle, Ernest Fisher est un homme sage, modeste et courageux, qui fait honneur à son pays.

⁹ *De Cassino aux Alpes*. [N. du T.]

¹⁰ T.E.O. : Théâtre européen des opérations. Le titre original de la brochure est : *Medical History of E.T.O.* (Voir appendice 2.) [N. du T.]

A Élisabeth, qui n'a jamais entravé mes recherches et m'a toujours encouragé.

[26]

Il est certain que de nombreux érudits trouveront des défauts à ce livre. J'en revendique la pleine responsabilité. Leurs critiques seront les bienvenues et je salue par avance leurs travaux futurs, qui pourront aider à rétablir la vérité après une longue nuit de mensonges.

James BACQUE Toronto, 1989.

[27]

Chapitre premier

QUE FAIRE DE L'ALLEMAGNE ?

Au cours du dîner, le généralissime Joseph Staline déclara qu'il voulait, dès la fin de la guerre, effectuer une rafle de 50.000 officiers allemands, et les fusiller. Winston Churchill entra en fureur. « *Je préférerais être emmené à l'instant dans le jardin et être fusillé moi-même plutôt que souiller mon honneur et celui de mon pays par une telle infamie !* » s'écria-t-il avec véhémence. Franklin Roosevelt, sentant croître l'hostilité entre les deux anciens ennemis, avança une suggestion en guise de compromis : on pourrait se contenter de fusiller 4.000 prisonniers... Staline, instigateur de cette rencontre capitale avec ses deux puissants alliés, consulta tour à tour les neuf hommes réunis autour de la table. Le fils du président des États-Unis, Elliott Roosevelt, général de brigade de l'armée américaine, salua d'un toast la mort "*non seulement de ces 50.000 nazis.. mais de centaines de milliers d'autres*". Churchill, abasourdi, l'entendit ajouter : « *Et je suis sûr du soutien de l'armée américaine.* » Enchanté, Staline serra le jeune Roosevelt dans ses bras, en proposant de boire à la mort des Allemands.

Churchill se leva. « *Vous rendez-vous compte de ce que vous êtes en train de dire ?* » hurla-t-il en regardant Elliott Roosevelt. « *Comment osez-vous proférer une chose pareille ?* »

Comme un ouragan, il quitta la salle et, poussant la première [28] porte venue, se retrouva dans une pièce vide et sombre. Le bâtiment qui abritait l'ambassade de l'U.R.S.S. à Téhéran, en cette année 1943, était totalement inconnu au Premier Ministre anglais, qui se trouvait loin de ses propres troupes et venait de tourner le dos au meilleur ami américain que les Britanniques eussent jamais compté. Il n'avait cependant pas le moindre regret pour ce qu'il venait de faire. Tout à coup, un bras lui entoura l'épaule. Staline, accompagné de Molotov, se trouvait près de lui. Le dictateur, souriant avec bienveillance, expliqua qu'il s'agissait d'une plaisanterie. Nous n'étions pas sérieux. Revenez parmi nous.

Churchill accepta de retourner dans la salle. Mais, ni ce jour-là ni plus tard, il ne mit en doute « *l'intention sinistre* » que traduisaient ces propos¹¹. [N. du T.]

Dans l'esprit de Roosevelt comme dans celui de Churchill, il était clair que Staline ne badinait pas. Churchill avait d'ailleurs rappelé à Roosevelt les conclusions du tribunal international de Katyn¹², aux termes desquelles il apparaissait que les Russes avaient massacré, en 1940, plusieurs milliers d'officiers polonais après leur reddition¹³. Jusqu'à cette conférence de Téhéran, en novembre 1943, Britanniques et Américains ne s'étaient pas précisément demandé quel serait le sort de l'Allemagne à la fin de cette lutte acharnée. Des rencontres précédentes entre Churchill et Roosevelt avaient donné lieu à quelques platitudes, qui se résumaient à la formulation des bonnes intentions des démocraties occidentales. Pour l'heure, le seul but manifeste des Alliés était de gagner la guerre. Lors de son entrevue avec Churchill à Casablanca, en janvier 1943, Roosevelt avait soudain annoncé, pratiquement sans consultation préalable, qu'on ne pouvait proposer à l'Allemagne et au Japon qu'une « *capitulation sans condition* ». Cette disposition ne portait-elle pas en elle-même l'idée de la disparition pure et simple de l'Allemagne en tant qu'État et, par conséquent, [29] l'intention de ne plus appliquer la convention de Genève¹⁴ à des ressortissants d'une entité vouée à l'anéantissement ?

La suggestion du Président américain ne rencontra pas l'approbation de Staline.

Réunis à Moscou en 1943, les ministres des Affaires étrangères caressant l'idée d'un démembrement du pays¹⁵, constituèrent la Commission consultative européenne, chargée d'étudier la question du sort de l'Allemagne après la guerre¹⁶. L'issue de ces travaux ne semblait présenter aucun caractère d'urgence, car les Allemands occupaient l'Europe, de la pointe nord de la Norvège jusqu'au milieu de la Méditerranée, et de la frontière espagnole jusqu'au cœur de la Russie.

Les membres de la Commission se trouvaient confrontés à un problème affectant l'équilibre de l'Europe, et qui resurgissait régulièrement, depuis près d'un siècle. L'Allemagne était une nation tellement agressive que toutes les autres puissances craignaient pour leur vie.

¹¹ La description de la scène de la conférence de Téhéran est basée sur deux ouvrages : *Closing the Ring* (volume 5 de *The History of the Second World War*), de Winston Churchill, Boston, Houghton Mifflin, 1951, p. 330 ; et *As He Saw It* d'Elliott Roosevelt, New York, Duell Sloan and Pierce, 1946, p. 190.

¹² En avril 1943, la Wehrmacht découvrit aux environs de Katyn, petite localité d'U.R.S.S. située à l'ouest de Smolensk, des fosses communes contenant les corps de 4500 officiers polonais.

¹³ En 1939, les dispositions du pacte de non-agression germano-soviétique avaient conduit les Allemands et les Russes à envahir la Pologne. [N. du T.]

¹⁴ Convention internationale relative aux blessés, malades, prisonniers de guerre, 1929. [N. du T.]

¹⁵ Ce fut l'origine de la division de l'Allemagne en quatre zones sous le contrôle des puissances alliées russe, anglaise, américaine et française. [N. du T.]

¹⁶ Winston Churchill, *Closing the Ring*, p. 265.

Même la perspective de la victoire ne réussirait pas à rassurer les Alliés, qui ne pouvaient chasser la vision de l'ennemi renaissant de ses cendres, pour la deuxième fois depuis le début du siècle, dans le but de provoquer une Troisième Guerre mondiale. Comment pouvaient-ils se protéger contre cette menace ? Churchill et les Anglais envisageaient d'affaiblir l'Allemagne juste assez pour la transformer profitablement en une nation satellite contre la Russie¹⁷. Les Américains étaient divisés entre apôtres d'une paix clémentine, et partisans de la vengeance. Roosevelt balançait souvent entre ces deux partis.

Henry C. Morgenthau, secrétaire d'État américain au Trésor, fut le premier membre officiel du Cabinet à prendre au sérieux les travaux de la Commission. Pendant un voyage en Europe, au cours de l'été 1944, il découvrit que les Alliés, sous le commandement suprême de Dwight Eisenhower, avaient des plans de premier ordre pour pénétrer en Allemagne, mais pas la moindre idée de ce qu'ils feraient une fois leur objectif atteint. Le ministre anglais des Affaires étrangères, Anthony Eden, reprenant le procès-verbal de la conférence de Téhéran, [30] lui donna lecture du débat auquel le démembrement éventuel de l'Allemagne avait donné lieu ; personne n'avait eu de proposition à soumettre quant à la façon de s'y prendre pour passer de la théorie à la pratique. Morgenthau n'arrivait pas à comprendre l'indolence des Anglais. Il savait qu'Eden, présent à la discussion, avait bien saisi ce qui avait été décidé ; cela n'empêchait pas son délégué, sir William Strang, représentant de l'Angleterre auprès de la Commission consultative européenne, de ne pas obéir à ses instructions¹⁸. Seul le général Dwight Eisenhower, commandant suprême des forces expéditionnaires alliées, ne décevait pas Morgenthau : il ne cachait pas son intention, une fois en Allemagne, de « *traiter (les Allemands) à la dure* »¹⁹.

Ainsi que le souligna Morgenthau, dans son rapport à la Maison Blanche, la Commission consultative européenne n'avait prévu aucun plan pour cela. « *Personne ne se penche sur les moyens à adopter pour traiter les Allemands à la dure, en suivant la ligne d'action que vous avez indiquée* », déclara-t-il au Président. « *Accordez-moi trente minutes avec Churchill, et je vais arranger ça* », répondit Roosevelt. « *Il faut que nous soyons très sévères avec l'Allemagne, et je ne parle pas seulement des nazis, mais du peuple allemand. Ou bien il faut les châtrer, ou bien leur faire passer l'envie de se multiplier pour assurer la continuité de ce qu'ils ont entrepris.* »²⁰

¹⁷ *Écrits* de Bernard Law Montgomery, 87-1, « Notes sur l'occupation de l'Allemagne ».

¹⁸ *Journal présidentiel*, *Écrits* de Morgenthau, vol. 6, 19 août 1944, Bibliothèque Franklin Roosevelt, Hyde Park, New York.

¹⁹ John Marton Rhim, *Roosevelt and Morgenthau*, Boston, 1970, p. 591.

²⁰ *Journal présidentiel*, *Écrits* de Morgenthau, vol. 6, 19 août 1944, Hyde Park.

Henry Morgenthau qui, selon la femme du Président, Eleanor Roosevelt, était « *la conscience de Franklin* », s'attela sur-le-champ à la tâche de former des plans pour malmener l'Allemagne. Quelques jours plus tard, Roosevelt l'invita à venir le rejoindre à Québec, pour exposer le résultat de ses travaux à Churchill.

Le 13 septembre 1944, Morgenthau descendait du train, sous la pluie québécoise, pour venir participer aux délibérations des Grands. Il se trouvait dans une situation peu banale : on lui demandait de contribuer à l'élaboration des décisions concernant l'Allemagne - rôle qui incombait en fait au département d'État - alors que Cordell Hull, secrétaire de ce département, était absent. Hull n'avait pas non plus assisté à la conférence de Téhéran dont, en dépit de sa requête, le procès-verbal ne lui avait pas été communiqué²¹. Tout cela s'expliquait en partie par la volonté de Roosevelt de diriger lui-même les Affaires [31] étrangères ; n'avait-il pas, pourtant, convié le secrétaire d'État au Trésor à présenter son projet ?

Morgenthau se doutait que Roosevelt, n'ayant vraisemblablement pas réussi à convaincre Churchill de traiter les Allemands « à *la dure* », et étant lui-même indécis quant au sort qu'il convenait de réserver aux vaincus, se tournait maintenant vers sa « *conscience* » afin qu'elle l'aidât à trancher.

Il ne restait plus beaucoup de temps pour cela. Alors que Morgenthau et lord Cherwell, conseiller supérieur de Churchill se réunissaient pour débattre de ce que feraient les Alliés une fois la frontière allemande franchie, les chars de tête du général Eisenhower étaient déjà sur le point d'atteindre Aix-la-Chapelle et les armées britannique et canadienne fondaient en direction du nord-est, à travers les Pays-Bas.

Le dossier de Morgenthau reposait sur une idée précise : il fallait « pastoraliser » l'Allemagne en détruisant son industrie et ses exploitations minières. On allait transformer l'une des nations les plus industrialisées du monde en une immense ferme. Or, l'Allemagne n'avait pas suffisamment de terres cultivables pour nourrir ses habitants, ce qui expliquait en partie la croissance de l'industrie, destinée à payer les importations d'aliments. En guise de solution, Hitler avait proposé d'augmenter les étendues cultivables en offrant à « *la charrue allemande* » des terres conquises à l'Est. La définition de nouvelles frontières au profit de la Pologne et de la Russie allait maintenant réduire la surface de l'Allemagne, provoquant l'arrivée, à l'ouest du pays, d'un flot énorme de réfugiés. Si l'on anéantissait les ressources industrielles, on pouvait s'attendre à une grande famine. D'après Cordell Hull²², « *Le Plan Morgenthau allait tout raser en Allemagne sauf la terre, qui de-*

²¹ Journal présidentiel, Écrits de Morgenthau, vol. 6, 19 août 1944, Hyde Park.

²² *The Memoirs of Cordell Hull*, New York, Macmillan, 1948, p. 1617.

viendrait la seule ressource du peuple. Cela signifiait que 60 % seulement des habitants pourraient subsister, et que les 40 % restants seraient condamnés à mourir». Traduits en nombre, les propos de Hull évoquent ici la mort d'environ 20 millions de civils allemands.

Morgenthau et son brillant assistant, Harry Dexter White n'avaient donc que peu de temps pour préparer leur argumentation qui serait l'objet d'une attaque serrée de la part de Churchill. En ce soir du 13 septembre 1944, au cours du dîner dans la citadelle de Québec, le Premier Ministre manifesta le désir d'aborder sur-le-champ la question de l'Allemagne.

[32]

Roosevelt se tourna vers Morgenthau et l'invita à s'acquitter de sa tâche. Tout comme Hull, Churchill perçut immédiatement les implications du projet qu'on lui soumettait. Selon White, il déclara que ce plan était « *contre nature, contraire à l'esprit chrétien et superflu* »²³. D'un ton irrité, il demanda si on lui avait fait faire tout ce voyage pour discuter d'un programme qui « *n'aboutirait qu'à tenir l'Angleterre enchaînée à un cadavre* ». L'amiral Land, de l'U.S. Navy fit savoir qu'il approuvait totalement le plan ; il frappa du poing la table de conférence en guise de soutien vigoureux à Morgenthau. La discussion fut toutefois abandonnée pour le reste de la soirée.

En respirant cette nuit-là l'air revigorant des rues de Québec, Morgenthau et le conseiller de Churchill, lord Cherwell, mirent au point une stratégie pour venir à bout de la résistance du Premier Ministre. Au cours de la réunion suivante - qui rassemblait Cherwell, Morgenthau, Roosevelt, Churchill, Anthony Eden, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et son assistant Cadogan -, lorsque la question de l'Allemagne surgit de nouveau, Churchill réclama le procès-verbal de la discussion précédente. Cherwell et Morgenthau, prétendant d'un commun accord que le compte rendu n'était pas prêt, prièrent Churchill de se livrer à une récapitulation orale. Fier de son talent pour le discours improvisé et de la précision de sa mémoire, Churchill reconstitua le débat au pied levé, adoptant au fil de son exposé une attitude beaucoup plus ferme que précédemment contre l'Allemagne. Cherwell avait prévu ce retournement de situation. Morgenthau s'empessa de souligner que la destruction des industries allemandes ouvrirait de nouveaux marchés aux produits manufacturés anglais. La compétition pour les ressources serait réduite. Cela serait également vrai pour les Américains et pour les Français.

Morgenthau refusait d'admettre que les Allemands souffriraient de la faim. Ultérieurement, dans son ouvrage intitulé : *Germany Is Our*

²³ *Mémoire pour les dossiers du secrétaire d'État* par Harry D. White, Journal présidentiel, section Québec, 13 septembre 1944, Hyde Park.

*Problem*²⁴. publié en 1945 avec l'approbation de Roosevelt, il devait écrire que l'Allemagne d'avant-guerre produisait 98,2 % de ses propres besoins en céréales, la totalité de ses pommes de terre et de son sucre, 92,3 % de ses légumes, 96,7 % de sa viande et de ses volailles, et la totalité de son lait.

[33]

D'après lui, ces chiffres ne chuteraient que de 14 % en moyenne, après le nouveau tracé des frontières allemandes.

Churchill, convaincu par les arguments économiques, se rallia à Morgenthau et à Cherwell. Anthony Eden était scandalisé. « Vous *ne pouvez pas faire cela !* » s'exclama-t-il. « Pas après que vous et moi ayons *publiquement affirmé le contraire !* »

Après une longue discussion, Churchill réduisit Eden au silence : « Bon, j'espère, Anthony, que vous vous garderez de faire quoi que ce soit auprès du cabinet de la Guerre si l'occasion s'en présente... Après tout, l'avenir de mon peuple est en jeu et, lorsqu'il va me falloir choisir entre mon peuple et le peuple allemand, c'est le mien que j'ai l'intention de choisir.²⁵ »

Morgenthau était « *rudement heureux* » de l'issue de la rencontre : « Nous avons obtenu ce que nous avions escompté. » Ainsi en témoignent les initiales W.S.C. et F.D.R.²⁶, qui figurent au bas d'un mémorandum confidentiel²⁷ dont voici le texte :

« Au terme d'une entrevue entre le Président et le Premier Ministre afin de décider des mesures à prendre pour prévenir un nouveau réarmement de l'Allemagne, il est apparu que le sort à réserver à la Ruhr et à la Sarre constitue un élément déterminant de la question.

« Nous savons déjà, au prix d'une expérience amère, avec quelle facilité l'Allemagne peut convertir ses industries électriques, chimiques et métallurgiques en industries de guerre. Souvenons-nous aussi que les Allemands ont dévasté une grande partie des industries de la Russie et d'autres nations alliées voisines, et que, conformément à la justice, ces pays lésés doivent être autorisés à récupérer le matériel allemand pour compenser les pertes subies et effectuer les réparations. Il est donc nécessaire que l'on mette fin aux activités des industries de la Ruhr et de la Sarre auxquelles nous nous référons, et qu'elles soient fermées définitivement. Il ressort de cela que l'organisation mondiale doit désigner un corps

²⁴ Henry C. Morgenthau, *Germany Is Our Problem*, New York, Harper and Brothers, 1945. [Nous sommes concernés par l'Allemagne] [N. du T.]

²⁵ Blum, *Roosevelt and Morgenthau*, p. 596.

²⁶ Winston S. Churchill et Franklin Delano Roosevelt. [N. du T.]

²⁷ Il est reproduit dans l'ouvrage d'Henry L. Stimson et McGeorge Bundy, *On Active Service in Peace and War*, New York, Harper, p. 576.

chargé de superviser dans ces deux régions le démantèlement des industries concernées, et de veiller à ce qu'aucun subterfuge ne soit mis en œuvre pour les reconstituer.

[34]

« Ce programme destiné à éliminer les industries de guerre dans la Ruhr et la Sarre vise à convertir l'Allemagne en un pays de caractère principalement pastoral et agricole.

« Ce programme a reçu l'accord du Premier Ministre et celui du Président.

O.K.

F.D.R.

W.S.C

16 septembre 1944.

Peu après qu'il eut été paraphé, ce mémorandum fit l'objet d'une âpre discussion au sein du Cabinet des États-Unis. Cordell Hull déclara : *« Au cours de ma carrière de secrétaire d'État rien ne m'avait mis plus en colère que cet épisode de Québec. Si le Plan Morgenthau était ébruité, ce qui semblait inévitable, cela pouvait signifier une résistance âpre et désespérée de la part des Allemands, et la mort de milliers d'Américains.²⁸ »*

Dès les premières fuites du projet, on put mesurer les pouvoirs de la presse et de l'opinion publique. Les adversaires du Plan n'ignoraient pas qu'ils avaient de bonnes chances de le faire échouer en s'adressant directement à l'électorat par l'intermédiaire des journaux. Comme Hull l'avait pensé, l'ensemble du public se prononça presque unanimement contre la vengeance²⁹. Drew Pearson, du *Washington Post*, Arthur Krock du *New York Times* ainsi que de nombreux autres journalistes dévoilèrent différents aspects du Plan, sans omettre quelques détails sur la controverse qui faisait rage dans les allées du pouvoir.

Le *Pioneer Press*, journal de Saint-Paul, dans le Minnesota, réduisit l'idée du projet à néant en sept paragraphes éloquentes, qui s'ouvraient comme suit : *« Le président Roosevelt affiche une nette tendance à faire des déclarations fallacieuses et pleines de détours, dans le but de dissimuler ses erreurs. »*

Devant les fuites du Plan Morgenthau, le Président avait essayé d'abuser la presse et le public en faisant publier une lettre, qui traitait apparemment d'un autre sujet, mais impliquait que le Plan Morgenthau n'avait rien d'un programme officiel. Le *Pioneer Press* poursuivait : *« Le monde entier sait bien que Herr Goebbels (ministre de la Propagande d'Hitler) a fait tout ce qu'il fallait pour que chaque Allemand ait enten-*

²⁸ *The Memoirs of Cordell Hull*, p. 1614.

²⁹ « L'ensemble de la presse attaqua Morgenthau avec virulence. » Stimson et Bundy, *On Active Service*, p. 580.

du parler du Plan. Voilà, a-t-il expliqué, ce à quoi l'on doit s'attendre en [35] cas de défaite. voilà ce que les États-Unis ont l'intention de faire de l'Allemagne... A peu près au même moment, le général Eisenhower dispersait au-dessus de l'Allemagne des tracts affirmant que l'on n'exercerait pas de représailles contre les innocents... La contre-propagande la plus efficace opérée par le truchement de Goebbels, est partie de Washington » L'article affirmait en guise de conclusion : « Parce qu'il (Roosevelt) se sert de son autorité pour dissimuler les faits, il nous est impossible de réfuter sa déclaration... (mais) il a été contraint de rejeter (le Plan). » En Californie, le *San Francisco Chronicle* se livra à des commentaires caustiques : « Cette affaire est maintenant réglée, pour autant que de tels conflits puissent jamais être réglés au sein de notre administration gouvernementale, où chaque organisme se croit autorisé à s'immiscer en permanence dans des affaires qui ne le concernent pas en propre³⁰. » Roosevelt eut vite fait de dégager sa responsabilité de l'affaire. Avec le sourire, il dit à son secrétaire d'État à la Guerre, Henry L. Stimson qu'à son avis Henry (Morgenthau) avait « fait une bourde »³¹.

D'une santé de plus en plus fragile au cours des six derniers mois de sa vie, Roosevelt s'efforçait d'éviter tout sujet de discorde. A cela venait s'ajouter une effrayante inattention. Morgenthau prenait soin de lui répéter au moins une fois ce qui était important, pour être bien sûr qu'il l'eût enregistré. Le Président finit par reconnaître qu'il n'avait pas entrevu les conséquences catastrophiques de ce qu'il avait signé avec son ami Churchill à Québec. Stimson³², qui relut au Président le passage contenant le morceau de phrase : « convertir l'Allemagne en un pays de caractère essentiellement pastoral et agricole », affirme dans son ouvrage³³ que Roosevelt se montra « atterré. Il se dit qu'il ne pouvait pas comprendre comment il en était venu à paraphraser cela. » Cette scène se déroulait le 3 octobre 1944, moins de trois semaines après la signature du mémorandum.

Une étrange déclaration de Roosevelt met d'ailleurs en lumière les difficultés insolites auxquelles se trouvaient confrontés les hommes chargés de décider du sort d'une nation étrangère. Un jour qu'il se remémorait avec émotion les années heureuses où il explorait les grandes forêts de la région de Dutchess, sur les rives de l'Hudson, il déclara soudain qu'« il [36] n'y (avait) aucune raison pour que l'Allemagne ne revienne pas à ce qu'elle était en 1810.. Ils auraient une vie agréable, mais sans le moindre luxe.³⁴ » Il pensait à « la vie de ces gens habillés de

³⁰ Les deux articles sont datés du 30 septembre 1944, et sont reproduits dans les *Écrits d'Hopkins-Sherwood*, section 333, classeur no 1, Hyde Park.

³¹ Stimson et Bundy, *On Active Service*, p. 581.

³² Henry Stimson : secrétaire d'État à la Guerre. [N. du T.]

³³ Stimson et Bundy, *On Active Service*, p. 581.

³⁴ Blum, *Roosevelt and Morgenthau*, p. 590.

vêtements tissés à la main », et ajouta que si les Allemands manquaient de nourriture, on pourrait toujours rouvrir la soupe populaire de l'armée. Il arrivait parfois au Président de tenir des propos très désinvoltes ; il affirma par exemple que la question du charbon ne posait aucun problème : « *Je nommerai une commission de trois hommes d'affaires allemands pour faire marcher les mines de charbon. Si cela ne donne rien, nous les fusillerons.*³⁵ »

Staline approuva le Plan Morgenthau tel qu'il lui avait été soumis par Churchill à Moscou, vers la mi-octobre. Ainsi que l'exprimait le Premier Ministre, « *L'intention manifestée par les Russes de récupérer le matériel allemand est en parfaite concordance avec les intérêts de la Grande-Bretagne, qui désire combler la brèche laissée par l'Allemagne. C'est une simple question de justice.*³⁶ » Churchill eut beaucoup plus de mal à convaincre le cabinet anglais de la Guerre de la sagesse du projet. Lord Cherwell, principal champion du Plan en Angleterre, mettait Anthony Eden hors de lui en soutenant que la crainte d'une famine en Europe était absolument sans objet. Churchill dut intervenir en personne pour apaiser Eden. Les Britanniques allaient d'ailleurs faire preuve d'indécision sur des questions majeures concernant le sort de l'Allemagne - celles des réparations et du démembrement, par exemple - jusqu'à la conférence de Yalta, en février 1945.

A Washington, la lutte pour finir de convaincre Roosevelt se poursuivit tout au long de l'hiver, sans qu'aucune décision fût prise. Cette situation n'eût pas dû se prolonger au-delà de quelques semaines, mais Roosevelt tendait de plus en plus à changer d'opinion en fonction de son interlocuteur. Tantôt il se montrait mélancolique et rêveur, tantôt il affichait une humeur sévère, doublée d'une détermination à se montrer sans pitié envers les Allemands³⁷. A la veille de la rencontre de Yalta, le problème était devenu crucial. D'importantes zones de l'Allemagne étaient passées aux mains des Alliés qui, sur les deux fronts, avaient déjà effectué la première des grandes captures de l'armée allemande en décomposition. Plusieurs [37] centaines de milliers d'Allemands se trouvaient déjà à l'Ouest dans les camps d'internement alliés.

Les Britanniques, les Canadiens et les Américains, en signant la convention de Genève, s'étaient publiquement engagés à traiter les prisonniers selon les principes d'humanité garantis par les textes. La nécessité du respect de ces principes se trouvait renforcée par la menace latente de représailles sur les otages que représentaient les détenus de

³⁵ Blum, *Roosevelt and Morgenthau*, p. 621.

³⁶ Conversation entre Churchill et Staline, Moscou, 17 octobre 1944. Citée dans l'ouvrage de Martin Gilbert, *Road to Victory*, Winston Churchill 1941-1945, Londres, Heinemann, 1986, p. 1024.

³⁷ Mémorandum des entretiens, département d'État, 15 novembre 1944, R.G. n° 43, Conférences de la Seconde Guerre mondiale, section n° 3, archives du département d'État, Washington.

chaque côté (près de 2.000.000 d'Alliés occidentaux internés en Allemagne, et environ 700.000 Allemands dans les camps alliés de l'Ouest).

La question revêtait d'autant plus d'importance qu'après la tentative canadienne de débarquement à Dieppe, en 1942, Canadiens et Allemands avaient, chacun de leur côté, exercé des sévices sur leurs captifs, pour se venger des brutalités infligées à leurs compatriotes.

Il avait été décidé qu'au départ l'Allemagne serait prise en main par les armées alliées, mais aucune ligne précise n'avait été définie pour les aider dans cette tâche. Eisenhower avait vaguement dit qu'il souhaitait « *traiter* (les vaincus) *à la dure* ». Quelle application pourraient bien avoir ces termes pour les prisonniers allemands, une fois les otages occidentaux libérés ?

Et pour une nation entière dont l'armée aurait capitulé sans condition ?

Ces questions relevaient de la seule compétence des trois grands dirigeants alliés. Quittant Washington, Londres et Moscou, ils se dirigèrent vers Yalta, en Crimée, pour s'y rencontrer, au mois de février 1945.

[

39]

Chapitre 2

SANS ABRI

« J'ai le cœur serré par ce que l'on raconte sur ces masses de femmes et d'enfants allemands qui, partout, fuient vers l'Ouest, devant l'invasion de l'armée (russe) et qui avancent le long des routes, en colonnes longues de soixante kilomètres. Je suis bien convaincu qu'ils ont mérité ce qui leur arrive, mais cela ne fait pas disparaître ce tableau horrible Je suis épouvanté par la misère du monde entier.³⁸ »

Winston Churchill

Winston Churchill, voyant les Allemands subir le sort qu'il avait appréhendé pour ses compatriotes, ne se sentait pas d'humeur vengeresse à l'ouverture de la dernière conférence des trois Grands, à Yalta, en février 1945. De sa voiture, Roosevelt découvrait d'un air morose les destructions causées par l'ennemi au cours de sa retraite. Dès qu'il se trouva en face de Staline, le Président déclara que ce désastre le rendait plus *« sanguinaire que jamais envers les Allemands »*. Staline répondit [40] à son interlocuteur qu'il n'avait encore rien vu ; l'Ukraine était encore plus dévastée. Roosevelt dit alors : *« (J'espère que vous allez) de nouveau proposer un toast à l'exécution de 50.000 officiers de l'armée allemande.³⁹ »*

Le lendemain, lorsque la question du sort de l'Allemagne fut soulevée au cours de la seconde session, Staline demanda si le plan de désarmement qui allait être adopté serait communiqué à tous les groupes allemands anti-nazis qui réclamaient la paix. Churchill, omettant de préciser qu'il s'opposait à la division du pays, déclara qu'il n'en voyait pas l'utilité. Vers la fin de la conférence, Staline revint sur ce sujet. Il accusa Churchill de s'opposer au démembrement parce qu'il voulait faire des affaires avec l'Allemagne, et visait à conserver un partenaire commercial puissant. Le Premier Ministre, ayant déjà confié à Roosevelt qu'il redoutait l'absence d'une nation forte *« entre les falaises blanches de Douvres et la neige blanche de Russie⁴⁰ »* il rétorqua qu'il ne servait à rien de saigner l'Allemagne à blanc, puisqu'elle allait s'effondrer sous le

³⁸ Lettre envoyée de Yalta par Churchill à Clementine Churchill. Extrait de l'ouvrage de Martin Gilbert, *Road to Victory*, Winston S. Churchill 1941-1945, p. 1167.

³⁹ Ce paragraphe entier est basé sur le procès-verbal de la conférence de Yalta, 4 février 1945. R.G. 443, Conférences de la Seconde Guerre mondiale, section n° 3, p. 1. Archives nationales des États-Unis, Washington.

⁴⁰ Journal présidentiel, Écrits de Morgenthau, vol. 6, 25 août 1944, p. 1391.

poids des réparations, comme elle l'avait déjà fait dans le passé ; le démembrement prévu par le Plan Morgenthau, momentanément en suspens, rendrait les réparations encore plus écrasantes. Roosevelt suggéra de nouveau un compromis : on pourrait accorder un mois aux trois ministres des Affaires étrangères pour réfléchir sur cette question et élaborer un projet. Churchill s'en remit au Président. Une fois encore les décisions majeures concernant le sort de l'Allemagne allaient être ajournées ; mais Staline ne voulut pas permettre que la question des réparations fût retardée par la création d'une Commission. Serrant sa chaise si fort que ses articulations en devinrent blanches, il insista d'un ton furieux sur le fait que la Russie avait droit à un dédommagement pour l'immense dévastation causée par l'Allemagne. De Moscou à la frontière polonaise, on ne trouvait plus une seule maison habitable. Avec réticence, Churchill et Roosevelt s'entendirent sur une « *base de discussion* » de 20 milliards de dollars, étant entendu que la Russie obtiendrait en tout état de cause la moitié de la somme qui serait finalement arrêtée. Staline allait se montrer très peu préoccupé par le sort des prisonniers de guerre, qui constituaient une vaste réserve d'esclaves destinés aux travaux de réparations. Lorsque Harry Hopkins, assistant particulier de Roosevelt, lui demanda par la [41] suite ce qu'il advenait des détenus, il répondit évasivement qu'il pensait qu'on avait dû les mettre au travail⁴¹.

Au flot des réfugiés déjà évoqués par Churchill, vinrent bientôt s'ajouter des millions de soldats de la Wehrmacht qui voulaient échapper aux Russes et cherchaient un refuge à l'Ouest. La Wehrmacht de 1940-1941, armée arrogante et cruelle s'il en fut, avait été détruite sur le front de l'Est : la moitié de son effectif était maintenant constituée d'adolescents ou d'hommes de plus de 35 ans, dont le plus grand nombre fuyaient à la rencontre des Alliés occidentaux. Là, pensaient-ils, on les traiterait mieux que ne le feraient les Russes.

Conformément à la convention de Genève, le général Eisenhower⁴² et son état-major avaient la responsabilité des soins et de l'alimentation de tous les prisonniers, tant que la guerre n'aurait pas pris fin. Le sort effectivement subi par ces captifs allait être largement déterminé par la façon dont Hitler avait traité environ deux millions de soldats français, américains, anglais et canadiens dans ses propres camps. Outre ces Occidentaux, plusieurs millions de Russes étaient tombés entre ses mains, et l'on supposait alors que la plus grande partie d'entre eux avaient succombé aux conditions de détention très rudes auxquelles ils avaient été soumis⁴³. La convention de Genève avait établi des règles pour le

⁴¹ Robert E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, New York, Harper and Row, 1948, p. 905.

⁴² Commandant suprême des forces expéditionnaires alliées. [N. du T.]

⁴³ Rapport du C.I.C.R. sur ses activités pendant la Seconde Guerre mondiale, Genève, mai 1948.

traitement des prisonniers ; il n'existait qu'un seul moyen de pression pour les faire respecter : la menace de représailles que le camp adverse pouvait exercer sur ses propres captifs.

Eisenhower affirmait lui-même n'avoir jamais appris, au cours de sa formation à l'École supérieure de guerre, ce qu'il convenait de faire des prisonniers en cas de pénurie de moyens de transports⁴⁴. C'est sans doute pourquoi il s'assura la collaboration de son vieil ami, le général Everett S. Hughes, qui avait été son compagnon d'instruction à Fort Leavenworth, dans le Kansas.

Après la libération de Paris, en août 1944, Hughes fut nommé assistant particulier d'Eisenhower, et se vit attribuer, dans la capitale, un bureau au quartier général de la Zone de Commandement (Z COM)⁴⁵. « *Personne ne savait exactement ce qu'il faisait mais il était très actif* », affirme Buel F. Weare, officier d'état-major de l'intendance d'Eisenhower. En fait, il [42] supervisait le remplacement des effectifs, les rations des prisonniers de guerre et les activités du général J. C. H. Lee, chargé de la logistique pour le TEO⁴⁶. « *Il appartenait au petit noyau des intimes (du commandant suprême)*⁴⁷. » Il était en outre accueilli au sein de la famille Eisenhower qui l'avait surnommé « *Oncle Everett*⁴⁸ ».

Hughes était un homme imposant, de grande taille, au comportement taciturne et réservé. Eisenhower lui accordait une confiance sans limite, car il était convaincu de sa haute compétence et de sa totale intégrité. Hughes saisissait d'instinct les méthodes sibyllines que le général utilisait pour diriger⁴⁹.

A diverses reprises, le commandant suprême aida Hughes à grimper les échelons de la hiérarchie militaire. Par exemple, en avril 1944, il fit savoir par câble au général Mc Narney, à Washington, qu'il désirait le retour d'Hughes à ses côtés au S.H.A.E.F.⁵⁰ « *Le général Hughes me serait extrêmement utile sur le théâtre des opérations. Vous demande de délivrer l'ordre de son transfert immédiat.*⁵¹ » Hughes fut envoyé sur-le-

⁴⁴ Dwight D. Eisenhower, *Crusade in Europe*, New York, Da Capo Press, 1983, p. 386.

⁴⁵ Département de la Guerre, biographie d'Everett S. Hughes, jusqu'au 9 septembre 1946, Bibliothèque du Congrès.

⁴⁶ TEO : Théâtre européen des opérations. [N. du T.]

⁴⁷ Citation extraite des Documents du haut commandement allié, 1943-1945, bobine n° 5 des Écrits de David Irving rassemblés dans *The War Between the Generals*. Disponible auprès de Microfilm Academic Publishers, East Ardsley, Grande-Bretagne.

⁴⁸ Le biographe anglais d'Eisenhower, Piers Brendon déclara que la méthode de commandement du général consistait en une « stratégie par subterfuge, un « généralat » de furtives connivences ». Piers Brendon, *Ike*, New York, Harper and Row, 1986, p. 178.

⁴⁹ David Eisenhower, *Eisenhower at War*, New York, Random House, 1987, p. 299.

⁵⁰ Supreme Headquarters, Allied Expeditionary Force : Grand quartier général des forces expéditionnaires alliées. Le S.H.A.E.F., sous le commandement suprême du général Eisenhower, dirigeait les forces américaines, anglo-canadiennes et françaises dans tout le nord-ouest de l'Europe. [N. du T.]

⁵¹ Message personnel adressé au général Mc Narney, signé « Eisenhower ». Répertoire des « départs », E.T.O.U.S.A., 10 février 1944, N.A.R.S.

champ en Europe, où il devint « (les) *yeux et (les) oreilles* » d'Eisenhower, selon les termes mêmes du général⁵².

Le commandant suprême du S.H.A.E.F. se reposait beaucoup sur son assistant, loyal, efficace et d'une discrétion à toute épreuve. Cette qualité était un atout essentiel aux yeux d'Eisenhower, qui n'avait jamais aimé « *choisir des moyens d'action directs requérant (sa) propre participation, alors qu'on (pouvait) arriver au même résultat des méthodes indirectes* ». Ainsi le Président Eisenhower allait-il être ultérieurement décrit par le vice-président, Richard M. Nixon⁵³. En 1944, alors qu'Eisenhower dirigeait le S.H.A.E.F., ce trait de caractère était déjà très prononcé. Le général George S. Patton en fit mention dans une lettre à Béatrice Patton⁵⁴. Expliquant à quel point il était difficile d'obtenir une décision d'Eisenhower qui, en cas de controverse, veillait à dissimuler ce qui se passait dans son esprit, Patton écrivait : « (Il est) *infernally de faire la guerre par mégarde (et) de vaincre par supercherie*. » David Eisenhower, petit-fils du général, affirmait que son grand-père avait pris [43] « *l'habitude de recevoir (toutes les propositions), même celles auxquelles il était favorable, avec une attitude sceptique ou un refus tranchant* ». Le général Lucius Clay fournit lui aussi, un témoignage sur ce point : « Il avait constaté que cela lui permettait souvent de mettre en évidence les points faibles de ses interlocuteurs⁵⁵. »

De tels procédés requéraient les services de subordonnés perspicaces, capables de gouverner sans diriger. « *Même lorsque la situation lui*

⁵² Message d'Eisenhower à Marshall, 3 mars 1944, *Écrits d'Eisenhower*, p. 1760.

⁵³ Richard M. Nixon, *Six Crisis*, Londres, W.H. Allen, 1962, p. 161. Un autre exemple de cette approche indirecte nous est fourni par un échange qui eut lieu entre Eisenhower et Hughes, en 1944.

Au début du mois d'août, très peu de temps après qu'Henry C. Morgenthau eut discuté avec Eisenhower de la politique à adopter envers les Allemands, le général appela Hughes pour l'inciter à se montrer prudent lors d'une mission secrète dont il l'avait chargé aux États-Unis. Hughes se réferra à leur conversation dans une lettre énigmatique :

« Cher Ike,

Votre recommandation téléphonique de me montrer prudent n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Avant de demander la permission de retourner aux États-Unis, j'avais examiné la question sous tous ses angles, et j'étais déterminé à faire preuve d'une extrême circonspection.

Je travaille pour vous et je sais bien qu'en provoquant la disharmonie, je ne ferais pas tout ce qu'il faut. Vous dites que vous n'avez reçu aucune plainte au sujet des opérations que j'ai menées. Je suis certain que, s'il en a été ainsi, c'est parce que je n'ai aucun intérêt dans l'affaire et que je fais de mon mieux pour mener cette tâche à bien le plus rapidement. Bradley, Patton et Lee semblent me faire confiance. Lee sait que je l'ai déjà aidé, et que je ne travaille pas pour moi-même.

Ainsi, vous pouvez être tranquille en ce qui concerne les États-Unis. J'ai bien cerné le problème et je promets de ne pas remuer la vase.

J'espère et je désire vous voir avant mon départ pour discuter de cette question. Pour le cas où cela ne serait pas possible, cette lettre vous aura exprimé ce que je pense.

Très sincèrement vôtre,

Everett. »

Ce message extrêmement sibyllin montre quel degré de complicité Eisenhower et Hughes avaient atteint lorsqu'ils communiquaient par écrit. C'est probablement contre les Américains, et non contre les Allemands qu'Hughes cherche à protéger à la fois son chef et lui-même. (Extrait des Documents d'Hughes, collection ms, Bibliothèque du Congrès.)

⁵⁴ Lettres du général Patton à Beatrice Patton, 3 septembre 1944. Dans *The Patton Papers*, recueillis par Martin Blumenson, vol. 2, Boston, Houghton Mifflin, 1974, p. 538.

⁵⁵ David Eisenhower, *Eisenhower at War*, p. 640.

permettait de donner des ordres clairs et directs, Eisenhower préférait apparemment s'y prendre de façon plus tortueuse. Il agissait à la déro-bée⁵⁶. » Ses ordres étaient parfois si peu explicites qu'il lui fallait le lendemain y apporter des éclaircissements. Ces délais le mettaient dans une colère furieuse. Hughes n'avait-il pas écrit lui-même, le 21 juillet 1944 : " Cet homme est fou. Il est incapable de donner un ordre qui tienne debout. Puis il va se mettre à hurler en tapant du poing sur son bureau⁵⁷. »

Même privé d'autorité directe, Hughes avait une grande influence sur son chef. Ses méthodes subtiles permettaient, à l'occasion, de camoufler l'origine des décisions.

Ainsi en était-il de l'importante question de l'alimentation des prisonniers, sur laquelle nous reviendrons à maintes reprises. Eisenhower ayant demandé, en mai 1945, que les rations fussent réduites, l'opération fut, apparemment, réalisée sans trace écrite. Dès le début de la mise en application de cette mesure, des officiers subordonnés firent preuve d'une certaine réticence ; eussent-ils exigé un ordre écrit, Hughes eût été contraint d'obtenir la signature du général. Cette pratique était si solidement établie qu'en octobre 1945, lorsqu'on décida, pour des raisons de pure opportunité, d'effectuer une distribution spéciale de nourriture aux prisonniers, un officier responsable réclama l'ordre écrit du commandant suprême avant d'obéir. Ainsi, l'application d'une mesure, *a priori* favorable, aboutissait ironiquement, faute d'ordre écrit, à un refus de distribuer des vivres. On agissait en s'abstenant d'agir.

Lorsqu'il avait nommé Hughes à ses côtés, Eisenhower avait clairement établi les limites de l'autorité de son assistant. Dans une directive datée du 24 février 1944, il avait déclaré : « Vous veillerez à *privilégier l'aspect consultatif de vos fonctions, par rapport au rôle de supervision qu'elles entraînent. Après en avoir discuté avec les commandants responsables, soumettez-moi tous [44] les problèmes qui nécessitent, selon vous, que je prenne une décision en tant que commandant du théâtre des opérations*⁵⁸. »

« *Plus que par tout autre moyen, c'est en utilisant les exigences de la logistique qu'Eisenhower affirmait son autorité sur Montgomery*⁵⁹ », fait remarquer Stephen Ambrose, le biographe autorisé du général. « *Il arrivait que Montgomery se contente d'obéir à ses propres inclinations, et ne suive les ordres d'Eisenhower que de très loin, mais il n'avait pas le pouvoir de faire surgir des provisions. Il lui fallait lutter dans une*

⁵⁶ Brendon, *Ike*, p. 178.

⁵⁷ Extrait du journal d'Hughes, Bibliothèque du Congrès.

⁵⁸ *The Papers of Dwight David Eisenhower*, rassemblés par Alfred D. Chandler et Stephen E. Ambrose, Baltimore, 1970, Johns Hopkins, University Press, 1970, vol. 3, p. 1748.

⁵⁹ Bernard Law Montgomery : maréchal britannique, commandant du 21^e groupe d'armées. [N. du T.]

*structure très limitée par la quantité de matériel qu'Eisenhower voulait bien lui accorder*⁶⁰. » Le chef d'état-major d'Eisenhower, Bedell Smith, écrivit que « (le général) *au courant des besoins et des missions assignées aux différentes forces, qu'il connaissait bien, détenait seul les éléments qui permettaient d'allouer des vivres et de les répartir, en fonction de chaque opération.* »

Au cours de l'été 1944, sur une suggestion de son assistant, Eisenhower accepta de reformuler une directive importante, ce qui l'obligeait à fournir un éclaircissement embarrassant le lendemain même de l'ordre initial. Hughes était l'une des rares personnes à rendre compte directement de ses actes devant le commandant suprême, ce qui leur permettait à tous deux de débattre des questions épineuses loin des oreilles indiscrètes. Eisenhower autorisait son assistant « *à consulter les officiers et les simples soldats de toutes les unités, les organismes et les quartiers généraux de l'E. T. O. U. S.A.* »⁶¹ On attendait d'Hughes qu'il fasse bénéficier les autres de sa grande expérience, et qu'il conseille le général lui-même sur les besoins en effectifs, en ravitaillement, comme sur les questions d'organisation. Sous ce mandat extraordinaire, au rayon d'action très étendu, Hughes pouvait se rendre n'importe où, et s'adresser à n'importe qui. Toute personne qu'il interrogeait était dans l'obligation de lui fournir une réponse ou courait le risque de déplaire au commandant suprême⁶². Les questions qu'Hughes réglait lui-même étaient délicates et aussi variées que :

- la distribution d'alcool ;
- les besoins matériels de Kay Summersby, chauffeur [45] inséparable et secrétaire très particulière d'Eisenhower, qui accompagnait le général au cours de ses longs voyages ;
- les difficultés soulevées par les indiscretions de Patton ; et l'alimentation des P.G.⁶³

Hughes abordait tous ces problèmes dans le journal qu'il tenait à cette époque. La partie relative à 1945 se présente sous la forme d'un cahier à carreaux, qui lui fut offert par le général Patton.

Au cours d'une promenade à pied, le 4 août 1944, près de Widewing, où se tenait le quartier général du S.H.A.E.F. en Angleterre, Eisenhower et Hughes eurent une conversation à propos des rations des prisonniers. « *J'ai eu une longue discussion dans les bois avec Ike, Kay et Tedder*⁶⁴. *J'ai parlé à Ike des remplacements, des P. G., etc., pour expliquer*

⁶⁰ Stephen E. Ambrose, *The Supreme Commander : The War Years of General Dwight D. Eisenhower*, Garden City, Doubleday, 1970, p. 512.

⁶¹ E.T.O.U.S.A. : European Theater of Operations, U.S. Army : Théâtre Européen des Opérations de l'Armée des États-Unis. [N. du T.]

⁶² 24 février 1944. *Eisenhower Papers*, vol. 3, pp. 1748, 1760.

⁶³ P.G. : prisonniers de guerre. [N. du T.]

⁶⁴ Le maréchal de l'armée de l'air britannique Arthur W. Tedder, était commandant suprême adjoint d'Eisenhower. [N. du T.]

pourquoi j'avais rouspété contre Lee à cause de l'utilisation qu'il faisait de la main-d'œuvre. Il se prend pour un membre du Rotary International⁶⁵. Ike veut que je prenne le relais ; il dit qu'il ne fait pas confiance à Lee. » Étant donné les grandes responsabilités exercées par le scrupuleux général J.C.H. Lee (surnommé « *Jésus-Christ en personne*⁶⁶ ») dans le domaine de l'approvisionnement, cette déclaration a une grande importance. Lee était responsable de la logistique pour le TEO. Ainsi, grâce à son éminence grise, Eisenhower avait directement accès à la logistique, ainsi qu'à de nombreux autres domaines d'activité de l'E.T.O.U.S.A.

Hughes s'intéressait énormément aux rations des P.G. Il les réduisait constamment au-dessous des limites établies par les officiers chargés du ravitaillement, qui fondaient leurs demandes d'approvisionnement sur les accords de Genève. La convention exigeait en effet que les prisonniers fussent nourris et logés dans les mêmes conditions que les troupes de dépôt. Ce qui explique l'inscription portée par Hughes dans son journal, le 31 mai 1943 : « *J'ai des difficultés à obtenir que les rations des P. G. allemands soient... réduites*⁶⁷. »

Au cours de l'automne 1944, Hughes déjeuna longuement avec Eisenhower. Pendant le repas, les deux hommes abordèrent de nouveau le sujet des rations des prisonniers de guerre.

[46]

Eisenhower trouvait cette question pesante. Ainsi qu'il l'avait dit au chef d'état-major George C. Marshall le 18 septembre : « *Soit dit en passant, le fait de s'occuper de cette foule de prisonniers*⁶⁸ *devient un véritable problème*⁶⁹. » Problème auquel ni Eisenhower ni Marshall ne se trouvaient confrontés pour la première fois. En mai 1943, dans une lettre à Marshall, Eisenhower s'était plaint des difficultés posées par la capture de plusieurs centaines de milliers de prisonniers, par les Alliés, en Tunisie. « *Quel dommage de ne pas avoir pu en tuer davantage* », avait-il écrit dans le post-scriptum, qui a été supprimé de certaines éditions officielles de ses *Écrits*⁷⁰.

⁶⁵ Allusion ironique à l'esprit de charité qui préside aux actions du Rotary Club. [N. du T.]

⁶⁶ J.C.H. : Jesus Christ Himself (littéralement : Jésus-Christ lui-même). [N. du T.]

⁶⁷ Cette citation du journal d'Hughes ainsi que les autres sont extraites de la transcription effectuée par l'auteur du présent ouvrage et par le colonel Fisher, à partir de l'original des *Écrits* d'Hughes, section des manuscrits de la Bibliothèque du Congrès, Washington. Le microfilm est disponible dans les Documents de David Irving, Microfilm Academic Publishers, East Ardsley, Wakefield, WF3 2JN, West Yorkshire, Grande-Bretagne.

⁶⁸ A la date du 1^{er} octobre 1944, 205.337 prisonniers étaient aux mains des Américains, ce qui représentait 6 % environ des effectifs de l'armée des États-Unis sous les ordres d'Eisenhower en Europe. [N. du T.]

⁶⁹ *Dear General : Eisenhower Wartime Letters to Marshall* rassemblées par John Patrick Hobbs, Baltimore, The Johns Hopkins Press, p. 205.

⁷⁰ Cette remarque apparaît sous forme de post-scriptum typographié sur la copie carbone de l'original de la lettre d'Eisenhower à Marshall, envoyée le 25 mai 1943. Elle fait partie de la correspondance de Marshall qui se trouve à Abilene. On la trouve aussi à la Fondation George C. Marshall, à Lexington, en Virginie. Cette remarque concerne la difficulté posée par le transfert des prisonniers aux bases de l'arrière. Elle a été supprimée d'au moins deux éditions des lettres d'Eisenhower. Voir note 35 du chapitre 11.

Hughes conseilla à Eisenhower de « *ne donner aucun ordre écrit relatif à l'alimentation des P.G. et à la distribution d'alcool* »⁷¹. Le vendredi 24 novembre 1944, il transmet à un officier subordonné des instructions quant à l'importance de garder le secret sur cette question. « *Vous et votre état-major ne devez en aucun cas communiquer par écrit vos points de vue sur les rations des P. G.* », déclara-t-il. L'officier devait également s'abstenir d'exprimer à haute voix des réflexions telles qu'« *il est bien évident qu'il faut se garder d'entacher la réputation du commandant du théâtre* ». Une semaine plus tard, Hughes inscrivit dans son journal : « *Réunion à propos des rations des P. G. dans le bureau de John.* » (Une main qui n'est probablement pas celle d'Hughes a tracé le mot « *Littlejohn* » pour « *John* » ; Robert Littlejohn, intendant général du TEO., était responsable des stocks de provisions.) « *Finale-ment j'ai pu faire admettre que les P. G. doivent être moins nourris, et qu'il ne faut pas leur donner ce que les Français eux-mêmes n'ont pas.* » Le lundi suivant, il fit en personne le compte rendu de cette réunion à Eisenhower : « *Lui ai parlé des instructions relatives à la réduction de nourriture des P. G., ce qui s'est terminé par une incitation à la prudence - ai finalement convaincu Littlejohn* »⁷².

Pour les besoins de sa mission, l'intendant général R. Littlejohn circulait à travers la France à bord d'un train particulier. Hughes le rencontra le 18 janvier 1945 et l'aborda avec précaution en faisant appel à son sens de la loyauté. La lecture de son journal à cette date laisse deviner un agacement [47] certain : non seulement il n'a pas pu faire son voyage de retour dans le train luxueux de l'intendant général, mais il a dû passer « *sept heures avec Codman dans une Buick! Arrêt à l'E. T. P. G.* »⁷³ près de Stenay. *Trouve les Allemands en train de manger de pleines rations de type B*⁷⁴. *Je me demande si je peux expédier ce problème.* » Hughes essayait d'« expédier » un autre problème : le général Lee avait apparemment gaspillé des effectifs à l'arrière, en les affectant à des tâches peu urgentes, telles que la garde et l'entretien des camps de P.G.⁷⁵

Le journal d'Hughes contient une foule de renseignements aussi divers que variés : le nombre de prostituées à Reims (3.000), le nombre de permissionnaires accompagnant Eisenhower à Cannes (12), les bas de soie qu'Ike lui a demandé de rapporter pour Kay Summersby, et jusqu'au nombre de caisses de scotch qu'il a pu lui-même resquiller (15).

⁷¹ Journal d'Hughes, 4 novembre 1944.

⁷² D'après le journal, on ne sait pas exactement lequel dit à l'autre d'être prudent.

⁷³ E.T.P.G. : enceinte temporaire pour prisonniers de guerre. [N. du T.]

⁷⁴ Ration de type B, la valeur d'un seul repas froid. [N. du T.]

⁷⁵ Le reproche cynique qui était fait au général Lee reposait sur une réelle tendance de cet officier au gaspillage lorsqu'il s'agissait de la satisfaction de ses besoins personnels : il se déplaçait en voiture et en avion, habituellement accompagné de toute sa suite, et envoyait souvent son avion en Afrique du Nord pour y charger des oranges destinées à son petit-déjeuner. [N. du T.]

Noyés au milieu de ces considérations de haute portée, se trouvent néanmoins fréquemment mentionnés les efforts qu'il faisait pour réduire les rations des prisonniers⁷⁶.

Eisenhower insista personnellement sur le rôle déterminant d'Hughes dans la résolution de ces difficultés. En effet, dans un câble envoyé au général Somervell qui réclamait le retour d'Hughes à Washington, il avait dit : « *Je n'ai pas, je le répète, la moindre envie de me passer de ses services. Le fait de le perdre dans la conjoncture actuelle me mettrait dans une situation très embarrassante. Je suis désolé de ne pouvoir vous rendre ce service*⁷⁷. »

A la fin de 1944, le traitement des prisonniers du front « en mains » américaines témoignait d'une immense désorganisation. Le général Bruce Clarke, de la 1^e armée de Patton, dont l'avance était très rapide, ne pouvait se priver d'aucun de ses hommes. Ne disposant pas de gardiens, il se contenta donc de désarmer les captifs et d'écraser leurs armes sous les chenilles de ses tanks. Il les laissa ensuite libres de traverser la France pour rentrer chez eux⁷⁸. Quelques-uns de ces Allemands qui [48] s'étaient volontairement constitués prisonniers, furent maltraités par des civils français. Le colonel R.J. Gill, des services du grand prévôt du théâtre européen⁷⁹, se plaignit en février 1945 du fait que 7004 P. G. seulement, sur un effectif initial de 17.417, étaient arrivés à destination⁸⁰. Au cours du mois de mars 1945, en ouvrant des trains remplis de prisonniers venant d'Allemagne, des gardiens américains trouvèrent à plusieurs reprises des cadavres à l'intérieur des wagons. On dénombra, par exemple, 104 morts à Mailly-le-Camp, le 16 mars, et 27 autres à Attichy⁸¹.

Cette situation irritait Eisenhower, qui se trouvait alors contraint de présenter des excuses aux Allemands. « *Je déteste avoir à m'excuser auprès des Allemands* », écrivit-il à Marshall, à Washington, à propos de son enquête sur les prisonniers « *accidentellement étouffés* » dans les wagons de marchandises couverts qui les transportaient. « *J'ai bien peur cette fois de n'avoir pas d'autre choix*⁸². » La crainte de représailles contre les détenus aux mains des Allemands ne suffisait cependant pas à inciter l'armée à mieux traiter les P.G. Un autre « accident » de ce

⁷⁶ Les notes relatives à toutes ces futilités se trouvent à divers endroits du journal d'Hughes (hiver 1944-1945).

⁷⁷ *Eisenhower Papers*, p. 2497.

⁷⁸ Interview du général Clarke et du colonel Fisher par l'auteur, à Washington, en 1987.

⁷⁹ Au niveau de chaque commandement (théâtre, groupe d'armées, armée... etc.) se trouve un prévôt ou grand prévôt chargé du traitement de tous les problèmes de police pour les troupes en campagne. Le prévôt a, entre autres charges, celle des camps de prisonniers. [N. du T.]

⁸⁰ Message du colonel R. J. Gill C.M.F., au quartier général de la section avancée continentale, 17 février 1945. R.G. 331, section 26

⁸¹ Historique de la section du grand prévôt, Sec Av. Z Coin. mai 1945, signé par le lieutenant-colonel Valentine M. Barnes Jr ; N.A.R.S. 332, Section 22, U.S.N.A., Washington.

⁸² Message d'Eisenhower à Marshall, 18 mars 1945. R.G. 383.6/10, 31.6, N.A.R.S., Washington.

genre se produisit sans qu'Eisenhower prît, cette fois, la peine de présenter des excuses, probablement parce que la guerre était presque terminée et que la menace de représailles s'éloignait.

Le général de division Milton A. Reckord, grand prévôt du théâtre des opérations, alors responsable de la garde des prisonniers, avertit Eisenhower que « (ces) *deux récents incidents qui ont provoqué la mort de P. G. allemands... sont dus à une carence de personnel. Cette carence est si importante, et dure depuis si longtemps, qu'elle est devenue l'élément primordial de toutes les opérations relatives au traitement des P. G.* »⁸³

Par l'intermédiaire du quartier général du TEO., Reckord avait déjà écrit au département de la Guerre pour l'informer de la charge de plus en plus lourde que représentaient les prisonniers ; il s'était écoulé plus d'un mois sans qu'il eût reçu de réponse. Le problème venait en partie du fait que les Canadiens et les Britanniques n'avaient pas accepté la responsabilité de tous les détenus qu'ils étaient censés reprendre aux Américains. A la fin de sa lettre, Reckord avait souligné avec gravité que la possibilité de morts supplémentaires « (concernait) *en haut lieu le T.E.O., le S.H.A.E.F. et le département de la Guerre. On peut appréhender des protestations et des représailles, qui compromettraient la réputation des États-Unis devant l'opinion mondiale. Dans la mesure où un tel échec ne serait pas sans conséquences en haut lieu... il semble important que les officiers concernés sachent que le personnel.. n'est pas ravitaillé par les voies habituelles.* »

Dans une lettre datée de septembre 1944, Eisenhower expliqua à sa femme, Mamie, pourquoi il détestait les Allemands : « *parce que l'Allemand est bestial* ».⁸⁴ Au mois d'août 1944, au cours d'un déjeuner, il avait déclaré, en présence de l'ambassadeur d'Angleterre à Washington, que quelque 3.500 officiers de l'état-major général allemand devaient être « éliminés ». Il proposait que fussent également supprimés tous les dirigeants du parti nazi - des maires jusqu'au niveau le plus élevé - ainsi que tous les membres de la Gestapo⁸⁵. Cet effectif se montait à un total d'environ 100.000 personnes. Ses hôtes convinrent avec lui qu'il suffisait de laisser le champ libre aux Russes en Allemagne, après la guerre, pour que les événements suivent leur cours. Eisenhower décréta qu'il fallait diviser l'Allemagne en plusieurs zones, une pour chaque nation qui avait été envahie, afin que justice pût être faite⁸⁶.

⁸³ Message du général de division Milton A. Reckord, grand prévôt du théâtre, armée des États-Unis, au ler bureau du TEO., 20 mars 1945. R.G. 331, section 26, N.A.R.S., Washington.

⁸⁴ « The German is a beast. » [N. du T.]

⁸⁵ En 1941, il y avait en Allemagne : 63343 hôtels de ville et plusieurs dizaines de milliers de membres de la Gestapo

⁸⁶ Capitaine Harry C. Butcher, *My Three Years With Eisenhower*, New York, Simon and Shuster, 1946, p. 610.

Alors que les Britanniques et les Canadiens se frayaient un chemin à travers la Hollande, la famine commençait à menacer les civils hollandais bloqués derrière les lignes allemandes. Eisenhower leur fit parachuter de la nourriture. A ce propos, il écrivit à Marshall : « *J'en ai pardessus la tête de traiter (les Allemands) à la légère. Je me suis retenu d'agir jusqu'ici par crainte d'augmenter les souffrances des Hollandais ; si l'Allemand ne joue pas le jeu jusqu'au bout, j'ai réellement l'intention de le punir dès que j'aurai le temps de m'en occuper*⁸⁷. » Plus les Allemands luttèrent désespérément, plus Eisenhower découvrait les atrocités des camps de concentration, plus la violence de ses sentiments envers l'ennemi s'accroissait ; jusqu'à ce qu'il en vînt à se sentir honteux de porter un nom allemand⁸⁸.

Pensant que le chaos risquait de succéder à la guerre, et [50] d'entraîner en Europe des révolutions qui rendraient inutile le sacrifice des vies américaines, ou exigeraient d'autres sacrifices, Roosevelt, avec prévoyance, chargea son vieil ami Sam Rosenman d'une étude de la situation alimentaire mondiale. Le Président des États-Unis était tout particulièrement effrayé par la perspective de chaos en France. Si le pays était en proie à la famine, les communistes auraient beau jeu de mettre le feu aux poudres de la révolution finale qui, pensaient-ils, mettrait fin au capitalisme. Plusieurs autorités évoquaient déjà le danger d'une « *pénurie alimentaire mondiale* », susceptible d'entraîner une agitation civile à travers toute l'Europe.

En février 1945, un général de brigade nommé T.J. Davis avertit Eisenhower qu'« *on ne pouvait pas tenir le lourd engagement qu'on avait pris en matière d'approvisionnement, et qui résultait durait qu'on avait accordé (aux prisonniers allemands) le statut de P. G.*⁸⁹ »

Le compte rendu que fit Rosenman au Président, en avril 1945, montrait que « (c'était) *la pénurie.. de vivres plutôt que celle des moyens de transport*⁹⁰, qui (serait), dans un avenir immédiat, le facteur contrai-

⁸⁷ Lettre personnelle d'Eisenhower à Marshall, 27 avril 1945. Bibliothèque d'Eisenhower, Abilene.

⁸⁸ Rapporté par Stepheil E. Ambrose, au cours d'un entretien avec le colonel Fisher, Washington, décembre 1987.

⁸⁹ Message du général de brigade T. G. Davis au S.H.A.E.F., 1^{er} février 1945, R.G. 331, section 26, N.A.R.S., Washington.

⁹⁰ Plus de 93 % du réseau des chemins de fer français fonctionnait au printemps de 1945. Procès-verbal des réunions du rapport Rosenman, section 30, Hyde Park. Cette information fut également publiée par le gouvernement américain pour les besoins du Comité interne des Affaires étrangères.

Le transport des provisions à travers le nord-est de la France, proche de l'Allemagne, ne nécessitait en mai 1945 que 70 % de la capacité opérationnelle de transport qui avait été celle de l'armée américaine en février. En d'autres termes, les besoins de l'armée en ce domaine ayant fortement diminué après la fin des hostilités, une énorme capacité de transport restait inutilisée. Rapports quotidiens sur le tonnage, Q.G. de la sec av Z Coin. 13 mai 1945. R.G. 332, casier 25, N.A.R.S., Washington. Voir également Bykofsky et Larson, *The Technical Services ; The Transportation Corps Operations Overseas*. Collection *The United States Army in World War II*, Washington, Département de l'armée, 1957.

En 1945, sur les océans, les navires marchands n'avaient jamais été aussi nombreux. Les constructeurs de bateaux alliés, essentiellement américains, produisirent plus de navires en 15 mois, au cours des années 1942-1943, que les Allemands n'en coulèrent au cours des hostilités. Registres de Lloyds 1939, 1940-1941, 1945-1946 ; et Samuel Eliott Morison, *The Battle of the Atlantic*, Boston, Atlantic Little Brown, 1961

gnant ». Rosenman ajouta mystérieusement : « *Le S.H.A.E.F. ne commandera ni ne distribuera de vivres, à moins que cela ne devienne nécessaire pour des raisons d'intérêt militaire.*⁹¹ » Ces directives soulèvent deux interrogations importantes : elles sous-entendent, d'une part, que la thèse d'une menace de pénurie alimentaire est officiellement retenue ; et, d'autre part, que l'on n'envisageait de nourrir les civils qu'en fonction d'un « *intérêt militaire* ». Rosenman pensait visiblement, à l'instar de Roosevelt et d'Eisenhower, à l'éventualité d'une famine susceptible de provoquer, au sein de la population civile allemande, des troubles qu'il faudrait alors réprimer avec l'aide de l'armée. La faiblesse des quotas alimentaires attribués était, en effet, inquiétante : pour les civils allemands, le maximum de nourriture, toutes sources confondues, « (serait) *approximativement de 1.500 calories par jour et par personne* ». Il convient d'indiquer ici que, selon divers experts, le minimum vital pour un adulte totalement inactif se situe entre 1800 et 2250 calories par jour⁹².

Dès 1943, la notion de pénurie alimentaire mondiale fut évoquée pour la première fois par le général Hughes, alors en Afrique du Nord. Il écrivit plus tard, en avril 1945 : « *Il est question d'une pénurie mondiale de nourriture. J'en ai parlé il y [51] a longtemps. Ça a démarré en A.N.*⁹³ » A cette époque, comme par la suite, il n'y avait pas de réelle pénurie de vivres. Dans la zone désignée actuellement sous le nom d'Allemagne de l'Ouest, la population était de 4 % moins importante en mai 1945 qu'elle ne l'avait été en 1939, bien que son taux augmentât chaque jour avec l'afflux des réfugiés venus de l'Est⁹⁴. Il y avait beaucoup plus de blé disponible sur les surfaces réunies de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de l'Angleterre, du Canada et des États-Unis, qu'il n'y en avait eu sur les mêmes zones géographiques en 1939. Cela s'expliquait par le fait que l'accroissement de production de blé en Amérique du Nord et en Angleterre remplaçait avantageusement la quantité perdue en Allemagne de l'Ouest et en France. Le surplus de blé du Canada à la fin des récoltes de 1943- 1944 et 1944-1945 dépassait 440 millions de boisseaux⁹⁵. Le même phénomène se produisait aux États-Unis. On disposait également d'un vaste excédent de maïs. Seule la ré-

⁹¹ Rapports de Rosenman au Président des États-Unis, 26 avril 1945, Hyde Park.

⁹² Les nutritionnistes s'accordent sur le fait que 1800 calories sont nécessaires à la survie d'un adulte mâle normal, entre 20 et 30 ans, d'un poids de 70 kilos environ. Cette quantité dépend de la température ambiante, de l'activité, du fait que l'on est abrité ou non, de l'habillement, de l'état de santé général. » Entretien de l'auteur avec le Dr A.B. Miller, département de la Médecine Préventive et des Biostatistiques, Université de Toronto.

⁹³ Journal d'Hughes, 11 avril 1945. [A.N. : Afrique du Nord. N. du T.]

⁹⁴ La population réunie des zones d'occupations américaine, française et britannique s'élevait le 1er juin 1946, à 40.311.000 habitants, alors qu'elle était de 39.351.000 personnes en 1939. Environ 2.493.000 réfugiés étaient arrivés après le 8 mai 1945. Ainsi, avant cette date, la population s'élevait à 37818000 habitants, soit 1533000 (4 %) de moins qu'en 1939. Malcolm J. Proudfoot, *European Refugees 1939-1952*, Londres, Faber and Faber, 1957, tableau 40.

⁹⁵ Boisseau : unité de volume utilisée au Canada. 1 b. = 35,24 litres. [N. du T.]

colte de pommes de terre avait baissé dans les zones citées plus haut, principalement à cause d'une chute de 30 % en Allemagne de l'Ouest en 1945⁹⁶. En France, en 1944, la production de blé dépassait de 500.000 tonnes la consommation réelle⁹⁷. Ainsi que Churchill le fit remarquer à Roosevelt en mars 1945, il n'y avait pas globalement de pénurie de blé, alors que de nombreuses personnes étaient privées de sucre, de viande et de matières grasses⁹⁸. Le Bureau américain des Relations étrangères pour l'Agriculture fit, au mois d'octobre 1945, la constatation suivante : à l'échelle mondiale⁹⁹, la production de nourriture mesurée en calories par tête pour l'année de récolte 1945-1946 représentait 90 % de la production moyenne de l'année 1935-1936¹⁰⁰.

En mars 1945, alors que l'Allemagne était broyée comme une noix entre les Russes et les Alliés occidentaux, Eisenhower, dans un message qu'il avait paraphé et signé, proposa aux chefs d'état-major réunis (C.C.S.)¹⁰¹ une entorse alarmante à la convention de Genève : la création d'une nouvelle catégorie de prisonniers que l'armée ne serait pas chargée de nourrir après [52] la capitulation de l'Allemagne. Le texte de ce message, daté du 10 mars, était le suivant : « *Bien que la responsabilité de nourrir et d'entretenir tous les prisonniers de guerre alliés (les Allemands aux mains des Alliés), et les personnes déplacées, doit être confiée aux autorités allemandes, il est à prévoir que dans l'état de chaos susceptible de se produire, celles-ci ne seront pas en mesure de faire face à leurs obligations et que les Alliés, jusqu'à leur rapatriement, seront confrontés à la nécessité de fournir de très importantes quantités de vivres. La prise en charge entraînée par le fait d'inclure les prisonniers des forces armées allemandes dans la catégorie des P. G., nécessiterait l'approvisionnement de rations équivalentes à celles des troupes de dépôt, et dépasserait largement les moyens dont disposent les Alliés, même s'ils utilisaient toutes les ressources allemandes. Il serait, de surcroît, peu souhaitable d'attribuer aux forces armées alle-*

⁹⁶ Dans l'ensemble des zones citées, l'augmentation de la production de blé en 1945, par rapport à 1939, s'élevait à 12.100.000 tonnes. Cette augmentation était de trois fois supérieure à la pénurie qui affecta l'Allemagne en 1945. Les surplus cités furent évalués après que tous les autres Européens de l'Ouest eurent été nourris. L'augmentation globale du maïs se montait à 7.400.000 tonnes. En 1945, la chute de la production de pommes de terre de l'Allemagne et de la France réunies, par rapport à 1939 de 17.000.000 de tonnes environ, était en partie compensée par une augmentation de la production de l'Amérique du Nord et du Royaume-Uni de 7.000.000 de tonnes. Les chiffres cités sont fournis par B. R. Mitchell, *Statistiques historiques internationales : les Américains et l'Australasie*, Londres, Macmillan, 1983 ; et *Statistiques historiques européennes, 1750-1975*. (Macmillan). Le nombre relatif au surplus du blé est celui cité par l'International Wheat Council, Haymarket House, Haymarket, Londres, 1955.

⁹⁷ Message du général Mc Sherry, S.H.A.E.F., au juge Rosenman, 15 mars 1945. Documents de Rosenman, Hyde Park. La récolte de blé pour la Belgique fut normale en 1944.

⁹⁸ Message de Churchill à Roosevelt, C. 911, 16 mars 1945. *Churchill and Roosevelt, The Complete Correspondence*, Princeton University Press, 1984, vol. 3, p. 570.

⁹⁹ Pour une analyse plus approfondie de la situation alimentaire, voir les chapitres 6 et 8. [N. du T.]

¹⁰⁰ Les chiffres mondiaux sur la production d'aliments sont fournis par John C. Campbell, *The United States in World Affairs 1945-1947*, New York, Harper and Brothers, 1947, p. 323.

¹⁰¹ C.C.S. (Combined Chiefs of Staff) instance militaire interalliée comprenant les Américains et les Britanniques. Ces derniers représentaient l'armée canadienne. [N. du T.]

mandes des rations nettement supérieures à celles destinées à la population civile. » Par conséquent, les hommes faits prisonniers après le jour de la victoire seraient désignés par l'expression « *forces ennemies désarmées* » (F.E.D.) « *en attendant d'être rendus à la vie civile par l'armée allemande, sous la supervision des forces alliées.* » Le message se terminait sur : « *Nous sollicitons votre accord. Des plans concrets ont été élaborés à partir de ces principes de base*¹⁰². »

¹⁰² Message d'Eisenhower aux chefs d'état-major réunis, 10 mars 1945. R.G. 331, N.A.R.S., Washington, et dans le répertoire chronologique des câbles du S.H.A.E.F., Abilene. Dans ce répertoire, le message est paraphé avec les initiales D.E.

[53]

Chapitre 3

PAS DE DÉCLARATION PUBLIQUE

Le 26 avril 1945, un câble¹⁰³ émanant des chefs d'état-major réunis (C.C.S.) arriva au S.H.A.E.F., à Reims, en réponse au message d'Eisenhower daté du 10 mars. Les C.C.S. entérinèrent la création du statut de F.E.D.¹⁰⁴, à condition qu'il fût appliqué *exclusivement aux prisonniers de guerre aux mains des Américains*. Les représentants britanniques refusèrent donc d'appliquer cette mesure à leurs propres détenus. Les conditions transmises à Eisenhower étaient, pour l'essentiel, les suivantes :

« ... B) *Les Allemands ont la responsabilité de la nourriture et de t'entretien des troupes allemandes désarmées.*

Q *Les procédures adoptées ne seront appliquées ni aux criminels de guerre, ni aux autres catégories de personnel ennemi recherché, ni à toute autre personne découverte au sein des forces armées allemandes et retenue pour des raisons de sécurité. Vous continuerez à emprisonner toutes les personnes répondant à ces critères, soit en tant que criminels de guerre présumés, soit pour des raisons de [54] sécurité militaire, mais non en tant que prisonniers de guerre. Elles seront nourries, logées et soumises, pour le reste, à l'administration des forces alliées. En aucun cas les autorités allemandes ne devront exercer le moindre contrôle sur elles.*

D) *Le statut des forces armées allemandes ou des troupes désarmées ne devra donner lieu à aucune déclaration publique. »*

Grâce à cette dernière disposition, le non-respect de la convention de Genève pouvait rester secret.

On lisait dans la deuxième partie du même câble :

« *Les chefs d'état-major britanniques désirent ajouter la ration suivante... Si le ROYAUME-UNI décide qu'il a besoin de prisonniers de guerre supplémentaires, vous ne les incluez pas dans la catégorie des troupes désarmées.* » La section finale stipulait : « *Il est entendu qu'après la défaite, on n'attribuera plus à aucun Allemand le statut de*

¹⁰³ Répertoire des « arrivées » du S.H.A.E.F., 26 avril 1945, paraphé avec les initiales D.E., Abilene.

¹⁰⁴ F.E.D.- Forces Ennemies Désarmées (en anglais : D.E.F. ; Disarmed Enemy Forces. (Voir fin du chapitre précédent.) [N. du T.]

prisonnier de guerre.. (même) pour répondre aux besoins en main-d'œuvre du S.H.A.E.F. à l'extérieur de l'Allemagne. »

Ce refus de la part des Britanniques d'adopter la politique des Américains relative aux F.E.D. représentait une entorse importante à la coopération dont les Alliés avaient fait preuve jusque-là. Certes, les Britanniques étaient obligés d'accepter que les Américains leur livrent des prisonniers, afin que la charge fût plus équitablement répartie ; un recul non justifié de leur part eût été extrêmement insultant. Mais les deux puissances savaient que les Allemands soumis au statut de F.E.D. ne seraient vraisemblablement pas en état de travailler, et qu'ils auraient même toutes les chances d'être déjà réduits à l'état de moribonds.

Allant plus loin dans l'expression de leur dissentiment, les Britanniques décidèrent qu'ils ne se serviraient pas de la dénomination américaine F.E.D. pour désigner des captifs qu'ils savaient ne pouvoir traiter conformément à la convention de Genève. Ils préférèrent utiliser l'expression « personnel rendu à l'ennemi » (P.R.E.)¹⁰⁵ pour distinguer les prisonniers capturés après la défaite, de ceux détenus pendant les hostilités.

Si les chefs d'état-major américains avaient accepté sans [55] commentaire le refus des Britanniques de se rallier à l'adoption du statut de F.E.D., ce ne fut pas le cas des officiers américains du S.H.A.E.F. Eisenhower, dans un message portant sa signature, exposa ses récriminations : « les *Britanniques avec leur charge plus légère*¹⁰⁶. *ont les moyens de se montrer plus généreux, ce qui, par comparaison, porte préjudice à la position défendue par les Américains*¹⁰⁷. » Or, à cette date, rien n'empêchait les Américains de traiter les détenus avec l'humanité que les Britanniques témoignaient à leurs propres prisonniers, car les réserves dont ils disposaient, alors augmentées des stocks réquisitionnés, le permettaient largement¹⁰⁸.

Les Américains et les Britanniques s'accordaient quant à l'attitude à observer envers les criminels de guerre, les espions et les spécialistes scientifiques de haut niveau, qu'ils étaient déterminés à garder en vie. Ces prisonniers, désignés sous le terme de « *recherchés* » étaient plus précieux que les autres, dont on se serait bien passé. Les deux puissances

¹⁰⁵ En anglais : S.E.P. (Surrendered Enemy Personnel).[N. du T.]

¹⁰⁶ A cette date, les Britanniques et les Canadiens, qui représentaient 29 % environ de la capacité opérationnelle du S.H.A.E.F., détenaient 19 % des prisonniers. A la date du 11 juin 1945, une fois toutes les captures effectuées, 29 % des captifs se trouvaient aux mains des Britanniques et des Canadiens, 68 % aux mains des Américains, et le reste aux mains des Français. Les Britanniques et les Canadiens effectuèrent d'importantes captures à la fin de la guerre. Au début du mois de mai, ils augmentèrent l'effectif de leurs détenus de 500.000 hommes, en un jour et demi.

¹⁰⁷ Message d'Eisenhower à Marshall, 21 avril 1945, R.G. 331, S.H.A.E.F., 4c bureau Sec Exec. 383.6 P.O.W., vol. 4, N.A.R.S., Washington.

¹⁰⁸ L'armée avait des tentes en surplus, ainsi qu'un excédent de vivres de 100 jours. Voir note 20 du même chapitre.

ces prirent donc la peine de préciser qu'il ne fallait pas les inclure dans la catégorie des F.E.D., et qu'ils seraient nourris, logés et soumis, pour le reste, à l'administration des forces alliées¹⁰⁹. Non seulement cette mesure permettait d'isoler les suspects, en attendant leur procès ultérieur, mais elle les préservait du sort auquel les aurait condamnés le statut fatal de F.E.D. L'attention générale, focalisée sur ces criminels célèbres, serait opportunément détournée des conditions de détention subies par les F.E.D. qui avaient toutes les chances d'être jugées inacceptables par l'opinion publique alliée en Europe et en Amérique du Nord¹¹⁰.

« *Le statut des forces armées allemandes ou des troupes désarmées ne doit donner lieu à aucune déclaration publique* », avaient annoncé les chefs d'état-major, préservant ainsi le secret de ce qui se passait dans les camps. Cette directive était superflue, puisque Eisenhower mentait déjà au public au sujet du traitement réservé aux prisonniers. En effet, au cours d'une conférence de presse à Paris, il avait affirmé : « *Si les Allemands raisonnaient comme des êtres humains normaux, ils comprendraient que tout le passé des États-Unis et de la Grande-Bretagne [56] conduit ces deux puissances à se montrer généreuses envers un ennemi vaincu. Nous obéissons à toutes les clauses de la convention de Genève*¹¹¹. »

A maintes reprises, le gouvernement des États-Unis et l'armée américaine avaient affirmé se soumettre à cette convention¹¹² qui garantissait aux prisonniers allemands¹¹³ le droit d'être nourris et logés dans des conditions similaires à celles des troupes de dépôt de la puissance détentrice¹¹⁴ (les États-Unis), le droit d'envoyer et de recevoir du courrier, et le droit de recevoir des visites de délégués du Comité International de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), qui devaient présenter un rapport confidentiel à la puissance protectrice (le gouvernement allemand) et aux autorités américaines. Dans le cas où de mauvais traitements eussent

¹⁰⁹ Message des C.C.S. à Eisenhower, 2 avril 1945., R.G. 331387-4, N.A.R.S., Washington. Voir aussi répertoire des câbles « arrivées » du S.H.A.E.F., 26 avril 1945, paraphé avec les initiales D.E., Abilene.

¹¹⁰ Entre autres dénonciateurs de la politique d'occupation des États-Unis, le sénateur Henrick Shipstead blâma, en 1946, « (ce) monument de honte éternel de l'Amérique, le plan Morgenthau pour la destruction du peuple allemand ». (Dossiers du Congrès, Sénat, 15 mai 1946, p. 5039.) [N. du T.]

¹¹¹ Capitaine Harry C. Butcher, *My Three Years with Eisenhower*, p. 789.

¹¹² Le secrétaire d'État Dean Acheson (à cette époque suppléant), déclara au C.I.C.R. que les F.E.D. étaient traités comme les P.G., conformément à la convention de Genève. « La politique de ce gouvernement consiste à donner à ces détenus [F.E.D. et P.R.E.] un statut identique à celui des prisonniers de guerre... Les mesures appropriées sont prises pour assurer à tout le personnel militaire ennemi... le traitement réglementé par la convention de Genève. » Message de Dean Acheson à E. Gloor, C.I.C.R. Genève 17 mars 1947. 740.00114 EW/2, 1447, archives du département d'État.

¹¹³ Répertoire des traités n° 846, *Prisoners of War. Convention Between the United States of America and Other Powers*. Signé à Genève, le 27 juillet 1929. Atelier d'impression du gouvernement des États-Unis, Washington, 1932.

¹¹⁴ « Puissance détentrice » et « puissance protectrice » sont des notions définies par la convention de Genève. Quand le régime nazi commença à se décomposer, le rôle de puissance protectrice des intérêts allemands fut dévolu à la Suisse. [N. du T.]

été constatés, la puissance protectrice pouvait menacer d'alerter la presse et d'exercer des représailles.

La responsabilité des prisonniers allemands en mains américaines incombait aux commandants des forces armées en Europe, eux-mêmes soumis au seul contrôle politique du gouvernement des États-Unis. Toutes les décisions relatives au traitement des détenus furent prises par les chefs militaires américains uniquement, à l'exception de trois mesures fondamentales, chacune violant la convention de Genève¹¹⁵ :

- celle d'empêcher les délégués du C.I.C.R. de visiter les camps américains (interdiction également appliquée aux camps britanniques et canadiens) ;

- celle, prise conjointement par les Américains et les Britanniques, de transférer dans les camps français¹¹⁶ des prisonniers pour qu'ils travaillent au redressement du pays - à condition, bien entendu, que les Français se plient aux exigences de la convention ;

- et celle d'envoyer contre leur gré quelques prisonniers en U.R.S.S.

Mais la décision la plus importante de toutes, qui représentait en elle-même une atteinte à la convention, fut l'instauration [57] du statut de F.E.D., proposé par Eisenhower et approuvé par les chefs d'état-major réunis.

Le « chaos » qui, selon Eisenhower, empêcherait les Allemands de pouvoir subvenir à leurs besoins alimentaires allait, en partie être créé par les Alliés eux-mêmes. Ainsi que le Plan Morgenthau l'avait stipulé, les vainqueurs s'apprêtaient à démanteler les principales institutions allemandes et à entraver, voire empêcher la production de plus de 500 produits¹¹⁷. Le message du 10 mars 1945 précisait pourtant que l'armée confierait la charge des prisonniers aux « *autorités allemandes* ». Or, une fois abolis l'armée, le gouvernement, les organismes d'assistance sociale tels que la Croix-Rouge, et d'importants secteurs du commerce, il n'existait plus la moindre « autorité » susceptible d'exercer ses responsabilités.

Pendant que les soldats américains rassemblaient les Allemands vaincus dans les décombres de la Ruhr, à Washington, dans la douceur de ce printemps de 1945, de hauts fonctionnaires élégamment vêtus essayaient de s'entendre sur le destin des captifs. Jour après jour, des représentants du département d'État, du Trésor et de la Guerre se réunissaient, mettant au point les détails du destin de l'Allemagne, laissé en

¹¹⁵ Capitaine Harry C. Butcher, *My Three Years with Eisenhower*, p. 789.

¹¹⁶ Les Français réclamèrent d'abord 1.750.000 prisonniers, mais n'en reçurent que 730.000 environ jusqu'à 886.000, peut-être), essentiellement cédés par l'armée américaine. [N. du T.]

¹¹⁷ Voir Morgenthau *Diary* (Chine), vol. 2 (réimpression New York, Da Capo Press, 1974). Réimpression de l'édition originale par l'atelier d'impression du gouvernement des États-Unis, sous l'autorité du Comité de l'ordre judiciaire, Sénat des États-Unis. Voir également chapitre 6.

suspens par les trois Grands. Ils rédigèrent le J.C.S. 1607¹¹⁸, qui précisait à Eisenhower les mesures à prendre envers toutes les institutions allemandes. Il devait abolir le gouvernement central, le parti nazi, la Wehrmacht ; fermer les écoles, les universités, les stations de radio, les journaux ; et même empêcher ses soldats d'adresser la parole aux Allemands, sauf pour leur transmettre des ordres. De nombreux éléments du Plan Morgenthau avaient été intégrés dans ces directives, à la fois dans l'esprit et dans la lettre. Tel fut, en grande partie, le résultat de l'œuvre des trois représentants du Trésor au sein du comité, Harry Dexter White, Frank Coe et Harry Glasser.

En avril, les Alliés savaient que dans les ruines fumantes de l'Allemagne, une montée soudaine de militarisme était moins à craindre qu'un désespoir maladif, susceptible d'entraîner une prise de pouvoir par les communistes. Cette menace tourmentait à la fois Roosevelt et Eisenhower. Mais, d'après le général Lucius Clay¹¹⁹, qui devait ultérieurement succéder au général [58] Eisenhower en novembre 1945 dans les fonctions de gouverneur, le J.C.S. 1067 visait justement à instaurer « *une paix carthaginoise* »¹²⁰. Howard Trivers, membre officiel du département d'État, qui avait pu observer ses trois collègues du Trésor à la tâche, émit par la suite quelques remarques :

« Au cours des débats du comité, ces représentants du Trésor argumentaient sans relâche en faveur du démembrement de l'Allemagne et de la transformation de l'Allemagne industrielle en pâturages bucoliques. Ils illustraient fidèlement le point de vue du secrétaire d'État au Trésor, Henry Morgenthau. Par la suite, je me demandai s'ils n'avaient pas obéi à des instructions de la part des Soviétiques, et s'ils n'étaient pas membres d'une cellule communiste. A cette époque, Staline proclamait qu'il était l'ennemi des nazis, non du peuple allemand, et que l'unité de la nation et de l'État allemands serait préservée après les hostilités. Les Soviétiques avaient constitué un comité pour l'Allemagne libre, composé de communistes et de P. G., et une association des officiers allemands (officiers capturés), qui épousaient des points de vue identiques au sujet de l'avenir. Le fait de former des Américains communistes pour qu'ils soutiennent verbalement le projet de démembrement et de « pastoralisation » de l'Allemagne, cherchant ainsi à orienter la politique américaine dans cette direction, aurait été typique des lignes d'action et des méthodes des Soviétiques. De cette manière, contrairement aux Américains, les Soviétiques pouvaient se présenter

¹¹⁸ J.C.S. 1067 : référence du document émis par les chefs d'état-major américains (Joint Chiefs of Staff). [N. du T.]

¹¹⁹ Lucius Clay succéda à Eisenhower en novembre 1945.

¹²⁰ Lucius Clay, *Decision in Germany*, Doubleday, 1930, p. 19. [paix cathaginoise : La paix que les Romains accordèrent aux Carthaginois prit la forme d'une destruction totale. Ils recouvrirent la terre de sel pour la rendre stérile. [N. du T.]

*aux yeux des Allemands comme les champions de la cause nationale allemande - leur but ultime, dissimulé au départ, étant, bien entendu, la conservation d'une Allemagne unie sous la tutelle communiste*¹²¹. »

Roosevelt mourut le 12 avril 1945. La veille au soir, Morgenthau se trouvait près de lui à Warm Springs, en Georgie. Les derniers mots du Président au sujet du Plan furent : « *Henry, je vous soutiens à 100 %*¹²² ». Ainsi, à cette date, le programme visant à imposer une « *paix carthaginoise* » à [59] l'Allemagne restait un élément important de la politique américaine. Ce projet, comme tous ceux légués par Roosevelt, fut adopté et poursuivi par le nouveau président, Harry S. Truman, qui n'effectua de modification sérieuse, ni dans la politique des États-Unis, ni au sein du Cabinet, pendant les mois qui suivirent la disparition de son prédécesseur.

Le 21 avril 1945, un autre message émanant du S.H.A.E.F. et signé « Eisenhower » annonçait à Marshall¹²³ que les nouvelles enceintes réservées aux prisonniers « *ne comporter (aient) ni abri ni autre commodité...* » Il précisait que l'amélioration du camp incomberait aux détenus eux-mêmes, qui « *utiliseraient des matériaux locaux* ». Ces champs délimités par un grillage de barbelés, étaient désignés sous le terme d'*enceintes temporaires pour prisonniers de guerre* (E.T.P.G.)¹²⁴. Elles n'avaient rien de temporaire mais il s'agissait bien d'enceintes, entourées non seulement de barbelés, mais de projecteurs, de miradors et de mitrailleuses. Loin de permettre aux prisonniers de se créer des abris en « *utilisant des matériaux locaux* » un ordre daté du 1^{er} mai et issu d'un ingénieur militaire¹²⁵ (Z. Com. Sec. av.¹²⁶) interdit explicitement que des logements fussent érigés à l'intérieur des enceintes. Si le message d'Eisenhower à Marshall avait vraiment voulu autoriser les prisonniers à se construire des abris à l'aide de matériaux locaux, l'ordre de

¹²¹ Documents de Trivers, casier n° 1, bibliothèque Truman, Indépendance, Missouri. Trivers, diplômé d'Harvard ayant un certain temps étudié à Heidelberg, entra au département d'État en 1941. Il travailla au J.C.S. 1067 avec White et ses collègues. Truman emporta à Potsdam une partie du J.C.S. 1067 qui devait constituer la base de la politique proposée par les Américains.

Trivers n'était pas le seul à penser que White était un communiste. Anthony Kubek, président du département d'Histoire de l'université de Dallas déclara, dans la préface de Morgenthau (Washington, Comité de l'ordre judiciaire, Sénat des États-Unis, atelier d'impression du gouvernement des États-Unis, 1965) : « On finit par découvrir que Mr. White était un agent communiste. »

En relation avec la tentative de subversion de la politique américaine envers la Chine effectuée par White, le professeur Stephen Ambrose écrivit à son sujet : « Il ne fait aucun doute que c'était un communiste. Mais je refuse catégoriquement la thèse selon laquelle... il serait à l'origine de l'effondrement de la Chine nationale... Il l'a certainement souhaité ; il a certainement fait tout ce qu'il pouvait pour le provoquer ; ce qu'il fit eut certainement une influence ; mais qu'il ait, à lui seul, causé la chute de Tchong me semble tout à fait ridicule... » Lettre du professeur Ambrose à l'auteur, octobre 1988.

¹²² Journal présidentiel, 11 avril 1945. Image 1503, Hyde Park.

¹²³ George Marshall était le chef d'état-major des armées américaines et, par conséquent, le supérieur hiérarchique d'Eisenhower. [N. du T.]

¹²⁴ En anglais P. W. T. E. : *Prisoner of War Temporary Enclosure*. [N. du T.]

¹²⁵ Priorités applicables à la construction des enceintes temporaires pour P.G. (E.T.P.G.) 1^{er} mai 1945, Q.G. de la Sec Av. Z Coin., section des Ingénieurs, armée des États-Unis, R.G. 332 section 12, N.A.R.S., Washington.

¹²⁶ Zone de commandement section avancée. [N. du T.]

l'ingénieur, qui le contredisait totalement, n'eût jamais été émis. Personne ne contesta pourtant sa validité¹²⁷.

Les prisonniers étaient privés, entre autres choses, de nourriture, de tentes, de fournitures médicales. Même le fil de fer barbelé faisait défaut, car les métrages fournis ne permettaient de réaliser que des enclos de surface très limitée. L'armée ne manquait pourtant pas de provisions, mais les demandes d'approvisionnement étaient tout simplement rejetées.

Ainsi que le déclara Hughes le 19 mars après avoir visité de vastes entrepôts de vivres à Naples et à Marseille : « (Marseille est) *une reproduction exacte de Naples. Plus de stocks que nous ne pourrions jamais en utiliser. A perte de vue.* » Le 21 mars, il poursuit : « *Littlejohn dit qu'il subit des pressions venant des [60] États-Unis et du T. E. O. parce qu'il a réduit les rations des P. G. Je lui conseille d'en parler avec Ike sans délai. Ike pourrait bien refuser de le soutenir*¹²⁸. » Une semaine plus tard, alors que Littlejohn n'avait toujours pas réglé ce problème avec le département de la Guerre, Hughes déclara en guise de commentaire : « *Je suppose qu'ils ont tous peur de la convention de Genève.* »

Dans la mesure où les délégués du C.I.C.R. continuaient à inspecter les camps afin d'établir des rapports en vertu de la convention de Genève, l'éventualité de représailles contre les prisonniers alliés aux mains des Allemands était devenue une question très brûlante au S.H.A.E.F. Eisenhower lui-même avait rédigé le 18 février un message annonçant aux C.C.S. que les Allemands déplaçaient des prisonniers alliés vers le sud et l'ouest pour les éloigner des Russes, les soumettant ainsi à des épreuves et à des dangers énormes. « *Je suggère que les États-Unis et le Royaume-Uni fassent des propositions au gouvernement allemand par l'entremise de la puissance protectrice*¹²⁹, *en suivant la ligne indiquée ici... (que les forces allemandes) laissent suffisamment de provisions aux prisonniers de guerre (et)... qu'une liste nominale ou une description suffisamment précise de ceux qui ont été libérés soit confiée au directeur du camp, et un double fourni à la puissance protectrice.* » Ces réflexions font preuve d'une parfaite connaissance du fonctionnement d'un camp de détention et met en lumière le rôle des différentes puissances soumises à la convention de Genève. Le message

¹²⁷ Parmi des commandes pour plus de fil de fer barbelé, la priorité n° 6 stipule : « On ne fournira aucun abri dans les E.T.P.G. » Q.G. Sec Av. Z Com., section des Ingénieurs : Ordres intitulés Priorités applicables à la construction des E.T.P.G., 101 mai 1945. Les généraux Eisenhower et Lee spécifièrent à d'autres reprises que l'«abri n'(était) pas essentiel» pour les prisonniers allemands. Au milieu de l'été, un rapport du grand prévôt affirmait que « moins de 20 % des prisonniers étaient abrités ».

¹²⁸ Journal d'Hughes, 21 mars 1945.

¹²⁹ A cette date, la Suisse jouait le rôle de puissance protectrice à la place du gouvernement allemand. [N. du T.]

se terminait par : « *Cette question présente un caractère d'extrême urgence*¹³⁰. » »

Contrairement à l'hypothèse exprimée par Hughes le 21 mars 1945, Littlejohn reçut rapidement l'accord de Washington pour réduire l'alimentation des prisonniers. Le journal d'Hughes ne dit pas si Eisenhower, qui avait baptisé Littlejohn « *le meilleur intendant que je connaisse* », était intervenu directement pour soutenir son action mais, si l'on en croit les termes du câble, il ne s'y était pas opposé. Vers le 23 avril 1945, Littlejohn diminua de nouveau la nourriture des détenus¹³¹.

« *Nous ne disposons certainement pas d'un nombre suffisant de rations pour nourrir correctement cette énorme quantité de [61] prisonniers de guerre* », écrivit le lieutenant-colonel Valentine M. Barnes, grand prévôt, auteur d'un historique de la section avancée, où se trouvait la plus grande partie des détenus. Son service étant chargé des prisonniers, Barnes devait savoir que les dépôts de l'armée américaine contenaient une grande quantité de tentes et de vivres ; il ne faut pourtant aucune mention des raisons pour lesquelles ces provisions ne furent pas livrées dans les camps¹³². Le 22 avril 1945, les entrepôts européens de l'armée contenaient des stocks de rations équilibrées qui permettaient de nourrir un effectif de 5.000.000 d'individus, pendant 50 jours, à raison de 4000 calories par jour et par personne ; on disposait, en outre, d'un approvisionnement en rations non équilibrées suffisant pour fournir une alimentation supplémentaire au même effectif, durant 50 autres jours¹³³. L'armée, à cette époque était chargée de la subsistance de 2.600.000 personnes environ qui relevaient de la catégorie « militaire ». Ces réserves pour 100 jours furent maintenues au même niveau tout l'été. Selon le général Smith, la Ruhr, au moment de son occupation, « *était remplie de provisions... Il y avait beaucoup de munitions... La nourriture abondait à certains endroits. A d'autres, les garde-manger étaient vides*¹³⁴. » »

Barnes met honnêtement l'accent sur les efforts de son équipe « *qui parcourait au volant de grandes distances jour et nuit en avril pour ap-*

¹³⁰ Eisenhower Papers, p. 2485.

¹³¹ Butcher, *My Three Years with Eisenhower*, p. 639.

¹³² « A la date du jour de la victoire... 50 % seulement des troupes continentales étaient abritées sous des tentes, et on disposait d'une réserve très vaste. » William Ross et Charles Romanus, *The Quartermaster Corps : Operations in the War Against Germany*. Collection, *The United States Army in World War II*, Washington, Armée des États-Unis, 1965.

Plus de 5.450.000 mètres de toile de coton imperméable neuve furent produits en Europe pour l'armée américaine, et 40.000 tentes neuves furent livrées à l'armée entre le 8 mai et le mois d'août 1945. Rapports d'évolution, Forces de soutien du TEO., août 1945, Abilene.

¹³³ Les rations étaient presque toutes des rations A ordinaires de l'armée américaine. La moitié d'entre elles se présentaient sous la forme de rations déjà préparées offrant des menus équilibrés en protéines, légumes, céréales ; l'autre moitié était constituée des mêmes aliments que l'on n'avait pas répartis en menus équilibrés. Rapports d'intendance, état des rations sur le continent le 22 avril 1945, page 70 de la section 1 des rapports d'évolution, avril 1945. Cette réserve alimentaire de 100 jours est également enregistrée dans les rapports d'intendance des mois de juin et de juillet, Documents D.D.E., N.A.R.S., Abilene.

¹³⁴ Walter Bedell Smith, *Eisenhower Six Great Decisions*, New York, Longmans Green and Co., 1956, p. 172.

*porter de l'eau 'en barils' à des centaines de milliers de prisonniers*¹³⁵ ». Tandis que ces hommes s'échinaient, l'essentiel des provisions allemandes et américaines restaient inutilisées : on disposait, en fait, de nombreuses tentes qui eussent pu fournir un abri aux détenus, ainsi que d'autres tentes, de vivres et médicaments issus des Allemands. « *On avait découvert des fournitures allemandes en grande quantité... (mais) la réquisition de matériel utilisable n'assurait en rien qu'il fût mis à la disposition des unités militaires, ou des Affaires civiles*¹³⁶. » Les officiers chargés de l'approvisionnement sur le terrain n'obtenaient pas ce dont ils avaient besoin pour les prisonniers parce que leurs commandants en refusaient la délivrance¹³⁷. La mise en garde du général de division Milton Reckord, grand prévôt du T. E. O, était restée sans autre effet que de figurer dans les archives. On entretenait la carence fatale de tout ce qui était nécessaire à la survie des détenus : eau, nourriture, tentes. Le camp de Rheinberg, sur le Rhin, dont le périmètre dépassait 9,5 [62] kilomètres, ne contenait à son ouverture, le 17 avril 1945 aucune nourriture¹³⁸. Comme les autres vastes camps de la région ouverts à la mi-avril, il fut au départ dépourvu d'eau, de latrines, de baraquements, de tentes, de matériel de cuisine, de miradors. Là aussi, le métrage de barbelés était insuffisant. L'espace vital officiellement attribué se montait à 16,25 m² par personne ; mais, à Rheinberg comme dans d'autres enceintes, il était parfois réduit à la moitié, voire au cinquième de cette surface¹³⁹. Le surpeuplement de certains camps était tel que les détenus n'avaient pas même la possibilité de s'allonger. Dans l'une des enceintes, la situation fut décrite comme suit : « *Le chiffre le plus élevé d'individus 'en mains', qui concerne le camp central de prisonniers de guerre n-, 18, s'élève à 32.902 prisonniers de guerre. Nous désirons attirer l'attention sur le fait que la capacité d'accueil du camp central de prisonniers de guerre n° 18 n'excède pas 6.000 à 8.000 P. G.*¹⁴⁰. »

A cette période, les captures étaient pourtant loin d'atteindre le nombre prévu. Un message daté du 21 avril 1945, émanant du S.H.A.E.F. et signé « Eisenhower » annonçait à Marshall que les captures avaient « *dépassé toutes les prévisions* », mais au début du mois d'avril¹⁴¹ l'ar-

¹³⁵ Historique médical du TEO., N.A.R.S., Washington. Voir appendice 2.

¹³⁶ Ross et Romanus, *The Quartermaster Corps*, p. 537.

¹³⁷ Le général J.C.H. Lee déclara le 7 avril 1945, dans un ordre général concernant l'ensemble des camps, que l'« abri n'était pas essentiel » pour les P.G. allemands. R.G. 331, 383.6, section 156, N.A.R.S., Washington.

¹³⁸ Heinz Janssen, *Mémoires du temps de l'horreur* (Rheinberg : ville de Rheinberg, Allemagne, 1988).

¹³⁹ Historique du grand prévôt, 18 mai 1945, p. 4. R.G. 332 casier 22, N.A.R.S., Washington.

¹⁴⁰ Rapport du prévôt, non daté. R.G. 332 casier 22, N.A.R.S., Washington.

¹⁴¹ Ce message communiquait à Marshall l'estimation selon laquelle le S.H.A.E.F. aurait capturé le 30 mai 1945 1.150.000 prisonniers de plus, ce qui élèverait l'effectif à 2.500.000 hommes. Le grand prévôt du théâtre avait cependant prévu dès le 9 avril que, le 30 mai, l'armée des États-Unis détiendrait 3.500.000 prisonniers, « si les troupes confrontées à l'armée russe choisissaient de se rendre aux forces américaines ». Les soldats allemands se rendaient en effet aux Américains en si grand nombre que les Russes imaginèrent ensuite l'existence d'un complot allié, visant à dresser les Allemands contre eux.

mée avait déclaré qu'elle détiendrait à la fin du mois 2.050.000 prisonniers, chiffre qui allait se révéler d'une grande précision¹⁴² : le 30 avril, 2.262.865 captifs se trouvaient aux mains des forces alliées en Europe¹⁴³. Il est clair que l'on avait eu le temps de prévoir depuis longtemps cet immense afflux de détenus qui avait, en outre, été l'objet de nombreuses mises en garde¹⁴⁴.

Dès le mois d'avril, un surpeuplement désastreux, la malnutrition, la maladie, et le manque total d'abri régnaient dans les camps américains en Allemagne, en dépit du risque considérable des représailles que cette situation faisait courir aux prisonniers-otages alliés retenus par les Allemands. Si ces derniers découvraient le projet de statut de F.E.D., ils s'en serviraient à des fins de propagande pour prolonger la résistance désespérée qu'appréhendait Eisenhower.

Deux colonels de l'armée américaine, James B. Mason et Charles H. Beasley fournirent un témoignage sur les conditions de détention qui régnaient dans les camps américains de la vallée du Rhin au début du mois d'avril¹⁴⁵ :

"Le 20 avril était un jour de tempête. La pluie et la neige [63] se mêlaient au vent du nord glacial qui parcourait la vallée du Rhin jusqu'au camp, situé dans la plaine. Derrière les barbelés un spectacle terrifiant nous attendait : étroitement serrés les uns contre les autres pour se réchauffer, près de 100.000 détenus hagards, apathiques, sales, émaciés, au regard vide, vêtus d'uniformes gris, se tenaient debout, enfoncés dans la boue jusqu'aux chevilles. On distinguait ici et là des taches d'un blanc sale qui se révélaient, à deuxième vue, être des hommes à la tête ou aux bras couverts de bandages, ou tout simplement en bras de chemise ! Le commandant allemand de division nous apprit que les prisonniers n'avaient pas mangé depuis plus de deux jours, et que l'approvisionnement en eau représentait un problème majeur - alors qu'à moins de 200 mètres le Rhin coulait à plein flot¹⁴⁶. »

Vu de l'intérieur, le spectacle des camps était encore pire :

"En avril 1945, des centaines de milliers de soldats allemands, de malades capturés à l'hôpital, d'estropiés, d'auxiliaires féminines et de

¹⁴² Message du colonel R. J. Gill, bureau du grand prévôt du théâtre, le, bureau, à Eisenhower, 10 avril 1945. R.G. 331383.6 section 26, N.A.R.S., Washington.

¹⁴³ Rapport quotidien sur les P.G., grand prévôt du théâtre, 30 avril 1945.

¹⁴⁴ Le 2 juin 1945, l'armée américaine détenait beaucoup moins de prisonniers de guerre qu'elle ne l'avait prévu au début du mois d'avril en annonçant un nombre compris entre 3.000.000 et 3.500.000. (Voir note 29 du même chapitre.) Dans la zone européenne du S.H.A.E.F., qui n'incluait pas l'Italie, l'effectif total des prisonniers de guerre [à l'exclusion des F.E.D.] « en mains » le 30 mai se montait à 2879874. Rapports hebdomadaires des P.G. et des F.E.D., 3e bureau du S.H.A.E.F. et grand prévôt du théâtre, N.A.R.S., Washington.

¹⁴⁵ « Compte rendu d'une visite d'un camp de détention de prisonniers de guerre allemands aux mains de l'armée américaine », par le colonel James B. Mason, service de santé militaire. États-Unis (en retraite) et le colonel Charles H. Beasley, Service de Santé militaire États-Unis (en retraite) « Medical Arrangements for Prisoner of War en Masse », publié à l'origine dans *The Medical Surgeon*, vol. 107, n° 6 (décembre 1950), p. 437.

¹⁴⁶ Heinz Janssen, *Kriegsgefangenen in Rheinberg* (ville de Rheinberg, Allemagne, non paginé, 1988).

civils furent faits prisonniers... A Rheinberg un détenu était âgé de 80 ans, un autre, de 9 ans... Ayant pour seuls compagnons une soif atroce et une faim lancinante, les captifs mouraient de dysenterie. Sans relâche, un ciel peu clément déversait sur eux, au long des semaines, des torrents de pluie... les estropiés glissaient dans la boue comme des amphibiens, trempés et gelés jusqu'à l'os. Sans le moindre abri, jour après jour, nuit après nuit, ils gisaient sur le sable de Rheinberg, livrés au désespoir, ou s'endormaient, épuisés, au fond de leurs trous dont les parois s'effondraient, avant de sombrer dans l'éternité¹⁴⁷. »

¹⁴⁷ Idem

[65]

Chapitre 4

LA CRUAUTÉ DU VAINQUEUR

*L'esprit de Goethe, esprit saint,
me maintient en vie.*

Un prisonnier anonyme

La nuit, les projecteurs jetaient une lumière crue sur les formes allongées dans les excavations. Les prisonniers observaient avec anxiété les silhouettes obscures qui se mouvaient au-dessus de leur tête, sur les chemins baignés par les faisceaux aveuglants. Jusqu'au matin, ces ombres se déplaçaient en traînant les pieds sur le terrain glissant, faisant interminablement la queue pour avoir un peu d'eau. Les prisonniers, agités de cauchemars, poussaient des cris dans leur sommeil. Charles von Luttichau, recroquevillé au fond de son trou près de l'un de ses compagnons, officier comme lui, se demandait s'il pourrait obtenir sa libération avant d'être envoyé en France. Il résolut de tenter de nouveau sa chance auprès des gardiens dès le lendemain. « *Je suis à moitié américain* », pensait-il, révisant son anglais. « *Ma mère est américaine. Je me suis rendu. Je n'ai pas de raison d'être ici. Je suis à moitié américain*¹⁴⁸. »

[66]

Il n'avait pas été capturé au front. Alors qu'il se trouvait chez lui, en convalescence, il avait décidé, pour éviter d'être accusé de complot avec la résistance clandestine, de se livrer volontairement aux troupes américaines sur le point de réquisitionner sa maison.

« *On nous maintenait dans des enclos de fil de fer barbelé, en plein air et pratiquement sans nourriture* », dit-il du camp où il se trouvait.

« *Les latrines n'étaient constituées que de planches jetées par-dessus les fosses, près des barbelés. Pour dormir, nous n'avions pas d'autre choix que de creuser un trou dans le sol avec nos mains, puis de nous serrer les uns contre les autres, tout au fond. Nous n'avions pratiquement pas d'espace vital. A cause de la maladie, les hommes devaient déféquer sur le sol. Très vite, beaucoup d'entre nous se sont sentis bien trop faibles pour retirer leur pantalon avant qu'il ne soit trop tard. Nos*

¹⁴⁸ Charles von Luttichau, qui survécut à une détention de trois mois dans le camp de Kripp, près de Remagen, au bord du Rhin, émigra par la suite aux États-Unis, à Washington. Il est l'auteur d'un historique de l'armée américaine. [N. du T.]

vêtements étaient infectés, ainsi que la boue dans laquelle il nous fallait marcher, nous asseoir et nous coucher. Au départ, il n'y avait pas d'eau du tout, à part la pluie, au bout de deux semaines il nous a été possible d'en obtenir un peu à partir d'un robinet. La plupart d'entre nous n'avaient aucun récipient pour la recueillir, et nous pouvions seulement en avaler quelques gorgées après des heures de queue, et quelquefois une nuit d'attente. Il nous fallait marcher entre les trous, sur les monticules de terre molle dus aux excavations creusées par les prisonniers pour se protéger. Il nous était facile de tomber au fond des trous, mais beaucoup moins facile d'en sortir. Ce printemps-là, il a plu presque sans arrêt sur cette partie de la vallée du Rhin. Plus de la moitié du temps nous avons eu de la pluie. Plus de la moitié du temps nous n'avons rien eu du tout à manger. Pour le reste, on nous donnait une petite ration K.¹⁴⁹ Je voyais d'après la liste imprimée sur l'emballage qu'on ne nous donnait qu'un dixième du contenu de ces rations fabriquées en Amérique. En définitive, nous recevions peut-être cinq pour cent d'une ration normale de l'armée américaine. Je me suis plaint auprès du commandant du camp, un Améri[67]cain, en lui disant qu'il violait la convention de Genève, mais il m'a simplement répondu : 'Oublie la convention. Tu n'as aucun droit'¹⁵⁰. »

"Au bout de quelques jours, des hommes en bonne santé à leur arrivée dans le camp étaient déjà morts. J'ai vu nos compagnons traîner de nombreux cadavres jusqu'aux portes du camp, où on les jetait les uns sur les autres, à même la remorque d'un camion qui les emportait"¹⁵¹. »

Un adolescent de 17 ans qui, du camp, pouvait apercevoir son village dans le lointain, avait l'habitude de se tenir près des barbelés en pleurant. Un matin les prisonniers le trouvèrent étendu au pied du grillage, tué d'une balle. En guise d'avertissement, son corps fut suspendu aux barbelés par les gardiens. On obligea ses compagnons à passer devant le cadavre. Nombre d'entre eux s'écrièrent : « *Moerder, Moerder (assassins, assassins)*¹⁵² ! » Par mesure de représailles, le commandant du camp supprima pendant trois jours les maigres rations des détenus.

¹⁴⁹ Ration K et C : ration individuelle pour une journée entière. Une partie des aliments qui les composent sont déshydratés. [N. du T.]

¹⁵⁰ Interviews par l'auteur de Charles von Luttichau, de Washington, D.C., en 1987 et 1988.

¹⁵¹ Le témoignage de Charles von Luttichau (voir note précédente), est confirmé par de nombreux autres prisonniers. Le mauvais temps qui sévissait sur le nord de l'Allemagne est mentionné dans un journal de guerre de l'armée canadienne qui comprend des comptes rendus météorologiques pour cette période. Le fait que les décès soient survenus rapidement est attesté par l'enquête rapportée dans *L'Histoire médicale du T.E.O.* pour les mois de mai et de juin (Appendice 2). Le manque d'espace vital des prisonniers est évoqué dans divers rapports de l'armée des États-Unis qui affirment que les enceintes de la vallée du Rhin étaient surpeuplées au printemps de 1945. L'existence probable de fosses communes a été confirmée par des découvertes postérieures à la guerre. [Voir note 16 du même chapitre : Entretien de l'auteur à Rheinberg avec l'archiviste de la commune, Heinz Janssen].

¹⁵² Gertrude Maria Schuster, *Die Kriegsgefangenenlager Galgenberg und Bretzenheim* (ville de Bad Kreuznach, 1985), pp. 40-41.

« *Pour nous, qui souffrions déjà beaucoup de la faim, et pouvions à peine bouger en raison de notre faiblesse, c'était épouvantable, pour beaucoup, cela signifiait une mort certaine*¹⁵³. » Ce ne fut pas la seule fois où le commandant priva les prisonniers de leurs rations pour les punir.

Le soldat Heinz T.¹⁵⁴, qui venait tout juste de fêter ses 18 ans, effectuait un séjour à l'hôpital, lorsque les Américains pénétrèrent, le 18 avril 1945, dans le service où il se trouvait. Tous les patients furent emmenés. Heinz n'était vêtu que d'un short, d'une chemise et d'une paire de chaussures. Il fut conduit au camp de Bad Kreuznach, au milieu d'un troupeau constitué de centaines de milliers d'autres prisonniers. L'enceinte s'étendait sur un champ immense entre une route étroite et une chaîne de collines peu élevées. Détenu des semaines entières, Heinz vécut sans abri, pratiquement sans nourriture, avec très peu d'eau. Privé de courrier, il n'avait aucune certitude que quiconque à l'extérieur fût au courant du sort qu'il partageait avec ses compagnons. Au moment de leur capture, un grand nombre d'entre eux fuyaient le front de l'est, et ne se trouvaient pas dans leur unité d'origine : peu de captifs se connaissaient en arrivant au camp.

[68]

« *Les Américains ont vraiment été dégueulasses avec nous* », raconte Heinz T. Au début, quand il y avait encore des arbres dans le camp, quelques hommes avaient réussi à couper de grosses branches pour faire du feu. Les gardiens leur ont donné l'ordre de l'éteindre. Dans de nombreuses enceintes, il était interdit de se creuser un abri dans le sol. « *Nous n'avions que l'herbe à manger.* » Certains des prisonniers avaient grimpé en haut d'un noyer pour cueillir les feuilles dont l'arbre venait de se couvrir, et qu'ils souhaitaient manger, ou fumer. A plusieurs reprises un petit avion survola lentement le camp en tournoyant longuement. Les détenus comprirent qu'on les photographiait pour un journal ou une revue américaine.

Parce que ses pieds s'étaient mis à gonfler, Heinz dut se déchausser. Lorsque l'enflure diminua un peu, il essaya de remettre ses souliers, mais n'y arriva pas ; il les garda alors sous la tête pendant la nuit. A l'intérieur d'une des chaussures, il rangea le petit paquet de café que les Américains avaient distribué aux prisonniers, en se disant : « *Je rapporterai ce café à la maison quand je rentrerai. Ils seront tellement contents.* » Un matin, à son réveil, il constata que les chaussures et le café avaient disparu. Il fondit en larmes¹⁵⁵.

¹⁵³ Gertrude Maria Schuster, *op. cit.*

¹⁵⁴ Cet ancien prisonnier nous a demandé de ne pas divulguer son nom. [N. du T.]

¹⁵⁵ Interview de Heinz T., en compagnie de Mavis Gallant, Paris, juin 1986.

Heinz était loin d'être le plus jeune détenu du camp, où l'on trouvait des enfants de 6 ans, des femmes enceintes et des hommes au-dessus de 60 ans. La plupart des registres relatifs aux P.G. ayant été détruits dans les années 1950, et pratiquement aucun document n'ayant été tenu pour les F.E.D.¹⁵⁶, on ne sait pas vraiment combien de civils furent internés avec les soldats. Les registres français montrent cependant que parmi les 100.000 personnes environ que les Américains leur avaient cédées - pour faire office de main-d'œuvre, en principe - se trouvaient 32.640 femmes, enfants et vieillards¹⁵⁷. Dans un rapport sur Bad Kreuznach, le lieutenant-colonel Valentine Barnes écrivit le 22 avril qu'« un prisonnier de guerre de sexe féminin, venait de donner naissance à un enfant de sexe féminin à l'intérieur du camp A-3.¹⁵⁸ ».

George Weiss, mécanicien d'engins blindés, raconta que dans son camp, situé au bord du Rhin, le surpeuplement était effroyable : « Nous ne pouvions même pas nous allonger entièrement. Toute la nuit nous restions assis, tassés les uns contre les autres. Mais rien n'était pire que le manque d'eau. Pendant trois jours et demi on ne nous a pas donné d'eau du tout. Nous buvions [69] notre propre urine. Le goût en était horrible, mais que pouvions nous faire d'autre ? Certains d'entre nous baissaient leur tête jusqu'au sol et le léchaient, pour essayer d'en tirer un peu d'humidité. Alors que j'étais déjà tellement faible que je n'arrivais plus à me dresser que sur mes genoux, on nous a enfin distribué un peu d'eau à boire. Je pense que je serais mort sans cette eau. Et le Rhin se trouvait juste de l'autre côté des barbelés. A travers le grillage, les gardiens nous vendaient de l'eau et des cigarettes. Une cigarette coûtait 900 marks. J'ai vu mourir des milliers de mes compagnons. Ils emportaient les corps dans des camions¹⁵⁹. »

A cette période, on entassait à Bad Kreuznach trois fois plus de captifs que prévu¹⁶⁰. Parce que le sol et les vêtements étaient dangereusement infectés, le fait d'être entassés près des barbelés représentait un risque grave pour ces hommes déjà dans un état de faiblesse extrême. On enregistra dans ces camps un taux élevé de morts par septicémie¹⁶¹.

Après un mois environ à Bad Kreuznach, où Heinz T. eut l'impression qu'en dépit des conditions de détention, le nombre de décès était faible, le jeune homme fut inclus dans l'effectif de 2.000.000 de prisonniers qui devaient, selon la rumeur, être transférés aux mains des Français. Cette rumeur n'était pas totalement dénuée de fondement : les

¹⁵⁶ « Tous les documents relatifs aux camps et considérés comme d'intérêt secondaire ont été détruits dans les années 1950, affirme Eddy Reese, chef archiviste, N.A.R.S., Washington. Interview effectuée par l'auteur en 1986.

¹⁵⁷ Rapport du capitaine Julien, du 3e Régiment de tirailleurs algériens. Voir chapitre 7.

¹⁵⁸ Historique de la section du grand prévôt, sec Av. Z Coin., par Valentine Barnes. N.A.R.S., Washington.

¹⁵⁹ Interview par l'auteur de George Weiss, de Toronto, 1988.

¹⁶⁰ Barnes, p. 4.

¹⁶¹ Voir enquête médicale du TEO., appendice 2.

Français avaient, à l'origine, demandé aux Américains de leur céder 1.700.000 prisonniers. Ils tentaient maintenant de négocier un envoi de 1.300.000 hommes destinés à participer aux réparations des dommages de guerre. Parcourant du regard ses compagnons faméliques, boursoufflés par l'œdème de la malnutrition, en guenilles, sales, le visage émacié et la démarche traînante, Heinz se dit que les Français allaient se voir offrir un bien étrange cadeau. Puis on le chargea dans un convoi à destination de Rennes, en Bretagne.

Un garçonnet de 10 ans, Herbert Thelen, habitant Rheinberg, avait été autorisé à porter de la nourriture à son père, interné dans le camp qui se trouvait à 3 kilomètres à l'ouest de la ville. A travers les barbelés, Herbert passait les provisions au prisonnier, assis sur le chemin de ronde. L'enfant ne vit jamais qui que ce fût d'autre se rendre au camp pour la même raison que lui¹⁶². Un jour, un détenu écrivit un message ; il en enveloppa une pierre, qu'il lança vers la route conduisant à Rheinberg. Un habitant de la ville le découvrit et le conserva. Sur cette note, écrite sur du papier d'emballage marron qui s'assombrit avec [70] le temps, on peut lire : « *Cher lecteur. S'il vous plaît nous sommes deux camarades envoyez-nous un colis de pommes de terre cuites avec du sel. Nous avons terriblement faim. Nous attendons près du mirador sur le chemin de ronde. S'il vous plaît écrivez sur le paquet le nom Sergent Jakob Lohr, Camp E.* »¹⁶³.

A Rheinberg, un sergent de 50 ans, titulaire d'un doctorat, put tenir un journal qu'il écrivit à l'encre sur du papier hygiénique¹⁶⁴. On y lit :

« *Camp de Rheinberg, 17 mai 1945*

Je suis en général étendu sur le sol. Pendant la chaleur, je rampe dans un trou creusé dans la terre. Je porte un manteau, des bottes, et mon calot enfoncé jusqu'aux oreilles ; ma sacoche, qui contient une cuillère et une fourchette en argent, me sert d'oreiller. Pendant un orage, une paroi du trou où je m'abrite s'effondre sur moi. Mon manteau et mes chaussettes sont à tordre.

La nuit, j'erre nerveusement à travers le camp. Je vois la lune se lever, j'entends les rossignols chanter dans les bois voisins. Je me récite des poèmes de Goethe et pour ne pas m'endormir, j'engage une discussion avec moi-même sur "La vie et la théorie de Nietzsche".

Certains de mes compagnons se plaignent d'être emprisonnés. Je leur conseille de ne pas se laisser obséder par les barbelés mais de fixer plutôt leur regard sur l'espace au-delà du grillage.

¹⁶² Interview effectuée par l'auteur en 1987.

¹⁶³ Heinz Janssen, *Mémoires du temps de l'horreur*.

¹⁶⁴ Cet ancien prisonnier a demandé que son identité ne soit pas révélée. Des extraits de son journal ont été publiés dans l'ouvrage de Kurt Böhme *Die deutschen Kriegsgefangenen in amerikanischer Hand, Band 13, Die deutschen Kriegsgefangenen des Zweiten Weltkrieges*. (Munich, Verlag Ernst und Werner Giesecke.) [N. du T.]

Je chante souvent "Les pensées sont libres, qui peut les entrevoir..." le couplet sur les prisonniers me réjouit tout particulièrement.

Le soir, les gens qui aiment chanter interprètent des chansons folkloriques allemandes. Le chant unit les êtres.

Chaque soir, on récite des prières protestantes et catholiques, mais leur étroitesse dogmatique ne me satisfait pas.

Je médite sur le thème "La technique du travail intellectuel". Je m'imagine en train de faire un cours à des étudiants, [71] je pourrais peut-être écrire un petit livre intitulé "L'Atelier d'un travailleur intellectuel".

A la maison, j'avais à ma disposition des sources littéraires. Ici au camp je ne possède que mes pensées et ne dépends que de ma mémoire mais la connaissance livresque pure est sans valeur.

Nouveau projet : écrire mon propre livre de prières. Ce que je considère comme précieux peut aussi avoir une signification pour d'autres.

Je remercie Dieu de me trouver dans ce camp. Nulle part ailleurs je n'aurais pu me perdre à ce point dans mes pensées ou voir les humains dans leur nudité totale. Je n'aurais pas non plus cru les vainqueurs capables de telles cruautés.

Rheinberg, 19 mai 1945

Prières du soir protestantes. attitude dogmatique - il nous faut être préparés pour recevoir le Saint-Esprit.

Deux doigts de ma main gauche sont enflammés. Un jeune étudiant en médecine met un bandage autour de mon pouce. Si leur état ne s'améliore pas, je serai envoyé à l'hôpital militaire. Discussion avec le jeune étudiant sur le découragement des soldats.

Ma dernière volonté au sujet de mes enfants : ils se feront un devoir de conserver une relation forte et vivante avec les paysans. Tous mes ancêtres étaient des paysans. Mes enfants devraient dans la mesure du possible acheter de la terre, et se former aux tâches de fermier pour cultiver la terre et en vivre. Ceux qui ne sont pas qualifiés pour des études universitaires devraient devenir fermiers.

J'ai longuement pensé à ma chère femme.

Les nazis, aviateurs, artilleurs et armes blindées quittent le camp, probablement pour faire office de main-d'œuvre. Longue discussion parmi mes compagnons pour savoir quel sort est le plus enviable, mourir de faim dans le camp ou travailler à l'extérieur avec la perspective d'avoir peut-être un peu plus à manger. Quelques hommes (essayent) de s'évader du camp. Certains d'entre eux se font prendre, d'autres arrivent à s'échapper. Il y a peu de tentatives. L'une d'elles m'a été racontée : "Le 10 mai, nous avons franchi les barbelés. Le bruit de ferraille était effrayant. Le gardien a tiré sur nous. L'un d'entre nous a

foncé droit devant lui, un [72] autre a fait marche arrière. Poursuite des fugitifs. Quelques-uns se sont rendus les mains en J'air. On leur a tiré dessus sans pitié. Je me suis jeté sur le sol en faisant le mort. Le gardien m'a donné un coup de pied mais je n'ai pas bougé. Quand il est parti, je me suis faufilé à l'intérieur du camp sous les barbelés, l'évasion a échoué mais je suis toujours en vie.'

Je regrette de ne pas connaître plus de poèmes par cœur.

Méditation : Dieu est amour, l'amour est Dieu, Dieu est vérité, la vérité est Dieu ; Dieu est bonté, la bonté est Dieu, Dieu est perfection, la perfection est Dieu (Goethe). A Dieu est l'orient, à Dieu est l'occident !

Les pays du nord et du midi reposent dans la paix de ses mains¹⁶⁵.

L'esprit de Goethe, esprit saint, me maintient en vie.

Si je survivais jamais à ce camp, je rassemblerai des poèmes sous le titre "Bien-être et Louange".

Aujourd'hui j'ai eu quatre pommes de terre. Quelle richesse !

Je peux me figurer menant une vie de moine car la pauvreté, la pureté, et l'obéissance sont faciles à supporter du moment que j'ai assez de temps libre pour penser. Les pensées sont ma passion.

Rheinberg, 20 mai 1945 (Pentecôte)

Service protestant le matin, en plein air, bien sûr. Dogmes. L'âme devrait régner sur le corps. Je commence à comprendre le point de vue du professeur Jaspers envers l'Église. Selon lui le devoir de l'Église est de préparer les masses à l'absolu, à l'éternel. Peut-être a-t-il raison de penser que la philosophie ne peut venir en aide qu'à quelques personnes.

Combien de temps devons-nous rester sans abri, sans couvertures et sans tentes ? Chaque soldat allemand a pu autrefois s'abriter des intempéries. Même un chien a une niche dans laquelle il peut ramper quand il pleut. Après six semaines notre seul désir est finalement d'avoir un toit au-dessus de la tête. Même un sauvage est mieux logé. Diogène, Diogène, tu avais au moins ton tonneau.

[73]

Rheinberg, 21 mai 1945

Il faut comprendre les prières, non du point de vue théologique, mais du point de vue psychologique et humain. L'esprit a besoin d'être le principe dominant. Il a recommencé à pleuvoir. Désespoir. Au début, je cherche un abri sous les arbres minuscules. Je suis trempé. J'appuie très fort mon dos contre un mur délabré qui au moins coupe le vent et la pluie d'un côté. Le lendemain je m'introduis dans une petite cave en descendant une échelle. Elle est pleine de monde. Je m'assoupis deux

¹⁶⁵ Goethe : *Le Divan* [N. du T.]

heures, me sentant comme un roi. Puis il me faut de nouveau parcourir le terrain comme un simple soldat.

Rheinberg, 22 mai 1945

Pluie légère. Suis resté dans mon trou. Mouillé.

L'histoire du carton : Nos rations arrivent dans le camp dans de grandes boîtes en carton. Une fois dépliées, elles peuvent être utilisées comme une sorte de lit. Le carton, à peu près long de 1,20 m et large comme le corps d'un homme est un bon isolant contre l'humidité du sol. Chaque jour, environ 25 de ces 'lits' sont attribués par le médecin à ceux qui peuvent prouver qu'ils n'ont ni tente, ni couverture, ni manteau. A vrai dire, je n'y avais pas vraiment droit puisque j'ai encore un manteau. Vers 8 heures du matin, le premier jour où j'ai essayé d'en avoir un, plus de 25 hommes faisaient la queue devant moi. Le lendemain matin je me suis levé vers 6 h 30, avant le réveil. Quel veinard ! J'ai eu mon carton. Profondément heureux, je l'ai serré sous mon bras et j'ai traîné jusqu'à mon trou. Depuis, il est devenu mon bien le plus précieux. Nous sommes comme les deux doigts de la main. »

Wolfgang Iff raconte qu'à Rheinberg, dans sa section qui contenait peut-être 10.000 personnes, entre 30 et 40 corps étaient chaque jour traînés hors du camp¹⁶⁶. Membre du commando de fossoyeurs, Iff était bien placé pour assister à ce qui se passait. Il recevait un supplément de nourriture pour qu'il pût aider à porter les morts de sa section jusqu'à la sortie du camp, où ils étaient chargés sur des brouettes qui permettaient de les transporter jusqu'à plusieurs vastes hangars en tôle [74] ondulée. Là, Iff et son équipe déshabillaient entièrement les cadavres, cassaient d'un coup sec la partie détachable des plaques d'identification militaires, étendaient les corps en rangées de 15 ou de 20, jetaient sur eux 10 pelletées de chaux vive, alignaient par-dessus une autre rangée de corps, et ainsi de suite jusqu'à ce que la pile atteignît un mètre de haut. Ils plaçaient ensuite les affaires personnelles du mort dans un sac destiné aux Américains et sortaient, leur tâche terminée.

Certains prisonniers moururent de gangrène à la suite de gelures causées par les nuits glaciales de ce mois d'avril 1945. Une douzaine d'autres au moins, dont un adolescent de 14 ans, trop faibles pour tenir en équilibre sur la planche des latrines, tombèrent dans la fosse et s'y noyèrent. On traînait une partie des corps à l'extérieur du camp ; on recouvrait les autres de terre, à l'endroit même où ils gisaient. Certains jours, le nombre de morts s'éleva à 200. Dans d'autres enceintes de taille similaire à la sienne, Iff voyait disparaître de 60 à 70 personnes chaque jour : « *Les camions emportaient alors leur triste charge. Quel*

¹⁶⁶ Selon Thelen, il y avait 10 ou 11 enclos, contenant chacun près de 10.000 personnes. Interview effectuée par l'auteur en novembre 1987.

tableau macabre !¹⁶⁷ ». Les prisonniers ne surent jamais ce que devenaient les cadavres, mais au cours des années 1950, des équipes de construction découvrirent à Rheinberg, dans des fosses communes, sans trace de cercueil ni pierre tombale, des restes humains mêlés à un fouillis de plaques d'identification de l'armée allemande¹⁶⁸. Au cours des années 1980, des fossoyeurs firent au même endroit des découvertes similaires.

Selon Francis Biddle, ancien ministre de la Justice des États-Unis, les montres et les bijoux retirés aux cadavres alimentaient l'important marché noir qui sévissait en Allemagne. Il avait visité Tiergarten, un des quartiers de Berlin qui, raconta-t-il à sa fille, était « *incroyable... On y voyait plusieurs milliers de personnes en train de marchander. Notre mécanicien a vendu sa montre pour 400 dollars, et cinq cartouches de cigarettes pour 100 dollars chacune. Notre guide nous a dit hier qu'en vendant des montres, il a gagné 8.000 dollars, et qu'il faisait sortir l'argent en fraude par l'intermédiaire de leur représentant des services secrets qui assistait à la conférence de Potsdam, avec cette somme, il a l'intention de s'acheter une ferme dans le Michigan. Les montres ont apparemment été récupérées sur des cadavres allemands* »¹⁶⁹.

Le surpeuplement constitua longtemps un gros problème à Rheinberg. Dans des enclos d'environ 300 mètres de côté qui [75] devaient accueillir 10.000 Prisonniers, on entassa au départ jusqu'à 30.000 personnes ; chacune d'entre elles disposait ainsi, en gros de 3 m² d'espace vital.

Si l'on s'en tient au témoignage d'Herbert Thelen, dont nous avons déjà parlé, et qui était exceptionnellement autorisé à passer de la nourriture à son père à travers les barbelés, il semble qu'à cette époque, où le camp contenait de 100.000 à 120.000 personnes, il en mourait chaque jour entre 300 et 700¹⁷⁰.

Le clergé de Rheinberg adressa des protestations au commandant américain du camp ; ce fut aussi le cas de l'archevêque de Cologne qui, dit-on, avait également écrit au Pape Pie XII. Le souverain pontife, qui

¹⁶⁷ Interview d'Iff par l'auteur en novembre 1987. Voir aussi Janssen, op. cit. p. 468.

¹⁶⁸ Entretien de l'auteur à Rheinberg avec l'archiviste de la commune, Heinz Janssen, puis avec le gardien du cimetière communal. Lettre adressée à l'auteur par le W.A.S.t., organisme de recherche de Berlin, contenant une photocopie d'une lettre écrite par un employé communal de Rheinberg et datée du 7 janvier 1966, annonçant au W.A.S.t. que trois groupes d'ossements humains venaient d'être découverts sur le site de l'ancien camp de prisonniers allemands, dans une fosse profonde d'un mètre, sans la moindre inscription, et séparés de quelques centimètres seulement.

¹⁶⁹ Documents de Francis Biddle. Notes sur la conférence. Documents du tribunal militaire international, bibliothèque de recherche George Arents, Syracuse, New York, à la date du 2 octobre 1945. Cette date indique que ces morts allemands n'étaient pas tombés au combat. De toute manière, le nombre de morts dans les camps américains et français était à cette période de huit à dix fois plus élevé que toutes les pertes subies par la Wehrmacht sur le front de l'ouest au cours des 4 années précédentes. Voir note 52 du chapitre 5.

¹⁷⁰ Interview par l'auteur de Thelen, Rheinberg, novembre 1987.

s'était gardé d'intervenir contre les camps de la mort d'Hitler, resta fidèle à sa position.

Comment se peut-il que les officiers subalternes et les médecins aient manifesté si peu d'intérêt et d'inquiétude face à une telle situation ? Le caractère froid et impersonnel de leurs descriptions et de leurs statistiques offre un contraste surprenant avec les témoignages, les protestations, les carnets et les œuvres d'art des prisonniers, avec les supplications du clergé, et avec les chiffres énormes reportés dans la colonne *Autres Pertes* des registres de l'armée américaine¹⁷¹.

On se fait une idée de ce qui a pu donner naissance à cet état d'esprit, en lisant les comptes rendus quotidiens d'un homme sagace, sachant s'exprimer avec aisance et que sa formation destinait à sauver des vies humaines. Le médecin-colonel C. H. Beasley avait signé avec le médecin-colonel Mason, dans le courant du mois d'avril 1945, un rapport à glacer le sang sur un camp de la vallée du Rhin¹⁷². A la fin du même mois, le 30 avril, il décrivit Rheinberg en ces termes : « *Ce camp est bien organisé et fonctionne sans accroc. Au cours des dernières 48 heures il y a eu 7 morts... A Sinzig, (il y a eu) 5 morts dues, on le suppose, à l'absence d'abri*¹⁷³. »

L'expression « *on le suppose* » est révélatrice. Les rapports étaient transmis à Beasley par les commandants des camps, qui n'avaient aucun intérêt à s'accuser eux-mêmes d'avoir commis des atrocités. Pourquoi le colonel utilise-t-il cette expression ? Il savait pourtant que les détenus étaient sans protection : il les avait vus grelotter sous la neige, en bras de chemise. On peut [76] s'interroger sur les raisons d'une formulation aussi réservée, face à une réalité aussi crue. Craint-il, en étant plus direct, de dénoncer les carences du commandement ? Pourtant, il confirme le risque de décès lié à l'absence d'abri, quelques lignes plus loin, en évoquant les « *vieillards et les infirmes incapables de survivre dans les conditions auxquelles ils sont exposés. 700 d'entre eux sont abrités sous des tentes. A Sinzig il y a aussi des vieillards, des estropiés et des infirmes.* »

Le fait que Beasley cite un nombre apparemment important de personnes abritées (700) en omettant de dire que les 90.000 autres prisonniers n'ont pas la moindre protection, n'est pas non plus dénué de signification.

Sous, la plume du médecin, les expressions « *fonctionne sans accroc* » ou « *tout est en ordre* » ne voulaient dire en gros qu'une seule chose : on avait pris la précaution de saupoudrer les prisonniers de D.D.T., pour prévenir une épidémie de typhus qui aurait représenté une me-

¹⁷¹ *Autres Pertes. Other Losses.* [N. du T.]

¹⁷² Voir fin du chapitre 3. [N. du T.]

¹⁷³ Rapport quotidien sur la situation dans les E.T.P.G., 30 avril 1945, établi par le colonel C.H. Beasley, service de santé militaire des États-Unis. R.G. 332 section 17, N.A.R.S., Washington.

nance non seulement pour les détenus et leurs gardiens, mais aussi pour le reste de l'Allemagne¹⁷⁴. Beasley s'efforçait d'éviter, autant que possible, de dire la vérité sur ce qu'il savait, probablement parce que tout en déplorant une telle situation, il ne pouvait se résoudre à exprimer des accusations écrites contre l'armée.

Dans ce rapport de fin avril 1945, le colonel déclare avoir commandé 1600 couvertures pour l'hôpital de Lintfort, « *chargé du support de l'enceinte temporaire de Rheinberg* ». Si l'on prend au mot ce médecin de l'armée américaine, on imagine un hôpital ayant pour vocation de sauver la vie des détenus malades de Rheinberg. Pourtant, à cette époque, il n'existait pas vraiment d'hôpital digne de ce nom à Lintfort. En réalité, c'est le 10 mai 1945, après s'être longtemps fait prier, que le commandant du camp permit avec réticence qu'une petite zone à l'intérieur de l'enceinte fût réservée à quelques tentes pour les malades. Après maintes supplications, il autorisa également deux femmes et un prêtre¹⁷⁵ à convertir quelques maisons de Lintfort en hôpital, précisant toutefois que tous les frais de personnel, d'entretien et de fonctionnement seraient entièrement pris en charge par les civils allemands. Ultérieurement, quelques médicaments furent livrés. Ils se réduisaient probablement à du D.D.T. !

[77]

Beasley, basant son rapport sur des informations qu'il avait rassemblées par téléphone, ignorait peut-être que ces prétendus « hôpitaux » de l'armée américaine n'étaient en réalité que des « mouiroirs », où les agonisants, soustraits au regard de leurs camarades, trépassaient sans avoir été soignés, non loin des tombes prêtes à recevoir leur corps¹⁷⁶.

De leur côté, les officiers du corps médical du TEO., qui menaient une enquête à grande échelle sur le nombre de malades et de morts dans ces mêmes camps, déclarèrent seulement 11 % des décès qu'ils avaient réellement constatés¹⁷⁷.

Même s'il l'avait voulu, le colonel Beasley n'aurait pas pu se montrer plus précis. La contrainte d'établir un rapport journalier, les distances importantes qui séparaient les camps et que la détérioration des routes rendait encore plus difficiles à parcourir, ne permettaient ni à Beasley,

¹⁷⁴ Beasley et quelques autres officiers font plusieurs fois allusion dans leurs rapports au fait que l'on saupoudrait les prisonniers avec du D.D.T. Voir aussi *L'historique médical du T.E.O.* : « Dans les enceintes de P.G., la prévention des maladies se limitait au saupoudrage des prisonniers avec le D.D.T. » Voir appendice 2.

¹⁷⁵ Mmes Greta Schweitzer et Herte Brandt et le père Borgmann. [N. du T.]

¹⁷⁶ Le docteur Siegfried Enke de Wuppertal a relaté à l'auteur ses expériences dans les hôpitaux des camps américains et français, où il s'occupa des malades. Dans tous ces hôpitaux, la situation était la même : au cours d'une période d'un an de captivité, assistant des prisonniers très gravement atteints, il ne vit pas un seul cadavre. Les moribonds étaient transportés de l'hôpital véritable dans un « mouiroir ». Il ne les revoyait jamais. On ne lui demanda pas une seule fois de procéder à une autopsie ou de signer un certificat de décès.

Les informations relatives à l'« hôpital » de Lintfort sont extraites du témoignage d'Heinz Janssen, *op. cit.*

¹⁷⁷ Voir appendice 2.

ni à qui que ce fût d'autre, d'inspecter quotidiennement les enceintes. En définitive, le compte rendu daté du 30 avril évoquait, en deux pages, la situation de... plus de 250.000 prisonniers !

Pour collecter les renseignements, il fallait se contenter de communications téléphoniques avec les commandants de camps, qui n'avaient eux-mêmes aucune intention de salir leurs bottes bien cirées dans la boue infectée des enclos de prisonniers. Des affiches portant l'inscription « Cas de typhus, Défense d'entrer » avaient été apposées aux entrées mêmes du camp de Remagen, sur un ordre que Beasley avait transmis par téléphone¹⁷⁸.

Le nombre de décès survenus en deux jours qu'indique le colonel¹⁷⁹, pour les camps de Rheinberg et de Remagen, est tellement inférieur aux chiffres en provenance d'autres sources (prisonniers eux-mêmes, *Histoire du corps médical du T.E.O.*, 12^e groupe d'armées, et U.S.F.E.T.¹⁸⁰) qu'il est absolument impossible de s'y retrouver. Si Beasley a raison, les autres ont tort et vice versa. Peut-être les défenses du colonel sont-elles sur le point de craquer ; peut-être accepte-t-il de se rendre complice de l'étouffement de faits sur lesquels il ne peut agir. L'obligation d'effectuer le compte rendu de ce qu'il sait être faux ne peut [78] que l'inciter à se réfugier dans l'indifférence. Beasley n'est pas responsable des conditions qui règnent dans les camps ; il essaye de se tirer au mieux de sa tâche, mais commence à se décourager. Au sujet de la dysenterie, cause majeure de décès parmi les prisonniers, il déclare : « *Des installations sanitaires de masse sont indispensables. Étant donné les fournitures dont nous disposons actuellement, il est absolument impossible d'approcher, même de loin, les normes considérées comme nécessaires*¹⁸¹. » A cette date, le 30 avril 1945, sa formation militaire reste néanmoins la plus forte : il note qu'il a rempli une demande de réquisition pour des médicaments, espérant apparemment les voir livrer dans les camps, bien qu'ils ne soient qu'un palliatif, non un remède, aux causes matérielles de souffrance - la faim, le surpeuplement, le manque d'abri.

Beasley comprit bientôt qu'il traitait le symptôme - les camps - plutôt que la maladie - une cruelle indifférence. Deux semaines plus tard, à propos de sa requête relative à un stock de couvertures pour l'hôpital

¹⁷⁸ Rapport sur la situation des E.T.P.G., 30 avril, Beasley, N.A.R.S., Washington.

¹⁷⁹ Ce taux correspondait à un taux de décès annuel de 0,3 % pour les deux camps, ce qui était inférieur au taux de 0,4 % constaté au sein des troupes américaines entre le 1^{er} mai et le 15 juin 1945. Cet échantillon est bien sûr beaucoup trop réduit pour permettre le calcul du taux annuel : nous l'avons calculé dans la mesure où il était tellement bas qu'il aurait dû susciter une remarque de la part de Beasley. Ce ne fut pas le cas. Il ne s'agit pas ici d'un exemple isolé : plusieurs autres rapports indiquent des taux de décès trop bas pour être crédibles, vu les conditions de détention signalées par ces mêmes rapports.

¹⁸⁰ U.S.F.E.T. : United States Forces, European Theater (armée des États-Unis, théâtre européen) : dénomination officielle de l'armée américaine en Europe, sous le commandement du général Eisenhower, après la dissolution de la structure interalliée (S.H.A.E.F.), le 14 juillet 1945. [N. du T.]

¹⁸¹ Beasley, 30 avril 1945.

n° 9 de l'armée, il écrivit : « *Nous avons un besoin urgent de lits de camps, de couvertures, de fourneaux et de matériel de cuisine pour les hôpitaux associés aux enceintes temporaires de P. G. L'intendant, qui a été contacté, prétend qu'aucun de ces articles n'est disponible.* » Ces lignes révèlent une évolution dans l'esprit du colonel : alors que les atrocités auparavant mentionnées par les autres relevaient de « *suppositions* », elles prennent soudain à ses yeux un caractère de réalité. La parole de l'officier supérieur, qui « *prétend* » que rien n'est disponible, est ouvertement mise en doute. Beasley semble se lasser de l'indifférence cynique qui règne « en haut lieu »¹⁸².

Peut-être le colonel ne protesta-t-il pas, tout simplement parce que la cause de ce qui se produisait lui paraissait inconcevable. Il est vrai que les êtres totalement dépourvus de malveillance en décèlent rarement la présence chez autrui.

¹⁸² Beasley, op. cit.

[79]

Chapitre 5

UN ÉTÉ DE FAMINE

Le 15 mai 1945, le général Eisenhower et Winston Churchill envisagèrent de réduire l'alimentation des prisonniers. Churchill désirait que l'on se mît d'accord sur les rations qui seraient distribuées, car il lui faudrait bientôt annoncer une diminution de la portion de viande des civils. Il voulait s'assurer que les détenus « *seraient nourris, autant que possible, sur les provisions dont (on pouvait) le mieux (se) passer* ». Eisenhower répondit qu'il avait « *accordé une attention considérable à cette question* ». Il savait qu'un minimum de 2.150 calories était indispensable, mais il avait déjà fait baisser cette quantité à 2.000 calories. Depuis quelque temps, déclara-t-il, les rations des prisonniers étaient moins importantes que celles des troupes alliées. (Les soldats américains recevaient 4.000 calories par jour !) Il songeait à se pencher de nouveau sur le problème pour voir « *si une réduction supplémentaire pouvait être effectuée ou non* »¹⁸³. On envisageait tout simplement de diminuer les rations de prisonniers de guerre qui mouraient déjà d'inanition sous les yeux des médecins de l'armée des États-Unis¹⁸⁴.

Peu de temps après, les rations furent effectivement réduites¹⁸⁵. Certains prisonniers de guerre continuèrent à recevoir, en quantité insuffisante, des vivres réquisitionnés en Allemagne. Un million d'autres détenus, à qui l'on avait [80] distribué jusque-là au moins quelques provisions en raison de leur statut de P.G., perdirent à la fois leurs droits et leurs subsistances dès qu'ils passèrent clandestinement sous le statut de

¹⁸³ Procès-verbal d'une réunion entre Churchill, Eisenhower et le maréchal sir Alan Brooke, CIGA, 15 mai 1945. R.G. 59 74000119, Allemagne sous tutelle 161455, casier 3666, archives du département d'État, Washington. Le procès-verbal, préparé par les collaborateurs du Premier Ministre Winston Churchill reprend les propos des participants.

Le maréchal Brooke affirma qu'en raison de la «pénurie globale de nourriture, il ne serait pas juste de fournir aux prisonniers de guerre la même alimentation qu'aux troupes américaines et britanniques. Si l'on voulait éviter une famine étendue, il était essentiel que les rations des troupes et des civils ennemis soient réduites au strict minimum qui, laissait-il entendre, était de 1.550 calories, ration attribuée aux civils. Il n'était pas tenu compte du fait que cette ration officielle de 1.550 calories, peu au-dessous du minimum vital de 1.800 calories, était attribuée à des civils qui pouvaient au moins tenter de la compléter par leurs propres moyens. Les P.G. et les F.E.D. n'avaient évidemment pas cette possibilité. Dans la zone d'occupation américaine, la ration officielle attribuée aux civils diminua au cours de l'année 1945, jusqu'à 1.350 calories.

¹⁸⁴ Voir l'historique du TEO., appendice 2.

Le service de santé de l'armée américaine croyait que le minimum nécessaire pour maintenir en vie un adulte normal en bonne santé, couvert de bons vêtements et dans un abri chauffé, inactif était estimé à 2.000 calories par jour. Enquête sur le traitement des P.G. par les forces américaines, 7 janvier 1946, R.G. 332 383.6/10 N.A.R.S., Washington.

¹⁸⁵ Rapports d'intendance, juillet 1945, Abilene.

F.E.D.¹⁸⁶ On leur attribua alors des rations très inférieures aux 2.000 calories annoncées par Eisenhower, puisque le plus souvent elles n'atteignaient même pas 1.000 calories¹⁸⁷. Au moment de réduire les rations des P.G., le général s'était gardé de révéler à Churchill que les F.E.D., lorsqu'ils n'étaient pas totalement privés de nourriture recevaient bien moins que 2000 calories par jour. « *Les rations opérationnelles, C, K et 10 en 1*¹⁸⁸ *ne seront utilisées qu'en dernier ressort* », disaient les ordres. « *Il faudra épuiser tous les autres moyens, avant d'y avoir recours.* » A cette période, il n'était pas question de dépasser 2.000 calories, et l'on ne devait puiser dans les réserves américaines que dans le cas où les stocks allemands seraient épuisés, ce qui se produisait déjà dans certaines zones, en particulier dans la zone militaire n° 7, près de Munich¹⁸⁹. Ces directives ne s'appliquaient qu'aux prisonniers officiellement « en mains ».

Le reclassement des prisonniers dans la catégorie de F.E.D. ne donna lieu à aucun transfert effectif dans d'autres camps, et ne suscita aucune organisation nouvelle qui eût permis aux civils allemands de fournir des provisions à leurs compatriotes. Les détenus restèrent là où ils étaient, dans un dénuement qui tendait à s'aggraver. Le cliquetis d'une machine à écrire avait suffi pour que les quelques miettes qui leur étaient chichement accordées par l'armée américaine cessent de leur parvenir.

L'armée de Patton fut la seule de tout le théâtre européen à relâcher un nombre important de prisonniers au cours du mois de mai 1945, les sauvant ainsi de l'inanition. Les généraux Bradley et Lee avaient tous deux ordonné de libérer des captifs, mais un ordre du S.H.A.E.F. signé « Eisenhower »¹⁹⁰ et daté du 13 mai¹⁹¹, exigea qu'ils annulent cette mesure¹⁹². A la lecture de ce contrordre, le scrupuleux général Lee éprouva

¹⁸⁶ Voir suite de ce même chapitre. [N. du T.]

¹⁸⁷ Au 2 juin 1945, le nombre de P.G. internés dépassait de près d'un million le chiffre indiqué par le S.H.A.E.F. Encore faut-il souligner que 54 % seulement de cet effectif officiel était réellement nourri (voir ch. 5). Historique du corps d'intendance du TEO. p. 355, N.A.R.S., Suitland, Maryland.

A la mi-juin, l'armée nourrissait près de 2.900.000 militaires américains, plus 630.000 autres personnes comprenant des civils divers, des Français de souche nord-africaine et des Russes. A cette époque, l'effectif rationnaire des prisonniers se montait à 1.421.559 personnes, alors que les états du 30 bureau du S.H.A.E.F. dénombraient 2.300.000 détenus « en mains », chiffres auxquels il convient d'ajouter un million d'hommes non répertoriés (voir chapitre 5). Nous sommes loin de la ration quotidienne de 2.000 calories dont Eisenhower affirmait à Churchill qu'elle était distribuée aux P.G. En effet une fois répartie sur l'effectif entier des captifs, elle tombait concrètement à 840 calories. Elle devait être encore réduite par la suite.

¹⁸⁸ C et K sont des rations individuelles. 10 en 1 correspond à une ration collective d'une journée pour 10 hommes. [N. du T.]

¹⁸⁹ Le général de brigade R.B. Lovett, « sur ordre du général Eisenhower », 20 mai 1945, 383.6-2. Voir également Message de Bradley au P.C. avant du S.H.A.E.F., 16 mai, 383.6-4. N.A.R.S., Washington.

¹⁹⁰ Eisenhower, commandant suprême des forces alliées en Europe a sous ses ordres deux groupes d'armées U.S. (6^e et 12^e), un groupe d'armées anglo-canadien (21^e) et la II^e armée française (général Koenig). [N. du T.]

¹⁹¹ Message du 12^e groupe d'armées à tout le personnel concerné. 13 mai, 383.6-4 N.A.R.S.

¹⁹² Message du S.H.A.E.F., signé « Eisenhower », au 6^e groupe d'armées, dossiers du 6^e groupe d'armées, N.A.R.S. Selon Martin Blumenson, « il est raisonnable de supposer » que Patton, très conscient de la situa-

une immense inquiétude au sujet des hommes faméliques dont il avait la [81] charge. De son quartier général à Paris, il expédia sur-le-champ au quartier général du S.H.A.E.F., à Francfort, un câble qui n'était autre qu'une mise en demeure :

« Notre quartier général est confronté à des difficultés considérables pour établir une base adéquate de réquisitionnement des rations destinées aux prisonniers de guerre actuellement détenus au sein du théâtre. Les captifs en mains dépassent largement le nombre de captures initialement prévues, qui ont déterminé le nombre de rations réquisitionnées dans la zone de l'intérieur (les États-Unis). La situation alimentaire actuelle tant dans le théâtre que dans la zone de l'intérieur est extrêmement critique. Il est impossible d'obtenir de la zone de l'intérieur, sans des justifications solides et complètes, les provisions supplémentaires requises pour maintenir les rations des prisonniers de guerre au minimum indispensable. Plusieurs demandes ont été effectuées par notre quartier général pour savoir quel est le nombre de prisonniers actuellement entre nos mains... afin qu'une base adéquate puisse être établie avec le département de la Guerre pour élaborer une politique de réquisitions des rations. En réponse à des enquêtes menées par notre quartier général... le S.H.A.E.F. a publié, à propos du nombre de prisonniers détenus dans le théâtre, divers communiqués dont les chiffres ne concordent pas. »

Il cite ensuite le dernier communiqué du S.H.A.E.F.¹⁹³ :

« Le câble... daté du 31 mai fait état de 1.890.000 prisonniers de guerre (P. G.) et de 1.200.000 membres des forces allemandes désarmées (F.E.D) entre nos mains. Les chiffres les plus précis dont nous disposons dans ce quartier général révèlent la présence d'un effectif de 910.980 prisonniers en Zone de Commandement, d'un autre effectif de 1.002.422 détenus dans les camps de transit de la Z. Com., et enfin de 965135 prisonniers aux mains du 12^e groupe d'armées, ce qui fait un effectif total de 2.878.537 individus auxquels s'ajoutent 1.000.000 de membres des forces allemandes désarmées en Allemagne et en Autriche¹⁹⁴. »

[82]

La situation était stupéfiante : Lee affirmait donc que les camps de l'armée américaine en Europe détenaient un million d'hommes de plus que ne voulait l'admettre le S.H.A.E.F. Le général parlait de 3.878.537

tion dans les enceintes, libéra de nombreux prisonniers contre la volonté des officiers du S.H.A.E.F., afin de leur sauver la vie. Interview de Blumenson par l'auteur, 1988.

¹⁹³ Le 19 mai, le S.H.A.E.F. affirma : « Le théâtre détient 2.880.000 prisonniers et 1.000.000 de forces ennemies désarmées. » Le nombre suivant fourni par le S.H.A.E.F., le 29 mai, fait état de 2090000 prisonniers de guerre et de 1208000 forces ennemies désarmées « en mains ». Message de Lee au S.H.A.E.F. Voir note suivante.

¹⁹⁴ Message de Lee au P.C. avant du S.H.A.E.F., 2 juin 1945. R.G. 331, S.H.A.E.F. 1^{er}, bureau Sec. Admin., 383.6 1/2, N.A.R.S., Washington.

P.G. et F.E.D., alors que le même jour, le 2 juin, le 3^e bureau du S.H.A.E.F. publiait son premier tableau de chiffres, qui ne faisait état que de 2.927.614 P. G. et F.E.D. « en mains ». Pour Lee, dont l'objectif était de nourrir les détenus, cette divergence représentait une entrave considérable, car l'approvisionnement en rations pour les camps se faisait à partir des chiffres du S.H.A.E.F. En étudiant les documents de l'époque, on voit en fait ce million de captifs se volatiliser entre deux rapports du grand prévôt du théâtre, émis le même jour (2 juin 1945)¹⁹⁵, date à laquelle les comptes rendus, jusque-là quotidiens, devinrent hebdomadaires. Dans le dernier des rapports quotidiens, le nombre de P.G. en mains s'élève à 2.870.400. Le premier des rapports hebdomadaires, daté du même jour, ne fait état que de 1.836.000 captifs. Le général Lee se battait contre des moulins à vent : le S.H.A.E.F. ne tenait absolument aucun compte de son dénombrement méticuleux. Il ne lui restait qu'à baser sa distribution de nourriture sur le nombre qui lui était communiqué par le 3^e bureau (opérations) du S.H.A.E.F., même s'il savait pertinemment qu'il lui manquerait ainsi un million de rations¹⁹⁶. Nous désignerons dans la suite de cet ouvrage ces prisonniers « disparus » par le terme de *million manquant*, pour les distinguer du reste des détenus.

Tel fut l'un des moyens utilisés pour réduire les rations.

Le même résultat fut obtenu par d'étranges pratiques dont témoignent les registres de l'armée relatifs aux mois de juin et de juillet 1945, période au cours de laquelle des hommes qui bénéficiaient du statut de P.G. furent clandestinement transférés sous le statut de F.E.D. Les statistiques hebdomadaires du S.H.A.E.F. (puis de l'U.S.F.E.T)¹⁹⁷ relatives aux F.E.D. font apparaître, chaque fin de semaine, c'est-à-dire le samedi à minuit, un effectif de clôture, qui devrait correspondre à [83] l'effectif d'ouverture de la semaine suivante, commençant une seconde plus tard¹⁹⁸. Or, l'examen attentif de ces chiffres révèle, au fil des semaines, d'importantes variations : ainsi la différence entre les effectifs de F.E.D. « en mains » entre le 2 juin et le 28 juillet, qui devrait correspondre à la somme des transferts et des libérations, comprend en réalité 588.533 individus de plus¹⁹⁹. Ces « transferts de minuit » ont été vo-

¹⁹⁵ Voir annexes 3 et 4. [N. du T.]

¹⁹⁶ Les comptes rendus d'intendance pour le mois de juin, diffusés en juillet, montrent les effets de la réduction du nombre de prisonniers opérée par le Y bureau du S.H.A.E.F. Le nombre de rations distribuées diminua de 900.000 unités. Rapports d'intendance, juillet 1945, Abilene.

Une preuve supplémentaire de la véracité des affirmations de Lee est obtenue en ajoutant aux 2.870.000 P.G. déclarés le 2 juin 1945, par le rapport hebdomadaire du grand prévôt du théâtre, les 1.110.685 F.E. D. dénombrés par le 12^e groupe d'armées. On aboutit ainsi à un total de 3.981.085 détenus, nombre très proche des 3878537 captifs annoncés par Lee. En outre, le bureau de l'historien chef de l'armée à Francfort sur le Main disait en 1947 que, le 18 mai 1945, 4.000 101 hommes se trouvaient « en mains » américaines.

¹⁹⁷ A la dissolution de la structure interalliée du S.H.A.E.F., l'état-major d'Eisenhower prit le nom d'U.S.F.E.T. [N. du T.]

¹⁹⁸ Voir appendice 7. [N. du T.]

¹⁹⁹ Voir appendice 7. [N. du T.]

lontainement dissimulés aux yeux de l'observateur non vigilant, car les tableaux du S.H.A.E.F. et de M.S.F.E.T. ne fournissent jamais le nombre d'ouverture de la semaine. Ils n'indiquent sur chaque état hebdomadaire séparé que le nombre de clôture de la semaine, et les opérations qui le justifient. Si l'on suppose, avec candeur, que le nombre d'ouverture est omis pour éviter des répétitions inutiles, on établit ses recherches à partir de chiffres qui ne tomberont évidemment jamais juste, puisque des centaines de milliers d'êtres humains ont été ajoutés ou soustraits en fonction des besoins. Seule une vérification laborieuse de toutes les données, catégorie par catégorie, semaine par semaine, permet de mettre progressivement au jour le subterfuge.

A l'évidence, ces hommes en excédent ne sont pas nés de la fantaisie des comptables, qui n'avaient d'ailleurs aucune raison d'inventer des prisonniers fictifs. On constate en effet que parallèlement à une augmentation de l'effectif des F.E.D., qui ne peut en aucune manière s'expliquer par des captures nouvelles²⁰⁰, on assiste à une diminution du nombre de P.G. à un rythme que le nombre des délibérations ne saurait à lui seul expliquer.

Pendant la période comprise entre le 2 juin et le 28 juillet, la chute du nombre de P.G. dépassa de 586.003 individus les délibérations effectuées, tandis que 588.533 individus vinrent grossir le nombre de détenus dans les camps de F.E.D.

Ainsi, le transfert de prisonniers du statut déjà peu enviable de P.G., au statut catastrophique de F.E.D. fut-il délibérément réalisé en étalant les opérations comptables sur plusieurs semaines de comptes rendus hebdomadaires. Individuellement examiné, chaque compte rendu contient des chiffres à peu près [84] plausibles. La différence entre le nombre de P.G. « transférés » et le nombre de F.E.D. « reçus » est très faible (0,43 %). La supercherie fut réalisée avec une telle adresse qu'il fallut 17 ans après l'ouverture des archives au public pour qu'elle fût découverte.

Toute cette politique de connivences tacites - sans ordres écrits - qui avait commencé par plonger dans la perplexité les exécutants intermédiaires confrontés à ces morts en masse, engendra rapidement chez eux frustration et épuisement. Ainsi en témoigne cet extrait de l'ouvrage officiel *Histoire de l'armée dans la Seconde Guerre mondiale* : « La section avancée de la zone de commandement était à ce moment-là (début mai) pleinement consciente que les méthodes de réquisition habituelles ne permettraient pas d'obtenir rapidement le matériel nécessaire et qu'il ne fallait pas espérer recevoir de l'armée, sans demandes insistantes, les stocks récupérés chez l'ennemi, qui nous seraient de toute façon

²⁰⁰ La guerre est finiel ! [N. du T.]

*délivrés en quantité symbolique.*²⁰¹ » Les exécutants intermédiaires chargés des P.G. sur le terrain, et qui avaient commencé par envoyer leurs demandes par la voie habituelle, avaient reçu des provisions bien inférieures au minimum vital. Le colonel Smithers, qui faisait partie de l'intendance de la section avancée, adressa une requête personnelle à l'intendant général Robert Littlejohn le 27 avril 1945 : « *A part les 750 tonnes envoyées par la 15^e armée, je n'ai reçu aucune subsistance et n'en espère aucune. Toutes les (rations) Classe II et Classe IV²⁰² désirables que nous avons reçues, qui ont fait l'objet d'une demande personnelle, ont été prélevées sur les vivres des troupes et représentent une quantité insignifiante par rapport aux besoins énormes auxquels nous confronte l'afflux des prisonniers de guerre. Nous avons pris toutes les mesures à notre portée pour augmenter ces quantités, mais sans grand résultat*²⁰³. » Le 23 mai, Littlejohn affirma à son grand ami Bob Crawford, chef d'état-major adjoint, 4^e bureau (logistique) : « *Je sais pertinemment que je ne peux pas continuer à nourrir 3.000.000 de ces prisonniers.* » Il déclara également qu'il n'était pas en mesure de fournir les vêtements et le matériel d'équipement (les tentes) nécessaires, car le département de la Guerre ne les avait jamais délivrés. « *En fait, on a désapprouvé un certain nombre de mes réquisitions.* » Mais Littlejohn ne dit pas pourquoi il ne pouvait pas utiliser [85] le stock abondant de tentes dont il disposait²⁰⁴. Il demanda à son ami le général Ray Barker, général de brigade de l'armée américaine du S.H.A.E.F., de charger l'un de ses assistants d'étudier le problème²⁰⁵.

Le 30 mai, le général Barker joignit sa voix à celle du chœur en disant au chef d'état-major d'Eisenhower, Bedell Smith, que « *Le problème de la nourriture et de l'entretien du nombre immense de prisonniers de guerre et de forces allemandes désarmées actuellement entre les mains des Alliés est devenu critique* »²⁰⁶. Dans l'esprit des officiers les plus réalistes, la dérobade que représentait le changement de statut par rapport à la responsabilité de nourrir les captifs était une fiction dérisoire, puisque Barker faisait allusion à l'alimentation de toutes les catégories de détenus, pas seulement à celle des prisonniers de guerre. A ses yeux la solution ne consistait cependant pas à nourrir les prisonniers, mais à les relâcher. « *Cette dispersion doit cependant tenir compte des besoins en main-d'œuvre des Nations-Unies pour les travaux de reconstruction*

²⁰¹ William F. Ross et Charles F. Romanus, *The Quartermaster Corps : Operations in the War Against Germany*, p. 634.

²⁰² Rations fournies par le service de l'intendance. [N. du T.]

²⁰³ Message de Smithers à Littlejohn, 27 avril 1945. Historique de l'intendance Sec Av. pp. 36-37. Cité dans l'ouvrage de Ross et Romanus (voir note précédente).

²⁰⁴ « Au jour de la victoire... 50 % seulement des troupes continentales utilisaient des tentes, et les réserves étaient abondantes. » Ross et Romanus, p. 634.

²⁰⁵ Message de Littlejohn à Crawford, au S.H.A.E.F., 23 mai 1945, N.A.R.S., Washington.

²⁰⁶ Message du général de brigade R.W. Baker à Smith, 30 mai 1945, N.A.R.S., Washington.

à l'extérieur de l'Allemagne²⁰⁷. » Un câble fut donc adressé aux chefs d'état-major réunis, réclamant de toute urgence une réponse à un message antérieur qui n'en avait encore suscité aucune.

Le lendemain, un câble signé « Eisenhower » et adressé à Washington évoquait le problème des prisonniers, soulignant que les Britanniques ne s'acquittaient pas de leurs obligations qui prévoyaient un partage égalitaire. Un effectif d'au moins 935.000 Allemands leur revenait, en plus des captifs qu'ils détenaient déjà. Une contradiction surgissait dès la phrase suivante : « *Les États-Unis ont en réserve pour eux 150.000 personnes en moyenne.. Recommande de toute urgence... les transferts pour alléger en partie une situation très grave*²⁰⁸. » Le 4 juin, un autre câble du même auteur affirmait à Washington qu'« il (était) *impérativement nécessaire d'organiser la cession rapide* » du grand nombre de prisonniers de guerre et de forces ennemies désarmées toujours détenus en Europe²⁰⁹. On ne sait ce qui suscita l'envoi de ce message. L'examen de l'abondante correspondance qui a survécu à Abilene, Londres et Washington, ne permet pas d'en déterminer l'origine. Eisenhower lui-même avait quelques jours auparavant empêché les généraux Bradley, Lee et Patton de relâcher des F.E.D. Le message des [86] chefs d'état-major réunis (C.C.S.), daté du 26 avril 1945²¹⁰ et indiquait qu'aucune capture ne devait être effectuée après le jour de la victoire, même pour répondre aux besoins de main-d'œuvre. L'armée avait pourtant capturé plus de 2.000.000 de F.E.D. après cette date. Il n'était pas nécessaire d'obtenir de Washington la permission de relâcher des prisonniers, puisque Patton, de son propre chef, en avait déjà libéré plus de 500.000 en 27 jours. Si la totalité de l'armée américaine avait relâché ses prisonniers au même rythme que Patton, tous les Allemands eussent été libres à la fin du mois de juin 1945. Mais 500.000 d'entre eux seulement, c'est-à-dire 10 % de l'effectif total, avaient quitté les camps le 2 juin. Le 8 septembre 1945, le nombre de délibérations avait atteint 2.200.000 individus. Parmi les 3.700.000 détenus restants (sur la totalité des captures américaines dans tous les théâtres européens)²¹¹, ceux qui n'avaient pas été transférés sous le contrôle des Britanniques ou des Français se trouvaient encore dans les camps, ou étaient morts.

Le maréchal Montgomery²¹² attribuait cette rage de captures à la vanité, et non à une nécessité d'ordre militaire. En avril, alors que l'Alle-

²⁰⁷ Les Français demandèrent d'abord un effectif de 175.000 Allemands. Ce nombre fut ensuite réduit à 750000. Les Allemands utilisés par les Alliés pour un travail de reconstruction non rémunéré ne se montèrent jamais à plus de 1.900.000.

²⁰⁸ Message d'Eisenhower à Marshall, copié à l'A.G.W.A.R., 31 mai 1945. R.G. 333, section 30.

²⁰⁹ Message d'Eisenhower aux C.C.S., 4 juin 1945. Répertoire des câbles du S.H.A.E.F., Abilene.

²¹⁰ Voir début du chapitre 3, p. 53. [N. du T.]

²¹¹ Voir appendice 1.

²¹² Commandant du 21^e groupe d'armées (anglo-canadiens), subordonné à Eisenhower, commandant suprême des Alliés. [N. du T.]

magne était exsangue, le général Bradley ayant interrompu « *l'effort américain entier du 12^e groupe d'armées pour "nettoyer" la Rhur,... se laissant gagner par le souci de s'emparer d'un maximum de prisonniers accumula* (les captures)²¹³ ». Il écrivit par la suite : « *Ma tâche la plus pressante (début avril) était de balayer la Ruhr. Heureusement, presque toutes les forces allemandes qui y étaient présentes se rendirent sans combat. Le 18 avril, l'effectif total des prisonniers se montait à 317.000 hommes, c'est-à-dire au double des estimations des services de renseignements. Ces captures dépassaient celles effectuées par les Russes à Stalingrad, ou celles effectuées par les Alliés en Tunisie*²¹⁴. »

Moins préoccupé par cette notion de « bilan », Patton, dans son propre ouvrage, ne prit en compte que le nombre de prisonniers capturés au cours des hostilités, « *bien que leur nombre atteignît plusieurs millions*²¹⁵. »

[87]

Eisenhower réclama des vivres le 4 mai 1945²¹⁶. Alors qu'ils lui étaient délivrés, il demanda la permission de ne les distribuer que s'il le jugeait nécessaire, afin d'éviter en Allemagne des troubles qui pourraient se révéler « *préjudiciables aux opérations militaires* »²¹⁷. Il faisait ainsi allusion à « *la pénurie alimentaire critique qui (régnait) actuellement, non seulement au sein de ce théâtre mais aussi aux États-Unis, et qui (avait) entraîné une réduction de 10 % de l'alimentation de tous les officiers, du personnel engagé et des employés civils* »²¹⁸. La thèse de la pénurie alimentaire mondiale était maintenant supposée affecter non seulement l'armée, mais la totalité des États-Unis où, en fait, les surplus de blé et de maïs, comme la production de pommes de terre, n'avaient jamais été aussi importants²¹⁹. Rappelons que les réserves de rations pour 100 jours qui figurent dans le rapport d'intendance du mois d'avril 1945 auraient pu fournir 4000 calories par jour à 5 millions de personnes 26.

L'étude la plus sérieuse de la situation, réalisée en juin 1945 par le général de division A.E. Grasett pour le compte du S.H.A.E.F., établissait que « *la situation alimentaire actuelle de l'Allemagne occidentale (était) critique. On estim(ait) cependant que les 630.000 tonnes de blé importées suffir(aient) à répondre aux besoins minimums des civils allemands avant la récolte suivante*²²⁰. » Dans l'esprit de Grasett, il ne fai-

²¹³ Nigel Hamilton, *Monty*, Londres, Hamish Hamilton, 1986, Sceptre Edition), p. 462. La paraphrase est celle d'Hamilton.

²¹⁴ Omar N. Bradley, *A General's Life*, New York, Simon and Schuster, 1983, p. 423.

²¹⁵ George S. Patton Jr., *War As I Knew It*, New York, Bantam Books, 1980, p. 314.

²¹⁶ Message d'Eisenhower aux C.C.S., 4 mai 1945. Répertoire des « départs » du S.H.A.E.F., Abilene.

²¹⁷ Message d'Eisenhower aux C.C.S., 16 mai 1945. Répertoire des « départs » du S.H.A.E.F., Abilene.

²¹⁸ Rapports d'intendance, avril 1945, Abilene.

²¹⁹ Voir chapitre 2, note 46. [N. du T.]

²²⁰ Message de Grasett à Smith, 8 juin 1945. Grasett note plus loin que l'Allemagne d'avant-guerre assurait 85 % de ses besoins en nourriture et qu'à la fin des hostilités les zones qui correspondent aujourd'hui à

sait pas de doute que le blé était là pour être réquisitionné. En réalité, les premières livraisons arrivaient, et se poursuivirent cet été-là, comme prévu. Il n'est pas interdit de se demander si cette décision d'Eisenhower de réduire de 10 % l'alimentation de ses propres troupes était fondamentalement justifiée. Des témoins de l'époque, comme le lieutenant Fisher²²¹ ne se souviennent pas avoir constaté une quelconque réduction des 4.000 calories quotidiennes attribuées aux troupes : « *A part une courte période de quelques jours à Bastogne, nous disposions de toute la nourriture qu'il nous fallait, comme le montrent les registres du 4^e bureau*²²². *Je n'ai jamais entendu parler de diminution des rations.* » Pas plus que le colonel Henry C. Settle, qui faisait fonction de commandant suppléant de la 106^e division au Havre, et avait la responsabilité de 4.000 soldats. Il affirme :

[88]

« *Nous avons tellement de nourriture que nous ne savions pas quoi en faire. Notre problème était plutôt de la préparer correctement*²²³. » Les rapports généraux de l'intendance confirment ces témoignages individuels. Parallèlement à la famine cruelle qui régnait dans les camps, il y avait un énorme surplus de vivres à la disposition de l'armée²²⁴. Pendant la période où Eisenhower affirmait que les rations de son personnel étaient réduites, ce surplus augmenta même de 7 % par le jeu de la réquisition auprès des sources américaines et locales (allemandes)²²⁵.

Quelques jours après l'avalanche de messages annonçant à Washington que la nourriture était insuffisante, on se réunit au sein du département de l'Économie du S.H.A.E.F. pour étudier la question. De hauts représentants de l'armée et de la Croix-Rouge cherchaient des solutions pour faire parvenir des colis de vivres déjà préparées aux personnes civiles déplacées. Le lieutenant-colonel Bailey, du S.H.A.E.F. déclara que le

l'Allemagne de l'Ouest assuraient environ 60-70 % de leurs besoins. Dans la mesure où l'apport individuel quotidien en calories dans l'Allemagne d'avant-guerre était de 3.000 calories environ, l'Allemagne de l'Ouest, avec la même population (légèrement inférieure en mai 1945), pouvait, une fois la production revenue normale, fournir à ses habitants entre 1.800 et 2.000 calories quotidiennes par individu. Près de 97 % des terres cultivées avaient été semées, ce printemps-là en Allemagne de l'Ouest. Si l'opération Barleycorn entreprise à l'initiative des Britanniques en 1945 avait été appliquée à toutes les zones occidentales, l'Allemagne de l'Ouest aurait disposé d'environ 70 % de ses ressources agricoles normales, c'est-à-dire de 1.260 à 1.400 calories individuelles par jour. Dans de nombreuses villes de plus de 50 000 habitants, la ration officielle était en général comprise entre 70 et 1.190 calories par jour. « Il arrive même que l'on ne puisse pas atteindre cette quantité », ajoute Grasett. Collection Smith, Seconde Guerre mondiale, casier 37, Abilene.

²²¹ Auteur de la préface de cet ouvrage. [N. du T.]

²²² Voir rapports d'évolution de l'intendance, avril 1945, Abilene.

²²³ Interview effectuée par l'auteur, octobre 1987. [Le problème ne réside pas seulement dans la distribution effective de rations mais aussi dans les moyens dont il faut disposer pour les rendre consommables (eau, feu, etc.). Nombre des produits qui les composent sont déshydratés. N. du T.]

²²⁴ Rapports d'évolution de l'intendance, avril, mai, juin, juillet 1945. Chaque mois on constate un surplus important constituant une réserve de plus de 100 jours pour la totalité de l'armée. Tous ces rapports se trouvent à Abilene.

²²⁵ Rapports d'intendance, p. 81, 30 juin 1945, Abilene.

grand quartier général n'avait « *pas un besoin criant de nourriture supplémentaire* », mais que la situation menaçait de devenir difficile en hiver. Il y avait en Europe un stock de 13.000.000 de colis alimentaires de la Croix-Rouge, dont chacun contenait de quoi fournir 500 calories par personne et par jour pendant un mois²²⁶. Les Français possédaient un supplément de 1.600.000 colis qui n'entraient pas dans le total global.

Loin de se priver de nourriture pour nourrir les masses affamées en Europe, l'armée, au début du mois de juillet, réquisitionna des vivres auprès des Européens - qui incluaient des Tchèques et des Allemands. Officiellement, ces mesures visaient à alimenter les prisonniers, mais l'armée agissait, en fait, à d'autres fins...

Même si les chiffres d'acquisitions fournis par l'intendant général²²⁷ prouvent qu'en juin l'armée distribuait quotidiennement aux P.G. 5.000 rations de plus qu'elle n'en avait reçu des États-Unis et des sources locales, il apparaît en revanche qu'en juillet, elle disposait d'un énorme surplus quotidien de 2.500.000 rations, résultat d'« *acquisitions américaines et locales* » faites pour le compte des prisonniers, mais en réalité non distribuées.

[89]

En août, ce nombre s'éleva à 3 000 000 de rations par jour²²⁸. L'expression « *acquisitions locales* » se réfère aux réquisitions de nourriture effectuées sur les Allemands, et causes d'importantes privations. De ce fait, les réfugiés, eux aussi, souffraient de la faim²²⁹.

Alors qu'il se trouvait dans la zone d'Allemagne occupée par les Français, un lieutenant-colonel de l'armée française, reçut un rapport de l'une de ses unités, signalant avec indignation qu'un groupe de soldats américains s'était emparé de 100 moutons, propriété des villageois²³⁰. En juin, le département d'État s'était plaint au département de la Guerre qu'à Domazlice et à Hosfoun, en Tchécoslovaquie, 100.000 boîtes de viande, plusieurs tonnes de pois secs, du sucre, du bétail et 700 chevaux d'écurie avaient été confisqués en guise de butin²³¹. La situation fut résumée par un observateur impartial, M. Layeillon, diplomate

²²⁶ Compte rendu d'une réunion du 5^e bureau du S.H.A.E.F. avec divers représentants de la Croix-Rouge. N.A.R.S., Washington.

²²⁷ Message de Littlejohn à Eisenhower, 10 octobre. R.G. 92, bureau de l'intendant général, correspondance générale, dossier 1936-1945, section 587, N.A.R.S., Washington.

²²⁸ Message de Littlejohn à Eisenhower, *loc. cit.*

²²⁹ « En raison de la pénurie générale de nourriture, causée par les réquisitions normales de l'armée d'occupation et de la dislocation des transports, ces Allemands n'étaient même pas en mesure d'allouer une ration minimale aux Baltes, aux Bulgares, aux Hongrois, aux Italiens, aux Roumains et aux apatrides sur le territoire de l'Allemagne. » Max Huber au département d'État, 30 août 1945. (Reçu le 27 septembre) 800.142/9-2745, département d'État, N.A.R.S., Washington.

²³⁰ Message de l'officier Guillano au lieutenant-colonel Bacque, 7 septembre 1945, 11 P. 60, (peut-être 11 P. 165), Vincennes.

²³¹ Département de la Guerre au P.C. avant du S.H.A.E.F. Répertoire des câbles du S.H.A.E.F., 9 juin 1945, Abilene.

français, qui écrivit à Paris que « *les (autorités) Allié(e)s ont fermé les yeux devant les réquisitions faites au bénéfice des troupes stationnées en Allemagne... Ces réquisitions se montent à un total considérable*²³². »

Le général Littlejohn lui-même déclara qu'il était à la fois urgent et essentiel de protéger « *les stocks indigènes (de nourriture allemande) qui diminuent rapidement ; une sérieuse pénurie est à craindre pendant l'hiver et au début du printemps* ». En août, l'intendant répéta exactement ce que le général Lee avait dit en mai : l'armée faisait état de moins de prisonniers qu'elle n'en détenait. Après un vaste tour des zones militaires dans son train particulier, Littlejohn conclut dans un long mémorandum²³³ daté du 27 août, et destiné au commandant suprême des forces armées du théâtre, que les données fournies par l'armée comportaient des « *inexactitudes* » telles, que le nombre de gens à nourrir était supérieur de 1.500.000 individus à l'effectif cité : « *(Ils) se montent à un total de 5.250.000, alors que le chiffre sur lequel les réquisitions sont basées est de 3.700.000.* » Il était donc indispensable de déterminer le nombre de P.G. et les besoins en main-d'œuvre de l'armée dans le théâtre, afin de pouvoir remplacer le personnel militaire qui rentrait aux États-Unis. Tel était le seul moyen d'établir une « *base autorisée* » pour la réquisition des rations dans la zone de l'intérieur. Plus loin, il « *recommand(ait) fortement* » que « *des données exactes quant au nombre de P. G., d'Allemands désarmés, de personnes déplacées et de civils qui sont sous la responsabilité des forces [90] américaines, soient rassemblées et diffusées afin qu'une action efficace puisse être entreprise relativement aux demandes de rations préparées par mon bureau. Cela devrait inclure... un état effectif de ceux qui sont sous notre responsabilité.* » Les 960.000 P.D.²³⁴ de la zone sous contrôle américain « *sont nourries à partir de stocks issus des réserves des Affaires civiles* (elles-mêmes constituées en partie d'« acquisitions locales »)²³⁵ ». Littlejohn n'exprimait d'inquiétude à propos d'une pénurie que relativement à l'Allemagne ; il ne mentionnait ni la crainte ni l'existence d'une pénurie au sein de l'armée, dans la zone de l'intérieur ou dans le reste du monde. L'armée disposait d'une telle quantité de nourriture que, le jour où le contenu d'un entrepôt entier fut fortuitement omis de la liste des réserves, le fait passa inaperçu trois mois durant²³⁶. Dans les camps où des prisonniers mouraient d'inanition, environ 6 % du surplus permanent de rations de l'armée en Europe eût suffi à maintenir en vie 800.000 personnes, en leur fournissant individuellement,

²³² Série Y Internationale 1944-1949, Y 59-2, vol. 363, novembre 1945-mai 1946, p. 169, (octobre). Quai d'Orsay, Paris.

²³³ Message de Littlejohn C.G. Q.G. T.S.F.E.T., 27 août 1945. Rapports de l'intendance, N.A.R.S., Washington.

²³⁴ P.D. : personnes déplacées. [N. du T.]

²³⁵ Rapports de l'intendance, TEO., juin, juillet 1945, Abilene.

²³⁶ R.G. 332 dossier 333.5/20, N.A.R.S., Washington.

pendant 100 jours, 1300 calories quotidiennes. L'inexactitude des chiffres rendait l'obtention de vivres pour les prisonniers encore plus difficile, bien que ce fait eût déjà été souligné par le général Lee dans la sèche mise au point, datée du 2 juin 1945, par laquelle il avait tenté de remédier à cette situation. Le mémorandum de Littlejohn - bien écrit, catégorique et pressant - recommandait, une fois de plus, d'éclaircir le problème en revoyant les chiffres. Comme au mois de juin, cet effort venu d'en haut n'eut aucun effet sur la distribution de nourriture dans les camps. La catégorie des F.E.D. continua d'être affectée d'un taux de mortalité élevé, au moins jusqu'au 8 septembre 1945²³⁷.

C'est l'indifférence coupable de la haute hiérarchie militaire qui fut à l'origine de la grande misère des camps. Comportement ambigu s'il en fut, pour des gens que l'on voyait, d'un côté, rédiger des comptes rendus alarmistes²³⁸ - peut-être même pour se blanchir? - et, d'un autre, couvrir des sous-ordres qui interdisaient parallèlement à des civils alliés de remettre des provisions aux prisonniers²³⁹. Par exemple, plusieurs femmes allemandes affirmèrent à un officier²⁴⁰ qu'au cours de l'été 1945, on ne leur avait pas donné l'autorisation [91] de porter des vivres à leur mari, dans des camps où ils étaient internés, près de Francfort. Herbert Thelen, le jeune adolescent de Rheinberg dont nous avons déjà parlé, fut peut-être l'un des seuls civils à qui l'on permit d'apporter de la nourriture à son père.

Lorsque les Français vinrent prendre le relais des Américains, dans les trois camps de Dietersheim, en juillet 1945, ils constatèrent que les captifs n'avaient pas reçu la moindre nourriture des sources locales²⁴¹.

Mais l'interdiction la plus grave, appliquée à tous les camps américains, fut celle relative à l'envoi des colis de la Croix-Rouge aux prisonniers²⁴². Elle fut même étendue aux dons de vêtements et de nourriture que les prisonniers allemands détenus sur le territoire des États-Unis, désiraient envoyer à leurs compatriotes internés en Europe. Sur ordre du secrétaire d'État au Trésor, Frederick M. Vinson, il ne fallait en au-

²³⁷ Voir appendice 1. [N. du T.]

²³⁸ L'ami d'Eisenhower, le général Everett S. Hughes, nota dans son journal, le 28 mars 1945, à propos de certains officiers qui s'opposaient aux réductions des rations de P.G. : « Je suppose que tous craignent la convention de Genève. » Journal d'Hughes, division des Manuscrits, Bibliothèque du Congrès, Washington.

²³⁹ Ernest F. Fisher à l'auteur, mai 1988. Cela fut également rapporté à l'auteur par des Allemands, à Rheinberg, et en partie confirmé par le professeur Peter Hoffmann de l'université de McGill, qui vivait en 1945 près d'un camp américain aux environs d'Ulm. Il vit l'armée américaine jeter délibérément au feu, à l'extérieur des barbelés, sous le regard des prisonniers, la nourriture en surplus qui restait sur les tables du mess. « Les Allemands savaient bien que la Croix-Rouge ne pouvait rien faire pour les prisonniers », affirma-t-il. Il ne vit jamais aucun Allemand porter des vivres au camp.

²⁴⁰ Le lieutenant Fisher. [N. du T.]

²⁴¹ Voir chapitre 7.

²⁴² Déclaration de E. W. Meyer, délégué du C.I.C.R. à Washington, dans une lettre à Edwin Plitt, département d'État, 26 juillet 1945. 711.62114 M.A.I.L./7 2645, département d'État. Voir chapitre 6.

cun cas spécifier que les dons étaient destinés aux prisonniers des camps d'internement européens²⁴³.

En refusant ces envois, on refusait la vie aux prisonniers allemands, alors que, pendant les hostilités, les captifs alliés aux mains des Allemands avaient pu recevoir les colis de la Croix-Rouge.

Les réserves de vivres en surplus du C.I.C.R. furent bloqués par le S.H.A.E.F.²⁴⁴. L'armée avait, de toute manière, imposé une limite à la quantité de nourriture en provenance de sources allemandes destinée aux F.E.D. « *Ces hommes sont autorisés à recevoir un maximum de 1.150 calories par jour pour les non travailleurs, et de 1.850 calories pour les travailleurs*²⁴⁵. » En tenant compte de la carence en eau potable et du défaut d'abri, une telle mesure condamnait les détenus à une mort très rapide.

La pénurie de nourriture en Allemagne s'expliquait en partie par un blocage de l'économie dû à l'interdiction de se créer des ressources par l'exportation de produits manufacturés. Cette activité eût rapidement pu être rétablie, car, à la date du 8 mai, jour de la victoire des Alliés, l'Allemagne avait conservé 75 % de ses capacités industrielles. L'internement ou la mort d'un très grand nombre de travailleurs potentiels ne furent pas non plus étrangers à cette situation. Le charbon nécessaire au traitement des récoltes à venir était rare, tout comme les moyens de transport et la main-d'œuvre agricole. Dans la zone d'occupation britannique, à la fois la plus dévastée et la plus [92] peuplée, les récoltes allemandes de blé et de seigle furent malgré tout étonnamment abondantes (plus de 70 % du potentiel habituel), en grande partie parce que les Britanniques avaient rapidement libéré des prisonniers afin qu'ils participent à la moisson, dans le cadre de l'opération « Barleycorn »²⁴⁶.

Le 4 août 1945, alors que les prisonniers toujours internés dans les camps américains ne représentaient plus que la moitié environ de l'effectif capturé, en raison des libérations, des transferts et des décès, un ordre signé « Eisenhower », qui tenait en une seule phrase, condamna tous les détenus au pire sort que l'on pût imaginer : « *Application immédiate tous les membres des forces allemandes sous contrôle américain dans la zone d'occupation américaine en Allemagne seront consi-*

²⁴³ Message de Vinson au secrétaire d'État, 28 novembre 1945. 740.62114/11-2845, État.

²⁴⁴ Message de D'unning, de la Croix-Rouge américaine, au 1er bureau du S.H.A.E.F., 29 mai 1945. 383.6//6 section 27, N.A.R.S., Washington, voir également lettre de Max Huber au département d'État, *loc. cit.*

²⁴⁵ 4 Mémoire adressé à Littlejohn, le 20 juillet 1945, par un officier dont les initiales sont R.F.C. décrivant la situation réelle dans les camps et citant une étude du colonel W. Griffith, bureau du médecin chef, et du capitaine C.R. Vermurlen. R.G. 332, division historique du TEO., dossiers U.S.F.E.T., section de l'intendance, rapports des opérations, sections 586-599, N.A.R.S., Washington.

²⁴⁶ F.S.V. Donnison, *Civil Affairs and Military Government North-West Europe 1944-1946* (Londres, H.M. Stationery Office, Stationery Office 1961), p. 338. Les chiffres de production de l'Allemagne sont extraits de l'ouvrage de Morgenthau, *Germany Is Our Problem*.

*dérés comme F.E.D. et non comme ayant le statut de P. G.*²⁴⁷ » Aucune raison n'était avancée. Parmi les P.G. devenus F.E.D., le nombre de morts quadrupla en quelques semaines (taux hebdomadaire de décès passé de 0,2 à 0,8 % à la date du 8 septembre)²⁴⁸.

Eisenhower avait déploré la résistance inutile des Allemands, en raison des pertes humaines qui devaient en découler. Mais, depuis leur reddition, les Allemands périssaient encore plus vite que pendant les combats. En effet, le nombre de prisonniers morts dans les camps d'internement américains et français fut de dix fois supérieur à celui des Allemands tués sur le front de l'ouest, entre 1941 et 1945²⁴⁹.

La coupable indifférence du commandement gagnait même le bas de l'échelle, atteignant non seulement les gardiens, mais encore les médecins de l'armée envoyés en mission dans les camps pour en étudier la situation sanitaire. Ainsi, dans un rapport global d'enquête, ces officiers furent-ils en mesure de recenser avec une précision atroce les causes de décès²⁵⁰. Si ces rapports paraissent assez contestables pour ce qui concerne les chiffres, ils n'en conservent pas moins un certain degré d'authenticité en raison du sérieux des investigations médicales. On peut toutefois s'étonner de ne pas découvrir dans le texte de ces documents le moindre signe de compassion, d'indignation, voire d'horreur. Sans doute cette attitude peut-elle s'expliquer par le fait que ces médecins ne se sentaient pas personnellement responsables des conditions qui régnaient dans ces camps. Ils firent état des symptômes courants qu'ils avaient rencontrés chez les vivants, tels que l'angine de Vincent, la gale, la gingivite, relevés au cours des visites effectuées [93] pendant le mois de mai dans des camps qui rassemblaient alors 80.583 prisonniers²⁵¹. Dans les camps de la vallée du Rhin, entre le 1^{er} mai et le 15 juin 1945, les officiers du corps médical firent état d'un taux de décès épouvantable, 80 fois plus élevé que tout ce qu'ils avaient pu observer dans toute leur vie. Ils répertorièrent scrupuleusement les causes de ces morts : un très grand nombre dues à la dysenterie et à la diarrhée, un très grand nombre dues à la fièvre typhoïde, au tétanos, à la septicémie, dans des proportions que l'on n'avait pas vues depuis le Moyen Âge. La terminologie médicale elle-même était affectée par la catastrophe dont ils étaient les témoins : des prisonniers avaient *succombé à l'« émaciation »* et à l'« *épuisement* ». La diarrhée et la dysenterie (rangées sous la même

²⁴⁷ Message d'Eisenhower aux commandants des districts militaires des zones de l'Ouest comme de l'Est, 4 août 1945. R.G. 332. Théâtres américains de guerre. Seconde Guerre mondiale, S.G.S. 370.01 N.A.R.S., Washington.

²⁴⁸ Rapports hebdomadaires sur les P.G. et les F.E.D., U.S.F.E.T., le, bureau.

²⁴⁹ Charles von Luttichau apprit à l'auteur que 80.719 Allemands périrent dans les combats du front de l'ouest du 22 juin 1941 au 31 mars 1945, date à laquelle les registres allemands cessent d'être tenus. Sources : Percy E. Schramm, ed., *Krigstagsbuch des Oberkommandos der Wehrmacht* (Journal de marche du commandement suprême de la Wehrmacht) voe. 8, p. 1515.

²⁵⁰ Voir appendice 2.

²⁵¹ Voir appendice 2. [N. du T.]

catégorie), les malaises cardiaques et la pneumonie étaient les trois principaux responsables des décès. Comme le montre cette enquête, d'autres causes directement imputables au manque d'abri, de vêtements, au surpeuplement et au manque d'hygiène étaient presque aussi meurtrières²⁵². Les médecins du T.E.O. découvrirent que les morts directement liées au manque de nourriture, à la déshydratation et à l'«*épuisement*» s'élevaient à un taux compris entre 9,7 et 15 %. Des prisonniers mouraient de maladies provoquées par les conditions d'exposition ignobles, aggravées sans nul doute par l'inanition. Selon l'enquête du TEO. : «*Dans l'évaluation de ces données, on doit tenir compte de la répartition de l'âge des prisonniers, qui va de quatorze ans (14) à bien au-delà de cinquante ans (50). Beaucoup d'entre eux étaient déjà dans un état d'épuisement au moment de leur capture. D'autres se trouvaient à l'hôpital. L'exposition, le surpeuplement des enceintes et le manque de nourriture et d'équipements sanitaires contribuent à expliquer ces taux de décès excessifs*»²⁵³. Les médecins chargés de l'enquête ne semblaient pas particulièrement émus par le fait que d'«*anciens patients*» comme le jeune Heinz T. avaient été arrachés à leur lit d'hôpital et expédiés, malades et à demi nus dans des enclos de barbelés pour y dormir dans la boue, alors que des milliers de lits de ces hôpitaux restaient inoccupés²⁵⁴.

Dans les statistiques relatives aux prétendus hôpitaux²⁵⁵, les médecins du TEO. répertorièrent de nombreuses maladies, mais pas d'«*épuisement*» ni de malnutrition. Les maladies les [94] plus répandues - les difficultés respiratoires, diarrhée et la dysenterie - qui représentaient 85 % des «*admissions*», étaient dues beaucoup plus à la saleté et au manque de protection qu'à l'inanition.

Il faut garder présent à l'esprit que ces données furent établies à partir des camps de P.G. et non des camps de F.E.D.; il est donc évident que dès le 1^{er} mai 1945, les P.G., qui furent apparemment mieux traités que les F.E.D., se trouvaient déjà exposés à des conditions de détention provoquant un taux de décès de plus de 30 % par an²⁵⁶. On n'a trouvé aucune trace d'étude des causes de décès parmi les F.E.D. Il est clair, d'après le témoignage des survivants, que ces détenus étaient soumis à des conditions similaires à celles des camps de P.G. inspectés par les

²⁵² Voir appendice 2.

²⁵³ *Historique médical du TEO.*, p. 91.

²⁵⁴ Au mois de juin 1945, dans les hôpitaux de terrain n° 9, 12, 26, 50, 61 et 78, et dans l'hôpital d'évacuation n° 77, il y avait 1062 lits inoccupés : dans l'hôpital n° 180 à Francfort, 391 lits étaient vides. A la même période, 16229 lits des prétendus « hôpitaux de support aux E.T.P.G. » ne servaient à rien. Rapport quotidien de la Sec. Av., 18 juin 1945. R.G. 332, section 15, N.A.R.S., Washington.

²⁵⁵ Voir témoignage du Dr Enke de Wuppertal, note 21 du chap 4.

²⁵⁶ Voir appendice 2.

médecins du TEO., mais que la situation alimentaire y était encore plus grave²⁵⁷.

Les médecins déclarèrent laconiquement : « *Les conditions de détention de ces camps sont celles rencontrées dans les camps des autres zones militaires*²⁵⁸. »

Pour ce qui les concernait, les autres officiers contemplaient avec indifférence le spectacle des captifs mourant dans leur camp. Au cours d'une réunion qui eut lieu le 28 mai 1945, le général Hollar, grand prévôt de la zone de commandement, section avancée, évoqua la situation qui régnait dans les E.T.P.G., il ouvrit la discussion en déclarant que des rapports établis par une grande unité militaire faisaient état d'un progrès. « *Aujourd'hui même, l'effectif global va diminuer de 25000 individus, en raison des évacuations, des libérations, des pertes, etc.*²⁵⁹ » Pourtant, les comptes rendus émis ce jour-là par son propre bureau pour la même journée ne font état ni de libérations ni d'évacuations, et mentionnent 1374 transferts dans les camps français²⁶⁰. Les rapports du grand prévôt témoignent d'ailleurs d'une telle négligence qu'il est impossible de déterminer en les consultant si la baisse d'effectif eut vraiment lieu ; en tout cas, aucun mouvement de cette ampleur ne fut enregistré dans les jours qui suivirent la réunion.

On découvre dans le procès-verbal de cette réunion du 26 mai, dirigée par le général Hollar, une évocation du nombre des inhumations du 27 mai (décès de la veille ?), qui s'élèvent à 10 pour Rheinberg, 32 pour Sinzig et 24 pour Bingen. Si, partant de ces chiffres pour une seule journée, On tente une extrapolation à l'année, on aboutit à des pourcentages de décès [95] incroyablement élevés (entre 6,7 et 27 % selon le camp)²⁶¹. Soucieux d'approfondir l'examen de la situation dans ces trois camps, nous avons confronté ce total de 66 (10 + 32 + 24) inhumations qui figure dans le procès-verbal, aux chiffres des décès fournis par les états quotidiens des services du général Hollar, d'une part, et par ceux du grand prévôt du théâtre, d'autre part. Non seulement les

²⁵⁷ Extrait de l'historique médical du TEO., longuement étudié dans l'appendice 2. Il ne faut pas oublier, ainsi que le démontre cet appendice, que ce rapport était destiné à dissimuler les affreuses conditions de détention des camps, et notamment la famine qui y sévissait. Il n'est donc pas totalement crédible. Par exemple, les euphémismes « émaciation et déshydratation » ou « épuisement » sont utilisés à la place d'« inanition ». Le manque d'abri est désigné par « exposition au soleil intense ». Dans la mesure où le taux de décès divulgué restait peu élevé, les proportions citées des causes de décès n'apportaient rien de plus ; elles ne furent probablement pas falsifiées. Sur ce point, ce rapport est un guide précieux.

²⁵⁸ « La prévention des maladies dans les enceintes de P.G. se limitait au saupoudrage des prisonniers avec du D.D.T. » Le D.D.T. servait à la prévention du typhus, qui risquait de s'étendre aux soldats américains. Vol. 14, Historique médical du TEO., N.A.R.S., Washington. Cité également dans l'article de Stanhope Bayne-Jones, *Special Fields*, vol. 9 du colonel Robert S. Anderson, cd. *Preventive Medicine in World War II*, Washington, Département de l'Armée, 1969.

²⁵⁹ Notes sur la conférence relative aux E.T.P.G., 28 mai 1945, qui réunissait le général Hollar et d'autres officiers. R.G. 332 section 22, N.A.R.S., Washington.

²⁶⁰ 62

²⁶¹ Nous ne nous sommes livré à cette extrapolation, au demeurant scientifiquement contestable, que pour permettre au lecteur de mieux appréhender l'ampleur du désastre. [N. du T.]

chiffres varient d'un document à l'autre, mais il arrive qu'ils ne concordent pas au sein d'un même document : les 66 inhumations du procès-verbal, deviennent 156 (ou 60) dans les états des services du général Hollar, et 191 (ou 0) dans ceux du grand prévôt.

A ce stade, on peut demander si le terme « *inhumations* » ne désigne pas en réalité l'entassement de corps dans des fosses communes²⁶². A côté de ces questions pour le moins préoccupantes, on note dans le même procès-verbal que le général Hollar paraît s'intéresser à des sujets d'ordre tout à fait secondaire, comme par exemple la livraison... des périodiques du service d'action psychologique.

Un échange entre le colonel Stedman et le général Hollar donne une idée de l'attention prêtée au problème des prisonniers. Stedman observa qu'on avait donné l'ordre à la 106^e, division de relâcher des détenus de catégories diverses qui « *englob(aient) presque tous-les P.G.* ». Il déclara : « *Je me demande si nous ne sommes pas en train défaire une bourde.* » Le général Hollar se contenta de répondre que la définition des catégories avait été communiquée à la 106^e. Puis il ajouta : « *Je serais tenté de les laisser commencer l'opération avant de rattraper leur bourde.* » Un autre colonel évoqua aussi *le fait d'avoir sur les bras « une grande quantité de civils »*. Hollar déclara que les civils seraient évacués dès réception du rapport les concernant. Ce rapport ne fut jamais écrit, ou jamais appliqué puisque des civils incluant des femmes et des enfants, se trouvaient encore dans les camps dont les Français prirent le contrôle en juillet et en août. En plein chaos, le général Hollar se faisait le champion de la non-intervention.

Après une visite du camp de Kripp, où Charles von [96] Luttichau, dont nous avons déjà parlé, avait été détenu, le lieutenant R. H. Burbage écrivit : « *Le médecin-chef et le chef de la Médecine préventive sont rentrés hier après une visite de deux (2) jours à l'E.T.P.G. Ils ont découvert un grand nombre de prisonniers au fond de profonds terriers qu'ils n'ont pas quittés depuis plusieurs jours, ni pour une visite médicale ni pour manger.* » Le rapport se poursuit par l'énumération de différentes solutions, qui ne furent jamais appliquées²⁶³.

Des rumeurs relatives au désastre des camps se répandaient dans l'armée, provoquant une réaction de fuite systématique. « *Ces camps nous causaient de sacrés ennuis* », dit B. K. Zobrist, du corps administratif du service de santé. « *Ils étaient si mal organisés et approvisionnés, qu'on nous avait conseillé de nous en mêler le moins possible*²⁶⁴. »

²⁶² Rapport quotidien sur les P.G., grand prévôt.

²⁶³ Plusieurs Allemands ont découvert des fosses communes. Voir note 16 du chapitre 4.

²⁶⁴ Entretien avec l'auteur en 1988. Zobrist est maintenant directeur de la bibliothèque Harry S. Truman. Independance, Missouri.

La censure imposée par le S.H.A.E.F. après la victoire²⁶⁵ fut plus stricte que pendant le conflit. Le *New York Times* critiqua vigoureusement cette attitude dans un article en première page de son édition du 27 mai 1945 : *"Les Américains sont privés des informations auxquelles ils ont droit.. On a presque l'impression qu'il n'y a plus aucun ennemi à combattre, les officiers supérieurs passent une grande partie de leur temps à rédiger des instructions destinées à limiter les mouvements et les activités des correspondants de guerre. »*

Eisenhower était suffisamment clair à ce sujet : *« J'ai toujours considéré les correspondants accrédités auprès de mon quartier général comme faisant pratiquement partie de mes officiers »*, déclara-t-il à une réunion de directeurs de journaux américains²⁶⁶. *« Ce n'était pas du bon journalisme »*, affirme Charles Lynch, correspondant de guerre canadien. *« Ce n'était pas du journalisme du tout »*²⁶⁷.

A la fin du mois de mai 1945, le nombre de victimes des camps de détention américains dépassait déjà celui qu'allait causer l'explosion atomique d'Hiroshima. Jamais la presse n'en fit mention.

²⁶⁵ Pas de déclaration à propos des F.E.D. : voir chapitre 3. [N. du T.]

²⁶⁶ Cité dans Philip Knightley, *The First Casualty*, New York et Londres, Harcourt Bruce Jovanovich, p. 315.

²⁶⁷ Cité dans Knightley, p. 333. Répété à l'auteur au cours d'un entretien en février 1988.

[97]

Chapitre 6

AUCUNE AIDE AUTORISÉE

En refusant au Comité International de la Croix-Rouge l'autorisation de pénétrer dans le camp, le gouvernement des États-Unis violait effrontément les accords de Genève. Conformément à la convention, le C.I.C.R. devait rendre visite aux prisonniers et transmettre un rapport confidentiel à la puissance détentrice et à la puissance protectrice. Lorsque, vers la fin de la guerre, le gouvernement allemand commença à se décomposer, les États-Unis autorisèrent la Suisse à assurer ce rôle de puissance protectrice²⁶⁸ garantissant ainsi implicitement que le C.I.C.R. continuerait à accomplir sa tâche après la fin des hostilités. En fait, c'est précisément ce qu'ils désiraient éviter. Aussitôt après le 8 mai 1945, date de la victoire des Alliés et de l'abolition du gouvernement allemand, une note du département d'État²⁶⁹, en date du 12 mai, annonça au ministre suisse détaché à Washington que l'on retirait à son gouvernement la fonction de puissance protectrice. Il ne restait plus qu'à avertir la Croix-Rouge que ses inspections des camps n'avaient plus lieu de se poursuivre, puisqu'il n'existait plus de puissance protectrice à laquelle soumettre ses rapports. Quelques jours seulement après la fin de la guerre, Marshall envoya un câble à Eisenhower : il « *n'existe plus de puissance protectrice représentant les intérêts de l'Allemagne. Par conséquent, il est difficile de [98] faire avancer les questions relatives aux prisonniers de guerre allemands*²⁷⁰. » Dans sa hâte distraite, le département d'État n'avait pas pris note du fait que le gouvernement suisse remplissait déjà le rôle de puissance protectrice et que le C.I.C.R. lui rendait compte de ses activités. La disparition du gouvernement allemand ne rendait pas moins important le rôle de la puissance protectrice, bien au contraire, mais le département d'État ne s'embarrassait pas de telles considérations. Tout en contrevenant à ses engagements, il indiquait aux Suisses d'un ton dégagé que les États-Unis continueraient à traiter les prisonniers « *conformément aux dispositions de la conven-*

²⁶⁸ R.G. 59, fichier du département d'État 1945-1949 740.581112a/1-146 et 740. 62114/6-445 casier 59. Également 740.62114/3-2045.

²⁶⁹ Message du département d'État à l'ambassade américaine, Paris, 12 mai 1945. 740. 61114/5-445. Département d'État.

Voir également le mémorandum du général de brigade R.W. Berry au chef d'état-major suppléant, département de la Guerre, 9 mai 1945, R.G. 383.6 N.A.R.S., trouvé sous forme de photocopie, bobine 370, article 5369, à Lexington. Le mémorandum de Berry synthétise un avis non officiel donné précédemment par Herick, section des problèmes de guerre spéciaux du département d'État.

²⁷⁰ Message de Marshall à Eisenhower, sous forme de câble, reçu le 17 mai 1945, N.A.R.S., Washington.

tion de Genève »²⁷¹. Cette attitude ambiguë, qui consistait à bafouer les règles internationales, tout en affirmant les reconnaître, illustre bien les méthodes utilisées à la fois par le département d'État et par le département de la Guerre pour duper le C.I.C.R. et le gouvernement suisse, tout au long de 1945 et pendant une partie de 1946.

Ce comportement eut des conséquences désastreuses pour les Allemands. Les prisonniers avaient perdu le droit capital de confier en privé à des observateurs impartiaux ce qui leur arrivait²⁷². Ressortissants d'un État disloqué et exsangue, n'ayant plus aucune représentation sur la scène internationale, ils n'avaient plus aucune garantie, si ce n'est celle de l'opinion publique occidentale, que le département de la Guerre et le S.H.A.E.F. s'employèrent rapidement et secrètement à juguler.

Les reportages occidentaux sur l'Allemagne, fortement censurés et déformés, entretenaient le secret sur ce qui se déroulait dans les camps. Un autre droit important des détenus avait également disparu avec la protection suisse : le droit au courrier, qui leur eût permis de recevoir des colis de vivres de la Croix-Rouge, de donner de leurs nouvelles et d'en recevoir des leurs²⁷³. Aucune information émanant directement de prisonniers, ne risquait ainsi de sortir des enceintes et d'être livrée à des observateurs impartiaux. Pratiquement aucun secours ne pouvait pénétrer dans les camps.

La seule protestation importante qui s'éleva du côté des Alliés contre l'éviction de la Croix-Rouge fut celle du Premier ministre du Canada, William Lyon Mackenzie King. Après s'être entretenu à plusieurs reprises avec Anthony Eden, à la première réunion des Nations-Unies à San Francisco, au mois de mai 1945, il écrivit au Foreign Office, à Londres, pour [99] protester contre le fait que l'on eût retiré à la Suisse son rôle de puissance protectrice. King déclarait : « *Dans la convention, il est sous-entendu que les prisonniers de guerre pourront toujours faire appel à une puissance protectrice à laquelle ils auront la possibilité de soumettre des plaintes et des demandes d'informations. L'existence d'un agent neutre s'occupant des prisonniers est tout à l'avantage de la puissance détentrice... tout comme il devrait exister des rapports concrets prouvant que la puissance détentrice n'a, en aucun cas, abusé arbitrairement de son pouvoir.* » Il poursuivait, en exprimant son désir que les Suisses « *continuent à prendre un intérêt actif au bien-être des prisonniers de guerre allemands et des internés politiques au Canada*

²⁷¹ Voir note 269.

²⁷² Selon la convention de Genève, le délégué du C.I.C.R. qui visitait le camp était tenu de s'entretenir en privé avec un représentant des prisonniers, puis d'adresser un rapport sur les conditions de détention au C.I.C.R. ; rapport qui devait être soumis à la puissance protectrice (gouvernement du pays du prisonnier) et à la puissance détentrice (gouvernement de l'armée détenant les prisonniers). Personne d'autre n'avait accès à ces rapports. En 1988, le C.I.C.R. n'ouvrait toujours pas ses archives aux chercheurs privés.

²⁷³ Voir note 293.

jusqu'au moment où un gouvernement allemand serait formé ». Si les Suisses ne s'intéressaient pas à la question, il fallait détacher un officier responsable afin qu'il poursuivit l'enquête officieusement. En guise de conclusion, King déclarait : « *Puis-je ajouter que le gouvernement canadien se sent autorisé à formuler cette requête auprès du gouvernement suisse, en raison de l'intérêt sans faille dont celui-ci a toujours fait preuve pour les actions humanitaires et du zèle avec lequel, au cours de ces dernières années de conflit, ses représentants ont poursuivi, dans tous les pays, les missions de cet ordre*²⁷⁴. »

La réponse ne se fit pas attendre. Les Britanniques firent aimablement remarquer que l'U.R.S.S., le Royaume-Uni, les États-Unis et le gouvernement provisoire français s'étaient tous mis d'accord pour faire disparaître le gouvernement allemand. On ne pouvait, en effet, se risquer sans danger au maintien de cette représentation temporaire des intérêts des prisonniers par les Suisses. Danger qui menaçait, bien entendu, les intérêts des gouvernements américain et français. Avec la hauteur qui le caractérisait, W. St. C. H. Roberts, membre du Foreign Office, fit remarquer que toutes les mesures à prendre envers l'Allemagne étaient fondées sur le principe déjà évoqué de « *la disparition du gouvernement allemand* ». L'U.R.S.S., le Royaume-Uni, les États-Unis et la France, étaient alors convenus de s'approprier l'autorité suprême au lieu et place de ce gouvernement. Selon le Foreign Office, toute prise de position inconséquente compromettrait les dispositions arrêtées. « *Ces raisons, comme vous pouvez le constater, sont d'ordre général et s'appliquent tout autant à la protection des intérêts des prisonniers de guerre allemands, qu'à celle de tout autre intérêt [100] allemand.* » Le Foreign Office, en présumant de la sorte que les Canadiens pourraient croire les Allemands mieux protégés par leurs ennemis que par eux-mêmes, montre à quelle hauteur il planait au-dessus de la réalité. A en croire W. St. C. H. Roberts, l'élimination des garanties des victimes ne se faisait que pour leur bien ! Étant donné ce que subissaient les prisonniers dans les camps de Rheinberg et de Thorée-les-Pins, ces tentatives de justifications purement juridiques ne visaient, en réalité, qu'à mettre à l'abri les gouvernements américain et français. Mais comme le gouvernement des États-Unis avait insisté pour recevoir les rapports établis par le C.I.C.R. après les visites de ses délégués dans les camps français, et assumait, par conséquent le rôle de puissance protectrice, il entretenait lui-même un tison dangereux.

La mauvaise foi de la lettre de Roberts fut révélée quelques mois plus tard par une déclaration officielle faite à la Chambre des communes britannique par le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères : « *L'Allemagne n'a pas cessé d'exister en tant qu'État, bien que l'exercice*

²⁷⁴ Foreign Office, dossier 916 1219. Dans le bureau des Dossiers publics, Kew, Londres.

*de l'autorité suprême y ait été assuré par les puissances alliées. Le gouvernement de Sa Majesté considère qu'il est juste que les principes de la convention de Genève continuent, pour autant que les circonstances le permettent, d'être appliqués aux prisonniers allemands*²⁷⁵. »

Indifférents aux manœuvres compliquées des Américains pour contrevenir aux accords de Genève, les Britanniques et les Canadiens préservèrent le statut de P.G. de pratiquement tous les Allemands internés au Canada ou dans le Royaume-Uni, garantissant par là même qu'ils seraient bien traités. Les prisonniers détenus en petit nombre par les Américains sur le territoire des États-Unis, dans le Royaume-Uni et en Italie, quoique non autorisés à recevoir des visites de la Croix-Rouge, connurent en général des conditions de détention correctes. Interrogés par le C.I.C.R., les États-Unis répondirent qu'ils n'avaient pas d'autre intention que de traiter les captifs conformément à la convention²⁷⁶. Face aux déclarations ambiguës qui se multipliaient, le C.I.C.R. se trouvait pris au piège : s'il protestait publiquement contre le traitement infligé aux prisonniers, ou contre la suppression de la puissance protectrice, les Alliés pourraient user de représailles en s'opposant aux interventions de ses délégués auprès des P.G. et des civils qui se trouvaient ailleurs que dans les camps. Le C.I.C.R. se [101] borna donc à exprimer des protestations privées, ce qui permit aux Alliés de les ignorer²⁷⁷. Jusqu'en février 1946, les États-Unis empêchèrent le C.I.C.R., ainsi que d'autres organismes d'assistance, d'« *apporter de l'aide aux enfants et aux malades allemands de la zone américaine* »²⁷⁸.

Nous devons souligner, par souci d'honnêteté, que les fonctionnaires de l'armée américaine ne s'alignèrent pas tous servilement sur cette ligne dure. Ainsi, un colonel-juriste, Charles Fairman, appartenant à un organisme de niveau élevé, formula-t-il, dans une étude dont sa section avait été chargée, des critiques et des réserves sévères :

« La convention de Genève est toujours applicable, bien que les forces armées allemandes se soient rendues sans condition et que le gouvernement allemand ait été anéanti. »

Cela ne satisfait pas Fairman.

²⁷⁵ M. Mc Neil, Réponse à une question, 5 novembre 1945, Hansard. Cité dans un message d'Achilles aux États-Unis, 7 novembre 1945. 740.62144/11-745. Département d'État.

²⁷⁶ Un des exemples les plus frappants de cette attitude est l'assurance du respect de la convention donnée par James F. Byrnes au président du C.I.C.R., Max Huber, le 4 octobre 1945. Huber répondit : « Nous notons avec plaisir que la politique de votre gouvernement est... en totale conformité avec la lettre et l'esprit de la convention de Genève. » Lettre d'Huber à Byrnes, Genève, 9 janvier 1946. Département d'État. (Voir aussi R.G. 59, section 3971, N.A.R.S., Washington.) Le secrétaire d'État Dean Acheson, entre autres, affirma que les États-Unis se soumettaient aux accords de Genève.

²⁷⁷ Parmi les vaines protestations faites aux Américains, l'une des plus virulentes fut la longue lettre d'Huber adressée au gouvernement, le 30 août 1945. 800.142/9-2745, département d'État. (Voir aussi R.G. 332 section 7, N.A.R.S., Washington.)

²⁷⁸ Lettre de R.A. Haccius, membre du C.I.C.R., Genève, au Major T.R. Crawford, 15 février 1946, cabinet de la Guerre, Londres. F.O. 371/55738.

« D'autre part, le département de la Guerre a autorisé des actions qui représentent un écart par rapport à certaines exigences de la convention.

« La ration que reçoit le prisonnier de guerre n'est certainement pas "égale en quantité et en qualité à celle distribuée aux troupes de dépôt". »

Fairman se montra digne de son nom tout au moins dans cette étude²⁷⁹. Il la terminait en force : *« La nation allemande - civils, unités allemandes désarmées et prisonniers de guerre - se trouve maintenant entre les mains des nations alliées. Ces personnes doivent être traitées avec justice, selon un plan intelligent et cohérent. Si, comme cette section l'a fait remarquer dès le départ, toutes les conditions de la convention de Genève ne sont pas applicables à cette situation nouvelle, il n'en reste pas moins vrai que notre système de contrôle doit être rationnel et équitable. La situation juridique atteint actuellement un tel degré de confusion qu'il est difficile de donner un avis judicieux relativement aux problèmes soumis à cette section. Par conséquent, il paraît souhaitable que la question entière soit révisée afin que les mesures à suivre puissent être rationnelles, justes, et reposent sur une théorie cohérente²⁸⁰. »*

Personne ne prêta la moindre attention à ces propos.

Ce printemps-là, lorsque 2.000.000 environ de prisonniers français, américains, britanniques et canadiens quittèrent les [102] camps d'internement allemands pour retrouver la liberté, la Croix-Rouge les attendait pour leur distribuer des vivres puisés dans les réserves de millions de colis que contenaient les entrepôts du C.I.C.R. en Suisse. Au moment où l'armée américaine s'employait à entraver l'action de la Croix-Rouge, ses propres responsables étaient pourtant en mesure d'apprécier concrètement l'importance de l'action que cette même organisation avait menée, peu de temps avant, au profit des prisonniers alliés. Les Allemands avaient fourni quotidiennement environ 1.500 calories à leurs captifs, qui avaient en outre, reçu chaque jour 2.000 calories supplémentaires, salvatrices, provenant essentiellement de France, du Canada et des États-Unis. Pendant plusieurs années, des familles françaises s'étaient privées pour envoyer des colis à leurs 1.500.000 soldats emprisonnés en Allemagne. En avril 1945, aux États-Unis, on interrompit la production des colis alimentaires, alors que 10.000.000 d'entre eux étaient en cours de fabrication et sur le point d'être expédiés en Europe²⁸¹.

²⁷⁹ Fairman : littéralement, « homme équitable ». [N. du T.]

²⁸⁰ Message de Fairman au général Betts, 28 mai 1945. 383.6/3-4, cliché 16 0979, N.A.R.S.

²⁸¹ Nous n'avons pas la citation exacte. Le document se trouve vraisemblablement dans R.G. 112 167, N.A.R.S., Washington. Il est intitulé « centres de conditionnement », et traite du travail de la Croix-Rouge américaine. Des copies en furent envoyées aux États-Unis en 1943. Voir également rapport du capitaine

Un seul chiffre suffit pour illustrer l'efficacité de l'aide apportée par la Croix-Rouge : selon un bulletin de l'organisation publié en mai 1945, plus de 98 % des prisonniers alliés libérés rentrèrent chez eux dans un état satisfaisant²⁸². Ils devaient leur bonne santé non seulement à la nourriture qui leur avait été distribuée, mais aussi aux vêtements et aux médicaments qui leur étaient parvenus.

D'autres organisations de secours telles que l'*Y.M.C.A.*²⁸³, les *Unitariens*, divers groupes religieux et l'*American Friends Service Committee* (les Quakers) tentaient également d'envoyer des équipes en Allemagne. Les *Friends* britanniques et les sociétés nationales de la Croix-Rouge de Grande-Bretagne, de France et du Canada avaient tous, à cette époque, dans les zones d'occupation de leur nation, des observateurs ou des volontaires aidant les civils, alors que l'armée des États-Unis avait informé les organismes de secours américains qu'ils ne pouvaient pas pénétrer dans la zone qu'elle contrôlait²⁸⁴. Les équipes américaines qui se trouvaient déjà en Europe, et travaillaient en France, en Italie ou en Belgique, découvrirent soudain qu'il ne leur était plus permis d'acheter de l'essence ou [103] des pneus auprès de l'armée des États-Unis, qui leur avait pourtant vendu des fournitures pendant toute la durée des hostilités²⁸⁵. La zone d'occupation américaine resta donc fermée à tout envoi de secours jusqu'en décembre 1945, date à laquelle on put constater une légère amélioration²⁸⁶.

En réponse aux questions soulevées par ces mesures, l'armée américaine informa les organisations de secours qu'elle se chargeait elle-même de fournir une assistance aux civils allemands de la zone américaine. Le problème des prisonniers ne fut même pas soulevé, puisqu'il était ignoré de tous. L'armée annonça qu'à l'avenir, ces organisations pourraient être autorisées à poursuivre leur action sous l'autorité d'un organisme parrainé par l'administration militaire : le C.R.A.L.O.G.²⁸⁷ En attendant, elle se chargerait seule des secours, jusqu'à ce que

Burdick, de l'armée américaine (dans, ou près de R.G. 112 section 167), affirmant que lorsqu'il était prisonnier des Allemands, sa vie avait été sauvée par les colis britanniques, canadiens et américains.

²⁸² Pourcentage fourni à la fois par le département de la Guerre (qui déclara en 1948, que le taux de mortalité s'élevait à 1,26 %. R.G. 407 AG055, 26 août 1948) et par la Croix-Rouge. Documents du S.H.A.E.F., N.A.R.S., Washington. Voir également l'article de Maurice Pate, du Secours des prisonniers de guerre, Croix-Rouge américaine, inclus dans une lettre adressée par Gilbert Redfem, de la Croix-Rouge américaine, 9 mai 1945, à Kuppinger au département d'État.

²⁸³ Y.M.C.A. (*Young Men Christian Association*) Association chrétienne de jeunes gens. [N. du T.]

²⁸⁴ « L'armée américaine rendait les secours difficiles. » On n'autorisa pas les Quakers à pénétrer en Allemagne jusqu'au printemps de 1946. Entretien de l'auteur avec Stephen Cary, Commissaire européen de l'A.F.S.C., 1986.

²⁸⁵ Lettre de Tracy Strong au major H.G. Hyde, 3 juillet 1945, câble de Paul Anderson à Strong, 30 juin 1943 et lettre de D.A. Davis, de l'Y.M.C.A. au département d'État, juillet. Tous ces documents se trouvent dans les archives du département d'État.

²⁸⁶ La raison avancée fut que les envois de secours risquaient de contrecarrer la politique qui visait à réduire le niveau de vie des Allemands à celui des nations européennes environnantes. Earl F. Ziemke, *The U.S. Army in Occupation of Germany*, Centre d'Histoire militaire, Washington, 1975, p. 410.

²⁸⁷ C.R.A.L.O.G. : Council for Relief Agencies Licensed to Operate in Germany (Conseil pour organisations de secours habilitées à opérer en Allemagne). [N. du T.]

l'U.N.R.R.A.²⁸⁸ pût être en état de fonctionner. Ni le C.R.A.L.O.G. ni l'U.N.R.R.A. ne participèrent en quoi que ce fût à l'assistance des civils allemands en 1945. L'U.N.R.R.A. était, de toute manière, considéré comme un organisme de l'armée américaine, qui le contrôlait entièrement.

Le 4 mai 1945, le département de la Guerre avait interdit²⁸⁹, que les prisonniers de guerre allemands « en mains » américaines bénéficient d'un service postal. Lorsque le Comité International de la Croix-Rouge fit, en juillet, une proposition²⁹⁰ pour que le courrier fût rétabli en faveur des détenus, elle fut rejetée. Les Britanniques, en revanche, rétablirent dans leurs camps les communications postales en juillet-août²⁹¹.

A Genève, le C.I.C.R. avait cru au départ que la destruction du nazisme et la victoire des démocraties amélioreraient la situation de tous les prisonniers en Europe²⁹². Il espérait pouvoir intervenir pour aider les millions d'hommes, de femmes et d'enfants sans abri de l'Europe centrale et, en particulier, les habitants de l'Allemagne. Le premier signe du triste sort qui attendait les prisonniers en Europe fut curieusement un rapport de la délégation américaine relatif aux camps des États-Unis, qui révélait que les rations des prisonniers [104] allemands avaient été réduites dès que les prisonniers alliés aux mains des Allemands avaient été libérés²⁹³.

Fin mai ou début juin 1945, le C.I.C.R. remplit, à l'attention des personnes déplacées, deux trains de vivres puisés dans les entrepôts de l'organisation en Suisse, qui contenaient plus de 100.000 tonnes de provisions²⁹⁴. L'un de ces deux trains se dirigea vers Mannheim, et l'autre vers Augsburg, deux villes de la zone d'occupation américaine. Lorsqu'ils arrivèrent à destination, les représentants officiels du Comité qui accompagnaient les convois furent informés par des officiers de l'armée américaine que les entrepôts de l'armée étaient pleins et que les trains devaient retourner d'où ils venaient. Ils repartirent effectivement pour la Suisse. Très surpris, Max Huber, président du Comité International de la Croix-Rouge, ouvrit une enquête.

Au mois d'août, après de longues investigations, Huber finit par envoyer au département d'État, à Washington, la lettre la plus blessante peut-être que la Croix-Rouge eût jamais envoyée à une puissance de

²⁸⁸ U.N.R.R.A. : United Nations Relief and Rehabilitation Agency (Agence de secours et de réinsertion des Nations- Unies). [N. du T.]

²⁸⁹ Décrit par E.W. Meyer, C.I.C.R., délégué à Washington, lettre à Edwin Plitt, département d'État, 26 juillet 1945. 711.62114 MAiL/7-2645, département d'État.

²⁹⁰ Lettre de E.W. Meyer, C.I.C.R., à Edwin Plitt, département d'État. Voir note précédente.

²⁹¹ Foreign Office, 939, articles 448 et 469 P.R.O., Londres.

²⁹² Lettre d'Huber au département d'État, 30 août 1945. Voir note 10.

²⁹³ « La nourriture a été très satisfaisante jusqu'au mois de mai 1945, date à laquelle l'ordre de réduire les rations fut communiqué à tous les commandants de camps. » Rapport sur les activités du C.I.C.R. aux États-Unis. Archives de la Croix-Rouge, département d'État, N.A.R.S., Washington.

²⁹⁴ Lettre d'Huber au département d'État, 30 août 1945.

premier plan. Si l'on tient compte de la situation, on peut, malgré tout, considérer que cette missive était rédigée en termes extrêmement mesurés.

« Dès la fin des hostilités en Europe, le Comité International de la Croix-Rouge a fait tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer la situation des prisonniers de toutes les catégories, dont le statut, après leur libération par les armées alliées, était devenu celui d'«ex-prisonniers de guerre». Prévoyant les difficultés qui allaient découler de telles circonstances, le Comité espérait alléger autant que possible les épreuves des anciens détenus, en mettant au point avec les autorités militaires alliées un programme d'assistance qui, tout en représentant une aide considérable, se révélerait un moyen rationnel découler les stocks accumulés en Suisse et dans les autres pays. »

(Suivent des considérations de Max Huber à propos des obstacles que le S.H.A.E.F. avait également dressés sur le chemin de la Croix-Rouge internationale, alors qu'elle tentait de venir en aide aux réfugiés des pays de l'Est qui affluaient en Allemagne. Il faisait référence au renvoi, sur ordre du [105] S.H.A.E.F., des deux trains bondés de nourriture destinée aux personnes déplacées.)

« En attendant, les nombreuses communications des officiers alliés responsables des zones et des camps de masse pour personnes déplacées, les rapports de nos délégués sur les missions médicales en Allemagne, et en particulier les nombreuses requêtes qui nous ont été adressées directement par les camps eux-mêmes témoignent du fait que des dizaines, sinon des centaines de milliers de personnes déplacées en Allemagne ont encore un besoin urgent d'assistance. Tout cela nous force à reconnaître que les demandes (d'assistance) adressées par les sections compétentes des armées alliées aux équipes anglo-américaines de notre organisation ne correspondent pas aux besoins réels... En conséquence, l'œuvre humanitaire du Comité International court le danger d'être discréditée²⁹⁵. L'utilisation convenable des fournitures de secours qui nous sont confiées, et dont nous sommes responsables, est incompatible avec une restriction de notre action, qui nous rend impuissants à fournir les secours que nous-mêmes jugeons nécessaires.

« Soit les réquisitions anticipées n'ont pas été effectuées du tout, soit elles sont arrivées avec beaucoup de retard. Ayant effectué la livraison en Allemagne avec nos propres trains, en l'absence de ceux que les armées alliées en Allemagne nous ont promis mais qui n'ont jamais été mis à notre disposition, nous avons alors découvert que les personnes chargées de réceptionner les convois aux différentes destinations

²⁹⁵ On affirmait couramment dans une partie de l'Allemagne que « la Croix-rouge ne pouvait rien faire » pour les prisonniers ou pour les civils. (Entretien de l'auteur en 1988 avec Peter Hoffman, qui fut interné dans un camp en Allemagne en 1945. Le professeur Hoffman vit maintenant à Montréal.) [N. du T.]

n'avaient pas reçu d'instructions précises au sujet de ces arrivages. Si les entrepôts se révélaient pleins, le contenu de nos trains serait refusé. Le fait que les entrepôts débordaient de vivres était la preuve flagrante que les distributions en vue desquelles les réquisitions antérieures avaient été faites étaient toujours en suspens. (Expériences vécues à Mannheim et Augsburg)²⁹⁶... La disposition... des stocks anglo-américains.. par les autori[106]tés alliées... n'a pas fourni le secours permis par l'étendue des réserves et des moyens de transport disponibles.

« L'expérience pratique a montré.. qu'en conséquence de la restriction alimentaire générale occasionnée par les réquisitions courantes de l'armée d'occupation et par le démantèlement des moyens de transport, les (armées) se sont trouvées dans l'incapacité d'attribuer même une ration minimum aux Baltes, aux Bulgares, aux Hongrois, aux Italiens, aux Roumains et aux apatrides sur le territoire allemand.

« Ainsi, exposant clairement notre cas aux gouvernements et aux sociétés de la Croix-Rouge concernées, nous désirons souligner le fait que les conditions exposées plus haut ne nous laissent aucune alternative. Nous ne pouvons qu'exprimer notre grave inquiétude en ce qui concerne l'avenir immédiat. Alors que nous avons en notre possession d'importantes quantités de fournitures de secours immédiatement disponibles, le fait de rester passifs devant la situation critique qui règne dans de nombreux camps de personnes déplacées de toutes catégories en Allemagne, et qui devient de plus en plus angoissante, est incompatible avec les traditions de notre institution²⁹⁷. »

Albert E. Clattenburg, du département d'État se contenta de transmettre, sans aucun commentaire, la lettre d'Huber à l'armée. Plusieurs mois plus tard, une réponse parvint à Washington, dans laquelle la mauvaise foi le disputait aux contre-vérités. Datée du 2 novembre 1945 et signée "Eisenhower", elle affirmait au chef d'état-major des armées américaines, George Marshall, que les accords de l'armée avec la Croix-Rouge américaine et britannique interdisaient l'utilisation des réserves de nourriture de l'organisation au profit des forces ennemies²⁹⁸25. Or, les dits accords ne contiennent aucune clause de ce genre. En fait, les Britanniques nourrissaient déjà tout le monde, sans distinction de nationalité, puisant dans leur réserve de 13.000.000 de colis, dont chacun suffisait à nourrir une personne pendant une semaine²⁹⁹. S'exprimant

²⁹⁶ Villes d'où les convois furent renvoyés. [N. du T.]

²⁹⁷ Lettre d'Huber au département d'État, 30 août 1945.

²⁹⁸ Message d'Eisenhower à Marshall, 2 novembre 1945. R.G. 332 casier 7, N.A.R.S.

²⁹⁹ Protocole d'accord, en date du 15 juin 1945 concernant la disposition des provisions de la Croix-Rouge, entre d'une part, le S.H.A.E.F. et la Croix-Rouge américaine et les sociétés de la Croix-Rouge britanniques, d'autre part. Les colis alimentaires de la Croix-Rouge peuvent « en cas d'urgence être distribués aux destinataires » autres que les personnes déplacées. Il s'agit du seul accord entre l'armée et les Croix-Rouge américaine et britannique découvert dans les archives. Il correspond pour l'essentiel à la description donnée dans

de manière magnanime au sujet des « *vivres stockés en Suisse qui n'ont pas encore été réclamés* », l'auteur de la lettre proposait une aide logistique au C.I.C.R. qui, disait-il, était « *impatient de vider ses [107] entrepôts suisses* », comme si la liquidation des réserves était le seul objectif de la Croix- Rouge.

Il était inexact que le C.I.C.R. n'eût pas reçu d'autorisation pour travailler en Allemagne. Le Comité avait conclu un accord avec l'U.N.R.R.A., agence officielle de l'armée, pour fournir des secours aux personnes étrangères sur le territoire germanique³⁰⁰. Le travail accompli fut salué par une personnalité qui faisait autorité sur la question des réfugiés, Malcolm J. Proudfoot. Il écrivit : « *Ces organismes de secours ont apporté une contribution très valable au travail d'assistance accompli et à la distribution de provisions aux personnes déplacées des zones occidentales d'Allemagne et d'Autriche*³⁰¹. »

Le commandant suprême de l'U.S.F.E.T. affirmait également ne rien savoir des difficultés évoquées par Huber : « *Référence déclaration Mr Huber qui affirme n'avoir pu obtenir l'autorisation d'utiliser une partie du fonds commun pour répondre aux besoins des personnes déplacées étrangères à l'Allemagne, n'avons eu ici aucune connaissance d'une telle requête de la part du Comité International de la Croix-Rouge. Si une telle requête avait été reçue, elle n'aurait pas pu être accueillie favorablement car utilisation de provisions de la Croix-Rouge pour des ennemis ou des ex-ennemis interdite par commun accord.* »

Pourtant, le 15 juin 1945, les Alliés et les sociétés britannique et américaine de la Croix- Rouge avaient au contraire déclaré : « *Il est entendu que les colis doivent être distribués en temps voulu par.. les voies militaires aux personnes déplacées ou, en cas d'urgence, à d'autres destinataires après consultation de* » la Croix-Rouge.

Une autre section de cet accord spécifiait de nouveau que les colis pouvaient être attribués « *en cas d'urgence à d'autres destinataires*³⁰². » Si il existait d'autres accords interdisant de nourrir des personnes affamées en raison de leur nationalité, ce qui allait à l'encontre de tous les principes de la Croix-Rouge, ils avaient certainement été imposés à l'organisation par l'armée américaine, qui privait les Allemands de tout secours extérieur. Le programme de la Croix- Rouge britannique, déjà mis en œuvre, s'appliquait à des personnes de 40 nationalités différentes

la réponse signée « Eisenhower ». Original consulté dans les archives de la Croix-Rouge américaine, Washington, R.G. 200 casier 1017. Photocopie disponible dans R.G. 200, dossiers de la Croix-Rouge américaine, 619.2/01. N.A.R.S.

³⁰⁰ « A la date du 31 juillet, les sept organisations de secours volontaires suivantes avaient signé des accords avec l'U.N.R.R.A., la Croix-Rouge internationale (et six autres). » Malcolm J. Proudfoot. *European Refugees*, p. 187.

³⁰¹ Proudfoot, *European Refugees*, p. 187.

³⁰² Extrait du mémorandum concernant la disposition du surplus de provisions pour les prisonniers de guerre, 15 juin 1945. R.G. 200, dossiers de la Croix-Rouge américaine, N.A.R.S., Washington.

en Allemagne, et aux Allemands eux-mêmes³⁰³. Alors que Max Huber avait mis l'accent sur les obstacles qui entravaient l'action de ses délégués, le message de l'U.S.F.E.T. [108] interprétait abusivement les propos du président de la Croix-Rouge, en suggérant, ni plus ni moins, que l'organisation avait accepté de ne pas distribuer de vivres à des personnes qui souffraient de la faim.

Puisque l'armée refusait de distribuer les vivres, le C.I.C.R. fut alors contraint de les retourner aux donateurs. Des milliers de wagons étaient nécessaires pour effectuer les transports vers Paris et Bruxelles. Max Huber dut s'excuser pour l'encombrement que cette tâche superflue occasionnait au système ferroviaire français. Les 500 camions qui appartenaient au C.I.C.R. étant insuffisants, il lui fallut aussi réclamer des camions supplémentaires pour enlever des entrepôts suisses plus de 30.000 tonnes de produits de secours dont les destinataires n'avaient pas été spécifiés par les donateurs et qui furent également rendus à ces derniers³⁰⁴.

L'U.S.F.E.T., sous la signature d'Eisenhower, ignorait sereinement les propos d'Huber, qui se contentait de mettre en lumière l'expérience de personnes n'ayant rien à gagner, mais beaucoup à perdre, en calomniant l'armée américaine. Il fut annoncé à Marshall que les « *déplacements en provenance des entrepôts suisses du Comité International de la Croix-Rouge (avaient) été interrompus étant donné l'insuffisance de moyens de transport et d'espace de stockage couverts, et la disponibilité, en Allemagne et dans les zones libérées, de réserves suffisantes pour répondre aux besoins actuels*³⁰⁵. » Ces mensonges éhontés ne suscitèrent ni réaction de la part de Marshall, ni même le moindre échange de correspondance ultérieur.

Voilà en tout cas la thèse de la « *pénurie alimentaire mondiale* » sérieusement mise à mal par la révélation de l'existence d'un excédent alimentaire au niveau de la Croix-Rouge.

Au cours des mois cruciaux du printemps et de l'été 1945, alors qu'Eisenhower était le gouverneur militaire de la zone d'occupation américaine en Allemagne, l'armée rendit très difficile, voire entrava totalement toute assistance aux Allemands. Eisenhower échangea avec Clarence E. Pickett, secrétaire exécutif de l'*American Society of Friends* (les Quakers), une correspondance qui survécut à 1'« apurement » des

³⁰³ Procès-verbal d'une réunion non officielle des délégués des Croix-Rouge américaine, française et britannique, Genève, 14-15 janvier 1946, R.G. 200 section 1016, N.A.R.S., Washington.

³⁰⁴ « Les moyens de transports exclusivement destinés aux réserves de la Croix-Rouge sont constitués actuellement de 211 camions français et de 56 camions belges ; les deux sections étant engagées pour les mois à venir dans une navette entre Genève et Paris et Genève et Bruxelles pour rapporter aux donateurs les fournitures de secours qui n'appartiennent pas au fonds commun. » En comptant un aller-retour par semaine, pendant deux mois, on constate que 2136 voyages furent effectués. Lettre d'Huber au département d'État 30 août 1945.

³⁰⁵ Message d'Eisenhower au département de la Guerre, 2 novembre 1945, R.G. 332 section 7.

archives effectué au cours des années 1940, 1950 et 1970, et qui montre clairement comment la politique du châtement fut étendue aux civils. Pickett demanda que les Quakers fussent autorisés à [109] pénétrer en Allemagne pour y effectuer une tâche dont ils avaient déjà une grande expérience, puisqu'ils avaient secouru, en particulier, des réfugiés juifs et des prisonniers politiques. Ils désiraient se rendre en zone occupée pour nourrir les enfants et, dans la mesure du possible, les réunir à leurs parents. Ils voulaient également trouver des parents adoptifs aux nombreux orphelins car, expliquait Pickett, les enfants représentaient l'espoir majeur de l'Allemagne. Eisenhower transmit cette requête en haut lieu, à Washington, en proposant à son supérieur d'y opposer un refus : « *Il semble peu avisé de compliquer l'organisation de l'assistance aux Allemands en plaçant certaines responsabilités entre les mains d'organismes civils américains, qui auront besoin du soutien de l'armée.. Nous sommes tout à fait conscients que des organismes tels que l'American Friends Service Committee (A.F. S. C.) ont démontré, dans le passé, leur aptitude à faire face à des problèmes d'assistance publique, et qu'ils ont formé des équipes de personnel de secours... mais nous pensons que les organismes d'assistance publique allemands ont le devoir de se charger de cette tâche*³⁰⁶. »

La notion de devoir avait bon dos. Afin d'empêcher les Quakers de venir en aide aux enfants, Eisenhower invoquait un « *devoir* » dont il empêchait l'accomplissement. Les « *organismes allemands* » dont il parlait à Marshall n'existaient pas, puisqu'ils avaient été supprimés ou gravement amputés dans la zone d'occupation américaine, et que cette situation devait encore se prolonger plus d'un an. Ainsi en témoignèrent les propos tenus en 1946 par un délégué de la Croix-Rouge, au cours d'une réunion à Genève : « *A proprement parler, il n'existe pas de Croix- Rouge allemande* », car elle a été dissoute par les *Alliés*³⁰⁷. Selon un autre délégué américain, les Allemands, pour rétablir les activités de l'organisation dans la zone américaine, avaient effectué trois tentatives qui avaient toutes échoué. En revanche, dans les zones française et britannique, le C.I.C.R. et la Croix-Rouge allemande locale pouvaient intervenir. Que les enfants fussent ou non l'avenir de l'Allemagne, il était difficile de les nourrir, puisque la population ne recevait pas intégralement les rations officielles³⁰⁸, déjà inférieures à 1.550 calories par jour.

³⁰⁶ La correspondance entre Pickett, Eisenhower et Marshall, qui avait débuté le 13 juillet 1945, se poursuivit jusqu'à la mi-septembre. Pour le lecteur qui douterait qu'Eisenhower fût personnellement impliqué dans ces décisions, il faut signaler qu'une des copies des dossiers du N.A.R.S. porte la signature du général lui-même. Tous ces documents se trouvent au N.A.R.S., Washington.

³⁰⁷ Procès-verbal d'une réunion non officielle de délégués des Croix-Rouge américaine, française et britannique, Genève, 14 janvier 1946. Discours de M. Dayton, de la Croix-Rouge américaine.

³⁰⁸ Ces restrictions officielles, sont confirmées par de nombreuses sources, dont la plus objective semble être le rapport de Paul R. Porter : « Dans la région d'Essen, on ne distribuait aux mineurs que 900 calories par jour. » Dans les documents de Paul R. Porter, Indépendance, Missouri.

On peut, en outre, évaluer la charge que ces équipes de secours, composées seulement de quelques dizaines de volontaires, auraient représentée pour une armée qui comprenait à l'époque plus d'un million d'hommes. La men[110]tion « confidentielle » qui figure en haut du message d'Eisenhower révèle d'ailleurs ce que le général pensait de ses propres arguments auxquels il ajoutait : *"Dans la mesure où des questions de cet ordre peuvent avoir un impact sur l'opinion publique, je souhaiterais savoir quelle est la ligne d'action adoptée par le département de la guerre ; cela m'aiderait à faire face à la situation ainsi qu'aux autres demandes de cette nature qui ne manqueront pas de suivre."*

Marshall soumit la question aux membres de son état-major. Ils réagirent en faisant transmettre à Eisenhower l'ordre de ne pas autoriser les Quakers à pénétrer dans la zone d'occupation américaine³⁰⁹. Le commandant suprême informa donc Pickett que le « *soin des personnes de nationalité allemande a été placé sous la responsabilité d'organismes d'assistance publique allemands, sous le contrôle du gouvernement militaire. Un ordre est maintenant donné, qui permet la remise en fonction des organisations d'assistance allemandes privées* ». Il termina sa lettre par le terme « *sincèrement* », après avoir exprimé sa reconnaissance pour l'offre dont il avait provoqué le refus ! La lettre fut envoyée. Les Quakers restèrent chez eux³¹⁰.

Eisenhower avait raison de penser que l'opinion publique américaine n'approuverait pas une telle politique. A la suite d'un sondage d'opinion effectué au sein de l'armée pendant l'automne de 1945, il apparut que 58 % des soldats interrogés approuvaient la distribution d'une aide alimentaire aux Allemands en guise de secours d'urgence³¹¹.

A l'instar de la Croix-Rouge, l'*Y.M.C.A.* visita les camps de prisonniers pendant toute la durée de la guerre, secourant les détenus « *sans tenir compte de leur nationalité, de leur race ou de leurs convictions* », ainsi que l'exprima Tracy Strong, chef de l'équipe française de cette organisation, au cours de l'été 1945³¹². Lorsque l'*Y.M.C.A.* essaya d'acheter à l'armée de l'essence et quelques pneus, comme elle l'avait fait pendant la durée des hostilités, cette demande fut refusée. Perplexe, D.A. Davis, membre du service d'assistance aux prisonniers de guerre de l'*Y.M.C.A.* de New York, s'adressa au département d'État, le 9 juillet, proposant de payer pour toutes les fournitures reçues de l'armée, afin de nourrir les

³⁰⁹ Message des chefs d'état-major américains à Eisenhower, 3 septembre 1945, R.G. 332 section 37 (S.G.S.-U.S.F.E.T. dossier n° 312), N.A.R.S., Washington.

³¹⁰ Message d'Eisenhower à Pickett, 19 septembre 1945. Nous ne disposons pas de la citation exacte, mais le document se trouve, avec d'autres lettres relatives à cette question, dans R.G. 332, section 37, N.A.R.S., Washington.

³¹¹ R.G. 332 section 19, N.A.R.S., Washington.

³¹² Lettre de Tracy Strong au major G.H. Hyde, armée des États-Unis, division des Services Spéciaux, 3 juillet 1945, 740.00114 E.W./7-945, archives du département d'État.

prisonniers allemands internés dans les camps américains situés en France³¹³. L'armée refusa d'accorder cette permission. Comme de nombreux autres documents qui présentent un intérêt potentiel, la [111] réponse de l'armée est absente des dossiers du département d'État ; de toute évidence, bien que la section de Strong opérât en France, elle tombait sous l'interdiction universellement appliquée à « *tous les organismes d'assistance volontaire non-allemand* » cherchant à agir pour « *le bénéfice des personnes de nationalité allemande* »³¹⁴. L'YM.CA., pas plus que les autres, ne pouvait se passer de la logistique américaine. Pour marquer son opposition, il suffisait à l'armée de refuser des fournitures que l'on ne pouvait, à cette date, obtenir nulle part ailleurs.

L'attitude générale de l'armée envers les organismes d'assistance civils qui pénétraient en Allemagne avec l'intention d'aider les nécessiteux « *sans tenir compte de leur nationalité* » est révélée par la déclaration de Stephen Cary, délégué européen des Quakers, qui se souvient : « *Nous étions très mécontents de leur attitude très pesante et restrictive.* » Les Quakers étaient obligés de rester assis sans rien faire alors que leurs frères d'Angleterre et de France pénétraient dans les zones britannique et française pour y accomplir leur tâche³¹⁵.

Le successeur d'Eisenhower en tant que gouverneur militaire de l'Allemagne, Lucius Clay, qui entra en fonctions en novembre 1945 écrivit : « *L'Allemagne allait mourir de faim sauf si elle se mettait à produire pour- l'exportation... Non seulement on nous empêcha d'prendre les mesures qui s'imposaient mais on exigea de nous que nous arrêtions la production dans de nombreux secteurs jusqu'à ce qu'un accord pût être obtenu au sein de la commission de contrôle, un tel accord pouvait être indéfiniment contrecarré par un simple veto.* » Les efforts que fit Clay pour apporter des modifications au J.C.S. 1067³¹⁶, véritable plan de mise en œuvre de la « pastoralisation » de l'Allemagne, « *ne furent couronnés de succès que dans une certaine mesure* ». Clay reçut seulement la permission d'opérer des changements dans la politique monétaire pour prévenir une inflation. « *Il ne fait aucun doute que le J. C S. 1067 tendait à la paix carthaginoise qui domina nos opérations en Allemagne pendant les premiers mois de l'occupation* »³¹⁷.

Outre que l'anéantissement de la production industrielle affamait les Allemands, et avait tendance à les pousser vers l'alternative communiste, il privait en même temps l'armée américaine de ressources locales à meilleur marché. Les [112] Américains avaient besoin de vivres, de

³¹³ Lettre de Davis au département d'État, 9 juillet 1945, 740.00114 E.W./7945, N.A.R.S., Washington.

³¹⁴ Message du général Lucius Clay au département de la Guerre, 30 octobre 1945. R.G. 332 section 37. Référence 383.7/11, N.A.R.S., Washington.

³¹⁵ Interview de Stephen Cary par l'auteur, novembre 1986.

³¹⁶ Voir chapitre 3, p. 57. [N. du T.]

³¹⁷ Lucius D. Clay, *Decision in Germany* (New York, Doubleday, 1950), pp. 18-19.

pétrole et d'essence, de pièces de rechange pour leurs camions et pour les véhicules qu'ils avaient réquisitionnés. Ils avaient également besoin de la main- d'œuvre allemande, civils ou prisonniers. C'est pourquoi les pertes en vies humaines dans les camps de prisonniers n'avaient pas pour seul effet de pénaliser les Allemands, mais les Américains eux-mêmes.

L'application du Plan Morgenthau n'allait pas sans poser quelques difficultés d'ordre pratique, ainsi que le prouve cet échange un peu vif au cours d'une réunion qui eut lieu à Washington, au cours de l'été 1945, entre Henry Morgenthau, quelques membres de son équipe, et le général Brehon Somervell³¹⁸, responsable des approvisionnements militaires au département de la Guerre. Somervell négociait la réduction d'une liste d'environ 500 articles dont la fabrication était interdite en Allemagne (notamment l'essence). Morgenthau s'opposa à ce que l'essence fût rayée de la liste, et Somervell fut amené à répliquer :

« Il me semble.. que le fait de ne soustraire que (cet article) d'une liste qui en comprend 500, ne devrait pas vous inquiéter beaucoup.

- Morgenthau : Je n'aime pas beaucoup cette manière de régler les choses.

- S. : D'après ce que je peux voir, c'est une manière on ne peut plus simple.- vous êtes convaincu d'une chose, et nous d'une autre.

- M. : Ce n'est pas une question de conviction. C'est la question de savoir maintenant si on a confiance en moi, et dans quelle mesure on me considère comme crédible.

- S. : Je ne pense pas que votre crédibilité soit en cause, mais ce qui peut l'être, c'est ce que vous trouvez crédible, et ce que nous trouvons crédible.

- M. : Nous n'avons reçu aucune requête du général Eisenhower à ce sujet...

- S. : Là je nage complètement.. sur ce qui motive cette discussion. Hilldring³¹⁹ m'a appelé en fin de matinée et je lui ai dit que je ne connaissais pas les motivations de votre [113] attitude. En d'autres termes, s'il m'était enfin possible de comprendre si, oui ou non, votre comité souhaite poursuivre cette production d'essence, je suis certain que nous n'aurions pas d'objection particulière sur la procédure à suivre pour atteindre ce but... La seule chose que nous recherchons est un accord sur le fait que l'essence continuera à être fabriquée. C'est tout...

- M. : On ne peut pas traiter l'essence comme un cas à part, alors qu'il y a beaucoup d'autres éléments importants, des tas d'autres éléments importants.

³¹⁸ Journal de Morgenthau (Chine) vol. 2, p. 1529 et suivantes. Dans ce passage, toutes les paroles citées par Somervell, Morgenthau et les autres, sont tirées du Journal de Morgenthau.

³¹⁹Le général de division J.H. Hilldring dirigeait depuis 1943 la division des Affaires civiles du département de la Guerre des États-Unis. [N. du T.]

- S. : *Je pense que nous ferions preuve d'une rare insouciance si nous n'utilisions pas toutes les ressources d'essence qui existent. Je ne vois pas comment vous pourriez expliquer cela à notre pays ou à n'importe quel autre pays...*

- M. : *Permettez-moi d'exprimer un peu d'amertume en constatant combien mes rapports avec l'armée sont difficiles.*

- S. : *Nous le regrettons tous.. Il n'y a certainement là aucune cause de rancune. »*

Mais Morgenthau était las de ces oppositions permanentes. Freiné dans son action consistant à punir les Allemands, il éclata :

« *Eh bien vous voyez, j'ai appris une chose, c'est que je ne suis plus disposé à accepter tout cela. Je tiens ces réunions depuis deux mois, et pour finir tous ces articles sont publiés. Les Français ont faim et froid, et je suis celui qui empêche toute amélioration, et ceci ne va pas, et cela ne va pas, et Churchill se prosterne aux pieds du Parlement et remercie Lord Keynes pour le travail merveilleux qu'il a accompli, et je n'ai même pas droit à un seul mot. Je n'ai pas l'intention de me laisser faire. »*

Peu après, Henry Morgenthau présenta sa démission du poste de secrétaire d'État au Trésor au Président Truman. Elle fut aussitôt acceptée.

Même parmi les tenants de la doctrine Morgenthau, il se trouvait des gens plus réservés. Ainsi, le général Hildring, fit-il remarquer qu'il allait de l'intérêt des États-Unis d'autoriser un minimum de production industrielle : « *En Allemagne, il est [114] question d'un projet destiné à établir un échange suffisant pour rembourser les importations en provenance des États-Unis... Afin d'y parvenir, nous devons promouvoir et stimuler les exportations qui ne risquent pas de compromettre notre programme de démilitarisation. Nous aurons à faire face chez nous à quelques oppositions, l'Agence pour les Relations Economiques avec l'Étranger³²⁰ nous soutiendra, mais pas le Trésor³²¹. »*

Des voix s'élevèrent aussi en Angleterre. En effet, quelques rares personnalités clairvoyantes, telles que l'éditeur anglais Victor Gollancz, qui rendit visite à des civils de la zone d'occupation anglaise en 1946, estimaient qu'« *affamer les Allemands* » était moralement préjudiciable. « *Je veux nourrir les Allemands ajjâmés et je veux les nourrir non pour une question de principe mais parce que je suis désolé pour eux. Et je suis bien certain que je ne suis pas le seul dans ce cas* », écrivit-il dans une brochure passionnée intitulée : *Leaving Them to Their Fate : The Ethics of Starvation*³²². Lui, qui avait gravement souffert de l'antisémitisme des

³²⁰ F.E.A. : Foreign Economic Administration (administration économique étrangère.) [N. du T.]

³²¹ Lettre d'Hildring au département d'État, R.G. 59, 3726 A, N.A.R.S., Washington.

³²² Cette citation de Victor Gollancz, et celles qui suivent, y compris la référence à Belsen, sont extraites du pamphlet de Gollancz, *Leaving Them to Their Fate : The Ethics of Starvation* [Les abandonner à leur destin :

Allemands, écrivait encore : « *Si l'on écoutait les hommes publics, on penserait que la pitié et la clémence sont absolument honteuses, et que l'égoïsme est un devoir éthique fondamental... Je hais l'idée que des épidémies se répandent en Allemagne... parce qu'elles sont une horreur pour les gens qui les subissent.* »

Gollancz pensait que le maréchal Montgomery, gouverneur militaire de la zone anglaise en Allemagne se forçait peut-être à un impressionnant étalage de brutalité pour apaiser les politiciens vindicatifs, lorsqu'il avait déclaré : « *Il faut que ces Allemands trop grands et gros se serrent la ceinture. Je ne priverai pas l'Angleterre de la moindre parcelle de nourriture pour (les) alimenter.* » Mais c'est le même Montgomery qui conseilla au Premier Ministre Clement Attlee d'améliorer l'alimentation distribuée en Allemagne, ce qui fut d'ailleurs exécuté.

La politique suivie par les Français et les Américains provoquait une situation de famine plus grave encore. En effet, pendant que les responsables britanniques fournissaient à grand-peine 1550 calories quotidiennes aux civils allemands ³²³, [115] les Américains, pour leur part, n'en attribuaient que 1275³²⁴ et les Français 950³²⁵.

Si l'on s'en tient à l'ouvrage de Gollancz, la famine se répandit très rapidement parmi les civils. Dans cette catégorie, le taux annuel de mortalité très élevé, de 80 % supérieur à celui de la Grande-Bretagne, qui était de 1,2 %³²⁶ indiquait que l'inanition aurait pu provoquer 220.080 décès sur une période d'un an, rien que dans la zone britannique où, si l'on en croit les propos du général Hilldring, les Allemands étaient traités trop généreusement.

Quand Gollancz affirme : « *Écrire tout cela n'a pas été un plaisir. Je l'ai fait avec un sentiment de honte croissant partagé, j'en suis certain, par un très grand nombre, par la majorité j'espère, de mes lecteurs* », on sent déjà un courant de l'opinion qui se forme³²⁷.

En 1946, les protestations de ce type conduisirent d'ailleurs, dans la zone britannique, à une amélioration de l'alimentation destinée à la population allemande. Il était grand temps d'agir, car un mémorandum du Foreign Office qualifiait la situation d'« *indubitablement alarmante. Si, comme le Comité en a été informé, d'autres réductions sévères des rations doivent être effectuées eu égard à la probabilité d'épuisement du stock de céréales dans une période d'un mois, on peut s'attendre à*

l'Éthique de la famine] (Londres, Victor Gollancz, 1946). Tous les chiffres relatifs aux rations et aux décès des Allemands dans ce chapitre sont cités par Gollancz.

³²³ Donnison, *Civil Affairs and Military Government*, p. 338.

³²⁴ Mémorandum n° 1662 des chefs d'état-major américains adressé au Président, 27 avril 1946. R.G. 260 section 16, documents de Clay, N.A.R.S., Washington.

³²⁵ Réparations évaluées en fonction de la production actuelle et de la politique économique du moment, R.G. 332 section 22, N.A.R.S., Washington. [A titre d'indication, précisons que l'alimentation distribuée aux détenus du camp nazi de Bergen-Belsen fournissait 800 calories par jour (voir chapitre 7, p. 119). N. du T.]

³²⁶ Gollancz, *Leaving Them to Their Fate*.

³²⁷ Ibid.

*une catastrophe. La plupart des habitants des plus grandes villes allemandes semblent être confrontés à un désastre alimentaire dont l'étendue et les conséquences risquent, le Comité le craint, de retarder le redressement de l'Europe de l'Ouest et de perturber vraisemblablement son évolution politique*³²⁸. »

A cette époque, les céréales prélevées sur les excédents américains et canadiens commencèrent à être livrées en plus grande quantité. A la fin de 1946, les stocks canadiens tombèrent à 67 millions de boisseaux environ, ce qui représentait leur niveau le plus bas depuis plusieurs dizaines d'années. Le surplus américain subissait une chute du même ordre³²⁹. Ainsi s'ébauchait la politique qui allait conduire au plan Marshall.

³²⁸ Foreign Office 1050, dans le service des Dossiers Publics, Kew, Londres.

³²⁹ Le surplus nord-américain à la fin de l'année 1945 s'élevait à 173 millions de boisseaux, équivalent à près de 5.140.000 tonnes, une fois les besoins européens comblés. Comité international du blé, Haymarket House, Haymarket, Londres, 1955.

Le déficit en blé allemand évalué par les Britanniques en 1945 (déficit égal aux besoins en importation) s'élevait à 4.440.000 tonnes pour l'année 1945-1946. Cette quantité représentait près de 87 % du surplus nord-américain. R. Mitchell, *International Historical Statistics*, Londres, Macmillan, 1983.

[117]

Chapitre 7

LES CAMPS DE LA MORT LENTE

Tandis qu'il parcourait le terrain dévasté, marchant avec précaution au milieu des morts-vivants du camp américain qui venait d'être cédé aux Français, le capitaine Julien se répétait : « *C'est exactement comme sur les photographies de Buchenwald et de Dachau*³³⁰. » Au sein du 3^e régiment de Tirailleurs Algériens, il avait combattu les Allemands pour la libération de son pays, mais jamais il n'avait imaginé une revanche comme celle-ci. Devant lui, sur un sol souillé, « *peuplé de squelettes vivants* », des prisonniers agonisaient ; d'autres, en dépit de la chaleur, se recroquevillaient derrière de simples morceaux de carton. Le spectacle était insoutenable. Il y avait même là des femmes, des vieillards et des enfants dans un état de délabrement extrême, le ventre gonflé en dépit d'une maigreur squelettique, prostrés, le regard vide.

Le capitaine Julien ne savait par où commencer. Il n'y avait pas la moindre parcelle de nourriture dans ce camp de Dietersheim, qui contenait 32000 personnes. Le Dr Kurth et le Dr Geck, médecins allemands du prétendu « hôpital », s'affairaient auprès des nombreux moribonds qui gisaient, à même des couvertures sales, sous le ciel brûlant de l'été. Le sol portait encore les traces de l'ancien emplacement des tentes servant d'« hôpitaux », que les Américains avaient emportées avec eux.

[118]

Dans ce camp de Dietersheim, le 10 juillet 1945, soit 17 jours avant l'arrivée du capitaine Julien, une unité de l'armée française, sous les ordres du capitaine Rousseau, avait pris le relais des Américains. Le capitaine Rousseau affirmait qu'à son entrée dans le camp, la situation y était pire³³¹.

Le capitaine Julien, de la 7^e compagnie, avait succédé au capitaine Rousseau. Il chargea immédiatement ses subordonnés de dénombrer les impotents et les civils pour permettre au plus vite leur libération. Dans

³³⁰ Rapport du capitaine Julien, du 3^e régiment de tirailleurs algériens, section 11 P.60, Vincennes. Dans ce chapitre, tout ce qui est relatif au capitaine Julien est issu de ce rapport, ou de la section 11 P.65, Vincennes.

³³¹ Les Américains et les Britanniques cédèrent près de 860.000 prisonniers aux Français, essentiellement dans la période de juillet à septembre 1945. La plupart des P.G. détenus par les Américains avant leur cession se trouvaient répartis dans 5 camps situés dans la partie de l'Allemagne devenue zone d'occupation française en juillet 1945. Les prisonniers restants se trouvaient presque tous dans des camps américains situés en France, tels que celui de Thorée-les-Pins. Selon les différents registres tenus par les Américains et les Français, le nombre de prisonniers cédés que nous avons cité est correct à 10 % près. [N. du T.]

les cinq camps de la région de Dietersheim, parmi les 103.500 détenus devant, en principe, constituer une partie de la main-d'œuvre destinée à la restauration de la France, les Français répertorièrent un effectif de 32.640 personnes « *inaptes au travail* », de vieillards, de femmes, d'enfants au-dessous de 8 ans, de jeunes garçons âgés de 8 à 14 ans, d'infirmités et de moribonds. Tous furent immédiatement relâchés. Alors que le dénombrement était déjà bien avancé, le capitaine Julien téléphona à son quartier général. Son commandant lui répondit qu'il envoyait des vivres sur-le-champ, et conseilla à son officier de s'approvisionner auprès des villageois³³². Le bourgmestre de Dietersheim rassembla toutes les femmes du village, qui portèrent immédiatement des provisions au camp ; ce soir-là, les prisonniers mangèrent une tranche de pain et une prune.

Au camp de Hechtsheim, le capitaine Julien constata que des centaines d'êtres squelettiques en haillons se traînaient sur le sol, et ne put que faire à nouveau le rapprochement avec les camps de concentration. Il n'hésita pas, dans son rapport, à qualifier les enceintes de « *bagnes de mort lente* »³³³.

Dans la totalité des camps situés en Allemagne dont les Américains venaient de leur laisser la charge, les Français avaient découvert 166.000 hommes, femmes et enfants dans « (un) *état lamentable* ». Nos recherches au service historique du ministère de la Défense, à Vincennes, nous ont permis de [119] constater qu'en dehors du rapport d'un délégué de la Croix-Rouge, aucune documentation relative au sort des prisonniers allemands dans les camps américains cédés aux Français, en 1945, ne semble avoir survécu.

Ce « témoignage » du capitaine Julien n'a subsisté qu'au sein d'un dossier contentieux relatif à une affaire qui l'avait opposé à son prédécesseur dans les fonctions de responsable du camp, le capitaine Rousseau.

En effet, une querelle avait éclaté entre les deux hommes. Si l'on s'en tient aux déclarations du supérieur hiérarchique de Julien, l'incident avait été causé par les attaques calomnieuses de Rousseau envers différents officiers de la 7^e compagnie, et s'était produit peu après l'arrivée de cette unité dans les camps. Ayant entendu parler des mesures d'urgence prises par son compagnon d'armes, Rousseau s'était rendu à Dietersheim sous le prétexte de récupérer du matériel radiologique que Julien avait, semble-t-il, emprunté à l'hôpital de Bingen. Alors qu'il se trouvait à l'entrée du camp, l'officier avait vu des Allemandes arriver avec des provisions et avait usé de sarcasmes envers Julien, l'accusant

³³² Casier 11 P.65, Vincennes.

³³³ Rapport du lieutenant-colonel de la Bosse, 3^e régiment de tirailleurs algériens, à ses supérieurs, 2^e corps, 15 septembre. Casier 11 P.60, Vincennes. Voir aussi le message de Juin à Lewis copie diffusée sous le n° 3470 par Caffery au département d'État, N.A.R.S., Washington.

apparemment de « *dorloter* » les prisonniers. La réponse de Julien avait provoqué la colère de Rousseau qui, dans un accès de fureur, avait sorti son revolver et ouvert instantanément le feu sur les visiteuses. Le dossier de l'armée française³³⁴ se limite à la relation des faits, et ne contient d'ailleurs aucune pièce mentionnant l'issue disciplinaire ou judiciaire de cette affaire.

Nous y relevons, en tout cas, que Rousseau réussit à mettre Julien en cause, en dénonçant sa conduite envers les Allemands. Sommé de s'expliquer, le capitaine répondit : « (J'ai agi ainsi pour) *l'intérêt de la mission qui m'avait été confiée et non pas pour faire plaisir aux "Boches" qui nous ont ruinés. A noter également que si je me suis dérangé pour obtenir les dons qui ont permis une nourriture abondante aux P. G., c'est parce que plusieurs autorités françaises venues soit de la direction des P. G., soit de la Défense nationale m'ont demandé de travailler dans ce sens au début. Lors de la crise alimentaire occasionnée par l'organisation défectueuse du camp, j'ai fait appel aux villages voisins, par la suite j'ai continué à le faire du fait qu'il m'a été recommandé de nourrir convenablement les P. G., car la ration réglementaire était insuffisante et n'apportait que 800 calories.* »

Il faut souligner qu'une telle sous-alimentation était équiva[120]lente à celle qui régnait à Bergen-Belsen au moment de l'arrivée des Alliés sur les lieux. Les Français n'avaient logiquement d'autre solution que de faire appel à un approvisionnement local. Julien déclara d'ailleurs que les « *autorités allemandes* » et le Comité International de la Croix-Rouge - libres d'intervenir dans cette zone depuis le départ des Américains - l'avaient aidé dans sa tâche. Au 1^{er} août, l'action du capitaine avait déjà permis de fournir un abri à 90 % des prisonniers. Grâce à ces mesures, le nombre de décès, qui avait atteint 30 par jour avant l'arrivée des Français, fut réduit, en quelques semaines, de plus de la moitié.

Cette description de la situation des camps au moment du transfert de responsabilité des Américains aux Français, et notamment des mesures prises par des hommes de bonne foi, tel que le capitaine Julien, donnent une idée de ce que les Américains auraient pu et dû faire pour traiter correctement les prisonniers.

En juillet 1945, dans le camp de Kripp, près de Dietersheim, Charles von Luttichau³³⁵ était de nouveau résolu à tenter de convaincre le commandant du camp qu'il devait, en raison de sa filiation américaine, être libéré au lieu d'être inclus dans l'effectif destiné aux Français. Le commandant du camp, von Luttichau en était certain, avait un parti

³³⁴ Rapport du lieutenant-colonel Sury, du 3^e régiment de tirailleurs algériens, 31 décembre 1945. Casier 11 P.60, Vincennes.

³³⁵ Déjà cité au chapitre 4. [N. du T.]

pris contre tous les Allemands, à cause des crimes commis par les nazis durant les hostilités. Le prisonnier n'avait, cette fois encore, pas grand espoir de voir sa requête satisfaite.

Dans le même temps, bien loin de là, au P.C. arrière du S.H.A.E.F., à Paris, un colonel américain, Philip S. Latiben, s'occupait, entre autres attributions, d'organiser le transport des prisonniers libérés, ainsi que celui des transférés qui passaient de la sorte, quelquefois pour plusieurs années, d'un joug sous un autre.

Le colonel Lauben était un officier extrêmement compétent, dynamique, et d'une grande logique. Pourtant, en dépit de son efficacité, la mise en route des transferts fut lente, en partie parce que les supérieurs du colonel donnaient, au sujet des prisonniers, des éléments d'informations qui n'étaient parfois que de pure opportunité, sans prendre la peine d'en vérifier l'authenticité. Ainsi, un général américain avait-il promis que, [121] dans la zone dont ils allaient reprendre le contrôle, les Français trouveraient environ 275.000 prisonniers « en mains ». Lauben dut faire remarquer que ce nombre, accepté depuis longtemps comme « *parole d'Évangile* » par les Français et les Américains, était pour la première fois remis en question par un général français qui le considérait comme purement théorique, sans qu'il eût jamais visité les camps. Effectivement, déclara Lauben, lorsque les Français avaient pris le relais, ils n'avaient dénombré que 170.000 prisonniers. Le colonel dut également souligner que la déclaration du général Blanc, selon laquelle l'armée française n'avait capturé que 100.000 hommes valides, « *sentait l'escroquerie à l'échelle internationale* », car le S.H.A.E.F. savait qu'en réalité les Français avaient procédé à 235.000 captures. Dans la mesure où le gouvernement des États-Unis basait le nombre de prisonniers à transférer sur le nombre de détenus que les Français avaient eux-mêmes capturés, moins les Français affirmaient avoir capturé d'hommes, plus les Américains devaient leur en transférer pour compléter l'effectif requis, lequel était encore ultérieurement soumis à négociation. Ainsi que Lauben s'en était aperçu, les Français essayaient de soustraire 135.000 esclaves supplémentaires aux Américains³³⁶.

Cette voltige arithmétique, typique de la confusion qui régnait entre les Français et les Américains en cette période de passation des pouvoirs, se conclut au bénéfice des prisonniers, car au moins 35000 d'entre eux, beaucoup plus peut-être, furent soudain promis, non plus aux Français, mais tout simplement à la liberté.

Voilà comment et pourquoi Charles von Luttichau fut l'heureux bénéficiaire d'une libération qu'il n'osait presque plus espérer. C'est d'ailleurs en s'entretenant avec nous, en 1988, qu'il apprit la véritable mo-

³³⁶ Mémorandum envoyé par le colonel Lauben au général Paul, 7 juillet 1945, N.A.R.S., Washington.

tivation de son élargissement du camp de Kripp, et par conséquent le rôle qu'avait joué le colonel Lauben dans ces événements.

Les autres camps repris par les Français en France et en Allemagne, cet été-là, ressemblaient trait pour trait à ceux de la région de Dietersheim. Les quartiers généraux de l'armée française reçurent une multitude de plaintes relatives aux conditions de détention terribles constatées par les officiers. Par exemple, sur un effectif de 1000 hommes transférés à Marseille, 287 étaient absolument inaptes au travail, alors que [122] les critères de sélection définis par les Français étaient déjà très bas. Au camp de Sainte-Marthe, seulement 85 personnes sur 700 étaient en état de travailler. Autre exemple stupéfiant mentionné dans un rapport de l'armée française : au camp de Siershahn récemment cédé aux Français, on dénombrait plus de 400 enfants au-dessous de 15 ans, et même quelques-uns au-dessous de 8 ans ; ce camp contenait aussi des femmes, et des hommes au-dessus de 50 ans. Même situation à Erbiseul, près de Mons, en Belgique, où un autre témoin affirme que 25 % des hommes reçus par les Français étaient réduits à l'état de « *déchets* ». Enfin, il est établi que les deux tiers des détenus trouvés dans l'ancien camp américain de Hechtsheim, déjà évoqué, étaient affamés.

Prenant conscience du fait que cette situation catastrophique était celle de l'ensemble des camps cédés aux Français, le maréchal Alphonse Juin, chef d'état-major de la Défense nationale, se plaignit officiellement aux Américains, mentionnant même que les prisonniers ressemblaient aux épaves humaines de Buchenwald et de Dachau³³⁷.

Des voix s'élevaient également au sein de l'armée américaine pour dénoncer cette attitude impitoyable à l'égard des prisonniers transférés. Ainsi, en octobre 1945, le commandant Haight déposa-t-il sous serment contre le général de brigade, Charles O. Thrasher³³⁸, et déclara-t-il que ce dernier avait outragé les Français au cours d'une réunion relative à un transfert de prisonniers qui avait été effectué un mois plus tôt³³⁹. Haight affirma en effet devant le major William G. Downey que Thrasher avait dit à ses officiers : « *Messieurs, nous allons céder quelques-uns de nos prisonniers de guerre aux Français.* » " Il s'était tourné vers le sténographe en ajoutant : « *N'écrivez pas ce que je vais dire* », puis avait cherché des yeux l'officier de liaison français. Le fixant du

³³⁷ Tous ces rapports sur l'état de faiblesse des prisonniers, causé par les mauvais traitements que les Américains leur avaient fait subir, ont été envoyés par différents officiers au maréchal Juin et al, 15 octobre 1945., section 11 P. 165, 7 P.40 et 11 P.60, Vincennes.

Les récriminations adressées par le maréchal Juin au général John T. Lewis, détachement de l'U.S.F.E.T. en France, le 11 octobre 1945, se trouvent dans les archives du département d'État, lettre 3470, envoyée par Caffery au département d'État, N.A.R.S., Washington.

³³⁸ Chargé du commandement de la section intermédiaire de l'Oise. [N. du T.]

³³⁹ En dépit de l'ordre de Thrasher, des notes furent prises, ainsi que le prouve la déclaration de Haight et du major William G. Downey. R.G. 332.6/1 section 50, N.A.R.S., Washington.

regard, il lui avait déclaré en souriant : « *Bon, je vais vous le dire quand même, messieurs. Nous avons quelques prisonniers dont nous aimerions nous débarrasser. Nous devons garder tous ceux qui sont dans l'état le meilleur, pour qu'ils puissent accomplir notre travail sans difficulté. En choisissant les prisonniers qui vont être cédés aux Français, voyons si nous ne pouvons pas en trouver de vieux, ou en mauvais état, ou peu efficaces - et garder les meilleurs pour nous-mêmes. [123] J'espère que vous me comprenez. Messieurs, je suis sûr que vous savez ce qu'il vous reste à faire - je n'ai pas besoin d'en dire davantage.* » Il sourit et leva la séance³⁴⁰.

A cette époque, les prisonniers n'étaient pas seulement privés d'alimentation, mais il arrivait aussi qu'ils fussent victimes de certains excès, comme en témoignent les quelques exemples ci-après :

- En avril, le lieutenant-colonel Barnes signala « *27 morts de cause non naturelle* »³⁴¹.

- Une nuit, des officiers de l'armée française, en état d'ébriété, foncèrent en Jeep dans le camp d'Andernach, en riant et en hurlant, et tirèrent au fusil-mitrailleur sur les prisonniers. Le bilan fut de 47 morts et 55 blessés³⁴².

- Un officier français interdit à la Croix-Rouge allemande locale de nourrir un convoi de prisonniers, bien que le repas eût déjà été organisé entre la Croix-Rouge et le commandant français du camp³⁴³.

- Des gardiens de camps français, prétendant assister à une tentative d'évasion, abattirent 10 prisonniers dans leur enceinte.

- Le lieutenant Soubeiray du 3^e régiment de Tirailleurs Algériens, envoya à son officier supérieur une lettre manuscrite de protestation, dénonçant ceux qui « *sous le prétexte d'avoir souffert par les Allemands, (faisaient) preuve d'un manque d'humanité intolérable de la part d'une armée régulière* »³⁴⁴.

La violence atteignait parfois d'énormes proportions. Le lieutenant-colonel de Champvallier, chef du 108^e régiment d'infanterie, désespérant d'arriver à discipliner ses hommes, s'adressa au général Billotte, commandant régional, pour lui demander la dissolution pure et simple du régiment³⁴⁵.

³⁴⁰ R.U. 332 383.6/1 section 50, N.A.R.S.

³⁴¹ Barnes rapporta ces faits le 18 mai 1945. (Historique de la section du grand prévôt, Z com., sec. av. ; RG 332 Box 22, N.A.R.S.) [N. du T.]

³⁴² Rapport du lieutenant-colonel Gobillard au gouverneur militaire de Coblenz, 27 août 1945. Casier 11 P.60, Vincennes.

³⁴³ Lettre du lieutenant Himmeur à son capitaine. Archives du 3^e régiment de tirailleurs algériens, septembre 1945. Section 11 P.60, Vincennes.

³⁴⁴ Lettre du lieutenant Soubeiray, 3^e régiment de tirailleurs algériens, 3 septembre 1945, section 11 P.60, Vincennes.

³⁴⁵ Le 30 août 1945, message du général Billotte au Deuxième Bureau, Paris. Le document se trouve, soit dans le casier 11 P.60, soit dans la section 11 P.65, à Vincennes.

Les trains qui transportaient les prisonniers en France offraient un tel spectacle, que les officiers chargés du transfert avaient reçu l'ordre de ne pas faire halte dans les gares, de crainte que les civils ne constatent comment les détenus étaient traités. L'aspirant Jean Maurice, qui avait accompagné un convoi de prisonniers en provenance d'Hechtsheim, décrivit les conditions dans lesquelles il avait exécuté sa mission³⁴⁶. Il raconta que les prisonniers étaient entassés dans des wagons [124] ouverts, alors que le temps était particulièrement mauvais. A plusieurs reprises, son train avait dû s'arrêter dans des tunnels. Quelques détenus avaient tenté de s'échapper, conduisant les gardes à ouvrir le feu dans l'obscurité. D'après Maurice, certains des fugitifs avaient été atteints, mais il était incapable de dire combien, dans la mesure où les corps avaient été abandonnés aux chiens. L'aspirant Maurice signala même qu'en gare de Willington, il avait dû abandonner un cadavre et un moribond « *sur le quai* ».

Un autre train conduisant des prisonniers au camp de Thorée-les-Pins (Sarthe), arriva sur une voie de garage proche de l'enceinte avec à son bord 4 cadavres et au moins 40 personnes qui durent être immédiatement hospitalisées. Mais là, au moins, les détenus étaient protégés par un toit, un plancher et des murs, même s'il ne s'agissait, en l'occurrence, que d'écuries sans fenêtres. Ces bâtiments, anciens quartiers de cavalerie construits à l'époque de la Première Guerre mondiale, avaient été convertis pendant la guerre de 1939-1945 en camps de prisonniers de guerre, d'abord allemands, puis français, puis allemands de nouveau. Conçue à l'origine pour 12.000 personnes, l'enceinte en contenait par périodes au moins 18.000. La tradition orale du milieu rural sarthois a permis de conserver un souvenir précis de ce qui se déroulait dans le camp voisin.

C'est d'ailleurs la révélation de la situation qui régnait à Thorée-les-Pins qui contribua à soulever en partie le voile sur la situation dans les camps.

A la fin de l'été 1945, un délégué de la Croix-Rouge³⁴⁷ 14 se rendit à Thorée-les-Pins pour - inspecter ce camp, que le village voisin avait d'ailleurs surnommé « Buchenwald ».

Alors qu'il pénétrait à l'intérieur de l'enceinte, ce délégué vit une foule de prisonniers, certains étendus sur le sol, d'autres, apathiques, affalés contre les murs. Selon le commandant Zalay, responsable du camp, 2.000 hommes étaient déjà dans un état de faiblesse tel que rien

³⁴⁶ Compte rendu de Maurice, 14 août 1945, Vincennes.

³⁴⁷ A la libération de Paris, en août 1944, Jean-Pierre Pradervand était à la tête de la délégation du C.I.C.R. en Afrique du Nord. Nommé à la tête de la délégation de France, il entra en fonction en janvier 1945 et resta à ce poste jusqu'en janvier 1946. A cette époque, la délégation de France était la plus importante. En 1947, la Croix-Rouge comptait 112 délégations. La description de la situation de Thorée-les-Pins est faite dans une lettre adressée par Pradervand au général de Gaulle, le 26 septembre 1945. Casier 7 P.40, Vincennes.

ne pouvait plus les sauver. Au cours de la visite du délégué, il y eut 20 décès. On ne disposait d'aucun cercueil ; les corps furent emmenés dans un champ, un peu plus loin, et enterrés aussitôt. Environ 6.000 autres prisonniers ne survivraient pas au-delà de deux mois, si on ne leur fournissait pas immédiatement des vivres, un abri décent, des vêtements et des soins médicaux. Le reste des détenus, sous[125]-alimentés, l'étaient déjà lorsque les Français avaient pris le relais des Américains, quelques jours auparavant.

Devant cette situation, Jean-Pierre Pradervand, chef de la délégation du C.I.C.R. en France, décida de faire directement appel au général de Gaulle, qui saisisrait peut-être cette occasion de témoigner sa gratitude au Comité International de la Croix-Rouge, pour le travail de sauvetage considérable accompli au profit des Français par l'organisation vers la fin de la guerre. En effet, le 12 mars 1945, à Feldkirch, village autrichien près de la frontière du Liechtenstein³⁴⁸, le président du C.I.C.R., Carl J. Burckhardt, était efficacement intervenu auprès des Allemands pour faire rapatrier des milliers de civils français internés dans l'infâme camp nazi de Ravensbruck. Plus de 10.000 prisonniers de Ravensbruck et d'autres camps avaient pu ainsi être relâchés plusieurs semaines avant la fin de la guerre.

En outre, le général de Gaulle avait personnellement remercié Burckhardt et Pradervand, non seulement pour leurs efforts couronnés de succès, mais aussi parce que le mérite en rejaillissait, aux yeux des Français, sur son propre gouvernement, dont le caractère provisoire allait prochainement amener la population à se rendre aux urnes³⁴⁹.

Pradervand essaya à plusieurs reprises, en septembre 1945, de parler au général de Gaulle au téléphone, ou de le rencontrer, et se heurta à une fin de non-recevoir. Le délégué s'adressa alors au siège du C.I.C.R., à Genève, sollicitant une intervention à ce niveau.

Le 14 septembre 1945, à 17 h 05, le C.I.C.R. adressa au département d'État, à Washington, un message dont le texte était accablant³⁵⁰ :

« Comité International Croix-Rouge reçoit de ses délégués France rapports alarmants sur santé milliers prisonniers allemands transférés des camps américains sous contrôle français pendant juillet-août. Arrivée grand nombre prisonniers en provenance principalement camps Allemagne et Mons, Belgique, mais aussi camps France tels base group Normandy, base Delta et C CE. 15 Le Croutoy. Camps français état faiblesse extrême causée par sous-alimentation prolongée qui rend impossible affectation prisonniers à équipes travaux, comme prévu par auto-

³⁴⁸ André Durand, *De Sarajevo à Hiroshima*, Histoire du Comité International de la Croix-Rouge, Genève, Institut Henri Dunant, 1984, p. 593.

³⁴⁹ Durand, *De Sarajevo à Hiroshima*, p. 593.

³⁵⁰ Ce câble ainsi que les documents qui lui sont associés et que nous avons utilisés pour ce passage, se trouvent tous aux archives du département d'État, N.A.R.S., Washington.

rités françaises. D'où camps français surpeuplés par inaptes pour [126] lesquels autorités responsables manquent moyens requis pour rétablir santé. Référence mémorandum 21 août 1945, Comité International Croix-Rouge attend avec anxiété prise mesures d'urgence indispensables par gouvernement États-Unis :

PRIMO : fourniture secours nombreux prisonniers ayant besoin vivres, médicaments, vêtements, bottes, couvertures, savon,

SECUNDO : recommandons effectuer transferts ultérieurs seulement lorsque conditions de vie correctes après transfert seront garanties,

TERTIO : conformément ordre 21 juin 1945, donné en faveur prisonniers allemands États-Unis, augmenter rations dans camps américains Europe pour prévenir sous-alimentation prolongée et aggravation état santé général. Comité International Croix-Rouge reconnaissant au gouvernement États-Unis d'accorder aimable considération à cet appel. Intercroix Rouge M. 976. »

Deux jours plus tard, l'action entreprise par le siège du C.I.C.R. fut renforcée par une importante intervention d'Henry W. Dunning, responsable de la section des prisonniers de guerre de la Croix-Rouge américaine, qui reprenait la description de Pradervand. En effet, le 5 septembre 1945, Dunning avait écrit au siège de la Croix-Rouge américaine à Washington. Il affirmait :

« La situation des prisonniers de guerre allemands en Europe est devenue désespérée et est en passe de faire l'objet d'un scandale déclaré. Au cours des semaines passées, plusieurs Français, anciens prisonniers des Allemands, m'ont adressé des protestations relatives au traitement que le gouvernement français fait subir aux prisonniers de guerre allemands. Le général Thrasher, commandant du secteur intermédiaire de l'Oise, a demandé à l'un de nos volontaires sur le terrain de venir à Paris pour me rencontrer à ce sujet. Madame Dunning, qui rentre de Bourges, rapporte que des dizaines de prisonniers allemands meurent chaque semaine. J'ai vu Pradervand qui m'a affirmé que la situation des prisonniers allemands en France est, dans de nombreux cas, pire que celle des camps de [127] concentration allemands. Il m'a montré des photographies de squelettes vivants et des lettres émanant de commandants de camps français, qui ont demandé à être déchargés de cette responsabilité parce qu'ils ne peuvent obtenir aucune aide de la part du gouvernement français et ne supportent pas de voir les prisonniers mourir d'inanition. Pradervand a frappé à toutes les portes au sein du gouvernement français, sans le moindre résultat³⁵¹. »

Peu après, l'armée américaine adressa à Jefferson Caffery, ambassadeur des États-Unis en France, une copie du câble du C.I.C.R., pour lui

³⁵¹ Lettre de Dunning au département d'État, 5 septembre 1945. Il nous manque la citation exacte. Archives du département d'État, Washington.

demander d'intervenir auprès du gouvernement français. Dès réception du message, Cafféry répondit à Washington qu'il demandait aussitôt une « *enquête approfondie* » à son attaché militaire, et qu'il en ferait connaître les conclusions le plus rapidement possible. Dans le rapport de synthèse que le lieutenant-colonel Andrew P. Fuller remit à l'ambassadeur, l'officier précisait que le général Larkin, avec lequel il s'était entretenu, avait bien confirmé le transfert des prisonniers. Ce dernier affirmait que les « *rations généreuses* » qui leur avaient été consenties auparavant avaient été si sévèrement critiquées par les autorités et la presse françaises qu'elles avaient été réduites à 2.000 calories par jour. Toutefois, des rations correctes avaient été livrées en même temps que les P.G., mais elles avaient rapidement « *disparu* » dès la cession effectuée.

Le compte rendu de l'ambassadeur Jefferson Cafféry établissait ensuite que les prisonniers avaient été acceptés après examen par les autorités médicales françaises, ce qui laissait supposer qu'ils étaient en bon état au moment du transfert. Pour l'ambassadeur, « *ce rapport de la Croix- Rouge (avait) été provoqué par le témoignage d'un des volontaires sur le terrain, qui avait découvert des prisonniers en mauvais état et avait accepté sans se poser de question ce qu'on lui avait dit* ». Dans un autre rapport adressé au général Walter Bedell Smith, chef d'état-major d'Eisenhower, le même lieutenant-colonel Fuller soutenait que l'état de santé des prisonniers au moment du transfert était satisfaisant, qu'ils étaient vêtus de capotes, et équipés de couvertures et de médicaments, que les Français s'étaient engagés à les traiter conformément à la convention de Genève, et que les officiers de l'armée américaine interrogés « *avaient le sentiment que l'armée des États-Unis n'(avait) rien à se reprocher à l'égard des prisonniers transférés* »³⁵².

Cependant, des rumeurs relatives aux conditions de détention atroces qui régnaient dans les camps de prisonniers « en mains » alliées, se répandaient dans Paris. L'un des quotidiens les plus influents de France, *Le Figaro*, chargea un jeune journaliste nommé Serge Bromberger de se mettre en quête de la vérité.

³⁵² Lettre de Caffery au département d'État, 25 septembre 1945. 740 62114/9-2545 C.S./L/E. Archives du département d'État, Washington.

[129]

Chapitre 8

CAMOUFLER LE CADAVRE

*"Tu ne vas pas dire que c'est moi cette fois !
Comment oses-tu secouer ta crinière sanglante ! »
Macbeth, acte III scène 4*

Lorsque, par un éditorial du 19 septembre 1945³⁵³, *Le Figaro* souleva le problème du traitement réservé aux P.G., le public commença par réagir comme Macbeth devant le spectre de Banquo. D'abord incrédule, le journal s'était finalement laissé convaincre par les témoignages concordants de personnes dignes de foi, tel le père Le Meur, qui avait vu des hommes mourir de faim dans les camps.

Bien que censuré et de seconde main - dans la mesure où le gouvernement français interdisait aux journalistes de pénétrer dans les camps-, le récit de Serge Bromberger, publié au mois de septembre, était bouleversant : *« On a parlé du prisonnier gros et gras menant une vie à peu près libre... Ce que l'on sait des quelque cent camps où se répartit l'immense majorité de prisonniers est très différent. Les renseignements les plus sérieux [130] y donnaient, depuis quelque temps, l'état physique général comme plus que déplorable. On parlait de mortalité effrayante, non par maladie, mais par inanition : de moyennes de poids de 35 à 45 kilos, bref de conditions générales impropres à tout effort utile. Nous avons d'abord douté de la véracité d'un tel état de choses. Mais les appels nous sont venus de sources multiples et nous ne pouvons notamment récuser les témoignages que nous apportait l'abbé Le Meur, aumônier général adjoint des prisonniers de l'Axe. »*

Le Figaro avait interviewé le général Buisson, chargé des camps français de prisonniers, qui avait reconnu que *« la nourriture dont on disposait jusqu'à ces derniers temps représentait, en valeur nutritive, de 900 à 1.000 calories. C'est, au dire des médecins, juste assez pour qu'un homme couché, ne bougeant pas, ne meure pas trop, trop vite »*³⁵⁴. Bien qu'il eût refusé au *Figaro* l'autorisation de visiter les enceintes, le général Buisson avait néanmoins présenté des photographies de détenus pour que Serge Bromberger pût les examiner, sans toutefois les publier. Selon le journaliste, *« les deux documents représent(aient)*

³⁵³ Voir, annexe 5, le texte intégral de l'éditorial. [N. du T.]

³⁵⁴ *Le Figaro*, 22 et 29 septembre 1945.

des hommes que l'on (avait) fait mettre torse nu. Des squelettes. » Le général s'était hâté d'ajouter : *« Il y a une amélioration au régime depuis quinze jours. Heureusement, car les hôpitaux étaient pleins et, avec le froid, c'était la catastrophe. J'espère qu'il n'est pas trop tard »*, avait-il poursuivi de manière sibylline, *« et que l'on pourra remonter le courant, sans d'immenses ravages »*. Prudemment, le général Buisson ne se référait aux Américains qu'en tant que source du transfert des prisonniers, et se contentait ainsi de laisser sous-entendre quelle était l'origine de la situation.

Sans mettre en cause, lui non plus, les Américains, Serge Bromberger présentait une enquête bouleversante. La relation de l'entretien du journaliste avec l'officier général montre non seulement la force de persuasion de Buisson, qui avait *« fourni toutes les précisions désirables »*, mais donne une idée de la mentalité de l'époque. Le général Buisson, non sans une certaine rouerie, reconnaissait la réalité du problème, tout en soulignant combien il le déplorait. Il exprimait l'espoir de le voir bientôt réglé. Chacun savait, bien entendu, qu'il régnait partout une terrible pénurie alimentaire.

De son côté, le délégué de la Croix-Rouge, Jean-Pierre Pradervand, ne restait pas inactif. Après avoir infructueuse[131]ment tenté de joindre le général de Gaulle, il finit par lui envoyer, le 26 septembre 1945, une lettre percutante³⁵⁵. C'est cette démarche qui allait, en grande partie, alimenter la controverse ultérieure³⁵⁶. Ce message était le suivant :

« Mon Général,

En date du 3 septembre je vous ai prié de me faire l'honneur de m'accorder une audience en vue de vous entretenir de la situation des prisonniers de guerre allemands en mains françaises.

Ces prisonniers sont au nombre de 600.000.

200.000 sont dès maintenant inaptes au travail, soit :

a) 50.000 parce qu'ils sont rapatriables au sens des Conventions (amputés, aveugles, fous, tuberculeux avancés, etc).

b) 150.000 parce qu'ils souffrent de sous-alimentation grave.

La situation des 200.000 prisonniers de guerre ci-dessus mentionnés est si précaire tant au point de vue alimentaire que sanitaire et vestimentaire, qu'on peut dire, sans être pessimiste, qu'ils ne supporteront pas les rigueurs de l'hiver.

Pour illustrer la situation générale je me permets de vous signaler le cas du camp de Thorée près de la Flèche sur lequel vous trouverez ci-joint un reportage photographique.

Ce camp de Thorée contient 20.000 prisonniers de guerre environ.

13.000 sont, quoique sous-alimentés, aptes au travail.

³⁵⁵ Voir fac-similé en annexe. [N. du T.]

³⁵⁶ Lettre de Pradervand au général de Gaulle, 26 septembre 1945. Section 7 P.40, Vincennes.

7.000 sont gravement malades, soit :

a) 2000 sont dans un tel état que quels que soient les soins qui leur seront apportés ils mourront probablement d'ici l'hiver. (Les médecins allemands eux-mêmes ont renoncé à les soigner.)

b) 2000 sont des cachectiques qui peuvent être récupérés par une alimentation appropriée, en particulier injections intraveineuses de plasma sanguin.

c) 3.000 sont en état d'insuffisance grave mais peuvent être récupérés par suralimentation ordinaire. (Le jour de la visite d'un de mes délégués, il y a eu 20 décès au camp de [132] Thorée pour lesquels le Commandant du camp ne trouvait même plus de cercueils.)

Ce camp de Thorée donne dans ses proportions une image un peu exagérée de l'ensemble.

Pour remédier à cette situation il est nécessaire qu'une action énergique soit entreprise d'urgence.

Je me permets - puisque je suis plongé dans ce problème depuis plus de 3 mois - de vous suggérer les mesures suivantes.

1) Surseoir à tout nouveau transfert de prisonniers jusqu'au moment où l'Administration sera capable d'absorber régulièrement de nouveaux contingents de prisonniers,

2) Rapatrier d'urgence tous les prisonniers de guerre non récupérables qui habitent dans les zones françaises, américaines et britanniques, après entente avec les différentes Autorités militaires,

3) Suralimentation régulière des prisonniers de guerre récupérables et mise au travail graduelle de ces prisonniers en vue de faire face aux demandes de main-d'œuvre,

4) Répartition sur un nombre restreint de prisonniers de guerre des moyens alimentaires et vestimentaires dont dispose actuellement l'Intendance (les prisonniers de guerre couchent en général à même le sol et ont en moyenne 1 couverture pour 4).

Ainsi la charge que représentent pour l'Administration française les soins et l'alimentation de 200.000 bouches inutiles disparaîtrait et la catastrophe qui menace d'éclater serait évitée.

Le Comité International de la Croix-Rouge se met à l'entière disposition de l'Administration Française pour l'aider dans la mesure de ses modestes moyens dans sa lourde tâche.

Le Comité International de la Croix-Rouge dispose des reliquats de fonds appartenant à la Croix-Rouge allemande, de dons qui ont été faits au Comité par les prisonniers de guerre allemands en mains américaines aux États-Unis, et de dons faits par les prisonniers de guerre en mains françaises. Avec ces différentes sommes le Comité est disposé à acheter des aliments, des médicaments et des vêtements pour les prisonniers de guerre allemands en mains françaises.

[133]

Puis-je me permettre, pour faciliter notre tâche, de vous proposer ce qui suit.

1) Le Comité International de la Croix-Rouge a mis à la disposition de la Délégation de Paris, 3 camions et un stock important de médicaments. Pour entreprendre des actions de secours, nous avons besoin d'essence. J'ai demandé et obtenu du Ministre de la Guerre, lors de l'audience qu'il a bien voulu m'accorder le 7 septembre, une attribution mensuelle de 8.000 litres d'essence. Nous n'avons pu cependant entreprendre depuis cette date aucune action de secours, car malgré mes demandes réitérées nous n'avons pas encore reçu la première de ces attributions mensuelles.

2) Le Comité est disposé à acheter les stocks de colis entreposés à Genève et qui sont la propriété du Ministère des Prisonniers, déportés et Réfugiés. Peut-être le Gouvernement français pourrait-il nous donner les stocks qu'il détient à Genève et alors nous pourrions, avec l'argent que nous pensions consacrer à cet achat, essayer de nous procurer des vêtements.

Un de mes délégués va partir aux États-Unis en vue d'acheter sur place des stocks de vêtements usagés.

Au point de vue Droit International, la Puissance détentrice ne peut pas se libérer des obligations découlant de la Convention de Genève, ainsi que le Comité l'a fait connaître aux différents Gouvernements intéressés par son mémorandum du 21 août 1945.

Ensuite de ce mémorandum j'ai été invité à rencontrer le Commandant en Chef des troupes d'occupation américaines. Le lieutenant GUY a été avisé téléphoniquement que j'aurais désiré vous entretenir de ce problème avant d'en parler avec le Commandant en Chef américain.

Je quitte Paris pour Francfort demain soir 27 septembre, et jusqu'au moment de mon départ je suis à votre disposition pour le cas où vous désireriez me voir.

Veuillez agréer Mon Général, l'assurance de ma très haute considération et de mon entier dévouement. »

J.P. PRADERVAND Chef des délégations du CICR.

Dans la lettre dactylographiée du délégué de la Croix-Rouge, qui figure toujours dans les archives de Vincennes, une main, qui n'est pas celle du général de Gaulle, a tracé en regard du [134] paragraphe relatif à la demande d'essence, les mots : « *C'est fait*³⁵⁷. » Trois mois plus tard, le C.I.C.R. attendait encore le précieux combustible. A tout moment, le scandale qui atteignait ainsi l'armée française menaçait aussi d'éclabousser les Américains, qui prirent immédiatement des mesures

³⁵⁷ Le fait que ces mots ne sont pas de la main du général de Gaulle est attesté par le professeur M.R.D. Foot, de Londres, qui examina la photocopie de la lettre en possession de l'auteur.

pour ne pas être mis en cause par l'organisation. En l'espace de deux jours, le général Lee fut, comme par hasard, chargé d'organiser une distribution de vivres aux prisonniers « en mains » françaises. Cette mesure avait été prise, précisa-t-il, parce que : « *La Croix-Rouge internationale* affirm(ait) que ces provisions (étaient) nécessaires pour sauver des vies et prévenir des souffrances excessives³⁵⁸. »

Le colonel Lauben³⁵⁹ reçut lui aussi du général Eisenhower l'ordre écrit d'organiser une rencontre avec les Français pour régler rapidement cette question. La lecture du procès-verbal de la réunion qui eut lieu le 26 septembre 1945, 41 rue Cambon, à Paris, laisse véritablement pantois le lecteur le mieux disposé. Ce jour-là, vingt officiers de haut rang³⁶⁰ des deux pays échangèrent des accusations cyniques, et rivalisèrent d'hypocrisie, allant jusqu'à s'implorer mutuellement de mieux traiter les prisonniers³⁶¹. Le représentant des Français n'était autre que le général Buisson, officier récemment rentré de captivité et nommé directeur général des prisonniers de guerre de l'Axe. Le général renouvela la requête de son gouvernement, confirmant une demande de 1.750.000 prisonniers à titre de main-d'œuvre, effectif qui avait été promis par les États-Unis. Il fit par ailleurs remarquer que sur les 450.000 captifs environ déjà transférés, au moins 50.000 ne pouvaient pas être remis en condition physique au point de pouvoir travailler. Cette nouvelle qui peut légitimement laisser penser que 50.000 prisonniers n'avaient aucune chance de se rétablir, en un mot qu'ils étaient condamnés, ne fit pas un instant sourciller les Américains qui acceptèrent de les reprendre et de les remplacer, nombre pour nombre.

Le colonel américain Philip Lauben, qui présidait la réunion, pressa le représentant des Français de garantir que les détenus seraient traités conformément aux accords de Genève.

[135]

Par ailleurs, le général Buisson demanda que les États-Unis veillent à fournir un équipement en vêtements aux prisonniers transférés. Lauben répliqua que « *les États-Unis* (accepteraient) *la responsabilité* » de mettre en place cette première dotation de vêtements³⁶². Sans doute encouragé par la réussite de cette partie de la négociation avec les Américains, Buisson poursuivit par des considérations élevées, adressant « *un appel éloquent* » à l'« *amour de l'humanité* » des Américains. Allant plus

³⁵⁸ Message de Lee à l'U.S.F.E.T., 10 novembre 1945. R.G. 383.6/1, N.A.R.S., Washington.

³⁵⁹ Saint-Paul d'Eyjiaux. [N. du T.]

³⁶⁰ Côté français, l'interprète militaire était le lieutenant Alexandre de Marenches. [N. du T.]

³⁶¹ Procès-verbal de la conférence, mission de l'U.S.F.E.T., Paris, entre l'armée française et l'armée américaine sur le transfert interzones des prisonniers de guerre allemands, 22 septembre 1945. Section 7 P.40, Vincennes. Toutes les références à Lauben et aux autres personnalités sont tirées de ce procès-verbal.

³⁶² Ainsi, en ce 26 septembre, au moment où les Américains reconnaissent au cours d'une réunion on ne peut plus officielle une carence dans les opérations d'habillement, l'ambassadeur des États-Unis en France affirme parallèlement que l'enquête conduite par son attaché militaire établit que les prisonniers déjà transférés étaient tous équipés « *d'une capote ou de couvertures, etc.* » [N. du T.]

loin, il estimait que ceux-ci étaient en mesure d'en faire preuve, notamment en procédant par réquisition, sur les populations civiles, à des prélèvements de fournitures destinées à équiper les prisonniers affectés à la France. Il conclut son intervention en déclarant qu'une main-d'œuvre de cadavres ne pouvait lui être d'aucune utilité.

Au nom des États-Unis, le colonel Albrecht qui, au dire de Lauben, était un homme cynique, répondit qu'il espérait, lui aussi, « *que les prisonniers ne mourraient pas de faim en France dans la mesure où... cela pourrait soulever la question de fournir aux Français d'autres prisonniers* ». Il affirma au général Buisson que les États-Unis feraient tout ce qui était en leur pouvoir pour éviter un tel désastre, car ils appréhendaient vraiment que les détenus ne meurent vraiment, ce qui était contraire aux dispositions de la convention de Genève (*sic*).

Lors de cette réunion, les Français réclamaient aussi le rétablissement du courrier entre les prisonniers et leurs familles, mais le colonel Lauben fit remarquer qu'on ne l'avait pas autorisé à débattre de ce point. On ne l'avait pas non plus autorisé à demander à la Croix-Rouge allemande de collecter auprès des civils des vêtements d'hiver pour les prisonniers. En définitive, cette réunion eut pour effet global d'écarter tous les sujets pouvant prêter à controverse, et de repousser à plus tard l'examen des requêtes formulées par les Français en vue d'obtenir une aide plus importante.

Presque dans le même temps, Pradervand fut inopinément invité à Francfort pour un entretien avec le chef d'état-major d'Eisenhower, Bedell Smith. Il lui avait apporté des photographies prises à Thorée-les-Pins, que Smith porta aussitôt à Eisenhower, dans son bureau³⁶³. Pradervand évoque cet entretien dans une lettre : « *Le 28 septembre, dans votre bureau, nous avons tenté de donner une image exacte de la situation, tout en restant dans les limites des propres déclarations du général Buisson. Nous vous avons montré des photographies prises dans le camp de Thorée que nous vous avons envoyées par la suite et dont le colonel H.E. Kessenger, 1^{er} bureau, a accusé réception en votre nom*³⁶⁴. »

Dans la même lettre, Pradervand remerciait Smith de s'être engagé à prendre trois mesures : la suspension des transferts, jusqu'à ce que les

³⁶³ Au cours de cette rencontre, il « tendit au général Smith des photographies qu'il avait prises dans un certain nombre de camps. Le général Smith porta ces photos au général Eisenhower. » Procès-verbal de la conférence, chef d'état-major, le, bureau, 28 septembre 1945. Copié dans une lettre de Caffery au département d'État. 740.62114/10-545, archives du département d'État. Les archives de la Croix-Rouge ne contiennent pas ces photos. Elles ne se trouvent ni dans les dossiers de l'armée française, à Vincennes, ni dans les archives de l'armée américaine, à Washington, ni encore à la bibliothèque Eisenhower, à Abilene. M. Pradervand confirma cette scène à l'auteur, en juin 1989.

³⁶⁴ Lettre de Pradervand à Smith, 23 octobre 1945, Paris. 383.6/1, N.A.R.S., Washington.

[Les photographies représentaient des prisonniers moribonds, à l'aspect famélique, peu après leur transfert « en mains » françaises. Elles n'ont pas été conservées parmi les nombreuses photographies de prisonniers de la collection Smith, qui se trouve à Abilene. N. du T.]

Français fussent en mesure de respecter la convention de Genève ; la rétrocession des 200.000 malades qui ne survivraient pas à l'hiver s'ils n'étaient pas immédiatement secourus (Pradervand pensait qu'en raison de l'état critique de ces hommes, ils seraient immédiatement rapatriés, comme le stipulait la convention de Genève) ; et la promesse d'entreprendre « *une action d'assistance généralisée* » pour tous les prisonniers que les Américains avaient cédés aux Français.

Il concluait sa missive en exprimant sa profonde gratitude pour la « *compréhension et pour la rapidité avec laquelle (Smith avait) travaillé afin que les obligations contractées par les États-Unis en signant la convention de Genève puissent être remplies* »³⁶⁵.

Le délégué de la Croix-Rouge pensait avoir réussi à persuader les Français et les Américains de traiter les prisonniers avec humanité. Ces espoirs étaient apparemment justifiés car, quelques jours plus tard, lors d'une réunion d'officiers à l'ambassade américaine à Paris, il fut décidé que le colonel Renfroie chargerait le colonel Lauben d'examiner avec le 4^e bureau (logistique) du théâtre la question des rations supplémentaires, destinées à compléter les rations françaises qui ne se montaient qu'à 1.000 calories par jour³⁶⁶.

Tandis que ces discussions se poursuivaient, l'intendant général Littlejohn essayait, de son côté, d'obtenir une décision sur l'emploi du surplus de « *subsistance* » qui « *encombraient l'armée* ». « *Il existe dans ce théâtre un excès important de [137] certains articles de subsistance, dû à la libération rapide de prisonniers de guerre après la victoire, au déploiement accéléré des forces américaines, à la brusque réduction de l'emploi des ressortissants des nations alliées nouvellement libérées, et à la cessation de l'approvisionnement auquel les Français étaient contraints jusque-là. On a distribué 3.000.000 de rations de moins par rapport au nombre réquisitionné... J'ai reçu... plusieurs demandes pour stopper l'afflux de subsistance (des États-Unis).* »

Au mois d'octobre 1945, les rations en excès représentaient 39 jours de vivres, qui s'ajoutaient à la réserve réglementaire de 100 jours de l'armée américaine. Le surplus atteignait de telles proportions aux États-Unis, que Littlejohn écrivit : « *Nous avons été invités à augmenter notre ration de jus de fruits, et prévenus que les États-Unis pouvaient et allaient accéder à nos demandes d'œufs frais, de fruits frais, de pommes de terre et de beurre.* » La suite de la lettre avait trait aux moyens à utiliser pour se débarrasser de ce surplus, que certains officiers vou-

³⁶⁵ Lettre de Pradervand à Smith, 23 octobre 1945. Voir note précédente.

³⁶⁶ Mémorandum adressé au général de brigade A.W. Kenner, médecin-chef de l'armée américaine, Q.G. du T.S.F.E.T., 4 octobre 1945. 383.6/1, N.A.R.S., Washington. 10. Message de Littlejohn à Eisenhower, 10 octobre 1945. R.G. 92. Service de la correspondance générale, dossier 1936-45, section 587, N.A.R.S., Washington.

laient expédier aux États-Unis. Pendant ce temps, les prisonniers continuaient à mourir de faim.

A son tour, le journal *Le Monde* publia un article de Jacques Fauvet, qui entraîna brutalement dans le vif du sujet :

« Comme on parle aujourd'hui de Dachau, dans dix ans on parlera dans le monde entier de camps comme... Notre correspondant cite celui de Saint-Paul d'Égliaux (sic)³⁶⁷. Mais il apparaît que ce jugement est valable pour beaucoup des camps ou des dépôts français de prisonniers de l'Axe.

Cet autre, nous écrit-on, compte actuellement un effectif de 17.000 hommes et nous a été remis par les Américains au mois de juillet. Depuis, deux cimetières de deux cents tombes chacun ont été remplis. En ce moment, la mortalité s'élève à dix hommes par jour³⁶⁸. »

A la fin de son article, Fauvet évoquait sans ambages le problème de la vengeance :

[138]

« On a souvent dit que le meilleur service que nous pouvions rendre à nos adversaires était de leur ressembler, assurés qu'ils peuvent être ainsi de nous retrouver au tribunal de l'Histoire. Mais c'est à une idée plus haute de sa propre dignité que la France se doit d'être fidèle. Il serait regrettable que la presse étrangère fût dans l'obligation de nous le rappeler. Sans doute n'est-il point question pour un pays exsangue d'offrir aux prisonniers qu'il emploie un régime de bien-être et d'abondance dont beaucoup de ses citoyens sont privés. Mais il est un minimum à assurer à un être humain, fût-il allemand et prisonnier... Nos correspondants estiment n'avoir pas lutté et souffert pour que se perpétue l'offense faite à l'homme par des actes ou des faits qu'ils ont réprouvés en d'autres temps, en d'autres lieux. La loi du talion qui a pour nom moderne celui de représailles est étrangère à notre tradition³⁶⁹. »

Cet article, le premier et le seul à parler en ces termes du problème des prisonniers allemands, ne fait que confirmer une situation d'ensemble déjà décrite par des témoins oculaires (le capitaine Julien, des délégués de la Croix-Rouge...). Il nous faut objectivement constater que le jugement de l'Histoire se fait encore attendre aujourd'hui.

Il était toutefois un homme à qui la gravité de la situation n'échappait pas : Jefferson Caffery, l'ambassadeur des États-Unis en France, qui savait qu'elle engageait le prestige de l'armée, celui d'Eisenhower et enfin celui des États-Unis. C'est pourquoi il estima utile de mettre en garde le

³⁶⁷ Saint-Paul d'Eygliaux. [N. du T.]

³⁶⁸ Bien que nous ayons déjà indiqué que l'extrapolation à partir de données aussi réduites était scientifiquement contestable, il n'en reste pas moins que, dans ces conditions, le taux de mortalité peut se situer autour de 21 %. [N. du T.]

³⁶⁹ *Le Monde*, 30 septembre-1^{er} octobre 1945.

département d'État, à Washington, pour lui recommander la plus extrême circonspection³⁷⁰. Les actions conjuguées de l'ambassadeur américain, de Charles de Gaulle en personne, du général Buisson, appuyés par une presse française complaisante, contribuèrent à ce que l'état-major de l'U.S.F.E.T. prît les mesures nécessaires au règlement de la question. Ainsi Eisenhower annonça-t-il, fin septembre, qu'il était intervenu personnellement pour suspendre sur-le-champ les transferts de détenus à la France. En agissant de la sorte, le commandant suprême faisait d'une pierre deux coups : d'une part, il devenait le champion de la cause des prisonniers ; de l'autre, il transférait la responsabilité du désastre sur la tête des Français.

Cette prise de position risquait inévitablement, compte tenu [139] de la susceptibilité notoire du général de Gaulle, de conduire à un incident diplomatique entre Américains et Français. Le ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault, ne s'y trompait pas, lorsqu'il déclara : « *J'espère de tout mon cœur que (le gouvernement des États-Unis) ne prendra aucune mesure blessante pour notre amour-propre. Ne nous mettez pas en situation difficile car nous avons l'intention de prendre part à la résolution de ces difficultés*³⁷¹. » En définitive, il n'avait pas d'autre choix que d'éviter la mise en cause des Américains par la presse. En effet, si le général de Gaulle dévoilait maintenant la vérité sur les camps américains, il risquait non seulement, par là même, de révéler le comportement de sa propre armée, mais encore de s'exposer à des représailles américaines qui auraient pris la forme de coupure de livraisons d'armes, de vivres et de prisonniers. Ce type de conflit s'était d'ailleurs déjà déclaré quelques mois auparavant, lorsque les troupes françaises avaient pénétré d'autorité dans le Val d'Aoste. Harry Truman avait exigé le retrait immédiat des troupes françaises, sous peine d'interrompre les livraisons d'armes en provenance des États-Unis. Pressé, à cette époque, par la situation qui régnait en Indochine et en Syrie, Charles de Gaulle avait dû céder³⁷².

Cette fois-ci, le chef du gouvernement français s'inclina de nouveau. C'est pourquoi, lors d'une conférence de presse donnée le 12 octobre 1945, il adopta à propos du problème des prisonniers une attitude modérée. Les Américains, soulagés, firent l'éloge de sa tolérance³⁷³ et les livraisons d'armes et de vivres se poursuivirent.

L'attitude américaine se comprend d'autant mieux aujourd'hui quand on lit le câble adressé à l'époque par l'ambassadeur des États-Unis à son

³⁷⁰ Lettre de Caffery au département d'État, vers le 7 octobre 1945, N.A.R.S., Washington.

³⁷¹ Lettre de Caffery au département d'État, 5 octobre 1945. 740.62114/1055, archives du département d'État.

³⁷² Information provenant de différentes sources, principalement des *Mémoires de guerre complets, 1940-1946*, du général de Gaulle Plon, Paris, 1954.

³⁷³ Lettre de Caffery au département d'État, 13 octobre 1945. 70.6211/101345. Archives du département d'État, N.A.R.S., Washington.

gouvernement, pour évoquer la teneur de la conférence de presse. Le soulagement de l'ambassadeur transparaît à travers le texte de son message : *« A l'occasion d'une conférence de presse, lorsqu'on interrogea de Gaulle (au sujet des prisonniers), il fournit une réponse plutôt réservée. Il déclara : 'C'est une question fort importante. Elle a paru souvent assez mal posée, et ceci est un peu de la faute du gouvernement français... Malheureusement, je dois le dire, il est arrivé que, par suite des circonstances difficiles auxquelles les armées devaient faire face, un certain nombre des prisonniers ainsi transférés à l'autorité française se trouvaient, au moment où ils l'ont été, dans un état physique très déficient... Nous avons tout lieu d'espérer que la [140] bonne volonté des uns et des autres conduira à un accord humain et pratique sur ce sujet. »*

Au-delà de la relation objective des propos tenus en public, Caffery poursuivait : *« On m'a dit de source sûre qu'il y a une part de vérité dans les allégations des Français, et que dans leur zone d'occupation, beaucoup des P. G. que nous avons transférés étaient dans un état de santé médiocre. Je pense qu'à la fois les autorités américaines et françaises, qui cherchent une solution font preuve de compréhension et de bonne volonté, mais il est clair qu'une campagne de récriminations mutuelles ne risque pas de faciliter les choses. Il existe toujours un risque de voir la presse française se déchaîner sur ce problème. J'ai le sentiment que nos autorités militaires devraient garder cela présent à l'esprit, et ne pas essayer de désigner les Français du doigt. Il vaudrait mieux mettre en valeur le fait que dans une atmosphère de compréhension mutuelle et de bonne volonté, on cherche activement une solution à un problème complexe et ardu³⁷⁴. »*

Tout cela ne fait que confirmer l'existence d'un consensus franco-américain destiné à camoufler le cadavre. Il était bien évident que seul un tollé de protestations pouvait venir en aide aux prisonniers. A notre sens, même si Caffery, plus avant dans son message, évoquait *« l'esprit et la lettre de la convention de Genève »*, il était motivé par le maintien du prestige des États-Unis en tant que tel, plutôt que par le sort des P.G.

Quoi qu'il en soit, cet accord plus apparent que réel ne paraît pas avoir eu les prolongements attendus, dans la mesure où, de son côté, l'U.S.F.E.T. continua à soutenir une argumentation tendant à faire porter la responsabilité de la situation aux Français. Peu après, on pouvait lire dans une enquête publiée sous le timbre d'Eisenhower :

« En référence aux allégations de la Croix-Rouge internationale selon lesquelles un grand nombre de prisonniers auraient été transférés dans les camps français dans un état de faiblesse extrême, dû à une sous-alimentation prolongée, nous avons mené une enquête approfondie et

³⁷⁴ Lettre de Caffery au département d'État, 13 octobre 1945.

avons rassemblé de nombreux témoignages de membres américains et allemands du personnel des camps. Nous sommes arrivés à une conclusion inéluctable. L'extrême faiblesse actuelle des transférés, parmi lesquels on compte approximativement 2000 cas désespérés, est le résultat de [141] carences nutritionnelles et d'autres carences d'entretien subies sous la responsabilité des Français, après le transfert. Tous les prisonniers transférés pour travailler au redressement de la France étaient entièrement équipés de vêtements personnels, d'une ou de deux couvertures et d'une capote, de rations pour deux semaines, de fournitures médicales pour deux semaines, et leur état de santé était compatible avec une activité physique, sauf peut-être pour un nombre négligeable d'entre eux qui ont pu passer inaperçus aux yeux des officiers américains et français chargés de la livraison et de la réception³⁷⁵. »

Si l'on s'en tient au témoignage d'officiers et de responsables de haut niveau qui ont joué un rôle, quelquefois important, dans le suivi et le règlement des problèmes relatifs aux P.G., il apparaît que les accusations d'Eisenhower relevaient clairement de la volonté de dégager à tout prix la responsabilité de l'armée des États-Unis, fût-ce au prix d'un transfert de cette responsabilité sur un pays ami.

L'un des témoins de cette époque parle de camouflage³⁷⁶.

Un autre indique que les camps américains et français de la région des Vosges étaient si atroces que « *les Vosges n'étaient plus qu'un immense camp de la mort* »³⁷⁷. Jusqu'au chef d'état-major d'Eisenhower, jusqu'à Jefferson Caffery³⁷⁸ qui admirent en secret quelques jours plus tard que quelques-unes des allégations de la Croix-Rouge étaient exactes. Mais l'armée en restait au stade des dénégations pures et simples, et n'incita pas les journalistes, déjà au courant de la situation, à pousser plus avant leurs investigations.

Tous ces échanges, réunions, correspondances, prises de position au niveau politique ne firent pas fondamentalement évoluer la situation. Les transferts de P.G. continuèrent de plus belle, y compris à un moment où les Français eux-mêmes en demandaient la suspension, en raison des conditions climatiques³⁷⁹.

Ainsi, le 19 octobre, 15.000 prisonniers de Würzburg furent-ils envoyés par les Américains dans un camp français³⁸⁰. Un message de P.U.S.F.E.T. adressé à Marshall et signé « Eisenho[142]wer » proposait la reprise des transferts à compter du 1^{er} novembre. Dès le lendemain,

³⁷⁵ Message d'Eisenhower à l'A.G.W.A.R., octobre 1945 (date du jour illisible). Trouvé dans les Bundesarchiv, Coblenze.

³⁷⁶ Entretien avec l'auteur, 1987. [Le colonel Fisher. N. du T.]

³⁷⁷ Lettre du colonel Lauben à l'auteur, novembre 1987. [Le colonel Lauben. N. du T.]

³⁷⁸ Lettre de Caffery au département d'État, 13 octobre 1945.

³⁷⁹ Série Y *Internationale* 1944-1949, vol. 604, p. P-000062, Quai d'Orsay.

³⁸⁰ Série Y *Internationale* 1944-1949, vol. 604, p. P.000020, Quai d'Orsay.

Marshall donnait son approbation³⁸¹. On ordonna ensuite pour le 29 novembre le transfert d'au moins 20000 prisonniers allemands destinés à travailler dans les mines de charbon en France³⁸². A la fin de l'année, 100000 hommes furent encore livrés aux Français³⁸³, en dépit de la famine et des conditions immondes qui régnaient dans les camps.

L'effectif des détenus dont la rétrocession avait été fermement préconisée par Pradervand s'élevait à 2.00.000 hommes. Au cours de la réunion de la rue Cambon entre Américains et Français, la base de discussion avait été ramenée à 100.000. Les rétrocessions se montèrent finalement à 52.000³⁸⁴.

Avec candeur, Pradervand s'était imaginé que le retour des prisonniers dans les camps américains aiderait à les sauver. Il est hélas plus que vraisemblable que ces hommes retrouvèrent des conditions de détention aussi pénibles que celles qu'ils avaient subies au mois de septembre 1945, et furent ainsi soumis à un taux de décès hebdomadaire de 2,6 %, constaté dans les camps français les plus déplorables³⁸⁵. Jusqu'au milieu de l'année 1946, alors que les cessions se poursuivaient inexorablement, des hommes continuèrent à y mourir d'inanition et de maladie. Au mois d'octobre 1946, le nouveau délégué du C.I.C.R. estima d'ailleurs utile d'alerter à nouveau le département américain de la Guerre sur la gravité de la situation qui régnait dans les camps, et se plaignait de l'« *absence d'amélioration de ces conditions au cours des six derniers mois* ». Ce rapport constituait « *un grave avertissement* » à Washington car, « *en raison d'une alimentation réduite et d'une insuffisance de vêtements... un grand nombre de ces prisonniers ne survivront vraisemblablement pas aux rigueurs de l'hiver* »³⁸⁶.

L'aide généralisée promise par Smith, le chef d'état-major d'Eisenhower, se borna en tout et pour tout à du savon, de la poudre anti-poux et quelques vivres. Smith clamait haut et fort qu'il allait fournir 142 grammes de nourriture quotidiens, à 606.000 personnes, pendant 13 jours³⁸⁷. Mais le général Lee, qui était alors responsable de la distribution des rations, déclara le 10 novembre 1945 que 100.000 prisonniers seulement recevraient ce supplément. D'ailleurs, sa méfiance à l'égard des ordres officiels était telle, qu'il refusait de poursuivre cette distri-

³⁸¹ Message de Marshall à Eisenhower, 2 novembre 1945. Bibliothèque Marshall, Lexington.

³⁸² Message de Lee à l'U.S.F.E.T., 383.6/1, N.A.R.S., Washington.

³⁸³ Général Buisson, *Historique du service des prisonniers de guerre de l'Axe, 1943-1948*, Paris, ministère de la Défense nationale, 1948.

³⁸⁴ Message de K. Royall, faisant fonction de secrétaire d'État, au Président Truman, 31 décembre 1945. Dossier central de la Maison Blanche, Indépendance, Missouri.

³⁸⁵ Voir appendice 1.

³⁸⁶ Délégué de la Croix-Rouge en France cité dans un mémorandum adressé au général McNarney, 12 novembre 1946, R.G. 332 D.F. 383.6, N.A.R.S., Washington. Voir aussi rapport confidentiel, services du chef d'état-major, dossier 383.6/1, vol. 1, à partir du 1^{er} janvier 1946. R.G. 332 section 120.

³⁸⁷ La nourriture mentionnée représentait 1212 tonnes. Lettre de Smith à Pradervand, 19 octobre 1945. R.G. 383.6/1, N.A.R.S., Washington.

bution, qui venait à peine de commencer, sans « *ordre écrit* »³⁸⁸. En tout état de cause, l'opération dut être minime [143] puisque le colonel Lauben, interrogé par nos soins quarante-deux ans plus tard, affirme qu'il n'entendit parler de rien : « *J'étais plutôt atterré par l'état des prisonniers, mais je ne me souviens absolument pas qu'il ait été question de livrer des vivres en supplément* »³⁸⁹. » Quoi qu'il en soit, ce simple épisode d'une amélioration de nourriture, n'eut qu'un caractère provisoire ; les détenus continuèrent à périr³⁹⁰.

A ce stade, il n'est pas inutile de rappeler, une fois encore, que les entrepôts de l'armée en Europe contenaient toujours les 13.500.000 colis de nourriture à haute teneur en protéines offerts par la Croix-Rouge au mois de mai 1945. Le 17 novembre 1945, l'armée se demandait encore comment en disposer³⁹¹. Chaque colis contenait en moyenne 12.000 calories, quantité qui eût suffi à fournir pendant près de 8 mois, aux 700.000 Allemands, morts entre-temps dans les camps, un supplément quotidien de 1000 calories qui eût vraisemblablement permis à la plupart d'entre eux de survivre jusqu'au printemps 1946.

Le *New York Times* qui, au mois de mars 1945, avait violemment protesté contre la censure de tout ce qui concernait les camps, ne mit pas à profit sa précieuse liberté pour mener maintenant sa propre enquête. En effet, le journal présenta une synthèse de la situation, qui tenait en quatre articles, publiés à partir du 11 octobre 1945³⁹². Drew Middleton, grand reporter, débutait l'un des articles en faisant référence aux reportages du *Figaro*. Toutefois, pas un seul membre de l'équipe du *New York Times* n'estima utile d'aller interroger Pradervand, que ses fonctions et ses interventions désignaient tout naturellement comme interlocuteur privilégié. Les 13, 14 et 20 octobre 1945, le journal américain reprit des informations en provenance de Francfort et de Paris qui accréditaient la thèse que Caffery et Bedell Smith avaient commencé à développer. Dans les articles expédiés depuis Francfort, l'envoyé spécial se contentait en réalité de présenter, avec une objectivité de façade, la thèse officielle de l'U.S.F.E.T. à l'égard du problème, même si les investigations avaient prétendument pris la forme de « *centaines d'interviews d'officiers, de sous-officiers et d'engagés américains de tout le*

³⁸⁸ Message de Lee à l'U.S.F.E.T., 10 novembre 1945. 383.6/1, N.A.R.S., Washington.

³⁸⁹ Entretien de l'auteur avec le colonel Lauben, 1987.

³⁹⁰ Message de Lewis à Eisenhower, 13 octobre 1945. 383.6/1 des documents du S.H.A.E.F., N.A.R.S., Washington.

Le C.I.C.R. déclara ensuite que «le commandement américain» avait accordé plus de 3000 tonnes de nourriture, sans spécifier la date de sa délivrance. Cette nourriture supplémentaire était sans doute constituée de stocks de la Croix-Rouge saisis par le S.H.A.E.F., puis distribués aux prisonniers. André Durand, *De Sarajevo à Hiroshima*, p. 645.

³⁹¹ Section d'état-major, dossiers 1945, sections 430-442. 17 novembre 1945, N.A.R.S., Washington. Antérieurement, un officier du S.H.A.E.F. avait fait état de 13.000.000 de colis. Les 500.000 colis supplémentaires furent probablement retournés aux entrepôts du C.I.C.R., lorsque les membres du personnel militaire allié à qui ils étaient destinés rentrèrent chez eux.

³⁹² Le *New York Times*, 11, 13, 14 et 20 octobre 1945. Bibliothèque publique de New York.

théâtre, qui (étaient) restés dans les camps de quatre à six semaines après que les Français (eurent) pris le relais». Informations qu'ils prétendaient confirmées par des entretiens avec des officiers et soldats allemands détenus³⁹³.

Middleton évoquait au passage deux points importants du [144] conflit avec les Français ; d'une part, le fait que ces derniers avaient détourné des vivres initialement destinés aux P.G. et, d'autre part, que les Américains avaient dû, par souci humanitaire, reprendre la charge de 90.000 prisonniers maltraités et sous-alimentés, afin de rétablir leur santé. Ces accusations du journaliste contre les Français s'appuyaient aussi sur « *une source* » anonyme qui évoquait l'existence de photographies prises dans des camps français et représentant des rangées de prisonniers émaciés, dont il n'était pas excessif de dire qu'elles ressemblaient de très près à celles qu'on avait pu prendre à Dachau. Toujours selon la source, ces clichés avaient ému des officiers américains, puisque l'un d'entre eux déclarait au journaliste : « *On peut affirmer sans exagérer que de nombreux officiers supérieurs ont le sentiment que l'honneur de l'armée a été souillé par la manière dont les Français ont traité les prisonniers qu'ils ont capturés.* »

Interrogé par nos soins en 1988 pour les besoins de notre enquête, Drew Middleton déclara tout d'abord qu'il avait visité deux camps au cours de l'été de 1945, l'un près de Gotha, l'autre à Bad Kreuznach. Il commença par affirmer que les prisonniers étaient bien nourris. Lorsque l'auteur lui révéla son intention de démontrer que plus de 500.000 prisonniers étaient morts dans les camps américains, et lui proposa de lui soumettre son manuscrit qui allait sans doute mettre au jour la complaisance dont il avait fait preuve, son interlocuteur répondit : « *Ne vous inquiétez pas pour moi.* » Poursuivant la conversation, Middleton admit qu'il n'était pas surpris que son interlocuteur eût été « *capable de déterrer quelques faits déplorable relatifs à cette époque* ». Il avoua ensuite qu'il n'avait pas réellement visité les camps, mais n'avait fait que s'en « *approcher en voiture* »³⁹⁴.

Ainsi, en 1945, grâce au *New York Times* et à sa notoriété, l'opinion publique américaine se trouvait-elle rassurée quant au souci permanent qu'avaient les États-Unis de respecter l'esprit et la lettre de la convention de Genève, et même d'aller largement au-delà. On apprenait non seulement que les États-Unis respectaient la convention de Genève, mais que l'armée avait même offert des « *stocks abondants de rations militaire* » au Comité International de la Croix-Rouge pour les détenus, « *car le général Eisenhower et les officiers supérieurs de son état-major*

³⁹³ Les articles de Middleton rédigés à Francfort, parurent dans le *New York Times* en octobre 1945, aux dates citées dans la note précédente.

³⁹⁴ Entretien avec Middleton, New York, juin 1988.

ont la conviction profonde qu'ils ont le devoir de veiller au bien-être des prisonniers qu'ils ont capturés ».

Nous venons donc de démontrer que c'est à la suite des premiers transferts massifs de prisonniers sous l'autorité française, que les premiers indices sérieux du mauvais traitement des prisonniers allemands par les Américains furent révélés.

Des voix s'élevèrent, et non des moindres (le C.I.C.R., la presse française) mais il n'y eut pas de relais. La situation ne déboucha, en définitive, que sur des échanges de bon aloi entre diplomates et militaires de haut rang, qui prirent quelques mesures dérisoires, formulèrent quelques mensonges éhontés, donnèrent des justifications maladroitement, pratiquèrent l'esquive, les coups bas et les accusations déloyales entre Alliés, avec pour seul but de décharger leur responsabilité. S'il y avait eu un peu de fumée, le feu était désormais bien éteint. En définitive, on avait réussi à enfouir plus profondément le problème, tout en entretenant la bonne conscience de chacun.

A moins que les journalistes de cette époque ne fussent tentés de dire, comme les Allemands contemporains d'Hitler, « *nous n'étions pas au courant* », on ne peut, hélas, trouver que deux explications plausibles à l'étouffement de la vérité auquel ils se sont prêtés : soit ces événements les laissaient indifférents, soit ils les approuvaient.

[147]

Chapitre 9

DANS LA SERRE

*"Le service pénitentiaire français
est une maison de verre où il n'y a rien à cacher. "*
Général Buisson

Lors de ses inspections des camps français, en 1945 et 1946, le Comité International de la Croix-Rouge faisait inlassablement état des conditions « *insatisfaisantes* », « *inquiétantes* », voire « *alarmantes* », qui régnaient dans les camps. Deux camps en particulier, ceux de La Chauvignerie et de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire) étaient bien connus de la Croix-Rouge. Là, en septembre 1945, se trouvaient internés des milliers de femmes, d'enfants et de vieillards initialement emprisonnés par les Américains. Le C.I.C.R. avertit les Français que ces détenus mouraient d'une épidémie de typhus, qui risquait de se répandre bientôt parmi la population civile de la région³⁹⁵.

[148]

A la fin du mois d'octobre 1946, le Comité International de la Croix-Rouge déclara : « *La situation actuelle est plus qu'alarmante. La moitié au moins des P. G. allemands qui travaillent sont insuffisamment vêtus et ne seront pas en mesure de supporter les rigueurs de l'hiver sans courir le risque d'attraper les maladies les plus graves. Dans de telles circonstances, on peut s'attendre à un nombre élevé de décès*³⁹⁶. » En 1947, les mêmes mises en garde sinistres, furent effectuées³⁹⁷. Il n'y avait vraiment que les rapports des officiers de l'armée française - en réponse à des requêtes formulées en haut lieu, et destinés à réfuter les accusations venues de la Croix-Rouge ou de l'armée américaine - qui prétendaient que les conditions d'accueil des P.G. étaient satisfaisantes.

³⁹⁵ Série Z, *Europe-Allemagne* 1944-1949, Prisonniers de guerre, vol. 22, p. 3, 18 septembre 1945. Archives du ministère des Affaires étrangères, Quai d'Orsay, Paris. Voir également le rapport du C.I.C.R. cité dans le mémorandum du colonel Whitted, armée des États-Unis, 765041, Coblenz. Voir aussi le rapport du général Lewis, Paris, octobre 1946. R.G. 332 D.F. 383-6, N.A.R.S., Washington.

³⁹⁶ Rapport général du C.I.C.R. sur les prisonniers de guerre allemands, Paris, 31 octobre 1946. R.G. 332 D.F. 383-6, N.A.R.S., Washington.

³⁹⁷ Mémorandum du colonel Whitted, de l'armée américaine, sur une réunion du Comité principal des Länderrat sur les prisonniers de guerre, Stuttgart, 28 novembre 1947, citant le rapport du C.I.C.R. rédigé par M. Meyer. Bundesarchiv, Coblenz, Allemagne de l'Ouest. Ce document, qui figure dans les archives fédérales sous forme de photocopies, comme beaucoup d'autres fournis par le gouvernement ou l'armée des États-Unis, contient de graves critiques sur les camps français, mais aucune critique sur les camps américains. À l'inverse, les documents conservés dans les archives militaires à Vincennes contiennent de nombreuses critiques sur les camps américains.

Ce qui n'empêchait pas l'armée américaine de continuer ses transferts : 101.000 prisonniers au début de 1946, auxquels s'ajouta, en janvier de la même année, un effectif de 30.000 hommes cédés par les Anglais³⁹⁸. L'armée américaine savait pertinemment qu'elle menait les prisonniers au désastre, comme le prouvent les nombreuses plaintes qu'elle exprimait à l'égard des Français, qui ne remplissaient pas leurs engagements quant à l'amélioration des conditions de détention. En octobre 1946, le général John T. Lewis écrivait : « *En raison de l'inertie non démentie des autorités françaises, qui n'ont toujours pas pallié les déficiences signalées, à maintes reprises, à leur attention, on recommande une fois encore* » que l'armée tente d'inciter le département d'État à corriger ces déficiences afin de répondre aux exigences de la convention de Genève, et de rapatrier au plus tôt tous ceux qui venaient d'être transférés³⁹⁹. L'auteur de ces lignes formulait vraisemblablement ces recommandations pour se couvrir : il était clair que les Français n'accepteraient jamais une critique de la part des Américains à propos du non-respect de la convention de Genève, et qu'il ne rapatrieraient pas d'hommes destinés à constituer une main-d'œuvre qui leur était indispensable. On se contentait de réitérer par écrit des recommandations purement formelles. Lewis ne cherchait sans doute qu'à se donner bonne conscience.

Les Français affamèrent délibérément certains des prisonniers, afin de provoquer leur « engagement volontaire » dans la Légion étrangère. En effet, nombre des légionnaires qui [149] combattirent en Indochine étaient des P.G. allemands transférés dans les camps français en 1945 et 1946⁴⁰⁰.

Tout au long de l'année 1945 et pendant une bonne partie de 1946, Pradervand se débattit dans les sables mouvants de la bureaucratie américaine, pour venir en aide aux prisonniers des Français. Son approche était ingénieuse. Il rappelait aux généraux et aux diplomates leurs principes de justice, de décence, de générosité, soulignait les obligations que ces principes entraînaient, proposait son aide pour les remplir, gardant toujours à l'esprit l'urgence de la situation des détenus. Ses interlocuteurs, feignant d'ignorer la réalité qu'ils étaient supposés administrer, se dérobaient avec mille précautions, inventant à chaque fois de nouveaux obstacles.

Stimulé par Pradervand, le président du Comité International de la Croix-Rouge, Max Huber, écrivit au nouveau secrétaire d'État, James F.

³⁹⁸ Série Y Internationale, 1945-1919, P.000119, Quai d'Orsay, Paris.

³⁹⁹ Voir note 1 du même chapitre. Message du général John T. Lewis au commandant des forces américaines, théâtre européen.

⁴⁰⁰ « En 1946, près de 60 % des 20.000 hommes de la Légion étrangère étaient Allemands. » Arthur L. Smith Jr., *Warrior Without Honor : Germany's War Veterans 1945-1949*. A partir du chapitre 2, p. 70, dans le manuscrit anglais. Publié en allemand sous le titre *Heimkehr aus dem Zweiten Weltkrieg*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1985.

Byrnes, qu'il « *notait avec satisfaction* » son affirmation selon laquelle la politique du gouvernement américain envers les prisonniers de guerre « (était) *en totale conformité avec la convention de Genève, et que le transfert n'(était) autorisé par les autorités des États-Unis que lorsqu'il exist(ait) une assurance suffisante que les termes de la convention (étaient) respectés de façon correcte par l'autre puissance*⁴⁰¹. »

Pradervand conçut un projet astucieux dont il exposa, par écrit, les grandes lignes dans une lettre à Eldred D. Kuppinger, de la section des Projets spéciaux du département d'État⁴⁰². D'emblée, dans cette lettre, le délégué de la Croix-Rouge prenait soin d'accorder aux Américains ce que l'on pouvait appeler « le bénéfice du non-doute », en déclarant : « *Comme vous le savez certainement, la situation des prisonniers de guerre allemands actuellement aux mains des Français est devenue extrêmement critique.* »

L'un des moyens utilisés par Pradervand, au nom du C.I.C.R., pour aider les P.G., consistait à essayer d'acheter de la nourriture avec les maigres ressources rassemblées par les prisonniers eux-mêmes. Il s'agit probablement de l'argent le plus durement gagné de toute l'Histoire.

Le délégué de la Croix-Rouge se voyait confronté à la restriction des devises. Son correspondant, Kuppinger, pouvait-il trouver un moyen de contourner ce problème ? Pradervand lui proposait une solution, promettant bien entendu de [150] ne pas considérer ce qui lui serait accordé, cette fois-ci, comme un précédent susceptible de justifier une demande ultérieure. Kuppinger transmit cet appel à Byrnes, qui écrivit alors au nouveau secrétaire d'État de la Guerre, Robert Patterson, en suggérant qu'il « *serait opportun, cette fois, que les autorités militaires américaines à Paris entament des discussions avec les autorités militaires françaises afin d'améliorer si nécessaire la situation de ces prisonniers de guerre déjà transférés...* »

Tandis que les prisonniers en question continuaient à périr inexorablement, les échanges se poursuivirent, jusqu'au 13 juin 1946, date à laquelle Kuppinger, par une pirouette stupéfiante, refusa d'accorder à Pradervand ce qu'il demandait sous le prétexte que « *les autorités américaines n'(étaient) pas en mesure de livrer les articles désirés par le Comité en échange de francs français* ». Puis il modulait son discours : « *les souhaits du Comité relatifs à cette question nous semblent avoir été exaucés par l'inclusion dans la Section Neuf* » d'une clause qui pourrait autoriser ou non les prisonniers à acheter - en concurrence avec le marché noir des civils - de la nourriture qui leur a déjà été attribuée.

⁴⁰¹ Lettre d'Huber au département d'État, 9 janvier 1946. R.G. 59 section 3971, N.A.R.S., Washington.

⁴⁰² Toutes les lettres citées à propos de Pradervand, Kuppinger, Byrnes *et al.* se trouvent aux archives du département d'État, N.A.R.S., Washington. Dans le dossier 740 aux dates citées.

Il faut savoir, en effet, que les maigres vivres, de provenance française ou américaine, que l'on délivrait au compte-gouttes dans les camps étaient en partie subtilisés au cours de leur livraison, et réapparaissaient ensuite sur le marché noir⁴⁰³. Raoul Laporterie, maire de Bascons, petite ville située au sud-est de Bordeaux, qui avait employé deux prisonniers de guerre allemands dans son magasin de vêtements, écrivit une lettre mordante au général de Gaulle à propos de la situation qui régnait dans les Landes, région qui comptait de nombreux camps d'internement. Sans se soucier des représailles qui risquaient de survenir, et furent d'ailleurs effectivement exercées à son encontre, Laporterie déclarait : « *Les producteurs sont au demeurant surpris et désappointés de constater souvent que les prélèvements dont ils sont l'objet n'ont pas pour effet de porter remède à la situation pénible dont souffrent les habitants des grandes agglomérations urbaines. On peut trouver une explication à ce regrettable état de choses dans le fait que l'administration militaire qui intercepte pour ses soi-disant besoins une grande partie des prélèvements opérés, exagère volontairement le nombre des rations à satisfaire, et il apparaît [151] que l'excédent des besoins de l'armée s'écoule de toute évidence vers le marché irrégulier...* »

En mai 1946, le département d'État en était encore à hésiter sur l'instauration d'un service postal au profit des prisonniers des camps américains et français. C'est une correspondance de l'époque entre Dean Acheson, secrétaire d'État par intérim, et Henry A. Wallace, secrétaire au Commerce, qui marque la réémergence du problème du courrier, puisqu'on y lit : « *il y (avait) aux États-Unis une demande considérable pour l'ouverture d'un circuit par lequel il serait possible d'envoyer des colis de nourriture et de vêtements*⁴⁰⁴. » Toujours au travers de la correspondance d'Acheson, on découvre que dans une lettre au secrétaire d'État, James Byrnes, il indique que les Français seraient heureux de coopérer pour satisfaire les Américains⁴⁰⁵, et joint à titre de confirmation une lettre du maréchal Alphonse Juin à Pradervand, dans laquelle il est précisé que les Français ne font aucune objection au rétablissement du courrier. C'est donc plus d'un an après la fin de la guerre que, grâce à l'action de Jean-Pierre Pradervand, les prisonniers purent enfin recevoir et envoyer du courrier. Un observateur quaker raconta : « *La joie de certains de ces hommes, qui attendaient des nouvelles depuis des mois, fut au-delà de toute description*⁴⁰⁶. »

⁴⁰³ Lettre de Raoul Laporterie au général de Gaulle, juin 1946. Archives privées de Raoul Laporterie, Grenade-sur- l'Adour, Landes, France.

⁴⁰⁴ Lettre d'Acheson à Wallace, 1^{er} mai 1946. 740.62114/4-2346, archives du département d'État.

⁴⁰⁵ Lettre d'Acheson à Byrnes, 23 avril 1946. 740.62114/4, archives du département d'État.

⁴⁰⁶ Roger C. Wilsch, *Quaker Relief* (Londres, George Allen et Unwin), p. 156.

En janvier 1946, la France n'était visiblement pas en mesure de tirer un grand parti de sa main-d'œuvre d'affamés. Au mois de janvier 1946, un peu plus de 500.000 hommes étaient au travail pour les besoins de l'armée ou de l'économie civile. La plupart d'entre eux, sous-alimentés, insuffisamment vêtus, affaiblis, travaillaient avec une efficacité bien inférieure à la normale. Environ 124.000 de leurs compagnons étaient dans un tel état qu'ils ne pouvaient assurer aucune tâche⁴⁰⁷. De plus, les pertes étaient considérables. Ainsi, lorsque, durant l'été de 1945, sous les yeux des villageois épouvantés, 600 moribonds furent débarqués en gare de Buglose, près de Dax, et contraints à une marche forcée de 2 kilomètres pour gagner le camp, 87 hommes y laissèrent la vie. Là, le groupe des survivants rejoignit d'autres détenus en haillons, venant d'un camp de Rennes, et auxquels on avait dit : « *On vous emmène dans le Sud pour la récolte du raisin.* » Certains captifs s'étaient sans doute préparés à l'idée de travailler dans les vignes [152] ensoleillées, en se gorgeant de raisin sucré. Toutefois, en voyant les grappes arriver à maturité et la vendange s'effectuer sans eux, ils eurent le sentiment de n'être venus là que pour y mourir. Ce fut, en effet, le sort réservé à nombre de ces prisonniers. Dans le camp de travail forcé de Labouheyre, dans les Landes, 25 % des détenus moururent en janvier 1946, de faim, de dysenterie ou d'autres maladies⁴⁰⁸. La dysenterie était si répandue que même des civils français en étaient atteints.

Qualifiés de « *forestiers* », les travaux effectués à Labouheyre semblent une affreuse parodie quand on évoque l'image traditionnelle du solide bûcheron abattant des arbres. Une grande partie des gardiens se sentaient d'ailleurs honteux de conduire au travail des hommes dans un tel état de délabrement physique⁴⁰⁹. La plupart des prisonniers - affamés - étaient de surcroît inexpérimentés et exposés aux accidents, qui leur coûtaient trop souvent la vie. Les gardiens, pour la plupart de braves gens recrutés localement, n'étaient pas animés par l'esprit de vengeance, même s'ils avaient connu les camps d'internement allemands. Non seulement ils n'infligèrent aux détenus aucun mauvais traitement, mais ils se montrèrent secourables en leur apportant parfois un peu de nourriture supplémentaire. Deux captifs de ce camp affirmèrent que,

⁴⁰⁷ Notes Documentaires et Études, no 270, 26 mars 1946, p. 7. Quai d'Orsay, Paris.

A la fin de 1945, 1.000.000 de prisonniers se trouvaient encore internés en Europe, « en mains » américaines. 400.000 autres étaient détenus aux États-Unis, ou en route pour l'Europe. Sur l'effectif européen, près de 400.000 travaillaient effectivement pour l'armée américaine en Europe comme laboureurs, chauffeurs, arrimeurs, charpentiers, techniciens, permettant ainsi au personnel américain de retourner au pays. (La plupart des 400.000 détenus sur le territoire des États-Unis étaient employés aux travaux des champs, de forêt, de mine.) Si l'on inclut à ces effectifs les 500.000 prisonniers-travailleurs « en mains » britanniques, on constate que près de 1.900.000 Allemands réparaient en partie les dommages causés par la guerre.

⁴⁰⁸ Rapporté à l'auteur par l'ancien prisonnier Hans Goertz, de Bonn, en mars 1986.

⁴⁰⁹ Entretien entre l'auteur et des gardiens de prison MM. Cazaux, Raphaël Conquere, Labat et Marc, à Labouheyre, Buglose et dans les régions voisines.

sans le litre de lait quotidien que leur fournissait un gardien qui vivait dans une ferme voisine, ils n'auraient pas survécu⁴¹⁰.

En quittant Bad Kreuznach, au mois de mai 1945, Heinz T. se disait que son convoi de compagnons malades et affamés représentait vraiment un bien étrange cadeau pour les Français. Simplement vêtu du short qu'il portait déjà lors de sa capture en Allemagne, il était aussi pieds nus. Tout cela n'entamait pas son moral... Il avait 18 ans.

« J'avais été pris avec des hommes qui venaient juste d'être opérés à l'hôpital, mais ils s'en fichaient, ils nous ont tous entassés. On a traversé le Rhin par le pont provisoire dédié à Roosevelt. Je me souviens que j'étais dans un wagon ouvert, le regard fixé sur l'eau, ce qui était effrayant car le pont n'était pas très solide. C'était le 8 mai, et il y avait beaucoup d'aviateurs qui célébraient leur victoire.

[153

Je n'avais qu'une pièce d'identité qui révélait ma date de naissance, 1927. Je pensais qu'ils me relâcheraient peut-être si je n'avais que 16 ans, et j'ai transformé le 7 en 9, ce qui n'a fait aucune différence. Ça ne les a pas arrêtés. J'ai été emmené en France comme les autres. On avait entendu dire qu'il y avait des camps américains en France où on était bien traité, et qu'à Reims, des prisonniers allemands dirigeaient la circulation, réprimandant même les conducteurs, ce qui mettait les Français en colère. On nous a emmenés à Rennes mais on nous a livrés aux Français seulement deux mois après.

« Ils avaient entreposé de la nourriture sur le train avec nous. Le nombre 10 était inscrit sur les étiquettes, et on pensait que ça voulait dire des provisions suffisantes pour nourrir 10 personnes pendant une journée. Comme on était environ une trentaine, on croyait que le voyage durerait donc une journée, mais on a voyagé trois jours entiers, sans sortir, complètement enfermés. On regardait à travers de petites fissures pour savoir où on se trouvait. A un endroit quelqu'un dit qu'il voyait la tour Eiffel, mais qu'il n'arrivait pas à apercevoir Paris. Puis, après trois jour, on est arrivé à Rennes. Il y avait plus de 100.000 prisonniers dans le camp, à peu près le même nombre que dans la ville. Dans les baraques il y avait des lits, les premiers qu'on voyait depuis de nombreuses semaines. Ils étaient en bois, superposés sur trois niveaux, avec rien d'autre, pas de paille ou quoi que ce soit d'autre. On dormait sur les planches. C'était la première fois qu'on avait un toit au-dessus de la tête depuis notre capture. On avait passé trois semaines à Kreuznach, à même la terre, sans permission de faire du feu ou de creuser un trou, et notre seule occupation de la journée consistait à faire la queue pour avoir un peu d'eau. Elle était apportée par les fermiers et mise dans des tonneaux, mais elle était parfois épuisée avant même d'être

⁴¹⁰ Interview par l'auteur de Raphaël Conquere, de Buglose, 1986.

versée dans ces tonneaux parce que les gens faisaient des trous dans les tuyaux et se dépêchaient de la boire. Partout et toujours c'est la même chose quand il y a des privations.

« On manquait vraiment de nourriture. Quand les petits pois arrivaient, ils étaient divisés entre nous et, une fois le partage fait, il en restait quelques-uns. Tout le monde [154] comptait et si on en avait six chacun, eh bien on attendait pour en avoir six et demi.

« On est resté à Rennes presque huit mois. Pendant tout ce temps on a compris pourquoi on nous avait fait venir. La France avait besoin de soldats. Ils avaient un gros problème en Indochine et ils voulaient pourvoir leur Légion étrangère. Des agents allemands au service des Français s'étaient infiltrés parmi nous pour recruter des soldats.

« Quand les Américains ont quitté le camp ils ont eu un comportement dégueulasse envers les Français, qui se sont vengés sur nous. Tout d'abord, les Américains ont emporté tout ce qui était à l'intérieur de l'hôpital militaire. Ils ont dû casser les fenêtres pour enlever les installations de chauffage. Les Français les regardaient faire tout ça. Et ils ont pris aussi tout un chargement de ciment qu'ils ont jeté dans le fleuve. Les Américains étaient de vrais salauds. Ça se passait beaucoup mieux pour les prisonniers que les Français avaient capturés eux-mêmes.

« Il y avait un autre groupe de prisonniers qui venaient de Norvège. Ces hommes, aux mains des Britanniques, avaient traversé l'Allemagne ; ils pensaient qu'ils retournaient chez eux et transportaient leurs affaires dans de grands sacs. Mais on les avait amenés en France. Cela se passait en 1946. Jusqu'à leur arrivée dans notre camp, ils étaient bien nourris, on leur demanda s'ils avaient traversé l'Allemagne et ils dirent que oui, et que si quelques prisonniers s'échappaient, les Britanniques s'en moquaient, ils regardaient de l'autre côté, et s'il y avait des évasions. eh bien, tant pis. En Norvège, ils étaient encore armés quatre mois après la guerre. On les avait cantonnés dans un seul endroit mais ils possédaient encore toutes leurs affaires personnelles.

« Les soldats qui s'étaient engagés dans la Légion étrangère ont été mis dans un autre camp à côté où on pouvait les voir, au bout de deux semaines, comme ils étaient mieux nourris, ils avaient l'air plus résistants, alors qu'on devenait de plus en plus faibles. On pouvait les voir commencer à jouer au football et chanter, tout à côté de nous.

« J'ai rencontré un professeur de mathématiques de l'université et il a commencé à me donner des leçons.

[155]

J'avais trouvé un morceau de tissu dans une des baraques et je pouvais écrire dessus. J'ai découvert que je comprenais tout ce que j'écrivais mais, dès que je l'effaçais, cela s'effaçait aussi de ma mémoire. Ne pas se souvenir des choses, c'était le premier signe d'épuisement.

C'était affreux, j'effaçais, et je n'étais plus capable de me rappeler ce que je venais décrire et de comprendre. Je n'étais pas déprimé, c'était juste la malnutrition. Mes amis dans le camp qui étaient plus âgés que moi, ont écrit à mes parents par la suite, lorsqu'ils sont rentrés en Allemagne, pour leur dire que j'étais incroyablement enjoué et que je leur remontais le moral parce que je n'étais pas déprimé. Je ne sais pas comment je n'ai pas sombré. Lorsque l'hiver est arrivé, on était toujours dans ce camp, et j'avais déjà mis au point une philosophie de protection. On pensait qu'ils allaient nous embarquer pour les États-Unis. Je comprenais qu'on était là pour longtemps et chacun avait son propre système de défense, alors je me dis, bon, on est en train de tourner un film sur la captivité, je suis un acteur, je peux m'en aller quand je le veux mais, si je pars avant la fin, je ne serai pas payé, alors je reste jusqu'au bout. J'avais déjà joué des petits rôles dans des films pour la jeunesse à Berlin, je savais un peu comment ça marchait, alors je me persuadais que c'était comme ça. Beaucoup de Français passaient sur la route près de la voie ferrée menant à Rennes. Devant le camp, ils nous dévisageaient, et on les regardait, et finalement je me dis que c'était comme au zoo, sauf qu'on ne savait pas de quel côté étaient les singes.

« J'ai fini par voir les barbelés non comme quelque chose qui nous empêchait de partir, mais comme quelque chose qui empêchait d'entrer ceux dont on ne voulait pas. Toutes ces recettes n'étaient que de petites béquilles, mais dans une situation pareille il faut pouvoir s'accrocher à quelque chose. Plus tard, quand la faiblesse s'est installée vraiment et que le plus petit mouvement nous faisait perdre conscience, on calculait combien de temps on restait évanouis. La malnutrition devenait tellement grave que le geste le plus infime, exécuté trop rapidement, - nous faisait tomber dans les pommes. La première fois que ça m'est arrivé, on était assis au soleil sans avoir rien à faire, [156] absolument rien. Je me souviens que je me disais, alors qu'on était tous assis sur le sol: bon, il y a encore six heures jusqu'à la soupe, et puisqu'il n'y a rien à faire, pas de livre, ni rien d'autre, je me dis, bon, si je fais ce mouvement rapide avec mon bras, je resterai évanoui trois bonnes heures, si je recommence en me réveillant, cela fera encore trois heures, donc six heures en tout. Je serai inconscient pendant six heures, effacées de ma période de captivité.

« La nourriture était tellement rare que les gens étaient en général malades et, quand vous étiez malade, on vous emmenait à l'hôpital. Quand les gens étaient emmenés à l'hôpital, on ne les voyait jamais revenir. Sur les 100.000 prisonniers détenus à Rennes, il y en a eu certainement une partie qui sont morts, et même une bonne partie, mais je n'ai jamais trouvé le moindre cimetière.

« On n'a jamais vu la Croix-Rouge. Personne n'est jamais venu inspecter le camp pendant deux ans. Leur première visite a eu lieu en 1947, pour nous apporter des couvertures. On mangeait l'herbe qui poussait entre les baraques. Les Français n'étaient pas les seuls responsables de ce qui se passait dans les camps en France, parce qu'ils avaient reçu un grand nombre d'Allemands déjà considérablement handicapés par de mauvais traitements subis en Allemagne. Quand vous rassemblez des centaines de milliers de personnes dans un endroit et que vous ne réfléchissez même pas à la façon dont vous allez les nourrir, c'est très grave.

« On nous a finalement envoyés travailler dans un commando de travail dans un village. On était 20, l'un d'entre nous était supposé être le cuisinier mais, chaque fois que le reste du groupe rentrait du travail, il avait tout mangé. Un matin, de bonne heure, le gardien qui était responsable de nous nous dit: "D'accord, je vais essayer de vous trouver de la nourriture mais pour le moment il y a des pommes de terre dans cette pièce." Il y en avait, en effet, un énorme tas et on a demandé combien on pouvait en avoir et il a répondu. "Tout ce que vous voulez." Alors on en a pris chacun 2 kilos, on les a mis dans l'eau, puis on les a fait cuire sur le feu et je crois qu'on a mangé toutes les pommes de terre en une seule journée. Le gardien est rentré, il a vu qu'il n'y avait plus une seule pomme de terre [157] et il a et il a dit que c'était un tas d'au moins 150 kilos. Entièrement dévorés par 20 personnes. Il n'y avait pas de sel, alors on les avait assaisonnées avec de la cendre de bois. Le fait d'en avoir avalé une aussi grande quantité nous avait écœurés et on avait un ventre énorme.

"En arrivant à Rennes, on décida entre Allemands que, puisque la pénurie de nourriture était si grave, ils donneraient double ration à ceux qui avaient moins de 18 ans. Sur les 3.000 personnes de notre enclos, il y avait environ 150 gars qui avaient 15, 16 et 17 ans. Je suis un homme honnête, j'avais toujours menti sur mon âge devant les Français et les Américains, mais je ne pouvais pas faire la même chose avec mes compatriotes, alors je leur ai dit que j'avais 18 ans. Je jure que ça n'avait pas vraiment d'importance car, deux fois rien, ce n'était de toute façon pas beaucoup. On laissait les professeurs s'occuper de tous ces jeunes gars, on essayait de les intéresser aux leçons et à d'autres choses, mais la plupart d'entre eux ne mordaient pas à l'hameçon. Au début, j'allais assister à quelques-unes des leçons, chacun intervenait à son tour pour faire un exposé, mais quand les jeunes m'ont vu là ils ont demandé: "Qu'est-ce que ce gars fait ici?"

« Je me dis que je ne m'engagerais jamais dans la Légion étrangère, un point c'est tout, même si je devais mourir là. Après avoir survécu à la guerre et aux bombardements de Berlin, et m'être battu, en

*Allemagne, contre les Américains pratiquement sans arme, j'étais tellement heureux d'être encore en vie que la captivité ne m'apparaissait même pas comme une punition*⁴¹¹ »

Voici un autre témoignage :

Le prisonnier portant le matricule 1503477, Werner Steckelings, avait de très bonnes raisons d'exécrer la France et les Français pour le restant de ses jours, qui en cette année 1945, paraissaient comptés⁴¹². Transféré du grand camp américain de Heilbronn, où il mourait de faim au fond d'un trou, il arriva à Rivesaltes, dans le sud de la France, au mois d'août. L'eau y était rare, ce qui donne d'autant plus de relief à l'épisode que l'ancien détenu nous a rapporté. Un jour, le conducteur du camion-citerne resté à l'extérieur de l'enceinte ouvrit le réservoir et rit ouvertement des cris poussés par les [158] prisonniers assoiffés devant le spectacle de l'eau qui se répandait sur le sol. A Rivesaltes, W. Steckelings logeait dans une baraque de 80 personnes. Chaque jour, 3, 4 ou 5 hommes y mouraient. Il dit que, certains jours, il dut aider à traîner 20 cadavres à l'entrée du camp.

En novembre 1945, il fut transféré à Aubagne dans les Bouches-du-Rhône. Alors que le camion faisait une halte dans une ville, Steckelings remarqua une croûte de pain sur le pavé. Il fit des signes désespérés à un passant qui la ramassa et la lui tendit en disant : « *Monsieur, je connais la vie*⁴¹³. »

Le camp d'Aubagne était surnommé « *l'orgue de la mort* » car le mistral, en s'infiltrant dans les baraques, provoquait de nombreux sifflements. Là, Steckelings s'en souvient, on lui rasa la tête « *uniquement parce que les Français nous haïssaient* ». A 19 ans, il ne pesait plus que 36 kilos.

A côté de ces souvenirs atroces, il se remémore avec le sourire l'histoire de ce jeune prisonnier illettré qui, ayant reçu une lettre de sa mère, lui demanda de la déchiffrer. Ils s'assirent tous les deux et Steckelings commença à lire à voix haute. Son compagnon lui couvrit alors les oreilles de ses mains. Steckelings lui demanda : « *Pourquoi fais-tu cela ?* » Le jeune garçon répondit : « *Tu ne dois pas entendre ce que me dit ma mère.* »

Steckelings fut transféré à Sorgues, au nord d'Aubagne, avec environ une douzaine d'autres prisonniers pour travailler dans une usine d'engrais chimiques. C'est, dit-il, ce qui lui sauva la vie. Là, une famille française lui vint en aide, le prit en charge, lui offrit des vêtements, de la nourriture, et lui témoigna de l'amitié. Il fut même invité au mariage de leur fille. Il resta à cet endroit pendant trois ans, jusqu'à sa libération.

⁴¹¹ Interview de Heintz T. par l'auteur et par Mavis Gallant.

⁴¹² Interviews de Werner Steckelings à Straelen, Allemagne de l'Ouest, par l'auteur, 1986 et 1988.

⁴¹³ En français dans le texte. [N. du T.]

La qualité de ses relations avec cette famille de Sorgues modifia profondément son jugement sur la France. « *Ils ont été très gentils avec moi. Bien que les Français, dans les camps, se soient montrés très cruels envers nous, j'ai écarté ces souvenirs parce que beaucoup d'autres se sont montrés humains avec nous lorsque nous sommes sortis des camps. C'est au coeur d'un foyer que vous découvrez vraiment ce qu'est une nation.* »

[159]

Depuis cette époque, Steckelings a maintenu des liens étroits avec cette famille à laquelle il a souvent rendu visite⁴¹⁴.

Beaucoup de prisonniers des camps français durent leur survie au fait d'avoir été affectés à des travaux dans des villages ou des fermes dont les habitants se montrèrent généreux.

En novembre 1945, l'effectif total de prisonniers « en mains » françaises, qui réunissait les détenus capturés par les Français eux-mêmes, et ceux livrés par les Américains et les Britanniques, s'élevait à 900.000 hommes. Après quelques mois de captivité, 255.953 de ces hommes n'étaient déjà plus répertoriés⁴¹⁵. C'est en mars 1946 que l'on vit apparaître pour la première fois dans les registres français une nouvelle colonne, intitulée *Perdus pour Raisons diverses*⁴¹⁶, catégorie dans laquelle 167.000 personnes étaient classées. Quelle réalité se dissimulait derrière l'imprécision de ces termes ?

Partant du constat de ce flou, il n'est pas interdit de se livrer à quelques suppositions :

- Dans le chaos qui suivit la cession des camps aux Français, certains de ces détenus furent peut-être libérés sans être répertoriés ? Cette version des faits est hautement improbable, dans la mesure où il est clair que les Français avaient formulé un important besoin de main-d'œuvre. En outre, il n'est pas pensable que les libérations aient pu être effectuées de manière anarchique, dans la mesure où l'obligation de rapatrier les détenus vers l'Allemagne nécessitait leur transport, et par conséquent le dénombrement de l'effectif concerné.

⁴¹⁴ Avant d'accorder un entretien à l'auteur, Steckelings lui dit : « Je vais vous révéler des choses terribles, et quelque chose de bien. Vous devez me promettre de publier le bon, aussi bien que le mauvais. » [N. du T.]

⁴¹⁵ Général Buisson, *Historique*, pp. 37-41. Les chiffres cités par le général Buisson confirment en gros les chiffres américains sur le nombre de transferts effectués en 1945. A la date du 9 octobre, près de 724.000 prisonniers avaient été cédés, selon l'armée américaine. Si l'on tient compte des libérations effectuées par les Français, qui avaient relâché 30.000 femmes, enfants, moribonds et vieillards des camps de la région de Dietersheim en juillet, des 70.000 hommes que Buisson affirmait avoir rétrocédés aux Américains, et des 638.000 détenus qui restaient dans les camps en novembre, après ces mouvements, le nombre de prisonniers reçus des Américains au départ se montait à près de 738.000 individus. La déclaration de Buisson, qui affirme avoir rendu 70.000 prisonniers malades aux Américains est réfutée par Kenneth Royall, qui écrivit au Président Truman (voir note 24 du même chapitre) que 52.000 hommes avaient été rétrocédés. Dans ce cas précis, nous avons utilisé le nombre le moins élevé, pour calculer le nombre de décès.

⁴¹⁶ Expression qui correspond à celle employée dans les documents américains : *Other Losses* [N. du T.]

- Supposons maintenant que ces individus manquants correspondent à des évadés. Si les Français constatèrent bien un certain nombre d'évasions, au cours des transports ferroviaires ou routiers, il apparaît que leur nombre réel est resté très faible⁴¹⁷. Cette thèse est d'autant plus difficile à envisager que la plupart des prisonniers étaient dans un état physique [160] lamentable et dans le dénuement le plus complet, ce qui les mettait dans l'incapacité la plus totale de traverser un pays hostile. De surcroît, après la fin des hostilités, le danger encouru par les évadés était le même que pendant la guerre. Le témoignage d'un ancien détenu, Alfred Tappen, illustre bien le fait que les prisonniers ne se sentaient pas de taille à affronter les difficultés d'une évasion. Capturé au nord-ouest de Paris en août 1944, il avait été interné dans un camp américain près d'Alençon. Là, les prisonniers étaient bien traités, mais mal nourris. Tenaillé par la faim, Tappen décida de courir le risque de sortir de l'enceinte pour aller chercher des pommes dans un verger voisin, et rentra délibérément au camp. En fait, Tappen était retourné dans le camp parce qu'(il) « *ne voyais pas l'intérêt de (s)'enfuir sans bénéficier du moindre soutien* »⁴¹⁸.

- Cette hypothèse des évasions en masse étant écartée, on peut encore se demander s'il n'y eut pas tout simplement des erreurs pures et simples dans le dénombrement des prisonniers. Le maréchal Juin fait lui-même allusion à des erreurs de report commises par les Américains, lesquelles se seraient montées à 30 % du contingent de P.G. Cependant, il ne précise pas si ces négligences ont eu pour effet d'augmenter ou de diminuer l'effectif des détenus transférés. Dans l'éventualité de telles confusions, il est impossible de faire vraiment la part des choses. Il convient, à ce propos, de rappeler que les statisticiens eux-mêmes considèrent qu'un cumul d'erreurs, dans les deux sens, peut très bien aboutir à une annulation. D'ailleurs, l'accord global des Français et des Américains sur le nombre total de prisonniers transférés suggère que ce nombre est bien exact. Une fois les transferts terminés, les Français effectuèrent probablement un compte précis de leurs captifs, faciles à recenser. En tout cas, ces chiffres sont, avec ceux qui nous viennent des Américains, non seulement les plus fiables que nous ayons, mais aussi les plus autorisés car, dans les deux cas, ils proviennent de sources les plus haut placées. En outre, ces données se confirment mutuellement, ou à peu près. Les totaux effectués ne furent d'ailleurs jamais un sujet de discordance entre les Américains et les Français. Il est significatif que le maréchal Juin accepta les erreurs commises sans discuter le résultat ob-

⁴¹⁷ Voir appendice 10. [N. du T.]

⁴¹⁸ Le choix de Tappen se révéla extrêmement judicieux. Il fit partie d'une équipe de travailleurs à Cherbourg, où il fut bien traité par les Américains, jusqu'à sa libération, quatre jours avant Noël 1945. Interview d'Alfred Tappen, de Toronto, 1988.

tenu. Considérons donc ces chiffres comme suffisamment crédibles pour donner une impression d'ensemble de la situation.

[161]

- Reste une dernière éventualité à examiner : les 167.000 *Perdus pour Raisons diverses* sont morts.

L'exemple de Thorée-les-Pins est à cet égard significatif. Si l'on se souvient que, lors de l'inspection effectuée par la Croix-Rouge au cours de l'été 1945, le camp comptait 20.000 personnes dénombrées, il apparaît que le 10 novembre de la même année, le commandant régional en recensait 15.600⁴¹⁹. Il semble qu'aucun des 4.400 hommes manquants n'ait pu être soit rétrocédé aux Américains, soit transféré dans d'autres camps français - les Américains n'ayant, semble-t-il, pas encore commencé à reprendre les inaptes au travail qu'ils avaient transférés, et les Français n'ayant par ailleurs aucune raison de transférer des moribonds, futurs rétrocédés, d'un camp à l'autre.

Rappelons au passage que, dès le mois d'août 1945, le commandant du camp de Thorée-les-Pins estimait que 2.000 prisonniers au moins étaient si malades qu'il n'y avait déjà plus aucun espoir de les sauver. Par ailleurs, une liste nominale tenue par un prisonnier allemand, et relative à une seule section du camp, confirme la mort de plus de 400 hommes entre le mois d'août et le mois d'octobre⁴²⁰. Un gardien du camp, Robert Langlais, habitant de Thorée qui, pendant cette période, remplissait les fonctions de fossoyeur, aida à enterrer en moyenne 15 corps par jour⁴²¹.

Dès septembre 1945, la situation des P.G. sous tutelle française était catastrophique au point d'avoir conduit Pradervand à écrire directement au général de Gaulle pour attirer son attention sur les 200.000 prisonniers qui, selon lui, étaient condamnés à mourir. Quand on sait que les négociations entre Américains et Français conduisirent secrètement à la rétrocession de 52.000 de ces moribonds aux Américains⁴²², on constate que 148.000 de ces malheureux restèrent dans les camps français et ne bénéficièrent pas, cet hiver-là, de la moindre amélioration de leurs conditions de détention. Il n'est, hélas, pas interdit de penser que les prévisions de Pradervand se vérifièrent dans les faits.

Le comportement ambigu des Français, oscillant entre une vengeance pusillanime et une retenue fondée sur une crainte révérencielle de la presse, est bien illustré par le destin qu'ils réservèrent à un prêtre al-

⁴¹⁹ Rapport d'inspection du lieutenant-colonel Sarda de Caumont, 10 novembre 1945, au ministre de la Guerre, Vincennes.

⁴²⁰ La liste se trouve dans les archives municipales de Thorée-les-Pins. La portion de camp à laquelle elle correspond n'est pas indiquée. En tout état de cause, on ne trouve nulle part une quelconque mention des 20 décès signalés par le délégué de la Croix-Rouge pour une seule journée.

⁴²¹ Entretien avec l'auteur, Thorée-les-Pins, 1986.

⁴²² Lettre de Kenneth C. Royall, faisant fonction de secrétaire de la Guerre, au Président Truman, décembre 1945. Archives centrales de la Maison Blanche, Indépendance, Missouri.

lemand, l'abbé Franz Stock⁴²³. Stock [162] était venu en France pendant la guerre, en tant qu'aumônier auprès des prisonniers français internés dans les prisons allemandes. Choqué par la conduite peu chrétienne de ses compatriotes, il avait tenu en secret un registre des circonstances précises dans lesquelles chaque résistant avait trouvé la mort. Des centaines d'exécutions étaient ainsi détaillées dans son registre qui, après la guerre, représenta une source d'informations très précieuse pour les familles des disparus. L'abbé, qui suppliait les Allemands d'améliorer les conditions de détention des prisonniers, s'efforçait de leur apporter lui-même un soulagement, et le réconfort de la religion. Lorsque les Alliés commencèrent à gagner la guerre, et que les Allemands se mirent à affluer dans les camps, remplaçant leurs ennemis, Stock suivit volontairement ses compatriotes en captivité. En raison de son comportement exceptionnel durant l'occupation allemande, on ne le traita pas comme un prisonnier ordinaire ; on lui accorda suffisamment de liberté pour mener à bien un projet de petit séminaire pour les détenus. Ses jeunes étudiants, qui se montèrent bientôt à un millier, retournèrent en Allemagne pour contribuer à y rétablir l'esprit chrétien.

Stock passa trois ans dans les camps, et se dépensa sans compter, s'occupant non seulement de la formation de ses séminaristes, mais aussi de l'amélioration de la situation des prisonniers (nourriture, habillement, courrier), au profit de ses compatriotes, comme il l'avait fait par le passé au profit des Français. Épuisé, émacié, il mourut en 1948 dans un hôpital carcéral du boulevard Saint-Germain, à Paris. Même le général Buisson, pourtant responsable, de par ses fonctions, des conditions de détention des P.G., estima devoir assister aux obsèques du père Stock. Devant la tombe, Monseigneur Roncalli, futur pape Jean XXIII, évoqua la force et la bonté du défunt. Toutefois, Buisson n'autorisa pas la presse à divulguer la nouvelle de la mort de l'abbé, et encore moins à imprimer l'éloge qui avait été fait de lui. Une vieille femme qui avait connu Stock, et assistait à l'inhumation, ne cessait de répéter à voix haute : « *Scandale, scandale*⁴²⁴. »

En France, pendant des années, la seule référence considérée [163] comme une source documentaire sérieuse à propos du problème des P.G. « en mains » françaises fut une brochure éditée par les services du général Buisson en 1948 et intitulée : *Historique du service des Prisonniers de Guerre de l'Axe, 1943-1948*. En tête de ce document, véritable monument d'autosatisfaction vraisemblablement destiné à la propa-

⁴²³ Le récit concernant l'abbé Stock, tel qu'il est rapporté ici, est basé sur divers ouvrages, mais principalement sur celui d'Erich Kock, *L'Abbé Franz Stock*, Paris, Casterman, 1966.

⁴²⁴ En français dans le texte. [N. du T.]

gande, une épigraphe donne le ton : « *Le service des Prisonniers de Guerre est une maison de verre où il n'y a rien à cacher*⁴²⁵. »

Profitons-en pour jeter un coup d'oeil à l'intérieur.

La lecture de quelques pages du rapport suffit déjà à nous donner une idée du panégyrique qui va nous être infligé. De 1943 à 1948, tout a été parfait. Le service des P.G. était transparent, les journalistes ont pu mener librement leurs investigations, et les P.G. eux-mêmes ont témoigné d'un grand enthousiasme en décrivant les conditions confortables de leur séjour « en mains » françaises.

Au-delà de ces données à caractère général, une étude détaillée nous est présentée. Nous y avons relevé un certain nombre d'incohérences, voire de contradictions flagrantes. Par exemple, après avoir découvert qu'en mars 1946 le « *nombre de prisonniers de guerre atteint son apogée, en dépassant les 800.000* », il nous suffit de nous porter 39 pages plus loin, pour découvrir qu'« *octobre 1945 marque l'extrême sommet atteint par le nombre de P. G. présents en captivité française (870.000)* ». 174 pages plus bas, le rédacteur propose un autre total pour la même période : 741.239, cette fois.

Ailleurs, Buisson amalgame deux groupes de prisonniers, l'un dont l'effectif est de 380.000 et l'autre de 275.000, le total s'élevant selon lui à 638.000⁴²⁶. Ce calcul pour le moins fantaisiste vient en une fraction de seconde de faire disparaître 17.000 prisonniers des comptes ! A la page 221, le général Buisson annonce le nombre de morts pour les 5 années couvrant la période 1944-1948, à savoir 24.161. Étant donné qu'il se réfère à un effectif de plus de 2.000.000 détenus (soit, par exemple, un million de prisonniers détenus pendant 2 ans), ce taux de décès s'élèverait donc à 1,2 % par an, ce qui en dit très long sur les capacités de ces hommes à vivre sans nourriture, sans vêtements, et sans médicaments. Mais Buisson ne se contente pas d'avancer ce chiffre ; il attribue 18.416 de [164] ces décès aux suites de blessures de guerre, ce qui réduit le total des morts parmi les non-blessés à 5.745. Si un quelconque crédit devait être accordé à *L'historique*, cela reviendrait à dire que des prisonniers affamés, malades, privés de soins avaient une espérance de vie supérieure à celle des soldats américains en temps de paix⁴²⁷.

Il est malheureux de constater que de tels documents aient pu être considérés comme des sources sérieuses par certains écrivains. Tel est pourtant le cas de Kurt Bhôme qui, même s'il a émis ça et là quelques

⁴²⁵ Buisson, *Historique du service des prisonniers de guerre de l'Axe 1943-1948*, Paris, ministère de la Défense nationale, Paris, 1948, diffusion limitée.

⁴²⁶ Buisson, *Historique*, p. 41.

⁴²⁷ *Historique médical du TEO.*, vol. 14, N.A.R.S., Washington. Voir appendice 2.

doutes, a contribué à rendre crédibles les statistiques acrobatiques de Buisson, par le simple fait de les avoir reproduites⁴²⁸.

Pour trouver le total des décès dans les camps français, il faut commencer par déterminer le nombre de *Manquants/Non répertoriés* car, là aussi, les Français, tout comme les Américains, semblent avoir fait preuve de négligence. Procédons par ordre : le 1^{er} novembre 1945, les Français avaient personnellement capturé 280.629 hommes, selon le S.H.A.E.F., chiffre auquel il convient d'ajouter les 724.442 prisonniers ultérieurement livrés par les Américains⁴²⁹ puis les 25.000 captifs cédés par les Anglais et les Canadiens. Au total, les Français détenaient donc 1.030.071 individus. Dans les *Notes documentaires et études* du ministère des Affaires étrangères, le total de prisonniers « en mains » cité est 719.936. L'écart entre ces deux sources aboutit à un constat de 310.135 hommes non répertoriés⁴³⁰. Si l'on tient compte du fait qu'un effectif compris entre 10.000 et 60.000 hommes environ avait été rapidement relâché sur place en Allemagne, on aboutit donc à un nombre de *Manquants/Non répertoriés* compris entre au moins 250.135 et au plus 280.135.

Un peu plus loin, le total des prisonniers, légèrement inférieur en raison des rétrocessions aux Américains, se monte maintenant à 1.009.629, nombre qui amalgame la cession des Britanniques et des Américains soit 729.000 hommes⁴³¹, aux captures initiales. Pourtant, à cette date, seulement 770.000 hommes sont répertoriés⁴³² ce qui porte le nombre des *Manquants/Non répertoriés* à 239.629 prisonniers. Ici, *L'historique* du général Buisson, par mégarde peut-être, utilise un langage sinistrement identique à la phraséologie des registres américains, car 167.000 de ces *Manquants/Non répertoriés* sont classés dans la catégorie *Perdus pour Raisons diverses*.

Une fois de plus, on peut valablement se demander si l'expression *Perdus pour Raisons diverses*, appliquée ici à 167.000 hommes, ne doit pas être rapprochée de la prévision apocalyptique de Pradervand.

Si l'on tente de dresser un bilan général de la situation des P.G. « en mains » françaises entre 1943 et 1948, en se servant des différentes sources officielles (françaises et américaines), on constate qu'avec les transferts de prisonniers en provenance du théâtre d'opérations d'Afri-

⁴²⁸ Il s'agit d'une série d'ouvrages publiés sous la direction générale du Dr Erich Maschke au début des années 1970, pour laquelle divers auteurs tentèrent de retracer l'histoire et le destin des prisonniers de guerre allemands au cours de la Seconde Guerre mondiale. La série s'intitulait : *Zur Geschichte der deutschen Kriegsgefangenen des Zweiten Weltkrieges*, Bielefeld, Verlag Ernst et Werner Giesecke.

⁴²⁹ Smith, 9 octobre 1945, tableaux de l'U.S.F.E.T., et maréchal Juin, 27 octobre, tous déjà cités.

⁴³⁰ Notes documentaires et études, 26 mars 1946, secrétariat d'État, Paris. Archives du ministère des Affaires étrangères, Quai d'Orsay, Paris.

⁴³¹ Général Buisson, *Historique*, p. 48, et lettre de Kenneth C. Royall au Président Truman, 31 décembre 1945. Archives centrales de la Maison Blanche, dossier confidentiel, Bibliothèque Harry S. Truman, Indépendance, Missouri.

⁴³² Notes documentaires et études, p. 8.

que du Nord, le total s'élève à 1.072.629. Si l'on considère ensuite comme crédible le fait que Buisson indique 628.388 hommes finalement rapatriés en Allemagne, et 130.000 libérés sur les lieux mêmes de leur capture, sous le statut de Travailleurs Libres, on aboutit à un total de 758.388 élargissements. En conséquence, la différence entre le total des captures et ces élargissements met à nouveau en évidence l'absence de 314.241 prisonniers des comptes officiels.

Faut-il se contenter des affirmations de Buisson indiquant que des dizaines de personnes furent rapatriées sans être ni dénombrées ni répertoriées⁴³³ ? Tout cela ne fait que confirmer l'incapacité dans laquelle nous nous trouvons d'accéder à la connaissance précise de la dimension du problème.

Heureusement, il existe d'autres méthodes d'approche qui nous inclinent à penser que l'omission du recensement des rapatriés est en réalité délibérée, et n'a d'autre but que de cacher la vérité.

En effet, les Français étaient trop attachés à l'idée même de disposer d'une main-d'œuvre à bon marché pour en négliger le suivi. Initialement demandeurs de 1.750.000 P.G., ils finirent par accepter ce que les Américains voulurent bien leur céder. La consultation des documents français montre à quel degré de précision atteignaient les états mensuels, puisque le recensement indique à l'unité près la répartition des détenus par lieu et par emploi. Que l'on soit amené, par la suite, à découvrir que les Français n'ont pas jugé bon de tenir le décompte précis des rapatriements ne peut nous apparaître comme le fait du hasard. Il existait une seule raison de ne pas reporter le nombre de rapatriés : la nécessité de cacher les chiffres exacts, et par là même le nombre de morts qui devait [166] être assez élevé pour mériter d'être dissimulé. Ainsi, bien qu'il soit impossible de faire preuve d'une grande précision, il est clair que le nombre de morts constituait une préoccupation de nature à embarrasser les Français.

Nous nous sommes demandé si nous ne pourrions pas parvenir à une meilleure appréhension du phénomène à partir d'éléments recueillis auprès de sources moins officielles, et notamment de témoins oculaires (prisonniers, gardiens, fossoyeurs, délégués de la Croix-Rouge). Partant de ce qui avait été observé, parfois sur une période assez courte, nous avons calculé le nombre de morts sur la période considérée, et extrapolé en dégageant le taux annuel de décès⁴³⁴. Si nous reconnaissons d'emblée que cette méthode n'a pas de véritable rigueur scientifique, nous choisissons toutefois d'en soumettre les résultats au lecteur, qui à

⁴³³ Buisson, *Historique*, p. 240. Voir également les titres généraux de tous les tableaux de chiffres des appendices.

⁴³⁴ Série B. *Amérique*, 1944-1952, États-Unis. Vol. 79, pp. 78-79, Quai d'Orsay, Paris.

défaut d'atteindre à la certitude, pourra probablement entrevoir l'étendue du désastre⁴³⁵ :

	Effectif	Morts	Taux de décès/an	Période observée (mois)
Thorée-les-Pins	12.000	2.520	42,0%	5-6
Marseille (hôpital)	800	450	100,0%	3
Buglose	800	250	37,5%	10
Labouheyre	600	221	37,0%	12
Daugnague/Pissos	800	400	100,0%	6
Rivesaltes	2.400	1350	100,0%	3
Camp cité par <i>Le Monde</i> (période 1)	17.000	400	9,4%	3
Camp cité par <i>Le Monde</i> (période 2)	17.000	300	21,4%	1

Ces chiffres peuvent paraître tout à fait démesurés. Pourtant, nos recherches nous ont permis de découvrir deux autres documents capitaux qui tendraient plutôt à les confirmer. Ainsi, une équipe d'assistance quaker avait-elle découvert en janvier 1946 que, dans un camp de 2.000 personnes près de Toulouse, 600 hommes avaient trouvé la mort en 3 semaines⁴³⁶.

Un second document, découvert aux archives du ministère des Affaires étrangères, à Paris, fait pour sa part état d'un [167] taux annuel de décès de 17 % dans un camp de 3000 personnes à Barlin (Pas-de-Calais)⁴³⁷.

⁴³⁵ Après la publication de cet ouvrage au Canada, de nouvelles informations nous ont permis d'éclairer en partie la question des taux de mortalité dans les camps français en 1945-1946.

Joachim Theys, qui vit à Orillia (Canada) fut interné à Saint-Médard-en-Jalles (Gironde) pendant une période de près de 6 mois, après le 15 mai 1945. Au cours de sa détention il y eut une épidémie de typhus qui, selon lui, coûta la vie à un nombre de prisonniers compris entre 500 et 800, sur une période de deux ou trois mois. Theys affirme que parmi les détenus épargnés par l'épidémie, 5 personnes mouraient par jour. Un délégué du C.I.C.R. visita le camp au cours de la période de détention de Theys, et indiqua dans son rapport que 30 % des 9.500 détenus étaient inaptes au travail. Étant donné les critères peu rigoureux des autorités françaises à l'époque, on peut en déduire que près de 2.850 hommes étaient si faibles qu'ils ne pouvaient pas travailler du tout. Si l'on applique le taux de décès indiqué par Theys au camp entier inspecté par la Croix-Rouge, on obtient un taux de mortalité annuel compris entre 20 et 29 %. (Appliqué au seul secteur du camp où Theys était détenu, son témoignage révèle un taux de mortalité compris entre 53 et 100 % !) Dans cet ouvrage, nous considérons que le taux de décès annuel qui régnait à Saint-Médard-en-Jalles était de 30 %. Le témoignage de Theys n'est pas d'une grande précision, mais les chiffres du C.I.C.R., qui font état de 30 % d'inaptes au travail après seulement 4 mois de captivité, sont crédibles. Ce taux annuel de décès est très voisin de ceux qui régnaient dans d'autres camps entre octobre 1945 et octobre 1946, selon d'autres prisonniers ou d'autres organismes d'assistance.

⁴³⁶ Roger C. Wilson, *Quaker Relief*, p. 154.

⁴³⁷ 3 En ce qui concerne Thorée-les-Pins, un témoin, M. Langlais, dit que le nombre de décès fut compris entre 1.800 (12 décès par jour, multipliés par 150 jours) et 3.240 (18 décès par jour, multipliés par 180 jours). La différence entre l'effectif du camp cité par la Croix-Rouge (compris entre 17.000 et 20.000 hommes), et celui fourni par l'armée française (12.000 hommes) provient soit des décès prédits par Pradervand, soit des transferts de prisonniers hors du camp.

Rivesaltes : Un témoin, Werner Steckelings, d'Issum, Allemagne de l'Ouest, affirme que sur l'effectif d'une baraque (80 hommes), de 3 à 5 hommes mouraient chaque jour. Il affirme également que le nombre de

L'échantillon à partir duquel nous avons effectué nos calculs concerne 7 camps, soit 34.400 hommes. Cet effectif représente 3,4 % du contingent total de prisonniers « en mains » françaises. Si nous cherchions à étendre nos résultats à l'ensemble, nous obtiendrions un nombre de décès qui serait situé entre un maximum de 314.241 (nombre de non-répertoriés par Buisson) et 167.000 (chiffre porté dans la colonne *Perdus pour Raisons diverses*).

Additif à l'édition française

Après la publication du présent ouvrage au Canada et en Allemagne, l'auteur a découvert, dans les Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères, un document qui confirme les résultats de son enquête relative aux camps français. Il s'agit d'une note de la Direction des Affaires Administratives et Sociales, établie à la date du 25 janvier 1946, dans laquelle on lit : « Le Gouvernement américain nous a demandé d'effectuer la libération totale, au plus tard le 1^{er} octobre 1947, de l'ensemble des prisonniers de guerre qui, transférés à la France par le Commandement américain, demeurent encore sous notre contrôle (475.000 prisonniers). » (Séries Z *Europe-Allemagne* 1944-1949, Prisonniers de guerre, vol. 22, p. 292.)

Si l'on tient compte des rapatriements, des rétrocessions aux Américains et d'autres transferts clandestins, cela signifie que sur le nombre de prisonniers cédés par les Américains (compris entre 638.000 et 675.000), de 55.000 à 123.000 sont morts au cours des premiers mois de leur captivité, ainsi que Jean-Pierre Pradervand, l'avait annoncé (voir annexe 11).

morts atteignit parfois 20 par jour. Le nombre cité (1.350) tient compte de 15 morts par jour pour le camp entier, pendant une durée de 90 jours.

Marseille : l'ancien prisonnier Hubert Heyer, de Düsseldorf déclare que, pendant son internement, il vit mourir chaque jour de 3 à 6 hommes. Nous nous sommes basés sur 5 morts par jour pour calculer le taux de mortalité.

L'auteur a rassemblé les informations relatives aux camps de Labouheyre, Dagnague-Pissos et Buglose en interrogeant des gardiens, un ancien prisonnier, et en consultant les archives locales.

Voir éléments relatifs au camp cité dans *Le Monde* du 30 septembre, 1^{er} octobre 1945.

[169]

Chapitre 10

LES BRITANNIQUES ET LES CANADIENS

A la fin de la guerre, les Britanniques et les Canadiens se trouvèrent confrontés, en Allemagne du Nord, à une situation étrange : ils étaient largement surpassés en nombre par les vaincus, qui se rendaient à eux avec empressement. Des centaines de milliers d'Allemands se cachaient dans les bois, dans les caves, *« affamés et effrayés, couchés dans les champs de céréales, à quinze mètres de nous, attendant le moment approprié pour se relever les mains en l'air »*. Le capitaine H.F. McCullough du 2^e régiment anti-chars de la 2^e division canadienne, termine le récit⁴³⁸ des combats auxquels il a participé, par une évocation du chaos qui présida à la capitulation de l'ennemi : *« C'était une situation bizarre. Ils erraient dans la campagne, et ne cherchaient pas à pénétrer dans des enceintes. Ils dormaient, dans les granges, dans les champs, etc. Nous avons naturellement réquisitionné des habitations, dont l'hôtel sur l'île de Wangerooge faisait partie. Les Allemands étaient très disciplinés et il n'existait aucune animosité entre eux et nous. Nous étions, bien sûr, [170] beaucoup moins nombreux, mais nous étions armés et ils ne l'étaient pas. Nous ne nous en occupons pas beaucoup. »*

Dans ce contexte peu banal, McCullough n'eut pas de mal à croire à la réalité d'un fait qu'on lui rapporta : après le 8 mai, jour de la victoire des Alliés, on put voir deux soldats armés, l'un allemand, l'autre canadien, monter la garde ensemble près d'un dépôt de munitions. Les Canadiens s'étaient dit : *« La guerre est terminée, cela donnera confiance à la population civile... les troupes ne réagiront pas agressivement, elles auraient trop à perdre, dans la mesure où la libération finale est très proche »*⁴³⁹.

Pendant la guerre, les Canadiens dressèrent rapidement pour leurs captifs des enclos de barbelés, qui ne furent dépourvus d'abris et de matériels de cuisine que durant quelques jours. A l'automne de 1944, dans un camp de prisonniers situé près de Dieppe, ils trouvèrent *« plusieurs milliers d'hommes entassés dans des enceintes qui avaient été construites dans les champs »*. Ces détenus furent immédiatement nourris, on leur donna à boire en quantité suffisante et, au bout de quelques jours, on leur fournit des tentes. Werner Heyne, de Toronto,

⁴³⁸ Entretien avec l'auteur, Toronto, 1987.

⁴³⁹ Lettre de H.F. Mc Cullough de West Hill, Ontario, adressée à l'auteur en mars 1988.

qui témoigna de son expérience, affirme qu'il n'y eut pas de morts dans ces enclos. Au bout d'un mois, les prisonniers furent transférés en Angleterre, dans des camps mieux organisés⁴⁴⁰.

A la fin de la guerre, en Allemagne du Nord, les Britanniques et les Canadiens, tout comme les Américains, eurent de grandes difficultés à nourrir et loger l'impressionnante quantité de prisonniers de la Wehrmacht qu'ils venaient de capturer. Le maréchal Montgomery affirma qu'en un jour et demi, 500.000 Allemands s'étaient rendus à son 21^e groupe d'armées⁴⁴¹. Peu de temps après le jour de la victoire, le total des détenus anglo-canadiens se montait en effet à plus de 2.000.000 d'individus. Le pillage, qui avait déjà commencé dans les zones conquises par l'armée canadienne, fut rapidement réprimé par Montgomery, qui ordonna « *des mesures urgentes pour stopper cette mise à sac de provisions et de bétail. Il sera expliqué aux soldats que toute nourriture dérobée aujourd'hui aux Allemands engagera peut-être demain les frais du Royaume-Uni*⁴⁴². » En tout cas, à l'exception des détenus du camp d'Overijsche (voir plus loin), les prisonniers reçurent dans les camps britanniques et [171] canadiens juste assez de nourriture et de protection pour pouvoir survivre, mais malgré tout rester en bonne santé.

Cependant, bien que les Britanniques eussent décrété qu'ils n'accueilleraient aucun F.E.D., ils acceptèrent en fait des centaines de milliers de prisonniers malades et faméliques en provenance des camps américains. Parmi eux se trouvait le caporal Helmut Liebich, frissonnant de fièvre, qui avait attrapé la dysenterie et le typhus à Rheinberg⁴⁴³. Liebich appartenait au groupe expérimental anti-aérien de Peenemünde, sur la Baltique, lorsqu'il avait été capturé par les Américains, le 17 avril, près de Gotha. Le camp de F.E.D. de Gotha était un simple champ entouré des barbelés habituels, sans aucune tente. Il se transforma rapidement en véritable bournier. Le premier jour, les prisonniers reçurent une petite ration de nourriture, qui fut ensuite coupée en deux. Pour obtenir cette demi-ration, les prisonniers devaient se plier à une épreuve. On les faisait courir vers la nourriture, le dos voûté, entre des rangées de gardiens qui les frappaient avec des bâtons. Le 27 avril, ils furent transférés au camp américain de Heidesheim, plus à l'ouest, ou pendant plusieurs jours on ne leur distribua pas de vivres ; puis ils commencèrent à en recevoir une infime quantité. La soif, la faim, le manque d'abri commencèrent à provoquer les premiers décès. Une nuit, alors qu'il pleuvait, Liebich vit les parois des excavations, creusées dans la terre molle et sableuse, s'effondrer sur des prisonniers

⁴⁴⁰ Interview de Werner Heyne par l'auteur, avril 1988.

⁴⁴¹ Dans l'ouvrage de Nigel Hamilton, *Monty*, vol. 3, p. 523.

⁴⁴² Message de Montgomery au commandant de la 1^{ère} et de la 2^e armée canadienne, 22 mars 1945. R.G. 24, vol. 10651, 215.C., N.A.C., Ottawa.

⁴⁴³ Le récit du caporal Liebich est basé sur un entretien avec l'auteur, à Rheinberg, en novembre 1987.

trop faibles pour remonter à l'air libre. Il essaya de les dégager, mais ils étaient trop nombreux. Ils moururent étouffés avant que leurs compagnons ne parviennent à les atteindre. Liebich s'assit sur le sol et se mit à pleurer. « *Je ne pouvais pas croire que les hommes puissent être aussi cruels les uns envers les autres.* » Il constata que l'on traînait chaque jour entre 10 et 30 corps hors de sa zone, le « camp B », qui avait au départ contenu près de 5.200 hommes. Il vit même un prisonnier battre l'un de ses compagnons à mort pour récupérer un minuscule morceau de pain.

Le typhus se déclara à Heidesheim vers le début du mois de mai. Le 13, on transféra Liebich dans un autre camp américain, à Bingen-Budesheim, non loin de Bad Kreuznach où, disait-on, étaient internés entre 200.000 et 400.000 prisonniers, tous privés d'eau, de nourriture, d'abri, de médicaments, et serrés les uns contre les autres.

Il attrapa bientôt la dysenterie et on lui apprit qu'il avait [172] également le typhus. Bien qu'il fût délirant de fièvre, on lui ordonna de participer au recensement des prisonniers en fonction de leur lieu de naissance. Il remarqua que tous les hommes qui avaient vécu à l'est de l'Elbe étaient placés dans des convois de camions destinés à la France. Une fois sa tâche terminée, Liebich s'empressa de dire aux gardiens qu'il était originaire de Westphalie, partie de l'Allemagne occupée par les Britanniques.

Épuisé, devenu trop faible pour écrire, c'est à partir de ce moment qu'il cessa de tenir son journal. On le hissa, à demi évanoui, dans un wagon ouvert avec 60 autres prisonniers. Le train emporta son chargement et suivit le Rhin ; il fit un détour par la Hollande, où des habitants se tenaient sur les passerelles, pour jeter des pierres sur la tête des prisonniers, au point que, parfois, les Américains étaient obligés de tirer des coups de semonce pour les tenir éloignés. Après trois jours et trois nuits de voyage, Liebich, avec l'aide de ses compagnons, pénétra en chancelant dans l'immense camp américain de Rheinberg. Là, il allait se trouver de nouveau sans nourriture et sans abri.

Lorsque enfin un peu de vivres arrivèrent, on découvrit qu'ils étaient pourris. Des prisonniers racontèrent qu'à Rheinberg, ils vécurent « *35 jours sans pratiquement aucune nourriture, et 15 jours sans nourriture du tout* ». En mai 1945, le taux annuel de décès qui régnait dans les camps tels que celui-là, s'élevait à 30 % environ⁴⁴⁴. Dans aucun des camps où il fut interné, Liebich ne vit le moindre abri pour les prisonniers. Il n'assista pas non plus au moindre dénombrement des détenus. Les hommes qui tenaient un journal n'y inscrivaient que les informations susceptibles de ne pas offenser les gardiens, car ils avaient enten-

⁴⁴⁴ Voir appendice 1. Selon un survivant, le taux de décès annuel était supérieur à 30 %.

du dire qu'ils seraient punis s'ils prenaient des notes sur ce qui se passait⁴⁴⁵.

Un jour, au mois de juin, au milieu des hallucinations dues à sa fièvre, le jeune caporal vit les « Tommies »⁴⁴⁶ arriver. *"On nous compta, on nous recompta, six ou sept fois je pense au cours de la première semaine. Je fus envoyé à l'hôpital à Lintfort."* A l'entrée des Britanniques dans le camp, Liebich, qui mesure 1,76 m pesait 44 kilos. Jusqu'à la fin de ses jours, il se souviendra avec gratitude des soins qui lui furent prodigués dans trois hôpitaux, ce qui lui sauva la vie. Il salue surtout le [173] travail des Britanniques. *« C'était merveilleux d'avoir un toit au-dessus de la tête et d'être couché dans un vrai lit. On nous considérait de nouveau comme des êtres humains. Les Tommies nous traitaient comme des camarades. »*

Au dire de plusieurs prisonniers du camp de Rheinberg, qui peuvent encore en témoigner, l'acte ultime des Américains avant de céder l'enceinte aux Britanniques à la mi-juin, consista à passer une partie du camp au bulldozer, alors qu'il y avait encore des hommes vivants au fond de leur trou⁴⁴⁷. Il aura fallu 44 ans pour que le cauchemar vécu par ces détenus soit révélé. Il est tout de même surprenant de constater qu'aucun officier britannique n'alerta la presse, et qu'aucun rapport sur les conditions de détention à Rheinberg ne fut jamais rendu public, alors qu'un délégué de la Croix-Rouge avait, semble-t-il, visité le camp au mois de mai⁴⁴⁸.

A l'hôpital de Lintfort, les hommes reçurent de la nourriture chaque jour mais, pour nombre d'entre eux, il était hélas trop tard. Pendant plusieurs semaines, à l'hôpital, ils continuèrent à mourir. Liebich fut le seul survivant de sa chambre, bien que, pendant les quelques semaines de son séjour, chaque lit eût été successivement occupé par trois ou quatre détenus. Liebich ne rend pas les Britanniques responsables de cette situation. Il pense qu'*« avec les Tommies, l'ordre était revenu. C'était comme le jour et la nuit. Ils (lui) ont sauvé la vie. »* Guéri, il fut renvoyé à Rheinberg, où il fut inclus dans un nouveau recensement. On le relâcha quelques semaines plus tard.

Les Américains avaient communiqué au 21^e groupe d'armées britannique, un nombre de prisonniers supérieur à celui que les Britanniques trouvèrent effectivement dans les camps. Ce décalage était probable-

⁴⁴⁵ Interview de Herr Liebich, par l'auteur et son assistante, à Rheinberg, en novembre 1987.

⁴⁴⁶ Les Tommies : nom familier pour désigner les soldats britanniques. [N. du T.]

⁴⁴⁷ Interview par l'auteur de Heinz Janssen, archiviste municipal de Rheinberg, du secrétaire de mairie, Herr W. Hucklekemke, et de son assistante Anja Kiechle, novembre 1987.

⁴⁴⁸ Lettre de Françoise Perret, C.I.C.R., adressée à l'auteur le 12 juin 1987.

Le C.I.C.R. a refusé à l'auteur l'autorisation de consulter ce rapport, dont les archives du département d'État américain ne contiennent aucune copie. Ces rapports étaient toujours adressés à la puissance protectrice, conformément à la convention de Genève.

ment dû aux décès qui n'avaient pas été dénombrés⁴⁴⁹. Si l'on tient compte de ce « hiatus britannique », les totaux effectués par le 21^e groupe d'armées révèlent peu de variations, ce qui indique un taux de mortalité peu élevé dans les camps. Une autre indication confirme la faiblesse de ce taux : parmi les prisonniers de l'enclave de Brême, aux mains des Britanniques, les registres du 3^e bureau (opérations) de l'U.S.F.E.T. ne révèlent pas de chute significative du nombre de détenus recensés, pour les mois d'août et de septembre 1945⁴⁵⁰. Fait plus révélateur encore, les registres de l'U.S.F.E.T. relatifs aux camps britanniques ne font pas [174] mention d'Autres Pertes, alors que, dans le même temps, les Américains en comptent, pour leur part, un nombre très élevé.

Nous avons interrogé des dizaines de témoins : anciens prisonniers, gardiens de camps, ou P.R.E.⁴⁵¹ (personnel rendu à l'ennemi), c'est-à-dire des prisonniers sans le statut de prisonnier de guerre). Tous sauf un affirmèrent avoir été bien traités. Ils se souviennent qu'au bout de deux ou trois jours de captivité ils reçurent assez d'eau et de nourriture pour survivre, des tentes pour s'abriter, et disposèrent d'assez d'espace pour s'installer. L'ancien détenu A. Bodmar, qui vit maintenant à Markham, dans l'Ontario, et fut lui-même bien traité, avait entendu parler d'un camp britannique où, disait la rumeur, entre 1.000 et 5.000 hommes étaient morts très rapidement⁴⁵².

L'information selon laquelle des prisonniers mouraient de faim ne se répandit pas seulement dans les camps eux-mêmes, mais également au-delà. Le rétablissement du service postal, que les Britanniques avaient mis en route pour tous les prisonniers dès le mois d'août 1945, y fut sans doute pour beaucoup⁴⁵³. En avril 1946, le margrave von Baden écrivit au rédacteur en chef du *Times*, Robert Barrington-Ward, pour protester contre les conditions d'internement des camps britanniques dont avait entendu parler A. Bodmar :

« "Je vous écris car j'ai reçu des informations extrêmement alarmantes rela allemands, et à des camps de prisonniers politiques, situés au nord de l'Allemagne. Il est possible de vous fournir des détails authentiques. Un film, s'il était réalisé, égalerait en force celui réalisé à Belsen.

⁴⁴⁹ Voir appendice 9, le « hiatus britannique ».

⁴⁵⁰ Rapport hebdomadaire de l'U.S.F.E.T. sur la situation des P.G. et des F.E.D., R.G. 331 section 26, 383.6/1-3, N.A.R.S., Washington.

⁴⁵¹ En anglais : S.E.P. : Surrendered Enemy Personnel. [N. du T.]

⁴⁵² L'évocation de morts massives dans un camp britannique ou canadien est la seule rencontrée par l'auteur en 2 ans de recherches, incluant des entretiens avec plus d'une centaine de personnes (anciens prisonniers, gardiens, un prêtre et un commandant de camp) qui s'étaient trouvées dans des camps américains, français, britanniques ou canadiens, en Europe.

⁴⁵³ Alfred Nutt, simple soldat de la Wehrmacht, qui se trouvait dans un camp de Kreis Stadt, près de Hambourg, écrivit à sa mère, au mois de juillet. Elle reçut la lettre en août. Quelques semaines plus tard, il fut relâché. Il était « en bon état ». Entretien avec Hans le frère de Nutt. Edmonton, Alberta, décembre 1988.

« Mon plus grand souci est d'épargner des vies humaines. Un certain nombre de prisonniers sont peut-être coupables, mais ils ne sont certainement pas tous assez coupables pour avoir mérité de mourir de faim : de toute manière, beaucoup d'entre eux sont innocents.

« Mais je suis également inquiet pour la réputation de l'Angleterre - nous avons besoin de la préserver pour cicatriser les blessures de la jeunesse allemande, à qui elle [175] doit servir d'exemple. Ces jeunes ne cessent de nous demander : les Alliés sont-ils sérieux, quand ils parlent de leurs sentiments chrétiens ?

Sincèrement vôtre,

Berthold

Margrave von Baden.

Cette lettre ne resta pas sans effet, en partie parce que Barrington-Ward s'assura qu'elle fût largement diffusée par le biais de la presse. Cette révélation brutale provoqua d'ailleurs une intervention à la Chambre des Lords où monseigneur l'évêque de Chichester se leva pour poser une question orale à ce sujet :

« Messieurs, je sollicite la permission de poser au gouvernement de Sa Majesté une question dont fai avisé la Chambre en privé. Cette question est la suivante : nous désirons savoir si l'attention du gouvernement a été attirée par les déclarations faites dans la presse et ailleurs, au sujet de la situation qui règne dans certains camps d'internement - où sont détenus des civils et des prisonniers de guerre - en Belgique et dans la zone d'occupation britannique en Allemagne ; si des enquêtes sont effectuées pour vérifier le bien-fondé de ces déclarations, et si le résultat de ces enquêtes sera rendu public dès que possible. »

Lord Nathan, sous-secrétaire d'État au Parlement, répondit :

« En ce qui concerne les camps de prisonniers de guerre en Belgique, des enquêtes ont été immédiatement ordonnées et des rapports d'irrégularités commises ont été portés à notre connaissance. Une Cour d'Enquête siège actuellement en Belgique sous l'autorité de l'officier général commandant en chef de l'armée anglaise du Rhin⁴⁵⁴, et... il est vraisemblable qu'un rapport sera rendu sous peu⁴⁵⁵. »

Les faits étaient les suivants : dans l'un de ces camps, à cause d'une erreur administrative, les rations des prisonniers pour [176] un mois de nourriture avaient été réduites à un niveau désastreusement bas⁴⁵⁶. Selon un envoyé de la Croix-Rouge, M.E. Aeberhard, « au moins » 200

⁴⁵⁴ L'armée du Rhin est l'appellation en usage pour désigner les troupes britanniques en Allemagne. [N. du T.]

⁴⁵⁵ Foreign Office 916/1433 P.R.O., Londres.

⁴⁵⁶ « Les officiers supérieurs britanniques furent rendus responsables des conditions qui régnaient dans les camps belges. On constate que les camps ne recevaient pas toutes les fournitures nécessaires. Les conséquences de ces manquements inexcusables aux obligations de la convention de Genève furent ultérieurement formulées par un représentant du Cabinet de la Guerre. » Télécopie envoyée par le colonel Henry Faulk à l'auteur, 4 avril 1989. Voir aussi Hansard, 2 février 1946.

hommes étaient morts en quelques semaines. Il visita quelques camps britanniques de P.R.E. en Belgique, où il constata « *des conditions de détention très pénibles* », notamment à Overijsche en décembre 1945⁴⁵⁷.

Aiguillonnés par la Chambre des communes, la Chambre des Lords, par des articles du *Times* et de *l'Observer*, les officiers chargés de l'enquête obtinrent des résultats. Les accusations formulées par le margrave von Baden furent confirmées, bien qu'un officier qualifiât d'inepte la comparaison des camps britanniques avec Belsen. On fit savoir que les rations suffisantes avaient déjà été rétablies avant que l'erreur eût été rendue publique ; en un mois, les décès avaient cessé. La CroixRouge déclara : « *A la suite de notre intervention, nous avons constaté avec plaisir, dès la deuxième semaine de décembre 1945, que les autorités britanniques se sont mises à l'œuvre avec énergie pour redresser la situation*⁴⁵⁸. »

Selon le colonel Henry Faulk, responsable, pendant et après la guerre, de la rééducation des prisonniers de guerre dans les camps britanniques sur le territoire du Royaume-Uni, s'il n'y eut pas de mise hors de cause, c'est qu'elle n'avait pas lieu d'intervenir. Faulk est certain que les hommes qui dirigeaient les camps britanniques en Belgique et en Allemagne maintenaient leurs prisonniers en bonne santé. Les rapports du C.I.C.R. sur ces camps confirment en gros, cette déclaration, avec cependant quelques exceptions non négligeables. Dans son ouvrage, Faulk évoque une étude de l'écrivain allemand A. Mitscherlich, dans laquelle l'auteur indique que les prisonniers allemands se plaignent avec amertume des conditions lamentables qui régnaient dans un ou deux camps alliés en Belgique ; l'un d'eux étant sans doute un camp britannique : « *Ils étaient traités sans humanité, ils mouraient de faim dans des conditions déplorables et subissaient des brimades. Tout cela est considéré (par les prisonniers) comme une injustice, un crime contre l'humanité... qui les place au même rang que les victimes des camps de concentration. Une seule conclusion s'impose : les Autres font les choses, dont ils nous ont blâmés*⁴⁵⁹. »

[177]

Étant donné la publicité faite autour de la lettre du margrave von Baden que nous avons citée, il est hautement improbable que les camps de P.R.E. aient été le théâtre de morts qui auraient pu être évitées, en dehors de celles survenues à Overijsche. Nous n'avons aucune raison de

⁴⁵⁷ Rapport du C.I.C.R. au Foreign Office, Londres, janvier 1946. F.O. 916, pièce 1433. P.R.O., Londres. [Les Britanniques n'autorisaient pas le C.I.C.R. à pénétrer dans les camps en 1945. Cette visite fut l'une des quelques entorses faites à cette interdiction globale.] [N. du T.]

⁴⁵⁸ Lettre du C.I.C.R. au sous-secrétaire d'État, 17 avril 1946. Foreign Office 916 pièce 1433. P.R.O., Londres.

⁴⁵⁹ Mitscherlich, Haas et Seeman, *Bericht über eine Befragung heimkehrender deutscher Kriegsgefangener* (I.Y.M.C.A.). Cité dans l'ouvrage d'Henry Faulk, *Group Captives* (Londres, Chatto et Windus, 1977). Faulk ne pense pas que ce jugement des prisonniers puisse s'appliquer aux camps britanniques.

supposer que la censure ait été différente d'un camp à l'autre, car il faut se souvenir que le courrier y circulait librement.

Il est d'ailleurs à peu près certain que c'est grâce au message d'un prisonnier que le margrave von Baden avait découvert la réalité d'Ove-rijsche⁴⁶⁰. En tout état de cause et, comme le montre la lettre de la Croix-Rouge, les Britanniques n'avaient pas besoin de la crainte de l'opinion publique ; la situation avait été rétablie avant même que les questions ne fussent posées à la Chambre.

Tout cela concourt à démontrer que les membres britanniques des C.C.S.⁴⁶¹ refusèrent, dès avril 1945, d'accepter des Allemands en provenance des camps américains, parce qu'ils ne voulaient pas que leurs propres prisonniers aient à souffrir du manque d'abri et du manque de vivres qui allaient inévitablement affecter les F.E.D. Si les Britanniques avaient eu l'intention d'interner leurs P.R.E. dans les conditions qu'Eisenhower avait réclamées dans son message daté du 10 mars, il n'y aurait eu aucune raison de s'opposer à l'accueil de nouveaux détenus. En d'autres termes, les Britanniques n'auraient vraisemblablement pas refusé de prendre des Allemands agonisants, s'ils avaient eu eux-mêmes l'intention de les maltraiter. La façon dont ils se comportèrent avec le caporal Liebich et des milliers d'autres prisonniers à Rhuinberg montre que, même lorsqu'ils étaient forcés d'accepter des moribonds, ils ne leur faisaient pas subir le même traitement que les Américains.

L'attitude des Britanniques n'était pas motivée uniquement par un attachement profond à des principes humanitaires, ou par la défense chevaleresque du vaillant ennemi dans la défaite. Le fait de préserver les forces des Allemands maintenant sous contrôle allié, n'était pas dépourvu d'un certain égoïsme cynique. A l'instar de George S. Patton, les Britanniques n'ignoraient pas qu'ils pourraient être amenés à s'allier avec les Allemands contre la Russie dans la lutte naissante pour [178] l'Europe. Et, tout comme Patton, qui s'empessa de relâcher ses prisonniers en mai 1945⁴⁶², ils firent de même avec leurs P.R.E., jusqu'à ce qu'ils n'en détiennent plus que 68.000 au printemps de 1946⁴⁶³. Les Britanniques allèrent encore plus loin que Patton : pendant plusieurs mois, ils gardèrent intactes les unités de prisonniers allemands auxquelles ils laissèrent même leur armement, soit un effectif compris entre 300.000 et 400.000 hommes, capturés en Norvège. Churchill fut

⁴⁶⁰ Von Baden ne dévoile pas l'origine de ses informations. Ce procédé, à première vue de nature à abaisser la crédibilité de la lettre au *Times*, se trouve malgré tout justifié quand on imagine que le renseignement pouvait très bien provenir d'un prisonnier encore interné, et donc susceptible de subir des représailles.

⁴⁶¹ Les chefs d'état-major réunis : États-Unis et Royaume-Uni. [N. du T.]

⁴⁶² Sur l'effectif des 457.985 F.E.D. libérés par le 12^e groupe d'armées, 400.926 hommes, soit 89 % de l'effectif total, relevaient de la 3^e armée de Patton. Rapports sur la situation des F.E.D., du 1^{er} le, bureau du S.H.A.E.F., R.G. 331 section 26, 383.6/3-17, N.A.R.S., Washington.

⁴⁶³ F.O. 371/55742. P.R.O., Londres. Au printemps de 1946, les Britanniques détenaient près de 400.000 prisonniers travaillant dans les îles Britanniques.

l'objet de railleries de la part de Staline à ce sujet à la conférence de Potsdam⁴⁶⁴. Jouant l'innocence, le Premier Ministre affirma qu'il n'était pas au courant. Peu de temps après, quelques-uns de ces détenus furent envoyés par convois ferroviaires dans des camps britanniques au nord de l'Allemagne, et quelques autres furent expédiés en France, dans des camps français. Heinz T. se souvient qu'avant leur transfert au camp de Rennes en août 1945, lui et ses camarades furent, en dépit de leur statut de P.R.E., correctement nourris et vêtus par les Britanniques⁴⁶⁵.

À la différence des Américains, les Britanniques, qui assuraient déjà à leurs P.G. des rations suffisantes, veillèrent à ce que leurs P.R.E. bénéficièrent du même traitement. Ils démontrèrent ainsi que le fait de fournir aux détenus suffisamment d'eau, d'espace, de tentes et d'autres éléments essentiels à leur survie, était une question de principe fondamental⁴⁶⁶.

Le colonel Faulk nous confirma qu'il s'agissait bien d'une politique réfléchie, même à ce niveau. « *Le Bureau de la Guerre pensait constamment à la prochaine guerre. Par conséquent, on prenait grand soin de ne pas faire quoi que ce soit qui pût créer un précédent, faisant courir le risque aux prisonniers de la prochaine guerre d'être maltraités. Voilà pourquoi ils se débarrassèrent de leurs P.R.E. aussi rapidement*⁴⁶⁷. »

Dirigeant des millions de civils depuis son quartier général isolé, dans le chaos pénible de l'Allemagne de l'après-guerre, le maréchal Montgomery perdit vite son envie combative de « *taper sur les Huns* ». En octobre, il télégraphia à Londres : « *Je voulais m'assurer que le Control Office possède tous les éléments concernant les répercussions futures de la situation alimentaire. Je pense qu'il est de mon devoir d'agir ainsi. Je ne me fais pas l'avocat des Allemands, mais du traitement humain qui leur est dû. Ils vont avoir à se serrer la ceinture, mais je ne crois pas que [179] nous devions leur fournir une ration inférieure à celle de Belsen*⁴⁶⁸. »

L'attitude des Britanniques exaspérait le général Hilldring, directeur de la division des Affaires civiles du département de la Guerre des États-Unis. Le 4 septembre 1945, celui-ci indiqua au département d'État, qu'« *en violation directe des instructions des C.C.S., les Britanni-*

⁴⁶⁴ Procès-verbal de la conférence de Potsdam, R.G. 43 casier B.A., N.A.R.S., Washington.

⁴⁶⁵ Entretien avec Heinz T., voir chapitre 4. Le colonel Lauben, qui représentait le S.H.A.E.F., se rendit en Norvège pour organiser le transfert de ces hommes.

⁴⁶⁶ Un document politique officiel britannique fait référence à l'article 11 de la convention de Genève (relatif à l'alimentation des P.G.) et précise : « Il doit être appliqué, sauf en ce qui concerne la quantité de nourriture. Les P.G. et les P.R.E. recevront la même quantité fixée par le Cabinet de la Guerre. » Cette restriction était motivée par le fait que les Britanniques n'avaient pas suffisamment de nourriture pour fournir la quantité fixée par la convention. Il faut toutefois souligner que le texte définit des normes très supérieures au minimum vital. D'ailleurs, en dépit de ces restrictions, P.G. et P.R.E. furent maintenus en bonne santé. Appendice A à la lettre du G.H.Q. O.M.F., datée du 6 juillet 1946. F.O. 371/55742, P.R.O., Londres.

⁴⁶⁷ Entretien avec l'auteur, avril 1988.

⁴⁶⁸ Écrits de Bernard Law Montgomery 127/54, Musée impérial de la Guerre, Londres.

ques, dans leur zone, gaspillent leurs provisions, en particulier la nourriture.» Il soutint qu'afin d'éviter une compétition entre les quatre occupants de l'Allemagne sur ce point, « *les Américains (devaient) s'assurer que les vivres achetés aux États-Unis (étaient) contrôlés par l'armée* ». Il s'inquiétait à l'idée que les Britanniques puissent recevoir tout le mérite du bon travail accompli dans leur zone, parce qu'ils avaient le charbon de la Ruhr qui permettait de payer les importations d'aliments. « *Le général Clay voit dans tout cela un grand danger pour la situation de l'armée américaine en Allemagne* » Les Américains ne devaient pas laisser les mains libres aux Britanniques pour la distribution de nourriture en Allemagne, poursuivait-il ; « *je partage trèsfortement le point de vue du général Clay* »⁴⁶⁹.

En décembre 1945, un diplomate français exprima devant le général de Gaulle un point de vue objectif sur l'attitude des Britanniques. Il affirma que les civils allemands dans la zone anglaise « (appréciaient) *la ligne d'action à la fois ferme et douce des Britanniques. Dans la ville de Hambourg, bien que la population (se fût) élevée à 400000 personnes au cours des trois derniers mois, la situation alimentaire (était) plus que satisfaisante.* »⁴⁷⁰

Parce que l'Angleterre et le Canada étaient occupés à stocker 500.000 tonnes de blé canadien, en prévision d'une éventuelle pénurie, l'armée des États-Unis les mit au défi de fournir une explication rationnelle tendant à prouver le sérieux d'une telle hypothèse, au demeurant plus qu'improbable. « *Je suis absolument convaincu que seules les autorités du gouvernement militaire américain en Allemagne ont un désir réel de maintenir les rations (des Allemands) au minimum raisonnable* », déclara le général Hildring. Pour ce dernier, c'était une question de principe. Il n'éprouva pas le besoin de recourir au mythe de la pénurie alimentaire mondiale, allant même jusqu'à admettre à l'occasion de ses échanges avec le département d'État, l'existence d'un excédent de céréales aux États-Unis.

[180]

Au début de l'occupation britannique en Allemagne, les soldats du 21^e groupe d'armées appréhendaient d'avoir à assumer des tâches d'administration civile. Leur attitude changea rapidement au fur et à mesure qu'il tentaient, comme Victor Gollancz, de soulager les souffrances multiples qu'ils constataient autour d'eux. Le sentiment de ces soldats fut exprimé par l'un des spécialistes les plus autorisés de la question, F. Donnison⁴⁷¹ : « *Au moment où ils terminaient leur mission, ils avaient le sentiment qu'ils venaient d'accomplir le travail le plus*

⁴⁶⁹ Lettre d'Hildring au département d'État, 4 septembre 1945. R.G. 59, 3726 A, N.A.R.S., Washington.

⁴⁷⁰ Série Y *Internationale* Y 51-1 novembre-décembre 1945, vol. 283, p. 241. Direction générale des études et recherches, ministère des Affaires étrangères, Quai d'Orsay, Paris.

⁴⁷¹ F.S.V. Donnison, *Civil Affairs and Military Government, North-West Europe, 1944-1946*, p. 465.

gratifiant qu'il leur eût jamais été donné d'exécuter. L'un deux, homme d'une profonde honnêteté, très exigeant, avec un passé militaire et des états de service de grande valeur, écrivit que "très honnêtement, il était intimement persuadé que c'était la seule chose valable qu'il avait faite de toute sa vie". »

« Une tâche qui procura tant de satisfaction valait forcément la peine d'être réalisée, et le fut avec cœur. »

[181]

Chapitre 11

HISTOIRE, MYTHES ET MENSONGES

« *Ce qui ne doit pas être, ne peut pas être.* »

Christian Morgenstern

L'Histoire ne retient que les phénomènes de masse. Tout au contraire, l'art privilégie l'individu. Dans le domaine de l'art, un seul visage suffit pour animer un tableau, une pièce, un film, un livre ; mais dans le domaine de l'Histoire, l'individu ne peut être reconnu que dans la mesure où il incarne personnellement les valeurs et les aspirations de la masse.

Sans ce nombre massif de morts dans les camps, l'Histoire n'en aurait rien retenu. Pour empêcher que leur crime fût divulgué et transformé en événement historique, il suffisait donc aux Américains et aux Français de dissimuler l'ampleur d'un désastre qu'ils étaient les seuls à mesurer. Ce fut accompli.

Ayant d'abord réussi à éviter la divulgation du nombre massif de morts dans les camps, les Américains et les Français durent cependant fournir un autre nombre. Il n'était en effet pas crédible que personne n'eût péri en captivité, ou qu'aucun [182] compte ne pût être présenté. Ils publièrent, par conséquent, un nombre réduit, tellement peu élevé que tout individu connaissant l'arithmétique, et capable de comparer des taux de décès, ne pouvait le prendre au sérieux.

Pour sa part, le général Buisson n'hésita pas, en parlant de prisonniers dont il avait reconnu l'état de sous-alimentation, à annoncer un taux de décès inférieur à celui affectant, en temps de paix, des soldats bien nourris.

Les Américains, quant à eux, indiquèrent par exemple aux autorités municipales de Rheinberg qu'ils avaient dénombré 614 morts dans leur camp. Cela correspond à moins du trentième du total suggéré par les chiffres confidentiels que l'armée des États-Unis avait inscrits dans la colonne *Autres Pertes* de leurs relevés quotidiens et hebdomadaires. Les Allemands acceptèrent ce nombre réduit, parce qu'ils se sentaient coupables à cause de leurs camps d'extermination, ou à cause de la guerre, ou encore parce que ce nombre réduit revenait, en quelque sorte, à atténuer la preuve de leur humiliation. En outre, ils ne voulaient surtout pas froisser le vainqueur, tout particulièrement depuis qu'il était devenu leur allié face aux communistes. L'un des nombreux moyens de le satisfaire consistait donc à accepter ses mensonges relatifs à des faits

auxquels on ne pouvait plus rien changer - attitude qui ne permet absolument pas, cela va de soi, d'absoudre les Allemands pour l'existence des camps de concentration nazis. En quelques années, le fait même de formuler un doute sur le nombre réduit devint implicitement un signe de déloyauté, car tout bon Allemand qui mettait en doute la parole des Américains devenait, *ipso facto*, un ennemi des deux États. Dans les faits, les Américains furent donc pardonnés avant même d'avoir été accusés.

Beaucoup d'Allemands pensaient qu'il existait un nombre massif, mais ne le connaissaient pas. Ils connaissaient le nombre réduit, mais le considéraient comme faux. Cette ambiguïté relève d'une structure de pensée caractéristique des Allemands, plus de quarante ans après la fin de la guerre. Qu'ils ne se soient pas montrés capables d'imposer la vérité au sujet des atrocités commises par les Américains envers certains des leurs, nous renvoie de façon sinistre à l'ignorance qu'ils ont eux-mêmes affichée à propos des camps de concentration nazis. Un général qui connaissait bien Eisenhower écrivit en 1945 que [183] le commandant suprême utilisait « *pratiquement les méthodes de la Gestapo* » contre les Allemands. Ces lignes sont de la main de George S. Patton⁴⁷².

Lorsque l'auteur de cet ouvrage se rendit personnellement à l'hôtel de ville de Rheinberg, il put constater, au cours d'une discussion à propos des prisonniers de guerre du camp déjà cité, l'ambiguïté actuelle des Allemands devant cette question. Alors qu'il évoquait, devant le secrétaire général et quelques autres citoyens, le nombre de morts en détention à Rheinberg, on cita devant lui le chiffre officiel de 614 décès. Il déclara à ses interlocuteurs qu'il ne pouvait en aucun cas tenir cette évaluation pour vraie. Ses interlocuteurs lui répondirent qu'ils ne croyaient pas non plus qu'elle fût conforme à la réalité. « Alors, pourquoi communiquez-vous un nombre qui vous semble faux ? », demandait-il. « Il faut bien dire quelque chose », lui fût-il répondu.

Peut-on pour autant reprocher à ces gens de participer de la sorte au mensonge officiel ? Force est de constater qu'au XX^e siècle le mensonge, érigé en mythe, sert souvent aux dirigeants à trahir des idéaux.

Plus la trahison est grave, plus le mythe doit être puissant. Hitler, coupable, dut se retrancher derrière un énorme mensonge ; les forfaits atroces des goulags furent dissimulés derrière des portraits souriants de Staline, hauts de six étages.

Les dirigeants qui trahirent, en 1945, les idéaux de la civilisation française et de la générosité américaine se protégeaient apparemment à l'aide de plusieurs mythes, tels que les objectifs élevés inscrits dans la charte de l'Atlantique et qui justifiaient la lutte des Alliés, et notamment les thèses de pénurie mondiale en matière de moyens de trans-

⁴⁷² Martin Blumenson, *The Patton Papers*.

port et d'alimentation. Ce dernier mythe fut appliqué à l'Allemagne, avec grand soin. En réalité, il n'existait pas de pénurie de vivres fatale dans le monde occidental, sauf en Allemagne, où elle fut délibérément organisée par les Alliés, qui ne lésinaient pas sur les réquisitions de nourriture, qui emprisonnaient la main-d'œuvre nécessaire à l'accomplissement des tâches, et qui avaient démembré l'industrie d'exportation. Bien que le mythe de la pénurie alimentaire fût censé expliquer pourquoi les Alliés ne pouvaient pas nourrir les prisonniers, la plupart des décès dans les camps ne furent pas uniquement causés par la sous-[184]alimentation, mais aussi par l'absence de matériel, de soins et de personnel d'encadrement⁴⁷³.

On ne peut que s'étonner du fait qu'aucun message ne traversa jamais l'Atlantique pour attirer l'attention au plus haut niveau sur ces difficultés pour le moins préoccupantes. A la réflexion, cela n'a rien de surprenant, puisque nous savons maintenant que non seulement les entrepôts américains en Europe regorgeaient de nourriture, mais aussi que l'Amérique du Nord dans son ensemble disposait de ressources considérables. La thèse de la pénurie alimentaire mondiale ne tient pas. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Canada, qui se tenait au troisième rang des nations industrielles du monde occidental, était si riche, en dépit de son petit nombre d'habitants, qu'il fit à la Grande-Bretagne des dons importants en nourriture et en espèces, d'un montant compris entre 3.468 milliards de dollars⁴⁷⁴, et 6 milliards de dollars⁴⁷⁵. Aux États-Unis, qui étaient en 1945 la nation la plus riche jamais connue, le Produit National Brut avait grimpé de 50 % pendant la guerre. Ce pays possédait plus de la moitié de la flotte mondiale, plus de la moitié des industries, la plus forte production agricole, et les plus importantes réserves d'or : 20 milliards de dollars, soit deux tiers environ des réserves mondiales⁴⁷⁶. La générosité des Américains envers la Grande-Bretagne allait atteindre la somme colossale de 25 milliards de dollars⁴⁷⁷.

Si l'on s'en tient aux messages du S.H.A.E.F., c'était *uniquement* à cause de la pénurie alimentaire que les Alliés ne pouvaient répondre aux exigences de la convention de Genève. En fait, si les vainqueurs avaient vraiment eu l'intention de respecter à tout prix les principes d'humanité élémentaires, le choix légitime de nourrir d'abord les populations civiles victimes de l'occupation allemande (comme les Français) aurait dû conduire à une libération massive et quasi immédiate

⁴⁷³ D'après *l'Histoire médicale du T.E. O.* Voir appendice 1.

⁴⁷⁴ Au taux de 1945. [N. du T.]

⁴⁷⁵ Cette discordance trouve son origine dans les incertitudes de la comptabilité altérée, dans un souci de générosité, par les Canadiens. H. Duncan Hall, *North American Supply*, Londres, H.M. Stationery Office 1955.

⁴⁷⁶ Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers*. New York, Random House, 1988 ; pp. 461 et 475 dans l'édition Fontana.

⁴⁷⁷ Hall, *North American Supply*.

des prisonniers dont ils ne pouvaient assurer la subsistance. Les Alliés auraient emprisonné les soldats le temps seulement d'identifier les criminels de guerre. Or, on constate qu'en janvier 1946, les États-Unis avaient procédé à l'élargissement de seulement 36 à 40 % des soldats de la Wehrmacht capturés⁴⁷⁸.

Une fois bien établi le mythe de la pénurie alimentaire mondiale, la petite quantité de vivres qui atteignait les camps [185] américains et français pouvait être présentée comme le maximum de nourriture disponible, eu égard au et « *contexte chaotique de l'époque* ». Que la survie des prisonniers dans les camps anglais et canadiens - qui aurait tenu du miracle dans le cas d'une pénurie réelle - n'ait jamais été mis en évidence montre à quel point, même après les révélations de Praderwand, le cas des prisonniers suscitait peu d'intérêt. La véritable vocation du mythe consistait, en fait, à rendre les Allemands responsables de leur propre mort, en rappelant de manière incessante que, s'ils ne s'étaient pas rendus coupables de tels crimes, la pénurie alimentaire mondiale ne se serait jamais produite.

On constate que, lorsque la presse allemande, animée par les services américains et français de propagande, commença à diffuser des nouvelles rassurantes sur la situation dans les camps de prisonniers, ces rumeurs lénifiantes ne soulevèrent aucune contestation. Ce n'est pas vraiment surprenant, dans la mesure où les familles de prisonniers, totalement privées de nouvelles des leurs, étaient prêtes à accueillir avec soulagement toute bribe d'information, fût-elle d'origine suspecte. Et cela, même si la libération de prisonniers à demi moribonds contribua à révéler l'écart qui existait entre la propagande et la réalité. Les récits des témoins, simplement transmis de bouche à oreille, et que la presse se garda bien de reprendre, perdirent rapidement de leur crédibilité et passèrent simplement pour des propos vengeurs émanant d'individus rancuniers.

Voici d'ailleurs un exemple typique des effets de la propagande, dont le colonel Lauben prit connaissance le 11 août 1945. Cet article, rédigé dans un anglais plus qu'approximatif, émane probablement d'un Allemand plutôt complaisant :

« *Ce qui suit est un reportage de notre envoyé au CAMP de SCHALDING, en ALLEMAGNE. Voilà la vie à SCHALDING ! Vingt mille Alle-*

⁴⁷⁸ Rapport hebdomadaire sur la situation des P.G. et des F.E.D., U.S.F.E.T., 8 septembre 1945. R.G. 331 section 26, 383.6/1-3, N.A.R.S., Washington. Au nombre total de captures répertorié par le S.H.A.E.F. (224.310 prisonniers), il faut ajouter environ 400000 prisonniers détenus aux États-Unis, mais capturés dans le théâtre méditerranéen, et 291.000 captifs internés en Italie. Comme en septembre 1945, les États-Unis détenaient encore plus de 1.000.000 de prisonniers en Europe, en janvier 1946, le nombre de libérations qui n'avait pas varié depuis septembre, représentait 36 % du total des captures. La quantité de prisonniers rentrés des États-Unis en Europe au mois de janvier (il y en avait peu), était largement compensée par les captifs qui avaient été expédiés d'Italie dans les camps américains d'Allemagne et d'Autriche dès juillet 1945. Nulle part, dans cet ouvrage, nous ne nous sommes servis de ces chiffres pour calculer le nombre de morts.

mands serrés les uns contre les autres sur une petite prairie, à la lisière d'une petite ville de Bavière. Quelques barrières, quelques tentes, voilà l'embryon de nos P. G. bavards. Personne ne pense au passé. On entend un seul appel, qu'un seul mot : "Libération !" Enfin le 17 juin 1945 est arrivé. Mille P. G. allemands quittent le camp en premier pour rentrer chez eux. Chaque jour, de nouvelles tentes, de nouveaux services. Chaque jour de [186] nouveaux hommes arrivent de tous les endroits du territoire occupés par les armées des États-Unis, mais il n'y a pas de gêne. L'un après l'autre les camions repartent, chargés de P. G. libérés. En quatre semaines, vingt mille prisonniers ont été rendus à leur famille. Puis, au milieu de tout ce tumulte, ils déménagent vers SCHALDING, près de PASSAU. Ce nouveau lieu contient tout le confort disponible, grandes baraques avec un lit pour chacun de ces 2.000 hommes. Les nécessités hygiéniques ont été installées par les P. G. et ils l'ont fait avec intérêt et avec ardeur (sic). Un bon cuisinier (ancien employé de l'hôtel Adlon, à BERLIN) s'occupe d'une nourriture suffisante et pas du tout monotone pour les habitants du camp. Les administrateurs américains et allemands du camp font leur possible pour libérer chaque P. G. au plus tôt. Ces anciens soldats allemands qui, pour le moment, ne peuvent pas être rendus aux leurs sont en liberté sur parole près des fermiers locaux ou d'autres endroits d'importance vitale. Il est entendu qu'il y aura des spectacles⁴⁷⁹. »

Le *Stars and Stripes*, journal de l'armée, jouait la même partition. Sous le titre « 7 G.I. et un Colonel dirigent 2.000.000 de P.G. », Na Deane Walker, rédacteur à l'état-major, affirma avec un bel aplomb, le 20 novembre 1945, qu'il ne fallait que deux minutes au Bureau d'Information des Prisonniers de Guerre (B.I.P.G.) pour localiser un prisonnier. Il écrit : « Coïncidence frappante, le jeune sergent responsable de la section des "Recherchés" du B.I.P.G. est un juif allemand dont la famille entière a été supprimée par les nazis. Helmut Stern, citoyen américain né à Francfort, vient de mettre un terme à la recherche des assassins de ses parents en ordonnant l'arrestation de deux suspects. » Na Deane Walker affirme que la « proportion de succès » à mettre au compte des « découvertes » du B.I.P.G. « est bon : 80 % de tous les témoins et criminels portés sur la liste des hommes recherchés - à la suite de requêtes qui affluent du 2^e bureau, du ministère public, de la commission des Crimes de Guerre et du Registre Central des Criminels de Guerre et des Suspects contre la Sécurité⁴⁸⁰ - sont retrouvés dans le répertoire gigantesque des 2.000.000 P. G. enregistrés par le B.I.P. G. Actuel[187]lement, le bureau traite 500.000 hommes de plus, que les Français remettent sous la tutelle américaine. »

⁴⁷⁹ R.G. 332. 383.6. 10, section 5 1, N.A.R.S., Washington.

⁴⁸⁰ C.R.O.W.C.A.S.S.-, Central Register of War Criminals and Security Suspects. [N. du T.]

On ne peut rien retenir de cet article truffé d'erreurs et, de surcroît, extrait d'un journal militaire⁴⁸¹. L'armée ne connaissait pas le nom, et encore moins le curriculum, de la plupart des F.E.D. qui se trouvaient dans les camps. C'est le même B.I.P.G. porté aux nues par Na Deane Walker qui venait pourtant d'annoncer par ailleurs au département d'État qu'il n'avait aucune idée de l'identité des quelque 5.000 cadavres récemment enterrés dans les camps. En effet, le B.I.P.G. rendit compte au Bureau des Problèmes de Guerre Spéciaux du département d'État, que 5.122 inhumations d'inconnus étaient intervenues sans qu'« aucune liste de morts (n'ait été) transmise dans la mesure où il (n'était) pas possible de les identifier. Les rapports mentionnés plus haut sont transmis à votre bureau en lieu et place d'une puissance protectrice des intérêts allemands⁴⁸². »

La première mesure d'étouffement de cette affaire consista à cantonner les informations dans un cercle aussi restreint que possible. Mais comment pouvait-on cacher des faits qui étaient multipliés et concernaient des millions d'hommes ? Rappelons-nous les descriptions de Rheinberg : un camp de 9 kilomètres de périmètre, contenant 100.000 hommes dont certains furent libérés ou transférés. Il est clair que la censure ne pouvait, à elle seule, suffire à dissimuler toutes les informations. Pourtant, rien ne bougeait. L'armée avait l'affaire en main et toute liberté pour entretenir le mythe.

Sur le territoire de l'Allemagne, le pouvoir entier était aux mains d'Eisenhower et de ses adjoints, ce qui rendait la censure beaucoup plus facile à appliquer. Tout était sous tutelle. Dans la zone d'occupation américaine, les journaux, les stations de radio, les maisons d'édition, et même les cinémas ne pouvaient fonctionner qu'après l'obtention d'une autorisation administrative. Les Allemands furent privés de leur autonomie pendant longtemps, et se trouvèrent totalement livrés à la propagande américaine.

L'armée surveillait de très près ce que disaient les journaux. Eisenhower et son état-major étaient très attachés à la façon dont la presse, qui avait fait leur réputation, savait l'entretenir. Les articles de presse militaires, fréquents, précis et qui couvraient de nombreux sujets, témoignent de cet intérêt. Triés selon le critère « favorable » ou « défavorable », ils faisaient [188] ensuite l'objet d'une large diffusion. Patton nota quelques remarques qu'Eisenhower avait émises à ce sujet, au cours d'un déjeuner qu'il offrait à ses généraux : « *Ike fit une déclaration sensationnelle. Il affirma que, pendant la durée des hostilités, la chose la plus importante avait été de maintenir l'ordre et la discipline,*

⁴⁸¹ *The Stars and Stripes*, 20 novembre 1943, R.G. 332, N.A.R.S.

⁴⁸² Lettre du lieutenant-colonel H.N. Kirkman, directeur du bureau d'Information des Prisonniers de guerre ennemis, au département d'État, 20 août 1945. 711.62114/8-2045, archives du département d'État, Washington. Aucun des 5.122 comptes rendus de décès n'a subsisté dans les archives du département d'État.

*maintenant que les hostilités avaient cessé, la chose la plus importante était de cultiver l'opinion publique internationale - que ce soit bien ou mal, apparemment*⁴⁸³. »

Toujours selon le Journal de Patton, Eisenhower ne faisait aucun mystère du genre de loyauté qu'il attendait de la part de ses officiers chaque fois qu'on annonçait une enquête publique quelconque sur l'armée. *« Après le repas, le général Eisenhower nous parla très confidentiellement de la nécessité de nous montrer solidaires dans l'éventualité où l'un d'entre nous serait appelé devant une commission du Congrès.. Il proposa... une forme d'entente. Bien qu'aucun d'entre nous ne fût vraiment d'accord, cette suggestion ne s'opposait pas suffisamment à nos points de vue pour que nous refusions de le soutenir globalement*⁴⁸⁴. »

La crainte d'une enquête de ce genre, menée à la demande du Congrès, pourrait expliquer la décision d'étouffer à la source, c'est-à-dire au sein même du quartier général de l'armée, la vérité sur les prisonniers. Les documents inexacts du S.H.A.E.F., puis de l'U.S.F.E.T. portaient tous la mention de « secret ». Mais, en dépit du caractère confidentiel des documents relatifs aux camps, le risque planait qu'un jour ou l'autre ils fussent examinés par une commission d'enquête du Congrès des États-Unis.

On comprend mieux pourquoi Eisenhower tenait à s'assurer par avance de la « discrétion » d'un homme tel que le général Patton, lorsqu'on sait que ce dernier incarnait au plus haut degré l'honneur de l'armée et la profonde générosité du peuple américain. Traits de caractère illustrés par la déclaration qu'il fit en réponse à une question qui lui avait été posée par le « juge avocat »⁴⁸⁵ du théâtre : *« Chaque fois que je me suis adressé (aux troupes) j'ai insisté sur l'obligation de traiter comme il faut les prisonniers de guerre, qu'il s'agisse de leur vie, ou de leurs biens. Ma déclaration consistait en général à dire... : "Tuez tous les Allemands que vous pouvez mais ne les mettez pas contre un mur pour le faire. Tuez-les pendant qu'ils se battent encore. Quand un [189] homme s'est rendu, on doit le traiter conformément aux règles strictes de la guerre, exactement comme vous voudriez être traités si vous étiez assez fous pour vous rendre. Les Américains ne frappent pas un homme tombé à terre.*⁴⁸⁶ », Patton déplorait ouvertement l'attitude anti-allemande d'Eisenhower : *« On est en train de détruire complètement le*

⁴⁸³ Blumenson, *Patton Papers*, p. 784.

⁴⁸⁴ Blumenson, *Patton Papers*, p. 702. La citation commençant par « il exposa une forme d'organisation » et se terminant par « soutien global » est tirée du journal lui-même, 10 mai 1945.

⁴⁸⁵ Le « juge-avocat » est un magistrat militaire. [N. du T.]

⁴⁸⁶ Blumenson, *Patton Papers*, p. 732.

*seul état semi-moderne d'Europe pour permettre à la Russie de mieux dévorer le tout*⁴⁸⁷. »

Côté français, c'est en 1948 que le général Buisson mit le point final à l'entreprise d'étouffement relative aux camps d'internement français. Il le fit au moyen d'une synthèse intitulée : *Historique du service des prisonniers de guerre de l'Axe*. Diffusé au sein du gouvernement français, ce dossier affirmait que les hommes du service des prisonniers avaient « *accompli un travail de la valeur économique la plus haute... le service des Prisonniers a fait honneur à l'armée française* ». Tel un publicitaire vantant une marque de produits, le général Buisson prétendait que son service avait reçu de nombreux témoignages spontanés de la part des prisonniers, grâce à la façon exemplaire dont ils avaient été traités dans les camps⁴⁸⁸. Certains officiers américains, avec encore moins de vergogne, allaient jusqu'à affirmer que quelques-uns de leurs commandants de camps en Allemagne se voyaient contraints de repousser des prisonniers qui voulaient se réintroduire dans les enceintes, où ils se trouvaient si bien logés et nourris.

Les gouverneurs civils, qui croyaient à la liberté de la presse et à la démocratie, choisirent une ligne d'action différente envers les Allemands vaincus. Robert Murphy, qui fut le conseiller politique civil du général Eisenhower - lorsque celui-ci avait, pendant quelques mois, rempli les fonctions de gouverneur militaire⁴⁸⁹ - avoua, après la visite d'un camp : (J'étais) « *très étonné de voir que nos prisonniers étaient presque aussi faibles et émaciés que ceux que j'avais vus dans les camps de concentration nazis. Le jeune commandant nous dit calmement qu'il privait délibérément les prisonniers de nourriture, et déclara : "Ces nazis ont enfin la monnaie de leur pièce." Il était tellement convaincu de se comporter correctement que nous ne soulevâmes en sa présence aucune polémique. Lorsque nous partîmes, le [190] directeur médical me demanda : "Ce camp est-il une illustration de la politique américaine en Allemagne ?" Je répondis bien sûr que cela était tout à fait contraire à notre politique, et que la situation allait être redressée au plus vite. Lorsque je décrivis à Clay les conditions qui régnaient dans le camp, il fit discrètement transférer le jeune officier*⁴⁹⁰. »

Il est aussi irresponsable de laisser les généraux diriger un pays que de laisser les politiciens diriger une armée.

Après 1945, en dépit de millions d'histoires individuelles il n'y avait pas d'Histoire en Allemagne. Lorsque la nation avait été coupée en quatre, son histoire s'était trouvée de même fragmentée par la division politique, la censure, l'étouffement des faits, et la crainte de critiquer les

⁴⁸⁷ Blumenson, *Patton Papers*, chapitre 40.

⁴⁸⁸ Buisson, *Historique*.

⁴⁸⁹ Le général Lucius Clay succéda à Eisenhower dans ces fonctions en novembre 1945. [N. du T.]

⁴⁹⁰ Robert Murphy, *Diplomat Among Warriors*, New York, Doubleday, 1964, p. 294.

États-Unis et la France. Ce sujet ne pouvait donner lieu à l'émergence d'une opinion publique objective, puisqu'il lui était absolument interdit de s'exprimer. L'occupation du territoire de l'Allemagne aboutit à une occupation mentale, qui usait d'une discipline aveugle pour tenter de soumettre la raison.

C'est ce qui fut le plus facile à imposer aux Allemands en raison de la foi en l'autorité qui leur était traditionnellement inculquée. Le poète bavarois Christian Morgenstern illustre brillamment ce trait dans une fable dont le héros est un citoyen nommé Korf, qui vient d'être renversé par une voiture, alors qu'il marchait dans la rue. Étourdi, contusionné, il rentre chez lui en titubant, ne comprenant pas ce qui vient de lui arriver. Enveloppé de serviettes chaudes, il consulte ses livres de droit, et prend brutalement conscience que l'accident s'est produit dans une rue interdite à la circulation des véhicules. Korf décide sur-le-champ qu'il a fait un mauvais rêve, que ce n'est pas une voiture qui l'a renversé car « *ce qui ne doit pas être, ne peut pas être* ».

Ainsi, les Allemands, blessés, convaincus, tout comme nous que nous ne *pouvions* pas nous prêter à de tels crimes, ont cru, tout comme nous, que nous ne les *avons* pas commis.

Dans la confusion générale qui suivit le début de l'occupation, une campagne anti-rumeurs fut entreprise à l'instigation des Britanniques. Au cours d'une réunion organisée pour débattre de l'importance de cette campagne, un bourgmestre allemand se leva pour déclarer : « *Mon colonel, j'ai une solution [191] à proposer. Laissons publier les démentis officiels de chaque rumeur dans le Neue Hannoverische Kurier et dans le Nachrichtenblatt*⁴⁹¹. *Laissons le gouvernement militaire ordonner au peuple de lire ces démentis*⁴⁹². *Puis laissons le gouvernement militaire ordonner au peuple de croire ces démentis.* »

Après la suppression des zones et de la censure officielle, la situation ne s'améliora pas vraiment, car les comportements nés sous le régime précédent avaient pris force d'habitude.

Mais en dépit de tout cela, des femmes et des maris, des frères et des sœurs, des enfants et des parents voulaient découvrir ce qui était arrivé aux êtres chers, dont le destin devait rester un mystère jusqu'en 1947. C'est à cette date que les trois *Länder*⁴⁹³ du Sud tentèrent, pour la première fois depuis la fin de la guerre, d'effectuer un recensement complet des prisonniers rentrés chez eux. Ils rassemblèrent des données sur les P.G. toujours internés, sur ceux qui étaient officiellement morts, portés disparus, ou libérés⁴⁹⁴. L'enquête montra qu'au moins 2.107.500 personnes nées en Allemagne avant la guerre n'étaient toujours pas de

⁴⁹¹ Journaux allemands. [N. du T.]

⁴⁹² Cité dans l'ouvrage de F.S.V. Donnison, *Civil Affairs and Military Government*, p. 240.

⁴⁹³ L'actuelle République fédérale d'Allemagne compte 11 *Länder* (États fédérés). [N. du T.]

⁴⁹⁴ Smith, *Warriors without Honor*, chapitre 3.

retour. Un demi-million d'entre elles environ figuraient sur une liste de prisonniers de guerre, les autres étaient tout bonnement portées disparues. L'enquête semblait prouver que 90 % environ de ces absents avaient été vus pour la dernière fois sur le front de l'Est. Mais ce recensement limité à trois *Länder* de la zone américaine révélait de nombreuses failles : non seulement il ne prenait en compte que les personnes domiciliées dans les zones concernées⁴⁹⁵, mais il ne cherchait pas à comparer les données rassemblées à celles des journaux de marche, que toutes les unités militaires allemandes avaient tenu jusqu'en avril 1945, et qui se trouvaient pourtant aux mains de l'armée américaine. L'enquête reposait uniquement sur des témoignages spontanés suscités par des affiches apposées dans les endroits publics de la zone américaine, tels que les bureaux de poste. Elle ne tenait compte que des dernières nouvelles reçues par les familles des disparus, qui avaient peut-être mis plusieurs mois à leur parvenir ; ou de la dernière fois où ces hommes avaient été vus par leurs compagnons d'armes, ce qui ne laissait en rien deviner leur destin. On n'avait pas essayé d'établir un tableau mettant en évidence combien de temps [192] s'était écoulé entre la dernière apparition ou la dernière lettre du disparu, et la reddition de son unité. Cette enquête voulait pousser les Allemands, maintenant divisés en raison de la guerre froide, à croire que les absents, soit étaient morts au cours de leur détention en U.R.S.S., soit se trouvaient toujours au secret en Union soviétique.

Cette version était en désaccord avec la réalité des opérations de la fin des hostilités. Le grand amiral Doenitz, successeur d'Hitler, avait en effet ordonné à l'O.K.W. (commandement suprême de la Wehrmacht), de maintenir l'effectif le plus réduit possible sur le front de l'est, pour qu'un maximum de soldats fussent envoyés sur le front de l'Ouest⁴⁹⁶. En tout, près de 9.000.000⁴⁹⁷ d'Allemands furent rassemblés dans les camps des Alliés occidentaux pendant la guerre, plus de 7.600.000 d'entre eux, capturés en Allemagne et en Europe du Nord, figuraient sur des listes de prisonniers de guerre, de personnel rendu à l'ennemi ou de forces ennemies désarmées, tandis que les Russes avouaient seulement entre 1.700.000 et 2.500.000 captures⁴⁹⁸. Les Américains, les Britanniques et les Français, accusant les Russes d'avoir capturé beaucoup plus de prisonniers qu'ils ne le prétendaient, émirent l'éventualité

⁴⁹⁵ Smith, *Warriors Without Honor*.

⁴⁹⁶ Charles B. Mac-Donald, *The Last Offensive*, Washington, armée des États-Unis, service du chef du département d'histoire militaire, 1973. Voir également Forrest C. Pogue, *The Supreme Command*, Washington : département de l'armée, service du chef du département d'histoire militaire, 1984, pp. 472-473 et suivantes. Voir également major L.F. Ellis, *Victory in the West*, vol. 2, Londres, H.M. Stationery Office, 1968, p. 339.

⁴⁹⁷ Voir appendice 1.

⁴⁹⁸ Chiffre des captures de P.G. et de F.E.D. fourni par le S.H.A.E.F., déjà cité. Voir également Böhme, *Die deutschen Kriegsgefangenen in amerikanischer Hand*, vol. 15 de la collection éditée par E. Maschke, *Zur Geschichte der deutschen Kriegsgefangenen des Zweiten Weltkrieges*, p. 196, où il est écrit que l'Union soviétique détenait, en janvier 1947, 1.019.155 prisonniers.

de la mort de ces hommes. Au cours de réunions du Conseil du Commandement allié en 1946 et 1947⁴⁹⁹, les Russes furent critiqués pour leur attitude envers les P. G., comme ils le furent, au cours des années qui suivirent, par les Nations Unies et le Sénat américain⁵⁰⁰.

Au début, les Américains eurent tendance à rejeter le blâme sur les larges épaules des Français. Le sénateur américain Knowland, prenant la parole au Sénat en 1947, frôla dangereusement la vérité lorsqu'il dit, en parlant des camps français : *« Si nous ne sommes pas très prudents, une situation qui pourrait se révéler très embarrassante pour l'avenir risque de se produire, s'il est démontré que certains prisonniers capturés par les forces américaines ne sont pas beaucoup mieux traités que ne l'ont été certains autres prisonniers, jetés dans les camps de concentration de l'Allemagne nazie »*⁵⁰¹. Le sénateur Morse lut alors un article du dossier, signé de Dorothy Thompson, chroniqueuse célèbre, qui exprimait à quel point elle était choquée et horrifiée par ce qui se passait dans les camps français : *« Ce pays, violant la convention de Genève avec notre accord tacite, s'est servi (des prisonniers) pour constituer une main-d'œuvre d'esclaves, ce qui [193] avait précisément été reproché à Herr Sauckel à Nüremberg (qui fut exécuté). Peu d'entre nous prennent la peine de se souvenir que le président Roosevelt s'est spécifiquement engagé auprès des Allemands en affirmant, au mois de septembre 1944. "Les Alliés ne font pas de trafic d'esclaves humains". »* Elle posait ensuite la vraie question : *« N'y a-t-il donc qu'une poignée de gens qui puissent voir qu'en adoptant les principes et les méthodes d'Hitler, Hitler a fini par gagner, même si nous avons vaincu l'Allemagne ? »*

Toujours sur le terrain politique, le département de la Guerre informa le sénateur Knowland du fait que 2.216.000 prisonniers avaient été libérés, et que 24.834 hommes restaient aux mains des Américains en 1947. Un effectif de 600.000 détenus avait été livré aux Français. Dans son discours, Knowland ne se référait pas au nombre véritable de captures, probablement parce que le département de la Guerre ne le lui avait pas communiqué. Le risque de révéler le nombre de morts se trouvait ainsi écarté.

On transmet également au C.I.C.R. des informations fausses qui contribuèrent à ce que les Allemands abandonnent cette piste. En réponse aux questions posées par des familles allemandes, en 1948, le C.I.C.R. demanda à l'armée américaine quel était le nombre de disparus.

⁴⁹⁹ A la fin du mois de mai 1945, Staline dit à Harry Hopkins, représentant de Roosevelt, que les Russes détenaient près de 2.500.000 prisonniers dont 1.700.000 Allemands, et des Roumains, des Italiens, des Hongrois, etc. Sherwood, op. cit. p. 904.

⁵⁰⁰ *Yearbook of the United Nations*, 1950, p. 565, et *Communist Treatment of Prisoners of War*, U.S.G.P.O., 1972.

⁵⁰¹ Dossier du Congrès-Sénat américain, p. 1675 (1947).

Il lui fut répondu que 3.500.000 F.E.D. seulement avaient été capturés, avec environ 600.000 P. G.⁵⁰². Ce chiffre excluait environ 1.800.000 détenus du total de l'effectif des captures américaines au cours des hostilités. Rapproché de l'enquête menée en 1947, il fit naître des soupçons définitifs qui transférèrent insidieusement la responsabilité sur les Russes. Pour donner à ce mensonge le caractère de la vérité, la lettre originale du C.I.C.R. fut photocopiée par les États-Unis, et même envoyée avec d'autres « documents » en guise de présent, au *Bundesarchiv*⁵⁰³ de Coblenz où, jusqu'à ce jour, elle est à la disposition du public, ce qui, par conséquent, lui confère, à tort, un aspect d'authentique vérité.

Ainsi Knowland, le Sénat américain, le C.I.C.R. et le reste du monde étaient convaincus que les Américains avaient capturé entre 1.800.000 et 3.100.000 hommes de moins qu'ils ne l'avaient fait en réalité.

Aucune organisation n'osa contester ces chiffres. Apparemment, tout le monde craignait d'évoquer les disparus.

[194–

Mais les familles des morts élevèrent la voix. Après la création du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, leur voix collective commença à se faire entendre. En 1950, le chancelier Konrad Adenauer fit une déclaration au *Bundestag* sur ce sujet. A cette époque, on ignorait quel était le sort de 1.407.000 soldats, qui n'avaient toujours pas reparu à leur foyer, en Allemagne de l'Ouest. Adenauer affirma que « 1.407.000 personnes figuraient sur des listes de prisonniers de guerre, ou de disparus, et qu'il manquait encore 190.000 civils et 69.000 prisonniers qui se trouvaient toujours, disait-on, aux mains des Alliés, dans les camps d'internement de criminels de guerre⁵⁰⁴. »

Au cours des années 1950, alors que la guerre froide s'intensifiait, ce que les officiers du S.H.A.E.F., puis de l'U.S.F.E.T. avaient caché à l'origine prenait de plus en plus d'importance. Parce que la culpabilité nationale avait été enterrée avec la culpabilité individuelle, les États-Unis et la France pouvaient masquer leurs propres atrocités et procéder à un transfert en évoquant l'existence de victimes dans les goulags. On avait maintenant acquis la conviction que les Russes étaient responsables de la plupart des disparitions. En Allemagne, ainsi qu'Arthur Smith l'écrivait dans son livre intitulé *Heimkehr aus dem Zweiten Weltkrieg*⁵⁰⁵ : « Le mystère concernant l'endroit où se trouvent les P. G. allemands est dissimulé⁵⁰⁶. »

⁵⁰² Lettre du lieutenant-colonel A.D. Poinier, G.S.C., armée des États-Unis, Allemagne, au Dr G. Hoffmann, C.I.C.R., Berlin, 19 mars 1948. 765041, Coblenz.

⁵⁰³ Archives fédérales allemandes. [N. du T.]

⁵⁰⁴ Déclaration d'Adenauer au *Bundestag*, 5 mai 1950. Citée dans l'ouvrage d'Helmut M. Fehling, *One Great Prison*, Boston, The Beacon Press, 1951, p. 138.

⁵⁰⁵ *Retour de la Seconde Guerre mondiale*. [N. du T.]

⁵⁰⁶ Smith, *Warriors Without Honor*, chapitre 3.

En 1972, le distingué sénateur James O. Eastland intervint au Sénat pour dénoncer le fait que les Russes détenaient secrètement des millions de P.G. allemands dans des conditions « *effroyables* ». Évoquant les recherches de Samuel O. Oglesby, analyste des Affaires étrangères de la Bibliothèque du Congrès, Eastland accusait vertueusement les communistes : « *Les rapports établis sur les traitements infligés par les Soviétiques aux P. G. pendant la Seconde Guerre mondiale, et sur ceux infligés par les pro-Chinois aux P. G. pendant la guerre de Corée, sont encore plus sinistres que les rapports lugubres établis par les communistes vietnamiens.* » Selon ses sources, en 1950, l'U.R.S.S. détenait - ou n'avait pas répertorié - près de 1.952.000 P.G. allemands⁵⁰⁷ 28. S'il était possible de le considérer comme crédible, [195] ce chiffre aurait apporté la preuve de 100 % de morts ou de disparus parmi les P. G. capturés par les Russes⁵⁰⁸.

Les récriminations et autres oppositions dues à la guerre froide n'intéressaient pas les familles et les amis des disparus qui cherchaient toujours à savoir ce qui était arrivé aux leurs.

De son côté, le gouvernement ouest-allemand décida de subventionner la parution d'une collection de livres dirigée par le Dr Erich Maschke, qui devait répondre à toutes ces questions. Le but de ces ouvrages - ultérieurement censurés par le ministère des Affaires étrangères à l'instigation de Willy Brandt - fut clairement révélé par le discours que Brandt tint devant le Bundestag le 25 avril 1969. Il déclara : « *Après la parution des deux premiers volumes, il a été décidé, avec l'accord du ministère des Affaires étrangères de publier (les livres) sous le timbre du ministère.. afin d'écarter les malentendus, et de prévoir une diffusion modeste .. pour éviter de provoquer un débat public au sein de nos frontières et au-delà... (débat qui) rouvrirait d'anciennes blessures et ne servirait pas les efforts de réconciliation de la politique étrangère de la République fédérale*⁵⁰⁹. »

Un ouvrage de cette collection, *Die deutschen Kriegsgefangenen in amerikanischer Hand*⁵¹⁰, de Kurt W. Böhme, cite des données de l'armée des États-Unis qui affirmait que le total des captures américaines en temps de guerre avait été de 3.761.431 hommes, chiffre inférieur de

⁵⁰⁷ *Communist Treatment of Prisoners of War. A Historical Survey*, Washington, Atelier d'impression du gouvernement des États-Unis, 1972.

⁵⁰⁸ Au cours de l'été 1945, à Moscou, Staline déclara à Hopkins que les Russes détenaient environ 2.000.000 de prisonniers, qui étaient au travail. Staline n'avait à cette période aucun besoin de réduire le nombre réel de ses captifs, car on cherchait de chaque côté à s'approprier la plus grande part du mérite d'avoir vaincu Hitler. Cependant, un document cité par plusieurs auteurs américains, sans date, sans référence et attribué à l'agence Tass, faisait, semble-t-il, état d'une prise totale de 3.000.000 Allemands par l'Union soviétique. Si tel était le cas, le fait de fournir aux Alliés un chiffre de libérations qu'ils considérèrent comme valide (837.828), révélait que les Russes « ne pouvaient justifier » ce qu'étaient devenus 73 % de leurs prisonniers, ce qui dans le langage de la guerre froide, signifiait que ces hommes étaient morts.

⁵⁰⁹ Böhme, *Die deutschen Kriegsgefangenen*, pp. 33 et suivantes.

⁵¹⁰ *Les Prisonniers de guerre allemands « en mains » américaines.*[N. du T.]

2.000.000 d'unités au nombre réel de captures américaines effectuées en Afrique du Nord, en Italie et en Europe du Nord. L'armée américaine avait également déclaré à l'auteur allemand que 438 personnes seulement étaient mortes à Rheinberg, pendant la période de 8 semaines où le camp était resté sous contrôle américain⁵¹¹, ce qui équivalait à un taux de décès de 1,16 % par an, au cours des semaines mêmes où les médecins de l'armée américaine affirmaient confidentiellement que le taux de décès dans les camps de la région se montait à 30,6% par an.

La complaisance de l'auteur apparaît clairement lorsqu'il évoque des « taux » de mortalité différents pour 6 camps, sans jamais préciser à quelle période il se réfère. Dans la mesure où cette période était largement inférieure à un an, les taux fournis apparaissent très bas⁵¹². Ce qui permet à Kurt V. Böhme de conclure que bien que *l'« on ne puisse découvrir le taux de décès [196] exact, il n'existe absolument aucune raison de croire aux massacres en masse »*. Quelques lignes plus loin, alors qu'il fait le résumé de toute la question, il cite un taux global qui contredit ses affirmations précédentes : *« Comparé à l'Est, où les quatre cinquièmes des P. G. sont morts, 1 % seulement ont péri à l'Ouest. Conclusion : pas de morts massives à l'Ouest, constatation confirmée par les administrations locales. »*

Les Français s'associèrent aux Allemands pour ce qui devenait un élément de propagande tout à fait sérieux de la guerre froide⁵¹³. Le général Buisson dit à Böhme qu'en 1948 les Français pouvaient rendre compte de chaque prisonnier qui était passé entre leurs mains. Cette déclaration fut loyalement rapportée dans le livre subventionné par l'allié de la France, bien qu'on n'y fit aucune mention du rapport établi par le secrétariat d'État en mars 1946, qui affirmait que le total des prisonniers *Perdus pour Raisons diverses* se montait déjà, en février 1946, à 167.000 hommes⁵¹⁴. Toutefois, Böhme se permettait une interrogation d'une rare audace au sujet des statistiques absurdes de Buisson : *« Et qu'advient-il du nombre de disparus qu'on ne peut attribuer aux évactions ? »* La question ne fut, bien entendu, jamais tranchée.

Ainsi, à l'imitation du général Buisson, la collection, publiée sous la direction de Maschke, ne pouvait-elle en aucune manière engager le processus de clarification de la question. On organisa une « *diffusion modeste* » de la collection Maschke. Seulement 431 exemplaires furent vendus, essentiellement aux universités et aux bibliothèques de recher-

⁵¹¹ Böhme, *Die deutschen Kriegsgefangenen*. Böhme avait trouvé ses informations dans les archives de l'armée américaine, à Washington dans les années 1960 ; le chiffre plus important cité précédemment à propos du camp de Rheinberg a été fourni par le commandement américain de la région en 1947.

⁵¹² Dans le présent ouvrage, nous avons reproduit le taux de mortalité de Rheinberg cité par Böhme, car nous connaissons précisément la période pendant laquelle le camp a été sous contrôle américain, à savoir, 61 jours (jusqu'au 15 juin 1945).

⁵¹³ Buisson, *Historique*.

⁵¹⁴ Notes documentaires et études.

ches. On avait réussi à éviter le débat. On supprima également les vérités incongrues des dossiers américains, au moment de les publier. Le post-scriptum du message qu'Eisenhower avait envoyé à Marshall en mai 1943, et qui disait, à propos des Allemands : « *quel dommage de ne pas avoir pu en tuer davantage* » ne figure pas dans la version imprimée des *la Correspondance de Dwight David Eisenhower*⁵¹⁵. Cette coupure, qui fut probablement effectuée sur ordre du département de la Défense, apparaît également dans le volume intitulé *Cher Général*⁵¹⁶, qui rassemble la correspondance d'Eisenhower avec Marshall⁵¹⁷.

Dans une épaisse biographie du général Eisenhower, son [197] petit-fils, David, écrit : « *La situation en Allemagne était sinistre. Eisenhower présentait les faits. les stocks de nourriture étaient bas. Il fallait 175.000 tonnes de blé et défarine par mois... Les prisonniers militaires allemands posaient un problème particulier. Selon la convention de Genève, les P. G. avaient droit aux mêmes rations que celles données aux troupes de garnison et aux civils, que l'on pouvait légalement réduire de 2.000 calories à 1.500 calories. Dans la mesure où les troupes effectuaient de lourdes tâches, Eisenhower pensait qu'une ration de 1500 calories, ne suffisait pas*⁵¹⁸. »

Ainsi le lecteur découvre-t-il avec stupéfaction un Eisenhower transformé en éminent spécialiste de la nutrition, et se trouve-t-il par là même trompé dans la mesure où la ration qui aurait dû être attribuée se montait à 4.000 calories. Cette affirmation de David Eisenhower est d'autant plus stupéfiante que le général Eisenhower, nous le savons, avait affirmé devant W. Churchill avoir lui-même réduit les rations de prisonniers⁵¹⁹.

L'élaboration du mythe fut poussée un peu plus loin par le professeur Arthur L. Smith, qui décrit, dans son ouvrage, la situation des prisonniers de guerre qui étaient rentrés chez eux. Smith déplore l'absence d'une puissance protectrice pour les Allemands, qu'il attribue au « *grand nombre de participants de la Seconde Guerre mondiale* »⁵²⁰. Il suit, en cela, les traces de Maschke. Dans un long examen des difficultés posées par le rétablissement du service postal allemand, Smith ne mentionne nulle part que les Britanniques avaient organisé la diffusion du courrier dès les mois de juillet et août 1945 dans les camps de prisonniers. On ne lit pas non plus que l'absence de courrier dans les camps

⁵¹⁵ *Papers of Dwight David Eisenhower*. [N. du T.]

⁵¹⁶ *Dear General* [N. du T.]

⁵¹⁷ Joseph Hobbs, l'un des éditeurs assistants de *The Papers of Dwight David Eisenhower*, suggéra à l'auteur, au cours d'un entretien en août 1988, l'origine possible de cette suppression. (L'original de la lettre se trouve à la bibliothèque de recherches George C. Marshall, Lexington, Virginie. *Dear General*, de Joseph Patrick Hobbs, a été publié par The Johns Hopkins Press en 1971.)

⁵¹⁸ David Eisenhower, *Eisenhower at War*, p. 810.

⁵¹⁹ Procès-verbal de réunion entre Churchill et Eisenhower, 15 mai 1945. Voir note 27 du chapitre 12.

⁵²⁰ Smith, *Warriors Without Honor*, p. 22.

américains était due à une interdiction imposée par le département d'État. Smith, défenseur de la générosité et de la décence américaines, perçoit même ces qualités au sein de la politique des F.E.D., qui, dit-il, était « *une bénédiction déguisée* »⁵²¹, car elle signifiait, pour de nombreux prisonniers, un prompt retour au foyer. Il ne fait pas remarquer qu'en janvier 1946, de 60 à 64 % des prisonniers étaient encore internés, et qu'une partie d'entre eux était déjà morts. Les fautes commises par les Français et par les Russes sont nettement mises en évidence dans cet ouvrage, au contraire de celles commises par l'armée des États-Unis. Rien n'apparaît des conditions épouvantables qui régnaient dans les camps améri[198]cains, alors que dans la série lénifiante de Maschke, figurent pourtant quelques allusions à cette question.

En l'absence de la vérité, les Allemands commencèrent très tôt à s'accrocher aux mythes. L'un d'eux montrait que dans cette période de famine inévitable en raison du chaos et de la pénurie alimentaire, les Américains au cœur tendre avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour alléger ce fardeau. Un historien archiviste allemand déclara à l'auteur du présent ouvrage que les Américains n'avaient pas, à l'époque, assez de vivres pour se nourrir eux-mêmes. Il reconnut pourtant qu'il n'avait jamais lu de livre ni de document accréditant cette thèse⁵²².

Quand on effleure aujourd'hui cette cicatrice de la blessure allemande, on soulève en général un mélange de colère et de mauvaise conscience. On s'entend fréquemment répondre : « *Regardez ce que nous avons fait pendant la guerre.* » Tout comme la vengeance aveugle a remplacé la justice dans les camps, la culpabilité a remplacé la justice chez certains Allemands. Il règne même quelquefois une autre confusion dans l'esprit de quelques personnes témoignant par ailleurs d'un sens de l'objectivité : la notion qu'il est plus important de ne pas encourager le petit parti néo-nazi, que de publier la vérité sur les camps français et américains. A en croire cette curieuse analyse, qui a été maintes fois exposée à l'auteur de ces lignes, à Toronto, Washington, Zurich, New York, Londres et Paris, aussi bien qu'en Allemagne, le danger du nazisme est si grand qu'il vaut mieux se cramponner aux mensonges, quelle que soit l'importance de ce qu'ils cachent. Cette idée étrange qui suppose l'existence d'une vérité opportune et d'une vérité inopportune laisserait penser que la vérité est susceptible d'adaptation en fonction des intérêts du moment. Il y a encore du chemin à faire pour accepter que nos esprits ne se laissent pas pervertir par des arguments de cette nature.

⁵²¹ Smith, *Warriors Without Honor*, p. 1.

⁵²² Entretien avec l'auteur, 1987. Le nom de cet Allemand a été omis, car l'auteur ne désire pas critiquer l'homme, mais son attitude.

Le seul aspect utile de toute cette création de mythes a été d'enfoncer encore plus profondément dans la conscience allemande un sentiment de culpabilité pour les atrocités commises par l'Allemagne nazie. Mais la culpabilité suscitée par l'existence des camps d'extermination conduit inévitablement les Allemands à ne pas vouloir s'intéresser au problème des camps alliés. Les Allemands, qui savent ce qui se passait dans ces camps, parce qu'ils y étaient, en arrivent à trouver des [199] justifications aux actes des Américains et des Français. Pourtant, en admettant même que les Alliés aient eu de bonnes raisons de les punir pour leurs crimes, ils devraient alors avoir des raisons de chercher à se venger des crimes de guerre impunis des Alliés. Or, ce désir de vengeance étant impossible à satisfaire, on constate des comportements de substitution, tels que le néo-nazisme, voire l'anti-américanisme primaire.

Actuellement, nombre d'Allemands ne considèrent pas les camps comme une juste punition, porteuse d'une rude leçon, mais plutôt comme un châtiment injuste, contre lequel ils n'osent pas protester. Tel n'était certainement pas le but des Français et les Américains qui, s'ils recherchaient autre chose qu'une vengeance aveugle, voulaient que les Allemands reconnaissent leurs fautes et ne soient plus tentés de les répéter.

« Les Autres (les Alliés) font exactement les choses pour lesquelles ils nous (les Allemands) ont blâmés », disaient les prisonniers en sortant des camps alliés. « Et ce crime contre l'humanité est non seulement considéré très souvent comme impardonnable, et dénoncé comme une tromperie et une hypocrisie, mais il permet aussi aux Allemands d'alléger leur propre culpabilité. Ils n'oublient pas l'injustice qu'ils ont subie, et un grand nombre d'entre eux ne tiennent pas à l'oublier. Mais ils attendent que leurs propres fautes soient pardonnées. Cette attitude négative, à laquelle ils s'accrochent de toutes leurs forces, est allée tellement loin, qu'ils ont même refusé d'écouter des conférences faites par des Allemands sur la situation en Allemagne (c'est-à-dire sur ce que les nazis ont fait aux civils dans les camps d'extermination)⁵²³. »

La politique de châtiment qui fut exercée allait à l'encontre de la volonté même manifestée par le peuple américain qui refusait le Plan Morgenthau et la vengeance qu'il incarnait. Les nombreuses démissions des commandants des camps français, qui eurent lieu en 1945, tout comme la compassion manifestée par des familles françaises à l'égard des prisonniers allemands, prouvent de façon flagrante qu'une attitude similaire était largement répandue en France, bien que les Français eussent incomparablement plus souffert que les Américains.

⁵²³ Mitscherlich et al., voir chapitre 10.

En outre, ce châtement exercé mais non avoué recèle, en lui-même, une véritable contradiction. Le secret gardé allait à jamais empêcher les jeunes Allemands de comprendre la leçon [200] que l'on pensait avoir infligée à leurs aînés. En agissant comme ils l'ont fait, les vainqueurs ont en quelque sorte perdu le droit de s'ériger en modèles de vertu.

Il est certain que même les officiers les plus acharnés à exercer la vengeance se rendaient parfaitement compte que la situation allait à l'encontre des intérêts des vainqueurs, dont l'honneur et la réputation pouvaient se trouver atteints. Ils n'eurent même pas la satisfaction de savourer collectivement la vengeance.

On n'a pu tirer aucune leçon utile des camps, outre la constatation qu'ils n'ont absolument servi à rien. La cruauté ne peut jamais enseigner la justice.

Mais les camps et la dissimulation à laquelle ils ont donné lieu représentaient aussi un danger pour les Alliés. Personne ne contrôlait ces officiers responsables, trop peu conscients de l'importance de leur rôle, et des risques qu'ils faisaient courir à l'honneur des États-Unis et de la France. Tout comme le sergent Zobrist, à qui l'on avait conseillé de ne pas s'approcher des enceintes tellement ce qui s'y passait était horrible, beaucoup de braves soldats de l'armée américaine rentrèrent chez eux avec la crainte de découvrir une vérité gênante au sujet de leurs propres chefs.

Même en Allemagne, l'étouffement de l'affaire des prisonniers fut un succès. Quand un chercheur allemand entend raconter par des témoins les atrocités commises dans les camps alliés, il trouve en Allemagne des documents d'archives difficiles à réfuter, qui prouvent que les Américains ont soit obéi à la convention de Genève, soit vraiment tenté au maximum d'y parvenir. Ainsi, est-il possible de croire, après une visite aux archives fédérales allemandes de Coblenz, que les témoignages sont peut-être authentiques, mais que même si les taux de décès sont calculés au prorata de l'ensemble des camps américains ou français, ce qui suggère des décès en masse, les Américains et les Français n'en étaient pas responsables. La politique que révèlent les documents de l'époque, préservés dans les archives nationales, est confirmée par de nombreux ouvrages jamais contestés : elle visait officiellement, malgré des circonstances pénibles que les Allemands avaient eux-mêmes [201] en grande partie provoquées, à traiter les prisonniers aussi correctement que possible.

Le fait de poursuivre les recherches semble alors injustifié, même aux yeux de quelqu'un qui croit à la réalité du désastre⁵²⁴.

⁵²⁴ Ce fut le cas de l'auteur et de son assistante, au cours de leur visite à Coblenz. Alors que nous poursuivions notre enquête sur le désastre des camps français, nous ne croyions pas que les Américains s'étaient livrés à des atrocités similaires. Des indices relatifs aux camps sous contrôle américain nous incitèrent à aller jusqu'à Washington, où nous découvrîmes des documents portant la mention *Autres Pertes*.

S'il était difficile aux Allemands d'accomplir cette tâche, les Français, les Américains, les Britanniques et les Canadiens pouvaient s'en charger. Que ce travail de recherche soit longtemps resté en suspens, alors que des dizaines d'ouvrages panégyriques ont été publiés sur le général Eisenhower et sur le général de Gaulle, montre combien la formule brillante de Lewis Lapham contient de vérité : « *Au-delà du murmure incessant d'une presse lèche-bottes, le mode de pensée est trivial et cruel*⁵²⁵. »

Les écrivains qui tressent avec beaucoup d'art des lauriers sur la tête des héros ne peuvent pas dire la vérité sans atténuer la crédibilité même de leur travail. Sans héros, ces écrivains n'ont plus de raison d'être. Elias Canetti commente la façon dont les conquérants sont vus par les historiens : « *La vérité n'a ici pas la moindre dignité. Elle est aussi honteuse que destructrice*⁵²⁶. »

Les morts furent « *massacrés pour rien, absolument rien* ». La revanche elle-même n'est pas une explication suffisante, car les meurtriers cachant honteusement leurs actes ne pouvaient même pas s'en vanter, ni s'en réjouir. Canetti dit plus loin : « *La terreur que le pouvoir veut faire naître, qui est son but réel, repose sur un nombre massif de victimes... La gloire (des généraux) et leur pouvoir grandissent avec le nombre des morts. Les conquérants célèbres de l'histoire sont tous passés par là. On leur a attribué ensuite toutes sortes de vertus.* »

« *Quel dommage de ne pas avoir pu en tuer davantage*⁵²⁷. »

⁵²⁵ Lewis Lapham, *Money and Class in America* New York, Weidenfeld et Nicolson, 1988.

⁵²⁶ Elias Canetti, *The Conscience of Words*, André Deutsch, Londres 1986.

⁵²⁷ Phrase écrite par Eisenhower en 1943, dans le post-scriptum d'une lettre à George Marshall (voir chapitre 2, p. 46). [N. du T.]

[203]

Chapitre 12

TACITES CONNIVENCES

Ces morts ont-elles été causées délibérément ? Les États-Unis et la France n'avaient-ils vraiment pas les moyens de maintenir les prisonniers en vie ? Si tel était le cas pourquoi ne les ont-ils pas relâchés immédiatement ?

Le fameux message du 10 mars 1945 relatif aux F.E.D.⁵²⁸ montre que bien avant les captures massives qu'elle allait effectuer, l'armée américaine avait prévu, sitôt les hostilités terminées, de ne fournir aux détenus ni abri ni nourriture. Mais la privation concrète de vivres, d'eau, de tentes avait commencé des semaines auparavant, ainsi que les deux médecins du TEO., Beasley et Mason, en témoignèrent avec effroi. Bien qu'il y eût un surplus important de tentes dans les réserves de l'armée, on construisit dès le 1^{er} mai⁵²⁹, des enceintes de barbelés. Le 4 mai, quatre jours avant la victoire des Alliés, on fit délibérément perdre aux premiers captifs leur statut de prisonniers de guerre, supprimant ainsi le droit à la nourriture qui, conformément à la convention de Genève, y était attaché. C'est non moins délibérément que, le 4 août, on priva les autres captifs de leur statut de prisonniers de guerre, et que l'on [204] interdit aux civils et aux organismes de secours de ravitailler les P.G., les F.E.D., et les civils allemands⁵³⁰.

Toutes les décisions concernant les conditions de détention des prisonniers dans les camps américains furent prises, jusqu'au 14 juillet 1945, par le grand quartier général des forces expéditionnaires alliées. Après cette date, lorsque le S.H.A.E.F. fut dispersé, l'armée américaine resta sous l'autorité du général Eisenhower, qui avait cumulé jusque-là les responsabilités conjointes de commandant suprême des forces alliées (S.H.A.E.F.), et de commandant général des forces armées américaines (U.S.F.E.T.). Le remaniement du 14 juillet⁵³¹, ne fut donc la cause d'aucune discontinuité dans le commandement des forces américaines en Europe.

⁵²⁸ L'original de ce message porte le paragraphe D.E. (Dwight Eisenhower). [N. du T.]

⁵²⁹ Priorités dans la construction des Enceintes Provisoires pour Prisonniers de Guerre, 1^{er} mai 1945. R.G. 332 section 12, Washington.

⁵³⁰ « Aucune organisation de bienfaisance bénévole non-allemande n'est autorisée à opérer sur la zone d'occupation américaine au bénéfice des Allemands. » Communication de l'O.M.G.U.S, signée Clay, à W.A.R.C.A.D., 30 octobre 1945. Dans le paragraphe qui commence par « Seul l'engagement du général Eisenhower », Lucius Clay indique nettement qu'il décrit ici une politique globale déjà définie par Eisenhower. R. G. 332, N.A.R.S., Washington.

⁵³¹ Disparition du S.H.A.E.F. et création de P.U.S.F.E.T. [N. du T.]

Étant donné la structure du S.H.A.E.F. et la façon dont Eisenhower le dirigeait, comme il le fit ensuite pour l'U.S.F.E.T., il est hautement probable qu'aucune décision majeure ne pouvait être prise, ou qu'aucune ligne d'action n'était définie, sans que le commandant suprême en fût personnellement avisé. C'est d'ailleurs ce qu'affirme le général George Marshall : « *Eisenhower et son état-major, calmes et confiants, dirigent une entreprise d'une ampleur et d'une complexité incroyables avec une efficacité sans égale*⁵³². » Il est certain que peu de choses échappaient à l'attention d'Eisenhower ou à celle de ses loyaux et efficaces subordonnés. Le général s'occupait de tout, accordait par exemple son attention à des événements tels que la présidence des bals donnés pour les soldats⁵³³ ; ou encore décidait qu'un officier de tel rang, se rendant à tel endroit, devait conduire telle marque de voiture⁵³⁴. Eisenhower prenait connaissance de tous les câbles importants qu'expédiait son état-major et qu'il n'avait pas rédigés personnellement. De même, à chaque retour de déplacement, l'une des premières tâches qu'il accomplissait, en arrivant à son bureau, consistait à consulter personnellement non seulement le répertoire chronologique des câbles expédiés et reçus pendant son absence, mais aussi le texte intégral des messages⁵³⁵.

Quelques semaines après la fin des hostilités, tous les Alliés décidèrent d'utiliser des prisonniers. Rien n'obligea ces armées, ni les gouvernements qui les contrôlaient, à garder, en si grand nombre dans leurs camps des soldats, des femmes et des enfants [205] allemands. La France, en particulier, aurait pu ajuster l'effectif qu'elle prenait en charge au nombre d'hommes qu'elle pouvait réellement employer.

Il apparaît donc, sans le moindre doute, que les armées alliées savaient très bien quelle charge allaient représenter les prisonniers ; on peut donc écarter l'hypothèse selon laquelle elles auraient été débordées par l'ampleur des captures.

Bien que le manque de nourriture ait, sans le moindre doute, provoqué directement la mort d'un grand nombre de F.E.D., le manque d'hygiène et le surpeuplement furent aussi la cause de la plupart des décès parmi les P.G. et les F.E.D. Un pourcentage relativement faible d'entre eux moururent d'« *émaciation et d'épuisement* » (entre 10 et 15 %) mais la majorité succomba à diverses maladies directement liées au manque

⁵³² Message de Marshall à Roosevelt, cité dans l'ouvrage de Stephen Ambrose, *The Supreme Commander*, p. 424.

⁵³³ *The Eisenhower Papers*, édités par Alfred D. Chandler et Stephen E. Ambrose. p. 1750.

⁵³⁴ *Eisenhower Papers*, p. 2529.

⁵³⁵ Stephen Ambrose, *The Supreme Commander*, p. 592. Voir également Pogue, *The Supreme Command*, p. 63 : « Une grande quantité de courrier destinée à la signature d'Eisenhower était traitée par le chef d'état-major et ne montait pas jusqu'au commandant suprême. Afin de s'assurer que le général Eisenhower serait informé de tout ce qui se passait, le secrétaire du général tenait un répertoire spécial de tous les messages reçus et envoyés, qu'il présentait chaque jour à son chef. »

d'hygiène et de protection : pneumonie, dysenterie, diarrhée, et maladies respiratoires.

Comment expliquer ce refus de fournir des vivres et des soins dont il était facile de disposer, et qui auraient évité une telle situation ?

Deux des trois décisions imposées par les chefs d'état-major réunis - celles concernant le transfert des prisonniers des camps américains sous le contrôle d'autres nations, et la suppression du rôle protecteur de la Suisse, qui entravait l'intervention du C.I.C.R. - ne condamnaient pas fatalement les prisonniers à une mort prématurée.

Le changement de statut de P.G. en F.E.D., bien que né de la conviction que les Allemands n'avaient probablement pas les moyens de nourrir les détenus, faisait courir à ces derniers un risque élevé de famine, mais n'impliquait pas ces morts en masse dues au surpeuplement, au manque d'abri et à la dysenterie. Il est clair qu'aucun ordre prescrivant à l'armée d'éliminer un nombre important de prisonniers ne traversa jamais l'Atlantique. D'ailleurs, si la politique du département de la Guerre, ou du gouvernement des États-Unis avait effectivement consisté à supprimer délibérément un grand nombre de prisonniers ennemis, alors les prisonniers allemands des camps italiens seraient, eux aussi, morts *en masse*⁵³⁶.

Bien que les officiers sur le terrain aient exprimé dans plusieurs messages que la situation dans les camps était « *très [206] grave* », voire « *critique* », rien de concret ne nous permet cependant d'affirmer que les chefs d'état-major américains, qui s'attendaient clairement que les hommes internés dans les camps soient rapidement affaiblis, aient délibérément choisi de leur réserver un sort pire encore.

En envoyant leurs messages, les officiers en Europe ne cherchèrent vraisemblablement qu'à se couvrir et à prouver concrètement qu'ils avaient effectué une mise en garde contre le désastre qui s'annonçait. Ces avertissements peuvent difficilement être considérés comme sincères, dans la mesure où, comme nous l'avons exposé, les provisions nécessaires à l'alimentation des prisonniers ne manquaient pas. Rien ne permet encore de démontrer que des instructions issues du département de la Guerre ou des chefs d'état-major réunis ordonnèrent à l'armée de ne pas distribuer les provisions stockées aux prisonniers. C'est en fait le contraire qui est suggéré par les rapports du quartier général, puisque la nourriture envoyée par Washington, ou « obtenue » en Allemagne, était engrangée par l'armée, créant ainsi un excédent de réserves.

On rétorquera que l'armée économisait peut-être ses provisions dans l'unique but de nourrir les civils affamés d'Europe. Si tel avait été le cas, on aurait immédiatement relâché des prisonniers, ou encore on au-

⁵³⁶ En français dans le texte.[N. du T.]

rait mis en place, tout à fait normalement, de l'eau potable, des tentes et des médicaments, dans la mesure où le manque de nourriture risquait de se révéler encore plus dangereux pour des hommes sans protection, ou déjà affaiblis par des carences encore mineures. Le moyen de loin le plus efficace pour ne pas épuiser les réserves de vivres de l'armée aurait consisté à libérer rapidement les détenus. Pourtant, le 1^{er} janvier 1946, 36 à 40 % seulement de l'effectif total des captures américaines - qui se montaient alors à 5.900.000 hommes environ pour les trois théâtres des opérations - avaient été rendus à la vie civile⁵³⁷. Leurs compagnons, s'ils n'étaient pas déjà morts, se trouvaient dans les camps français, dans les camps britanniques, ou aux mains des Américains. En Italie, le général Mark Clark⁵³⁸, prouva qu'il était possible pour des commandants de l'armée américaine, dans l'Europe de 1945, de maintenir en vie 291.000 prisonniers sans les « *dorloter* ». Jamais personne n'a évoqué le moindre cas de mauvais traitement à leur sujet. Lorsque ces détenus furent [207] pesés, peu de temps après leur transfert d'Italie dans un camp américain en Allemagne, tous avaient un poids suffisant, alors que les prisonniers restés en Allemagne étaient « *tous au-dessous de la normale* »⁵³⁹.

L'exemple des Britanniques et des Canadiens prouve que l'on pouvait, dès 1945, sur le territoire de l'Allemagne, éviter la mort à des millions de prisonniers. À part la privation de nourriture, apparemment involontaire, dont furent victimes entre 200 et 400 prisonniers dans le camp anglais d'Overijsche, en 1945-1946, on n'a jamais accusé ces deux nations d'avoir infligé de mauvais traitements à leurs détenus après la fin des hostilités.

Le taux de décès des civils⁵⁴⁰ dans la zone anglaise pour les années 1945-1946, qui oscillait entre 3,5 et 5 %, montre que les prisonniers allemands auraient eu une bien meilleure chance de survivre s'ils avaient été rendus à la vie civile. Le taux de mortalité dans les camps américains à la même époque avoisinait 30 %.

Il est clair que l'armée fut responsable de ce qui se produisit en Allemagne, et il est non moins clair que rien de tout cela ne fut accidentel.

⁵³⁷ Rapport hebdomadaire sur la situation des P.G. et des F.E.D., le bureau de l'U.S.F.E.T., 8 septembre 1945. R.G. 331 section 26 383.6/1-3, N.A.R.S., Washington. Le texte qui précède le tableau se réfère aux Allemands capturés sur tous les théâtres et détenus à la fois aux États-Unis et en Europe. Sur un effectif total de 5 900 000 prisonniers, près de 2 200 000 avaient été libérés au début du mois d'octobre 1945. Dans la mesure où le total de prisonniers « en mains » en Europe n'avait pas varié en janvier 1946, et que pratiquement aucun captif détenu aux États-Unis n'avait été libéré (Smith), il est établi que 36 % seulement des prisonniers avaient été libérés à cette date. En janvier 1947, toutes les libérations avaient été effectuées, à l'exception de celles de quelques criminels de guerre.

⁵³⁸ Colonel Ernest Fisher, *Cassino to the Alps*, Washington, Centre d'histoire militaire, département de l'Armée.

⁵³⁹ Rapport du lieutenant-colonel Herbert Pollack, M.C. au médecin-chef du Q.G. du T.S.F.E.T., 31 août, p. 348 de l'Histoire de l'intendance, N.A.R.S., Suitland., Maryland.

⁵⁴⁰ Gollancz, *Leaving Them to Their Fate*.

Qui, en l'occurrence, détenait le pouvoir, au sein du théâtre des opérations des États-Unis ?

Le général Eisenhower.

Car, seule l'armée avait la charge de détenir, nourrir, libérer et transférer les P.G. allemands.

Les initiales D.E. qui figurent dans le répertoire chronologique des câbles du S.H.A.E.F. prouvent que le commandant suprême des forces alliées n'ignorait rien de la politique des F.E.D., et qu'il en était même probablement l'initiateur⁵⁴¹.

Eisenhower usa fréquemment de son autorité pour faire réduire les rations des prisonniers, comme le montrent des messages signés de lui, ou des ordres écrits à la première personne ; ainsi en témoigne ce message, daté du 16 mai 1945 : « *Étant donné la situation alimentaire critique qui règne en Allemagne, je me vois contraint de prendre des mesures appropriées pour faire face à cette situation d'urgence.* » Il demande ensuite l'autorisation de distribuer de la nourriture importée « *en Allemagne* » sans avoir à en référer à ses supérieurs « *si, selon (lui), la situation l'exige* ». Il n'était pas question ici de dorloter les Allemands, mais de prévenir des émeutes que risquait de provoquer la pénurie alimentaire, et qui auraient pu « *avoir des [208] conséquences préjudiciables aux opérations militaires* ». Cette permission lui fut, on le sait, accordée le 6 juin⁵⁴². A la suite de l'enquête sur les camps de personnes déplacées, que le Président Truman avait réclamée, et qui avait été effectuée en octobre, Eisenhower ordonna une contre-enquête, dont les résultats lui permirent d'affirmer : « *J'ai récemment augmenté le nombre quotidien de calories attribuées par personne jusqu'à 2300, pour les personnes déplacées se trouvant dans les centres agréés*⁵⁴³. »

Le 27 août 1945, lorsque l'intendant général Littlejohn rédigea sa lettre, au sujet des 1.550.000 personnes privées de nourriture dans les camps, il se trouvait, en fait, confronté à un dilemme. D'une part, s'il en disait trop, il risquait de compromettre ses collègues ; d'autre part, s'il n'en disait pas assez, les prisonniers continueraient inexorablement à mourir de faim. Mais peut-être cherchait-il simplement à se couvrir ; peut-être avait-il aussi le réel désir de redresser la situation ; quoi qu'il en fût, la solution qu'il proposait au problème de ravitaillement était claire : il suffisait que l'armée demande des vivres, pour être en mesure d'alimenter les affamés. D'ailleurs, s'il avait été réellement impossible d'obtenir des provisions, il est évident que Littlejohn n'aurait jamais formulé une telle requête. Quelles qu'aient pu être les véritables motivations de son mémorandum, il semble bien qu'il voulait en tout cas

⁵⁴¹ *Eisenhower Papers*, p. 2208

⁵⁴² Message à Eisenhower des chefs d'état-major réunis, 6 juin 1945. Répertoire des « arrivées » du S.H.A.E.F., 6 juin, Abilene.

⁵⁴³ Message d'Eisenhower au Président Truman, octobre 1945, cité dans *Eisenhower Papers*, vol. 6, p. 416.

donner l'impression d'avoir vraiment essayé d'agir. En réclamant des mesures qui n'auraient pas été sérieusement envisageables, il risquait de faire croire le contraire.

En fait, Littlejohn ne cherche, ni ne trouve, de responsable au désastre. Il se contente d'indiquer que les données de l'armée sont « *inexactes* ». Nulle part il n'est question d'enquête, de responsabilité, de discipline, voire de cour martiale. En réalité, si Littlejohn avait vraiment un instant suspecté que des officiers subordonnés agissaient contre la volonté de leur commandant, en créant des conditions d'agitation civile par leurs restrictions d'approvisionnement, et mettant ainsi l'armée en porte à faux, il aurait certainement demandé une enquête. Que l'intendant général se soit gardé d'agir, alors qu'il était au courant, et que par conséquent sa responsabilité se trouvait engagée, prouve peut-être, soit qu'il n'attachait pas à tout cela une si grande importance ; soit qu'il savait que le responsable de la situation, en l'occurrence Eisenhower, était intouchable.

Il est vrai qu'à l'époque, l'armée des États-Unis avait encore [209] en Europe des effectifs très importants, chargés de tâches variées et complexes qui sortaient parfois du domaine de compétences des militaires, comme le fait, par exemple, de nourrir un grand nombre de civils. Examinons un instant la thèse d'une cabale d'officiers ayant pris l'initiative de la politique de privations, et l'ayant fait appliquer à l'insu d'Eisenhower, et donc sans sa permission.

Il suffit à peine de formuler cette théorie pour en percevoir aussitôt la fragilité à tout point de vue. En premier lieu, il est certain qu'au mois de mars, Eisenhower était au courant du changement de statut des P.G. en F.E.D., puisqu'il avait lui-même incité les chefs d'état-major réunis à prendre cette décision en avançant avec justesse que les Allemands ne seraient pas capables de nourrir les F.E.D. Il savait aussi que les C.C.S. n'avait approuvé cette politique qu'avec d'énormes réserves, notamment de la part de la Grande-Bretagne.

Si une telle cabale existait, Hughes, collaborateur particulier d'Eisenhower, et qui s'intéressait tant aux rations des prisonniers, en faisait forcément partie. Mais elle concernait aussi un nombre important d'officiers, car les listes de circulation des rapports envoyés au S.H.A.E.F. (devenu U.S.F.E.T.) qui avaient recours, pour l'enregistrement du nombre de prisonniers morts chaque semaine à l'euphémisme *Autres Pertes* indiquent que 2 généraux de haut rang, 1 général de brigade, 4 colonels, 3 commandants, 1 capitaine et 9 autres chefs de bureau, recevaient régulièrement ces informations accablantes. Outre ces officiers, Smith, Littlejohn, Hughes, Barker et Crawford étaient tous au courant de ce qui se déroulait. Les commandants à la tête de l'armée le savaient aussi, car c'est de leurs quartiers généraux que les premiers chiffres

d'*Autres Pertes* furent envoyés au S.H.A.E.F. Par conséquent, tout communiqué était transmis à un minimum de 23 officiers.

Hughes, agissant seul, ou avec le soutien de cette hypothétique cabale, aurait su qu'il faisait courir un risque énorme à son général et ami, à l'insu de celui-ci, et contre sa volonté. Il est donc peu probable que, pour des motifs purement personnels, il eût trahi la confiance qu'Eisenhower plaçait en lui et qui ne se démentit jamais.

Cette cabale aurait nécessité, de la part des officiers qui la menaient, la prise d'innombrables précautions à l'insu de leur commandant suprême ; il aurait fallu en effet :

[210]

- que les officiers responsables de la distribution des tentes n'en laissent pas sortir de leurs immenses réserves⁵⁴⁴ ;

- empêcher les ingénieurs de distribuer le fil de fer barbelé, le bois, les tuyaux, les pompes dont ils disposaient en grande quantité ;

- convaincre, ou contraindre le corps médical de ne pas dresser d'hôpitaux de campagne ;

- empêcher les malades d'occuper les lits vides de ces hôpitaux ;

- empêcher le courrier de circuler ;

- s'assurer que les vivres allemands n'atteignaient pas la majorité des camps - y compris les trois camps de l'ensemble de Dietersheim, découverts par le capitaine Julien du 3^e régiment de Tirailleurs Algériens, l'un à Kripp, l'un à Rheinberg et le dernier vers Gotha ;

- éloigner les journalistes de tous les camps ;

- inspecter les registres et les faire disparaître, en 1945, quitte à terminer cette destruction par la suite à Washington ;

- que quelqu'un, au sein du S.H.A.E.F., à l'insu d'Eisenhower, ait suffisamment d'influence pour obtenir que le département d'État, à la demande du département de la Guerre, empêche le Comité International de la Croix-Rouge de pénétrer dans les camps ;

- qu'une autre personne assure la coordination de tout cela, avec la complicité des Britanniques, qui auraient donc, eux aussi, cloué le bec au Premier ministre canadien.

Bref, l'orchestration de tout cela aurait réclamé un « *effort acharné* » ainsi que l'exprima Littlejohn qui, en octobre, félicita son état-major pour le bon travail accompli en réduisant « *le fardeau des ressources alimentaires américaines en réduisant le plus possible le nombre de détenus à nourrir* »⁵⁴⁵.

La théorie selon laquelle Eisenhower n'aurait pas été responsable de la situation, ne tient pas davantage quand on sait que le commandant

⁵⁴⁴ Voir note 20, chapitre 3, et note 13, chapitre 5. Ross et Romanus, *The Quatermaster Corps*, p. 634.

⁵⁴⁵ Message de Littlejohn à Eisenhower, 10 octobre 1945. R.G. 92, service de l'intendant général, correspondance générale, dossier 1935-1945, casier 587, N.A.R.S., Washington.

suprême dut ordonner une enquête après les révélations de Prader-vand, et que cette dernière ne dévoila pas la vérité, mais donna lieu tout au contraire à la formulation d'une série de mensonges, qu'Eisenhower aurait donc avalisés. Toujours dans l'ignorance complète de ce que ses officiers subordonnés accomplissaient, le général aurait laissé les événements se dérouler sans intervenir, puisqu'il apparaît clairement, dans plusieurs rapports, que le manque de nourriture [211] sévissait toujours dans de nombreux camps en Allemagne après que la situation eut été dénoncée. Pourtant, dans son ouvrage *Crusade in Europe*⁵⁴⁶, longtemps après la guerre, Eisenhower devait écrire : « *A ce moment-là (au printemps 1945) nous avons une organisation logistique et administrative capable de diriger un tel nombre de prisonniers, et ces captifs n'interférèrent que ponctuellement avec les manœuvres et les offensives de nos troupes*⁵⁴⁷. »

Tout cela pouvait-il se produire à l'insu de l'homme que le général MacArthur avait baptisé : « *le meilleur officier de l'armée ?* »

Parce que les chefs d'état-major réunis avaient approuvé, le 26 avril 1945 la politique relative aux F.E.D. - dont ils partageaient la responsabilité avec Eisenhower - il ne fait aucun doute que le commandant suprême, en ne nourrissant pas les prisonniers, était convaincu d'obéir aux ordres⁵⁴⁸. Il est non moins certain qu'Eisenhower écrivit ces ordres pour lui-même, et les prévint même, sept semaines durant, avant qu'ils n'eussent été approuvés.

Eisenhower n'était pas seul à croire que les rations des prisonniers devaient être réduites. Au cours de la réunion du 15 mai, avec Churchill, le chef de l'état-major général de l'empire britannique, sir Alan Brooke, déclara. « *Dans les circonstances actuelles lorsqu'on sait qu'il existe une pénurie alimentaire générale, il ne serait pas juste de nourrir les prisonniers allemands autant que les troupes anglaises et américaines. Si l'on veut éviter la famine, il est indispensable que les rations distribuées aux troupes ennemies soient réduites au strict minimum.* » Il précisa même à ce propos que « *la quantité attribuée aux civils allemands sous contrôle militaire allié (était) de 1550 calories*⁵⁴⁹ ».

La différence qui régnait entre les camps britanniques et canadiens et les camps américains n'était pas seulement due à une meilleure nutrition. Il est pratiquement certain, bien que cela n'ait pas été prouvé concrètement, que le taux plus élevé [212] de survie dans les camps

⁵⁴⁶ *Croisade en Europe*. [N. du T.]

⁵⁴⁷ Dwight D. Eisenhower, *Crusade in Europe*, p. 386.

⁵⁴⁸ Les officiers américains avaient déploré, au mois de mai, que leurs demandes de fournitures de base « *auprès du département de la Guerre* » eussent été refusées. On ne sait pas exactement qui était à l'origine de ce refus, mais il s'agissait probablement d'un membre du S.H.A.E.F. à Francfort, ou d'un membre du département de la Guerre, à Washington. [N. du T.]

⁵⁴⁹ Procès-verbal d'une rencontre entre Churchill, Eisenhower et Brooke, 15 mai 1945, envoyé par le Premier Ministre à Eisenhower. R.G. 59, 740.00119, casier 3666, archives du département d'État.

anglo-canadiens était dû à des facteurs sans rapport avec la prétendue pénurie alimentaire mondiale. On y assurait aux détenus un abri, de l'espace vital, suffisamment d'eau potable, et de meilleurs soins hospitaliers. Les prisonniers des camps américains mouraient de faim, alors que les prisonniers dans les camps britanniques recevaient une nourriture suffisante, et bénéficiaient même du courrier. De son côté, l'armée canadienne alla jusqu'à permettre à au moins une unité allemande de conserver son équipement téléphonique et radio⁵⁵⁰. Au bout de quelques mois, les prisonniers des camps anglo-canadiens furent même autorisés à recevoir des visites⁵⁵¹.

Dans ce dossier affligeant, il nous manque un seul élément important : l'information permettant de savoir qui empêcha, comme nous l'avons vu, les civils allemands, eux-mêmes déjà terriblement rationnés, de partager leurs propres ressources avec les prisonniers. Étant donné tous les efforts mis en œuvre, jusqu'à nos jours, pour étouffer cette affaire, il n'est pas surprenant de constater qu'aucune trace de l'ordre concernant les civils n'ait survécu. Les témoignages des prisonniers constituent pourtant bien la preuve que cet ordre fut donné.

C'est d'abord Eisenhower, puis Smith, son chef d'état-major, et Hughes, son conseiller particulier⁵⁵² qui portent la responsabilité de tout cela. Il aurait suffi, pour sauver de nombreuses vies :

- de permettre aux responsables sur le terrain d'utiliser à leur convenance le contenu des entrepôts ;
- de permettre que les 13.500.000 colis de vivres de la Croix-Rouge destinés aux prisonniers soient distribués, car ils auraient permis à tous ceux qui sont morts de faim, de survivre pendant plusieurs mois, plus d'un an peut-être ;
- d'ordonner la libération des hommes dont on n'avait pas besoin en guise de main-d'œuvre, ce qui aurait rapidement ramené le taux annuel de décès des prisonniers, de 30 % à 3,5 c'est-à-dire celui des civils ;
- d'accorder aux organismes d'assistance la permission de visiter les camps ; le témoignage des conditions atroces qui y régnaient aurait

⁵⁵⁰ Lieutenant-colonel B.W. Grover, 1^{ère} division canadienne d'infanterie, 13 mai 1945. 142.11009 (D.2), Q.G. de l'armée canadienne, Ottawa.

⁵⁵¹ Major B. J. Guimond, 2/7 brigade canadienne d'infanterie, 142.11009 (D.2), Q.G. de l'armée canadienne, Ottawa.

⁵⁵² Le général Eisenhower exprima lui-même dans une lettre adressée à Hughes, le 25 février 1948, combien il l'appréciait. Il écrivit :

« Cher Everett,

Ceci n'est pas une lettre d'adieu. Je sais que notre amitié durera aussi longtemps que nous vivrons, et je sais aussi que si j'ai besoin un jour de recevoir un sage conseil, ou d'effectuer un travail difficile, je n'aurai rien de mieux à faire qu'à te demander de m'aider. Je tiens à t'exprimer mon appréciation durable pour tes services inestimables et dévoués. Tout au long des campagnes qui nous ont conduits d'Afrique du Nord en Allemagne, j'ai eu la chance extrême d'avoir à mes côtés, en tant que collaborateur et représentant personnel sur le terrain, un homme de ta compétence professionnelle, d'une telle sûreté de jugement et doté d'une telle personnalité. Je ne pourrai jamais assez te remercier d'avoir soulagé mes épaules de toute cette charge pendant ces années éprouvantes. Je te souhaite santé et bonheur pour l'avenir, et le succès de toutes tes entreprises. Tu mérites le meilleur en tout. » Papiers d'Hughes, Bibliothèque du Congrès, Washington.

sans aucun doute soulevé une tempête de protestations dans l'opinion publique, mais aurait en même temps suscité la création d'équipes de secours, et l'élaboration des mesures politiques nécessaires pour remédier au désastre.

[213]

C'est vraisemblablement la seule raison pour laquelle cette permission ne fut pas accordée.

Les éléments que nous possédons, nous incitent à penser qu'Eisenhower, assisté de Smith et de Hughes, a tiré toutes les ficelles en entravant systématiquement tout ce qui aurait pu améliorer la situation.

Dès le mois d'août 1945, avant peut-être, le général Littlejohn sut ce qui se passait, mais ne fit rien pour l'enrayer. Le général Lee fit apparemment tout ce qui était en son pouvoir pour remédier au manque de nourriture, dans la mesure où ses fonctions ne s'en trouvaient pas compromises. Le général Patton semble avoir pris toutes les dispositions envisageables pour libérer ses propres moribonds, en dépit des difficultés dressées sur son chemin. Morgenthau mit beaucoup d'acharnement à organiser le châtimement des ennemis. Hull, Somervell et Stimson s'efforcèrent, de différentes façons possibles, de trouver des solutions plus constructives au problème allemand. Roosevelt, impénétrable parce que très versatile, ne prit, au cours des derniers mois de sa vie aucune position ferme, sauf pour empêcher Morgenthau, Hull et Stimson de se quereller inutilement au sujet des vaincus. Les dossiers n'ont pas révélé, jusqu'à présent, que Marshall et Truman eussent été au courant des faits. Fonctionnellement parlant, ils furent tous deux responsables ; mais il est probable qu'aucun d'entre eux ne soupçonnait la sinistre réalité.

Le général Buisson, dans son *Historique du service des Prisonniers de Guerre*, revendique la responsabilité totale de ce qui se passait dans les camps français. Il ne s'agit là que d'une formule de style, et en aucun cas d'un aveu de culpabilité, puisque, selon lui, en cette période difficile, les camps n'auraient pu être mieux dirigés. Il n'est ici mis en cause que grâce à la découverte des dossiers de M. Simon, représentant du ministère du Travail, et de ceux du ministère des Affaires étrangères, tenus par des fonctionnaires, et fondés sur des faits avérés.

Il est hautement probable que le général de Gaulle fut informé de ce qui se passait dans ces camps, avant même que Pradervand ne lui eût écrit le 26 septembre 1945. Non seulement il était le chef des armées, mais il connaissait Pradervand et se souvenait de l'aide que le délégué de la Croix[214]-Rouge lui avait apportée, au cœur des hostilités, lors des négociations destinées à faire sortir des civils français du camp de concentration de Ravensbrück.

En tant que chef du gouvernement et chef des armées, il arriva certainement à de Gaulle d'évoquer ce problème avec son chef d'état-major de la Défense nationale, le maréchal Alphonse Juin, lui-même très au fait de la situation délicate qui régnait dans les camps. Conseillé par le maréchal Juin, de Gaulle refusa de recevoir Pradervand, et offrit par ailleurs à la presse mondiale, au début du mois d'octobre, cette remarquable conférence de presse au cours de laquelle il aborda si prudemment le contentieux franco-américain relatif aux transferts de prisonniers. Nous évoquons ici la prestation tant admirée par l'ambassadeur américain Jefferson Caffery pour sa retenue envers les États-Unis. Attitude au demeurant peu surprenante quand on sait que le général de Gaulle attendait des milliers de tonnes de matériel de guerre et des vivres livrés quotidiennement. Charles de Gaulle était très préoccupé par les problèmes de politique intérieure, par le besoin d'asseoir son autorité dans une France divisée et soucieuse de la reconquête de son empire colonial. Telle était la mission que s'était fixée le chef du gouvernement provisoire. Le destin d'un million de prisonniers allemands ne pesait pas bien lourd dans la balance.

Au cours de l'automne 1945, le maréchal Juin donna l'ordre d'établir un certain nombre de rapports sur la situation ; quelques-uns ont survécu à Vincennes. Tous ces dossiers font état des immenses efforts accomplis pour améliorer la situation dans les camps, ce qui n'a rien de surprenant. Sur la vingtaine de districts militaires environ que contenait la France, la plupart des camps ne sont pas mentionnés, en particulier ceux de la région des Vosges, que le colonel Lauben qualifiait de « *vaste camp de la mort* ».

Si l'on en croit le général George S. Patton, non seulement le maréchal Juin ne se montrait pas assoiffé de revanche envers les Allemands mais, à l'instar du général américain, et de Churchill, l'existence de la nation allemande lui semblait importante. « *Il est vraiment regrettable* », dit-il à Patton au cours d'un dîner à Paris, au mois d'août 1945, « *que les Anglais et les Américains aient détruit la seule nation solide en Europe - et je ne veux pas parler de la France - car maintenant on a ouvert tout grand la voie au communisme des Russes*⁵⁵³. »

[215]

La plupart des prisonniers des camps français, tous probablement, eurent un toit au-dessus de la tête mais, à la fin de 1945, en raison de leur séjour sans abri dans les camps américains, la plupart d'entre eux étaient en guenilles. Quelques-uns reçurent des habits à la suite d'une petite campagne menée à l'instigation du général de Gaulle à la fin de cette même année. Le Comité International de la Croix-Rouge fut autorisé à inspecter une minorité de camps, mais pas la totalité des 1.600

⁵⁵³ Journal de George S. Patton, 18 août 1945.

camps français. Les délégués purent affirmer que la sous-alimentation, voire l'inanition, sévissaient dans les quelques camps visités⁵⁵⁴, et que cette situation se poursuivait, en dépit du redressement progressif de la France, jusqu'en 1947. Les vivres ne manquaient pas mais, au lieu d'être distribués aux hommes qui avaient faim, ils étaient vendus par des officiers au marché noir, à la stupéfaction et à la consternation d'hommes honnêtes tels que le maire de Bascons, Raoul Laporterie, qui osa risquer sa carrière en critiquant le général de Gaulle, et eut effectivement à en pâtir.

La société française dans son entier était coupable. Il est certain que la plupart des Français, sachant ce qui se déroulait dans les camps, se gardèrent d'agir. Les protestations qui furent exprimées dans les journaux ne représentaient qu'une goutte d'eau dans l'océan des atrocités commises. Les réactions devant ce scandale naissant ne furent pas assez virulentes pour ébranler la conscience de la nation même qui se targuait de sa *mission civilisatrice*⁵⁵⁵.

Le général de Gaulle aurait pu aisément éviter de nombreuses morts en cessant d'ajouter de nouveaux prisonniers à ceux qui périssaient déjà d'inanition. Le maréchal Juin aurait pu le persuader d'agir dans ce sens. Le général Buisson fut en quelque sorte victime, tout comme les prisonniers, d'une politique futile et vicieuse infligée par les détenteurs du pouvoir, qui n'étaient autres que le général de Gaulle et le maréchal Juin. A qui revient la gloire, revient la honte.

Au terme de notre enquête sur le traitement des prisonniers de guerre allemands, force est de constater que ceux-là mêmes qui prétendaient lutter contre la barbarie des nazis ont manqué à leurs devoirs les plus élémentaires.

Ils y ont non seulement manqué en ne respectant pas les lois de la guerre et la convention de Genève, mais aussi et surtout parce qu'en entravant la liberté d'action de la Croix-Rouge, en muselant la presse, ils ont renié les valeurs encore plus importantes que sont la décence et la dignité de l'homme.

Ces hommes, qui passèrent longtemps à nos yeux pour des héros ont exercé leur pouvoir de vie et de mort sur des êtres impuissants qui se trouvaient entre leurs mains.

- Les officiers supérieurs n'ont pas su réagir, n'ont pas alerté l'opinion publique.

- La presse française n'a pas dit grand-chose, ou a menti.

- La presse américaine n'a rien dit, ou a menti.

- Les Britanniques et les Canadiens sont restés passifs.

⁵⁵⁴ Le délégué de la Croix-Rouge en France déclara qu'il avait effectué 70 visites concernant « près de » 60 camps et 3 hôpitaux en 1945. Il visita 6 camps d'internement réservés aux civils nazis. En 1946, un ensemble de 30 camps fût l'objet de 100 visites. Lettre de Françoise Perret, C.I.C.R., à l'auteur, janvier 1987.

⁵⁵⁵ En français dans le texte. [N. du T.]

Seuls quelques individus se sont manifestés, comme JeanPierre Pradervand, Jacques Fauvet ou Victor Gollancz.

Quelques individus isolés, comme l'abbé Stock ou le margrave von Baden, continuèrent à croire en un idéal que d'autres faisaient cyniquement semblant de partager, pour mieux l'utiliser à leur bénéfice. Ils en furent gratifiés comme ce soldat britannique anonyme qui avait appréhendé de travailler pour les Allemands mais avoua, une fois sa tâche terminée, que « *c'était la seule chose valable qu'il avait faite de toute sa vie* ». En commettant subrepticement ces atrocités vengeresses, les responsables américains et français, allèrent jusqu'à cacher la jouissance de leur infamie, et se laissèrent entraîner vers le mal même qu'ils affirmaient combattre.

Parmi tous ces gens que l'on croyait de bonne volonté, obéissant à des principes de décence, il ne se trouva pratiquement personne pour protéger des hommes qui souffraient, dans leur chair, du poison mortel de notre hypocrisie. Alors que nous célébrions publiquement la victoire de notre vertu... elle commençait secrètement à nous échapper.

[217]

APPENDICES

INTRODUCTION

Il ne nous a pas été possible de déterminer le nombre exact de décès dans les camps américains et français. La destruction des dossiers relatifs à ces camps, les falsifications opérées à l'origine sur les documents qui ont survécu, ainsi que la confusion qui régnait à l'époque, tout cela nous empêche aujourd'hui d'approcher la vérité de trop près.

Les données qui figurent dans les états fournis par les armées alliées ont probablement fait l'objet d'approximations, mais nous avons basé nos évaluations sur certains chiffres de base, issus des sources les plus autorisées. Le nombre total de prisonniers « en mains » américaines nous semble exact⁵⁵⁶, il est confirmé par les chiffres partiels enregistrés depuis le début juin 1944, qui correspondent eux-mêmes à ce que l'on sait par ailleurs du déroulement de la guerre. Les données essentielles qui permettent d'établir le nombre total de captures émanent du général Bradley et d'autres officiers ; ce nombre n'a été contesté que par le 3^e bureau du S.H.A.E.F., ainsi que nous l'avons vu. Nous disposons d'une autre donnée importante : l'effectif de prisonniers allemands cédés aux Français par les Américains. Aucune des deux armées n'a contesté les chiffres cités par l'autre. Les nombres de libérations fournis par M.S.F.E.T. et par l'armée française nous semblent à peu près corrects.

[218]

Seuls les chiffres relatifs aux décès, ou permettant de calculer leur nombre, sont incohérents. Par exemple, la colonne *Autres Pertes* des tableaux de M.S.F.E.T. comporte des lacunes sur de longues périodes et le nombre total d'*Autres Pertes* n'y figure pas.

Le nombre de prisonniers *Manquants/Non* répertoriés « en mains » (américaines et françaises), qui inclut implicitement les décès, est probablement exact à 5 % près. Il est considérablement supérieur à notre évaluation du nombre de décès survenus dans les camps, mais il est très inférieur au nombre de soldats allemands *Manquants/Non* répertoriés recensés par leurs compatriotes en 1947.

En résumé, les nombres cités dans ces appendices sont beaucoup plus proches de la réalité que tous les chiffres divulgués précédemment par

⁵⁵⁶ Annexes Voir annexe 7. [N. du T.]

l'armée américaine ou par les sources documentaires des deux puissances, souvent constituées à des fins de propagande.

La vérité qui se dégage de ces nombres ne découle pas de leur précision, mais de leur ensemble. De façon imparfaite mais sans le moindre doute ils illustrent, avec la froideur de l'abstraction, une réalité effroyable.

[219]

Appendice 1

AUTRES PERTES DANS LES CAMPS AMÉRICAINS

Autres Pertes: Bel euphémisme pour qualifier ce qui ne sera qu'un premier pas vers l'atrocité. Les rapports américains relatifs au statut des P.G. et des F.E.D. utilisent les termes originaux d'*emaciation* (émaciation) au lieu de *starvation* (inanition), l'expression *Other Losses* (Autres Pertes) au lieu du mot *deaths* (morts). Le mot *deaths* n'apparaît pratiquement jamais dans les rapports américains sur les F.E.D., comme s'il était ainsi possible de croire qu'aucun de ces détenus n'a péri au cours d'une période de captivité de plusieurs mois. Des années plus tard, lorsque les Allemands commencèrent à demander pourquoi on ne retrouvait pas trace de ces millions de disparus, les armées alliées se décidèrent enfin à fournir leurs statistiques, ce qui permit de constater que la pratique de l'euphémisme avait été étendue aux chiffres.

Il existe donc deux sortes de statistiques : celles - euphémiques - de l'époque, et celles - mensongères - qui furent ultérieurement présentées aux Allemands. Cet appendice ne se réfère qu'aux statistiques de l'époque.

Les registres tenus par les Américains falsifient les totaux se rapportant aux morts (ou au dépérissement des détenus). En fait, ils ne disent rien de ce qui pourrait révéler les causes probables de décès, [220] telles que le transfert de prisonniers sous le statut de F.E.D., qui les condamnait. A l'examen des documents américains, les chiffres relatifs aux captures, aux transferts sous d'autres tutelles, et aux libérations semblent exacts, cohérents et crédibles - ce qui est beaucoup moins évident pour ce qui concerne les documents français. Dans les années 1950, alors que les pièces essentielles n'étaient toujours pas accessibles, l'armée américaine commença à communiquer des nombres de captures inexacts, ce qui eut pour effet de détourner les soupçons sur les Russes. (Voir en particulier les appendices 3 et 4 pour le commentaire des différents documents où figurent ces nombres.)

Examen des dossiers

Dans cet ouvrage, nous n'évoquons que les statistiques relatives aux décès d'hommes capturés par les forces américaines en Europe, dans la zone sous le contrôle du S.H.A.E.F. (le nord-ouest de l'Europe). Sont exclues des chiffres les captures effectuées en Italie, en Sicile, ou celles qui intervinrent lors de la campagne d'Afrique du Nord, et qui représentent un effectif d'environ 660.000 individus. Les documents qui ont

survécu et qui font état du statut de P.G. (puis du statut de F.E.D. à partir du 19 mai 1945, voir plus loin)⁵⁵⁷, sont tenus à partir du jour J, c'est-à-dire du débarquement du 6 juin 1944. Ils vont d'abord jusqu'au jour de la victoire (8 mai 1945), puis plus avant, jusqu'au 1^{er} janvier 1946.

On peut distinguer, dans cet intervalle de temps, six périodes distinctes :

1. Du jour J. au 1^{er} avril 1945 environ

On donna des soins décents aux prisonniers, qui succombèrent en petit nombre. Ces morts furent enregistrées par le grand prévôt du théâtre, mais les totaux communiqués font apparaître de telles différences avec les totaux des autres rapports dignes de foi dont nous disposons, que nous avons décidé de ne pas les inclure. A cette période, aucun captif n'avait encore le statut de F.E.D.

2. Du 1^{er} avril au 8 mai 1945 (jour de la victoire des Alliés)

Le grand prévôt du théâtre a tenu des registres détaillés, mais les totaux relatifs aux décès ne sont pas crédibles. Le 4 mai, on imposa officiellement aux prisonniers le statut de F.E.D.

3. Du 8 mai au 2 juin 1945

[221]

Au cours de cette période, de nombreux hommes passèrent du statut de P.G. au statut de F.E.D. Mais les registres détaillés ne mentionnent des F.E.D. qu'à partir du 19 mai ; encore ne concernent-ils que le 12^e groupe d'armées américain. On ne dispose d'aucun autre dossier détaillé relatif à cette nouvelle catégorie de détenus. Durant cette période, le grand prévôt du théâtre a bien tenu des registres pour les P.G. mais les nombres relatifs aux décès ne sont pas crédibles, et ne sont donc utilisés ici, ni pour évoquer cette période précise, ni d'ailleurs pour aucune autre période à laquelle il est fait référence dans cet ouvrage. Les registres du S.H.A.E.F., (puis de l'U.S.F.E.T.) sont délibérément truqués pour cacher la disparition d'un million de prisonniers, que nous désignons sous l'expression « million manquant ».

4. Du 2 juin au 4 août 1945

Le 2 juin, le 3^e bureau du S.H.A.E.F. commença à tenir des registres détaillés au sujet des P.G. et des F.E.D. Des tableaux y indiquent bien le nombre de P.G. et de F.E.D. libérés et « en mains », tant dans les camps américains que dans les camps britanniques. Cet enregistrement se poursuivit jusqu'au 14 juillet, date à laquelle, d'une part l'U.S.F.E.T. remplaça le S.H.A.E.F., et d'autre part les Britanniques commencèrent à

⁵⁵⁷ Les chiffres qui suivent sont extraits de documents décrits dans les appendices 2 et 3. [N. du T.]

tenir leurs propres registres⁵⁵⁸. Les états de situation du S.H.A.E.F., puis de l'U.S.F.E.T. ne font apparaître ni transfert du statut de P.G. au statut fatal de F.E.D., ni *Autres Pertes*. En tenant compte du *million manquant*, les totaux relatifs aux détenus répertoriés du côté américain concordent avec les sous-totaux de l'armée américaine et avec les nombres de décès publiés dans cet ouvrage. Du côté britannique, jusqu'au 14 juillet, les chiffres relatifs aux captifs répertoriés font état d'un accroissement brusque du nombre de prisonniers « en mains », qui s'explique apparemment par des cessions de la part des Américains. Puis ces chiffres traduisent une chute du nombre de détenus, ce qui pourrait peut-être indiquer que les camps cédés ne contenaient pas autant d'hommes que les Américains l'avaient affirmé. (Voir appendice 9.)

5. Du 4 août au 8 septembre 1945

L'U.S.F.E.T., qui avait succédé au S.H.A.E.F. le 14 juillet, commença à répertorier les captifs, P.G. ou F.E.D., mais ce, pour les seuls camps américains, en mentionnant également les transferts et les *Autres Pertes*.

6. Du 8 septembre 1945 au 1^{er} janvier 1946

Les seuls documents relatifs à cette période se présentent sous la forme de dossiers épars, qui font état de totaux concernant les [222] hommes « en mains », les détenus cédés aux Français, et les « inaptés », ultérieurement rétrocédés aux Américains.

Compte tenu de certaines lacunes extrêmement importantes dans les documents, notamment au cours de périodes où le nombre des P.G. « en mains » est considérable et que la catégorie *Autres Pertes* n'apparaît pas encore, il a fallu se livrer à des estimations. Ces lacunes affectent les trois premières périodes (entre le 1^{er} avril et le 2 juin 1945, en ce qui concerne les P.G.), et la 4^e période (entre le 2 juin et le 4 août 1945, en ce qui concerne à la fois les P.G. et les F.E.D.). En outre, des estimations ont été effectuées pour la période comprise entre le 8 septembre 1945 et le 1^{er} janvier 1946. On trouvera plus loin, dans un tableau séparé, l'indication des décès postérieurs à la détention et considérés comme directement imputables à la situation qui régnait dans les camps.

Pour calculer le nombre réel de morts, nous avons eu recours à deux méthodes différentes et, selon le cas, nous avons appliqué l'une ou l'autre. Pour certaines périodes, nous avons fait le total des *Autres Pertes*, dénombrées par l'armée. Dans quelques cas, ces chiffres se rapportent à la fois aux P.G. et aux F.E.D. Pour les autres périodes, nous avons calculé le nombre de morts en appliquant le taux de décès fourni par les statistiques de l'armée, au nombre de prisonniers « en mains ».

⁵⁵⁸ Le P.R.O. ne contient pas ces dossiers.

« En mains ».

Le 8 mai 1945, jour de la victoire, les captifs « en mains » en Europe se montaient à 2.874.897 individus⁵⁵⁹. Mais, dès le 4 mai, ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, un grand nombre de P.G. passèrent sous le statut de F.E.D. et, à partir de là, tous, les nouveaux captifs. Les captures avaient cessé le 2 juin, et le nombre de P.G. et de F.E.D. ne variait plus. C'est également à cette date que le rapport quotidien du grand prévôt du théâtre devint hebdomadaire, et que le 3^e bureau (opérations) du S.H.A.E.F. commença à fournir des tableaux récapitulatifs des effectifs de P.G. et de F.E.D. « en mains » et des libérations (camps britanniques et camps américains). Les premiers tableaux où figure le nombre de détenus « en mains » pour le 2 juin citent le chiffre erroné de 2927614 P.G. et F.E.D. Or, un message du général J.C.H. Lee indique que ce nombre s'élève, en réalité, à 3.878.000.

Accroissement inexpliqué en août et en septembre 1945

Les tableaux hebdomadaires de l'U.S.F.E.T. relatifs aux P.G. et aux F.E.D. (période 5) font apparaître un accroissement de 331.016 [223] captifs en août et septembre, mais ne fournissent aucune indication sur la source de cette augmentation. Il est en tout cas certain que ce chiffre ne peut en aucune manière correspondre à des transferts à grande échelle des prisonniers détenus aux États-Unis, puisque ces opérations ne devaient commencer qu'en novembre⁵⁶⁰. Le nombre de captifs internés dans les camps de l'armée américaine en Italie (théâtre méditerranéen des opérations, armée des États-Unis) ne peut, lui non plus, expliquer ces arrivées dans les camps américains en août et septembre. Car les camps de ce théâtre ne contenaient que 291.000 prisonniers, et ce, dès le mois de juin. Les transferts en provenance d'Italie qui avaient été projetés pour la première quinzaine de juin, ne se montaient, en réalité, qu'à 30.000 hommes - d'ailleurs destinés au rapatriement, c'est-à-dire à être relâchés⁵⁶¹. En fait, certains d'entre eux ne furent pas libérés. En ce qui concerne la Norvège, le dénombrement des captifs aboutit à 301.729 hommes⁵⁶². Ici encore, la possibilité que cet accroissement vienne de la Norvège est également réduite par le fait que quelques-uns, voire la totalité des prisonniers capturés en Norvège, étaient déjà inclus dans les totaux du S.H.A.E.F., sous la rubrique S.C.O.F.O.R.

En définitive, surtout en raison de la destruction des archives correspondantes, il n'a pas été possible d'expliquer totalement ce phénomène de « réapparition » de près de 331.000 hommes. Quoi qu'il en soit, même si l'optimisme conduisait à envisager que ces prisonniers puis-

⁵⁵⁹ Grand prévôt du théâtre, R.G. 112, casier 316, N.A.R.S., Washington.

⁵⁶⁰ Arthur L. Smith, Heimkehr.

⁵⁶¹ Message du maréchal Alexander au S.H.A.E.F. avant, 9 juin 1945. 383.7/4, N.A.R.S., Washington.

⁵⁶² 1^{er} bureau du S.H.A.E.F., états quotidiens sur les F.E.D. du 26 mai 1945 W.O. 291/1451, P.R.O., Londres.

sent correspondre à une partie du *million manquant* (cf. chapitre 5), nous resterions encore ignorants du destin de plus de 600.000 hommes.

La tenue des registres

Pourquoi l'armée s'est-elle appliquée à tenir des registres, si les données qu'ils contiennent sont fausses ? Non seulement les négociations se poursuivaient avec d'autres nations pour le transfert d'une main-d'œuvre de prisonniers, mais l'armée utilisait également les captifs pour son bénéfice personnel⁵⁶³. En 1945, entre 400.000 et 600.000 détenus étaient employés à des tâches différentes. Il était également important, pour pouvoir opérer les transferts, de connaître le nombre de prisonniers « en mains ». Les falsifications des Américains camouflaient les morts de telle sorte que ce nombre gardait une utilité.

*Total des captures de prisonniers allemands par les Alliés au cours de la Seconde Guerre mondiale*⁵⁶⁴

<i>Au nord-ouest de l'Europe, jusqu'au 2 juin 1945</i>	
États-Unis	5.224.310
Français	280.629
Anglais/Canadiens	1.739.900
<i>En Italie-Autriche jusqu'au 17 mai 1945</i>	
Anglais/Canadiens	1.1340.000
États-Unis	291.000
<i>En Afrique du Nord</i>	
Anglais/États-Unis	371.000
<i>(détenus principalement aux États-Unis)</i>	
<i>Total des captures alliées en temps de guerre</i>	9.040.839

[224]

A ceci s'ajoute le fait que 100.000 à 400.000 prisonniers supplémentaires étaient probablement détenus au Canada, en Norvège et au Royaume-Uni. Dans la mesure où les états de la situation sont incomplets ou insuffisamment détaillés, nous avons décidé d'éliminer ces hommes de nos totaux, de manière à éviter que certains prisonniers ne soient comptés deux fois.

⁵⁶³ Documents du S.H.A.E.F. et de l'U.S.F.E.T. pour la période de juillet à septembre 1945, déjà cités.

⁵⁶⁴ Sources : *NW Europe* : 1^{er} bureau S.H.A.E.F., 2 juin 1945, loc. cit. ; *Italy-South Austria* : maréchal Alexander au S.H.A.E.F ; répertoire des « arrivées » 8 et 17 mai 1945, Abilene. *Germans in the U.S.* : Daniel Costelle, *Les Prisonniers*, Paris, Flammarion, 1975, p. 208.

*Total des captures américaines
au nord-ouest de l'Europe*

5.224.310

*Total des captures américaines
durant toute la durée de la guerre⁵⁶⁵*

5.886.310

Prisonniers de guerre capturés

D'après le général Bradley⁵⁶⁶, commandant du 12^e groupe d'armées, son unité captura 3.486.153 P. G. entre le 6 juin 1944 et le 8 mai 1945. Selon le grand prévôt du théâtre, le 6^e groupe d'armées (également subordonné au S.H.A.E.F.) captura 684.128 P.G. jusqu'au 8 mai 1945. Cela nous donne un total de 4.170.281 détenus. Le 2 juin, en raison des morts, des libérations et des transferts dans d'autres catégories ou dans d'autres pays, le total de ces P.G. encore « en mains » ne se montait déjà plus qu'à 1816929 hommes, et diminuait rapidement. Après le 4 août 1945, tous les P.G. furent traités comme des F.E.D., bien qu'on les enregistrât encore - inexplicablement - comme P.G. Le 8 septembre 1945, dernier jour de la période pour laquelle nous disposons de tableaux de l'U.S.F.E.T., le total des détenus « en mains » tomba à 678.641 individus. Dans la mesure où aucun P.G. n'a gardé ce statut après le 4 août, seuls les 372.496 hommes libérés à cette date furent traités pendant toute la durée de leur captivité comme prisonniers de guerre, bien que 4 170 281 captifs aient commencé leur long parcours de détention sous ce statut⁵⁶⁷.

225

Forces ennemies désarmées (F.E.D.)/P. G. transférés sous ce statut

Les chiffres relatifs à la catégorie la plus défavorisée, les F.E.D., témoignent d'une énorme variation, puisqu'ils vont de zéro, le 4 mai 1945

⁵⁶⁵ Tous les chiffres de cette section proviennent de sources déjà citées, c'est-à-dire des états du grand prévôt, de ceux des 1^{er} et 3^e bureau du S.H.A.E.F., des états hebdomadaires du S.H.A.E.F. et de l'U.S.F.E.T. sur la situation des P.G. et les F.E.D., et de *Mistorique médical* du TEO. Le nombre final de captures, qui figure dans l'état final des captures, et s'élève à 5.224.310 hommes, a été arrêté au 11 juin 1945.

Dans la mesure où les captures effectuées entre le 2 et le 11 juin furent insignifiantes, nous avons considéré dans cet ouvrage que le nombre final de captures était atteint le 2 juin. Cet effectif n'inclut pas les prisonniers capturés en Italie et en Afrique du Nord.

Le total des captures effectuées dans la zone sous contrôle du S.H.A.E.F. était probablement supérieur à 5.224.310. Le général Bradley, du 12^e groupe d'armées, rapporta qu'au 8 mai 1945, 3.486.154 prisonniers de guerre avaient été capturés. A cet effectif, il ajouta le 25 mai 834.057 F.E.D. répertoriés, plus un autre groupe évalué à 251.350 F.E.D. Au 8 mai 1945 le 6^e groupe d'armées, sous l'autorité de Devers, avait, pour sa part, capturé 684.128 P.G. En réunissant toutes ces captures, on obtient un total de 5.235.689 hommes, nombre qui confirme celui du S.H.A.E.F. Devers captura probablement plusieurs centaines de milliers de F.E.D., dont il n'est pas fait mention. En outre, le corps aéroporté XVIII captura 400.000 hommes environ qui tombaient sous la responsabilité des États-Unis, ainsi que le mentionne une note manuscrite sur le message adressé au Q.G. du S.H.A.E.F. par Bradley, le 25 mai 1945. Cet effectif n'est pas inclus ici dans la mesure où certains de ces hommes furent peut-être répertoriés comme relevant de l'enclave de Bremen par les S.C.O.F.O.R.

⁵⁶⁶ R.G. 331383.6/1-2, N.A.R.S., Washington.

⁵⁶⁷ Toutes les données citées dans le paragraphe précédent sont issues des documents du 1^{er} bureau du S.H.A.E.F., R.G. 331, section 26, 383.6/1-3, N.A.R.S., de ceux du 3^e bureau, Q.G. du S.H.A.E.F., Abilene, et du bureau des rapports du grand prévôt pour cette période. R.G. 112, casier 316, 383.6, N.A.R.S.

(date à laquelle le passage du statut de P.G. à celui de F.E.D. eut lieu), à 2.126.545 (« en mains », libérés, transférés, Autres Pertes), le 2 juin. Ces nombres subissent des oscillations de juillet à août, pour se stabiliser à 378.555 individus « en mains », le 8 septembre. La plupart des F.E.D. étaient détenus en Allemagne, et tous les F.E.D. dont nous parlons dans cet ouvrage étaient aux mains du 12^e groupe d'armées, mais il est clair que le 6^e groupe d'armées qui, le 10 mai 1945, avait effectué 684.128 captures de P.G., avait vraisemblablement aussi capturé plusieurs centaines de milliers de F.E.D. (voir paragraphe suivant). En outre, les conditions qui régnaient dans les camps autrichiens étaient également très mauvaises à la fin de 1945⁵⁶⁸ ; il est donc permis de penser que le plus grand nombre des prisonniers du 6^e groupe d'armées étaient détenus sous le statut de F.E.D.⁵⁶⁹. Pour simplifier les calculs, nous considérons que la date à laquelle les premiers captifs furent condamnés à devenir F.E.D. est celle du 8 mai 1945, bien que le premier transfert sous la catégorie de F.E.D. ait, en réalité, été effectué, le 4 mai 1945. Le nombre de F.E.D. qui apparaît pour la période comprise entre le 8 mai et le 9 juin n'a pas été utilisé pour calculer le nombre de morts de cette période, car l'armée reporta un nombre global dans la colonne *Autres Pertes*⁵⁷⁰.

Le million manquant

Une troisième catégorie de prisonniers est constituée par le million manquant, qui comprenait à la fois des P.G. et des F.E.D. Il s'agissait très probablement des prisonniers du 6^e groupe d'armées, disparus des états de situation du grand prévôt du théâtre, le 2 juin, à l'occasion de l'instauration du système de rapports hebdomadaires, et non plus quotidiens.

Explications des chiffres relatifs au nombre de morts

Le taux de décès dans les camps de prisonniers de guerre fut évalué, en mai et début juin 1945, par les observateurs du corps médical de l'armée américaine⁵⁷¹, dans des camps qui réunissaient près de 80.500 P.G. Ce taux s'élevait à 30 % par an (soit 2,6 % par mois : voir appendice 2). Le taux de décès constaté dans les camps en août-septembre 1945, que l'armée avait reporté dans la colonne *Autres Pertes*⁵⁷², était égale-

⁵⁶⁸ Le lieutenant-colonel Pollack témoigna d'« inanition avancée » dans les camps américains d'Autriche, le 26 septembre 1945. R.G. 112, 54 B, et 36, N.A.R.S. ; le major W.F. Ashe rapporta le 24 novembre 1945 que l'inanition sévissait à Berlin, R.G. 112, section 615, N.A.R.S. ; et le C.I.C.R. fit état, en 1946, de « conditions alarmantes » dans deux camps américains situés en France. 740.00114 EW 1-146-3047, casier 3624, État.

⁵⁶⁹ Pour les sources de ce paragraphe, voir note précédente.

⁵⁷⁰ Les effectifs de F.E.D. répertoriés figurent à partir du 9 juin 1945 dans les documents du 1^{er} bureau du S.H.A.E.F., Abilene, et dans ceux de l'U.S.F.E.T., N.A.R.S., Washington.

⁵⁷¹ *Historique médical du TEO*, N.A.R.S., Washington. Pour une explication des chiffres contenus dans ce rapport, voir appendice 2.

⁵⁷² L'expression *Autres Pertes* désignait à la fois les morts et les évasions, ainsi que l'attesta le colonel Lauben en mars 1987, au cours d'un entretien avec l'auteur qui lui avait apporté la photocopie des documents

ment de 2,6 % par mois. Nous admettons ici que, pendant la plus grande partie de la période comprise entre le 9 juin et le 28 juillet 1945, pour laquelle l'armée ne fit pas mention d'*Autres Pertes* dans les statistiques, le taux de décès se maintint à 2,6 % par mois. Afin de nous montrer prudent, nous estimons, pour [226] plus de commodité, que pour la période comprise entre le 1^{er} avril et le 8 mai 1945, et pour celle comprise entre le 8 septembre 1945 et le 1^{er} janvier 1946, le taux de décès était de 0,3%. Avec les chiffres de la colonne *Autres Pertes*, directement enregistrés par l'armée - plus le nombre de morts pour la période comprise entre le 1^{er} avril et le 8 mai 1945, qui se montait à 28.585 détenus (voir plus bas) - on aboutit, pour la période comprise entre le 8 mai et le 8 septembre 1945 à un nombre de morts total de 145.208 détenus, dont 23.459 seulement ont été spécifiquement dénombrés comme tels par l'armée.

Des témoignages individuels confirment que les taux de décès dans les camps étaient élevés. Charles von Luttichau déclara que, pendant sa captivité à Kripp, qui avait duré trois mois, sur les 100 hommes de son secteur, entre 5 et 10 étaient morts chaque jour. Il pense que dans la partie du camp où il se trouvait, les décès étaient inférieurs à la moyenne parce que la plupart de ses compagnons, officiers dont l'âge oscillait entre 20 et 30 ans, s'entraidaient beaucoup. A son avis, pendant la durée de sa détention, le taux de décès fut très nettement supérieur à 10 % dans le reste du camp - c'est-à-dire qu'il était à peu près compris entre 5,5 % et 6,9 % par mois.

Divers autres témoins se sont prêtés à des estimations basées sur le nombre de corps qu'ils avaient vus emporter, ou qu'ils avaient eux-mêmes aidé à traîner hors de leur camp. La moyenne quotidienne ainsi constatée fut alors comparée avec le nombre de prisonniers du même camp, enregistré dans les documents de l'armée.

- A Bad Kreuznach, autre enceinte de prisonniers, le taux de décès était compris entre 4,2 et 5,4 % par mois.

- à Heidesheim, selon le capitaine Julien de l'armée française, qui prit le relais des Américains dans le camp, il se montait à 3 % par mois ;

- à Remagen, camp de P.G., il était compris entre 5,5 et 10 % par mois ;

cités ci-dessous. Lauben, qui, en 1945, examina chaque semaine les états hebdomadaires, connaissait bien ces chiffres ; il avait même participé à l'élaboration d'une partie des sous-totaux. Une transcription de son interview, signée de lui, est en possession de l'auteur, ainsi que l'enregistrement de cette conversation. Le colonel Lauben a répété ses déclarations au cours d'un entretien avec le colonel Fisher. Les documents où figure la catégorie *Autres Pertes* sont les états hebdomadaires de l'U.S.F.E.T. sur la situation des P.G. et des F.E.D., pour la période du 28 juillet au 8 septembre 1945, N.A.R.S., Washington. Cette expression fut également utilisée dans les rapports du 12^e groupe d'armées relatifs aux F.E.D., aux mois de mai et de juin 1945. Le nombre d'évasions des camps de détention sous contrôle américain enregistrées entre le 6 juin 1944 et le 17 janvier 1945 s'élève à 1.191. Selon le grand prévôt, il y eut, en avril et en mai 1945, 141 évasions. Ces chiffres proviennent des rapports d'évolution du grand prévôt (mai 1945), p. 205, N.A.R.S., Abilene.

- à Rheinberg, autre camp de P.G., il était compris entre 3 et 15 % par Mois⁵⁷³ 16.

Détermination du nombre de morts dans les camps de P. G.

L'effectif moyen des détenus, pour la période comprise entre le 1^{er} avril et le 8 mai, était d'environ 1.755.198 hommes⁵⁷⁴. Les rapports du grand prévôt du théâtre font état de moins de 2.397 morts durant [227] cette période, ce qui correspond un taux annuel de décès de près de 0,13 % (non crédible dans la mesure où il s'applique à des hommes affamés, sans espace vital et sans abri). Ce chiffre ne concorde pas non plus avec les taux de décès que révèle l'enquête conduite par les médecins militaires du TEO., à partir du 1^{er} mai.

Les chiffres qui apparaissent en gras dans le tableau ci-dessous sont directement issus des documents de l'armée américaine. Sauf mention spéciale, les autres chiffres ont été calculés en appliquant le taux de décès indiqué par l'armée, au nombre de prisonniers « en mains » également fourni par l'armée.

Du 1^{er} avril au 8 mai (jour de la victoire des Alliés)

Un taux de décès de 0,3 % par semaine, appliqué à 1.755.198 prisonniers détenus pendant 38 jours,

donne	28.585 morts
-------	--------------

Du 8 mai au 9 juin

Un taux de décès de 0,6% par semaine (chiffre du rapport médical du TEO.), appliqué à 1742388 prisonniers détenus pendant 32 jours,

donne	47791 morts
-------	-------------

⁵⁷³ Interview par l'auteur de George Weiss, de Toronto qui affirme qu'à Bad Kreuznach, pendant une période de 3 jours en mai 1945, pas une goutte d'eau ne fut distribuée aux prisonniers, qui « mouraient comme des mouches ». 10 % des prisonniers de sa section périrent au cours de cette période.

Les informations relatives au camp d'Heidesheim proviennent des rapports du capitaine Julien, 11 P 60, Vincennes.

A Remagen, Charles von Luttichau fut le témoin des décès qui survinrent dans sa section pendant une durée de 3 mois.

A Rheinberg, Wolfgang Iff, de Francfort, vit mourir chaque jour entre 30 et 50 de ses compagnons, dans des enceintes de 300 m² qui contenaient entre 900 et 1.500 personnes selon les semaines. Le taux mensuel moyen de décès, de 9 %, oscillait donc entre 3 et 15 %.

⁵⁷⁴ Nombre déduit des chiffres du grand prévôt du théâtre concernant la période comprise entre le 1^{er} et le 11 avril, et des chiffres pour le 8 mai du 12^e groupe d'armées et du 1^{er} bureau (personnel) du S.H.A.E.F. [N. du T.]

Du 9 juin au 8 septembre 1945

Date	« en mains »	Autres Pertes (calculées en appliquant un taux de décès de 0,6%)
Jusqu'au 16 juin	1.462.032	8.772
jusqu'au 23 juin	1.399.794	8.399
jusqu'au 30 juin	1.271.567	7.629
Sous-total		24.800
Jusqu'au 7 juillet	850.630	5.104
jusqu'au 14 juillet	836.117	5.017
jusqu'au 21 juillet	849.621	5.098
jusqu'au 28 juillet	892.354	5.354
Sous-total		20.573
D'août à septembre (total des Autres Pertes directement déduit des rapports de l'U.S.F.E.T.)		23.459
Total du 9 juin au 8 septembre		68.832
Total des morts dans les camps de prisonniers de guerre américains, du 1 ^{er} avril au 8 septembre 1945 (28585 + 47791 + 68832)		14.5208

[228]

Nombre de morts dans les camps de Forces ennemies désarmées (F.E.D.)

Du 8 mai au 10 juin 1945, les décès parmi les F.E.D. furent également répertoriés sous la catégorie Autres Pertes, par le 12^e groupe d'armées, bien que ces chiffres n'aient pas été inclus dans les rapports de l'échelon supérieur, à savoir le S.H.A.E.F. Dans ces états de situation du 12^e groupe d'armées, le taux de décès se montait à 2,6 % par semaine. L'armée recommença à faire état d'*Autres Pertes pour* la semaine du 28 juillet au 4 août, alors que le taux de décès était de 2,9 % par semaine. En août-septembre, ce taux s'éleva à 2,15 % par semaine. Pour la période allant du 11 juin au 27 juillet, à laquelle les Autres Pertes

n'étaient pas répertoriées, on a utilisé les taux de décès fournis par l'armée pour les mois de mai et de juin, qui étaient de 2,6 % par semaine, pour évaluer le nombre de morts. Une fois ce taux appliqué au nombre connu de F.E.D. dans les camps⁵⁷⁵, on aboutit, pour la période allant du 8 mai au 8 septembre, à un nombre de 310.992 morts, dont 192.502 seulement répertoriés comme tels.

Du 8 mai au 8 septembre 1945

(Les chiffres qui apparaissent en gras sont ceux des documents militaires. Les autres ont été évalués par l'auteur, à partir des taux de décès fournis par l'armée, qu'il a appliqués au nombre de F.L.D. officiellement détenus. Les totaux qui apparaissent en gras proviennent également des documents de l'armée.) Tous les taux de décès sont calculés (et rassemblés) à partir des chiffres dont l'armée a fait état pendant et après la période concernée.

⁵⁷⁵ Les nombres de P.G. et de F.E.D. pour cette période sont fournis par différents documents, notamment par ceux du S.H.A.E.F. à Washington, par les rapports du grand prévôt, à Abilene, par les rapports du 3^e bureau du S.H.A.E.F., à Abilene, et par les rapports hebdomadaires du 1^{er} bureau de l'U.S.F.E.T. relatifs aux P.G. et aux 17,13.13., N.A.R.S., Washington. Pour les tableaux, voir appendice 6.

<i>Date</i>	« en mains »	<i>Autres Pertes</i> semaine	<i>Taux de</i> <i>décès</i>
Jusqu'au 9 juin		127.286	2,6
jusqu'au 16 juin	849.688	22.092	2,6
jusqu'au 23 juin	709.463	18.446	2,6
jusqu'au 30 juin	609102	15.837	2,6
<i>Sous-total</i>		<i>56.375</i>	
Jusqu'au 7 juillet ⁵⁷⁶	684.467	17.796	2,6
jusqu'au 14 juillet	601.134	15.629	2,6
jusqu'au 21 juillet	568.192	14.773	2,6
jusqu'au 28 juillet	535.251	13.917	2,6
<i>Sous-total</i>		<i>62.115</i>	
Jusqu'au 4 août	885.951	26.064	2,9
jusqu'au 11 août	754.090	5.129	0,7 ⁵⁷⁷
jusqu'au 18 août	388.799	3.949	1,0 ⁵⁷⁸
jusqu'au 25 août	368.808	10.700	2,9
<i>Sous-total</i>		<i>45.842</i>	<i>1,9⁵⁷⁹</i>
Jusqu'au 1 ^{er} sept.	359.452	6.323	1,8 ⁵⁸⁰
jusqu'au 8 sept.	378.555	13.051	3,4 ⁵⁸¹
<i>Sous-total</i>		<i>19.374</i>	<i>2,7⁵⁸²</i>
Total		310.992	

[229]

Morts faisant partie du million manquant

Le *million manquant* fut escamoté dès le 2 juin, date à laquelle les rapports quotidiens du grand prévôt du théâtre devinrent hebdomadaires. 1042537 prisonniers disparurent ainsi des comptes du grand prévôt. Le nombre de captifs, objet du litige du 2 juin, entre le S.H.A.E.F. et le général Lee était de 950923 hommes, nombre qui repré-

⁵⁷⁶ Les estimations pour la période comprise entre le 7 et le 28 juillet ont été effectuées par l'auteur. Rassemblées, elles sont exactement égales à la différence entre le 7 et le 28 juillet, ainsi que le montrent les chiffres de l'armée. [N. du T.]

⁵⁷⁷ Les discordances apparentes dans les chiffres des taux de décès sont dues au fait que les nombres ont été arrondis. [N. du T.]

⁵⁷⁸ Cf. avant-dernière note. [N. du T.]

⁵⁷⁹ En moyenne. [N. du T.]

⁵⁸⁰ Les estimations pour la période comprise entre le 7 et le 28 juillet ont été effectuées par l'auteur. Rassemblées, elles sont exactement égales à la différence entre le 7 et le 28 juillet, ainsi que le montrent les chiffres de l'armée. [N. du T.]

⁵⁸¹ En moyenne. [N. du T.]

⁵⁸² Les discordances apparentes dans les chiffres des taux de décès sont dues au fait que les nombres ont été arrondis. [N. du T.]

sente ici le *million manquant*, pour la période allant du 2 juin au 4 août 1945.

[230]

Du 8 mai au 2 juin

On ne sait pas exactement quel fut le taux de décès de ce *million manquant* pendant cette période ; nous ne pouvons donc en tenir compte. Si ces hommes ont été traités comme des F.E.D. sous la juridiction du 12^e groupe d'armées, près de 104.000 d'entre eux pourraient être morts en 4 semaines. S'ils ont été traités comme des P.G., près de 24.000 pourraient avoir péri au cours de la même période.

Du 2 juin au 4 août 1945

Dans la mesure où nous ne savons pas si les prisonniers qui constituaient le *million manquant* étaient détenus sous le statut de P.G. ou sous celui de F.E.D. (pour la période comprise entre le 2 juin et le 4 août, à laquelle ils n'étaient plus répertoriés dans les registres⁵⁸³ nous avons appliqué au *million manquant* le taux de pertes constaté pour les F.E.D. et les P.G. dans les documents du S.H.A.E.F., puis de l'U.S.F.E.T.

Du 4 août au 8 septembre 1945

Pour cette période, le rapport moyen entre les P.G. et les F.E.D. (60/40), est basé sur la répartition des captifs répertoriés par le 3^e bureau (opérations) du S.H.A.E.F. à partir du 2 juin. Bien que le 6^e groupe d'armées ait fait partie du S.H.A.E.F., et ensuite de l'U.S.F.E.T.⁵⁸⁴, seul le 12^e groupe effectua des dénombrements de P.G. et de F.E.D.. On suppose donc que 60% des détenus du *million manquant* (près de 570.550 personnes) ont succombé au rythme de décès de 0,6 % par semaine qui sévissait parmi les P.G., et que les 40 % restants (près de 380.369 personnes) ont péri au rythme de 2,6% par semaine, constaté parmi les F.E.D. Un taux de décès de 0,6 % par semaine appliqué, durant 9 semaines, aux P.G. du *million manquant* équivaut à 30.810 morts. Un taux de 2,6 % par semaine appliqué à 380.369 F.E.D., durant la même période, équivaut à 89006 morts. Ce qui élève le nombre total de morts à 119816.

⁵⁸³ Edward Reese, archiviste responsable des archives nationales à Washington déclara à l'auteur, en 1986, que la plupart des dossiers relatifs aux camps furent détruits dans les années 1950. De nombreuses chemises portant la liste des documents qu'elles contenaient comportent la mention « Matériel d'intérêt secondaire, détruit en 1947 ». Les titres des dossiers montrent que nombre de ces documents contenaient des données chiffrées relatives au destin des prisonniers allemands. Tous les dossiers des unités chargées de la garde des P.G. et les F.E.D. sont absents des archives.

⁵⁸⁴ Oliver J. Frederiksen, *The American Military Occupation of Germany, 1945-1953*, Département d'Histoire, Q.G. de l'armée américaine, Europe, 1953, p. 29.

Morts survenues dans les camps du 8 septembre 1945 au 1^{er} janvier 1946, et morts survenues après la libération ou le transfert de certains prisonniers

Selon les témoignages du capitaine Julien et de J.P. Pradervand, nous savons que le taux de décès resta élevé parmi les prisonniers plusieurs semaines après leur libération, car les effets de la captivité ne pouvaient disparaître dès l'amélioration de leurs conditions de vie.

A titre de pure comparaison, nous savons que de 35 à 40 % des survivants du camp nazi de Bergen-Belsen - dont la plupart furent [231] traités avec grand soin par les Britanniques dans des hôpitaux - moururent au cours des semaines qui suivirent leur délivrance⁵⁸⁵.

Autre exemple : en mai 1945, l'hôpital général n° 7 de l'armée canadienne, à Bassum, en Allemagne, traita 556 civils sortis des camps de concentration, dont la plupart souffraient de graves carences nutritionnelles. En dépit de tous les efforts des médecins canadiens, 31 de ces personnes moururent en 25 jours. Ce qui représente 5,6 % des hospitalisés (et correspond à un taux mensuel de 6,7 %) ⁵⁸⁶.

Pradervand affirma qu'un tiers des prisonniers du camp de Thorée-les-Pins cédés aux Français par les Américains se trouvaient dans un tel état d'affaiblissement qu'ils étaient incapables de travailler et n'allaient vraisemblablement pas survivre longtemps. Le taux de décès dépassait alors 40,5 % par an (soit 3,4 % par mois) ⁵⁸⁷. Selon le délégué de la Croix-Rouge, les détenus les plus malades ne supporteraient pas l'hiver, à moins d'une amélioration immédiate de leurs conditions de vie. Les Américains se virent rétrocéder 52.000 de ces hommes au cours de l'automne 1945. Il faut tenir compte d'un certain nombre de décès au sein de cet effectif. On suppose ici que la moitié seulement des hommes dont Pradervand avait prédit la mort périrent effectivement ⁵⁸⁸, ce qui ajoute 26.000 décès au total général.

⁵⁸⁵ Michael Marrus, *The Holocaust in History*, Toronto, Lester and Orpen Dennys, 1987 ; et F.S. V. Donnison, *Civil Affairs and Military Government in North-West Europe 1944-1946*, Londres : H.M. Stationery Office, 1961.

⁵⁸⁶ W.R.Feasby, ed., *Official History of the Canadian Medical Services, 1939-1945*, vol. 1, Ottawa, Queen's Printer, 1956.

⁵⁸⁷ Le taux annuel de décès de 40,5 % attribué à Thorée-les-Pins est déduit du témoignage d'un délégué de la Croix-Rouge qui assista à 20 décès en une journée. Bien que ce seul élément soit insuffisant pour servir de base à nos estimations, nous l'avons utilisé, dans la mesure où il est confirmé par d'autres observations (par ex. celles rapportées au chapitre 9 qui concernent les camps français). Il est parallèlement confirmé par des témoignages relatifs aux camps américains.

⁵⁸⁸ En septembre 1945, Pradervand avait prédit que, si les conditions de détention ne s'amélioraient pas dans les camps français, 200.000 hommes ne survivraient pas à l'hiver.

Les rétrocessions, qui ne devaient concerner que 52.000 P.G. ne commencèrent à être effectuées que quelques semaines plus tard. Quel fut, sur les 148.000 détenus restants, le nombre de morts pendant la période comprise entre la prédiction de Pradervand, et le début des rétrocessions?

Si l'on applique à cet effectif le taux de décès qui sévissait à Thorée-les-Pins, on peut penser qu'entre 20 % et 30 % de ces hommes avaient déjà péri au moment des rétrocessions.

En calculant le nombre de morts dans les camps français, il faut garder à l'esprit que la plupart de ces décès furent directement imputables à la négligence des Américains.

Les différents rapports sur les conditions de sous-alimentation qui régnaient dans les camps américains en 1945-46, montrent que ni les P.G. ni les F.E.D. ne reçurent une nourriture nettement plus abondante au cours de l'hiver. Plusieurs rapports évoquent d'ailleurs certains camps. Une lettre d'une personnalité officielle du département d'État, confirmée par un responsable du Comité International de la Croix-Rouge⁵⁸⁹, affirme par exemple, sans aucune équivoque, en janvier 1946, que « les conditions de détention des prisonniers allemands au sein du théâtre européen, exposent (le gouvernement des États-Unis) à des accusations graves de violation de la convention de Genève »⁵⁹⁰. Le colonel Tom F. Whayne, qui visita les camps continentaux, rapporta en janvier 1946 qu'ils étaient « extrêmement surpeuplés et constituaient un terrain idéal pour les épidémies ». Le C.I.C.R. en France, et l'armée elle-même, pour l'Autriche et Berlin, indiquèrent que les prisonniers détenus par les Américains étaient affamés⁵⁹¹.

Entre le 8 septembre et le 8 octobre 1945, le nombre de captifs « en mains » resta le même⁵⁹², et les conditions de détention n'évoluèrent pas. On peut donc supposer que les P.G. et les F.E.D. continuèrent à mourir au même rythme qu'en août-septembre. Quand on sait que du 11 août au 8 septembre, c'est-à-dire pendant les 4 semaines précédentes, le total des *Autres Pertes* s'élevait à 34.023 hommes, il [232] est permis de se servir de cette donnée comme d'une base pour procéder à un calcul.

En effet, du 8 septembre au 8 octobre, alors que les prisonniers « dépassaient le million »⁵⁹³ 28, nous avons supposé, pour ne pas sombrer dans l'excès, que le taux de décès mensuel diminua de moitié, c'est-à-dire à 3,2 %. Cette estimation aboutit, malgré tout, à un total de près de 90.000 morts.

Supposons ici que ces décès se poursuivirent à un rythme de 3,2 % pendant un mois après la libération ; sur les 2.100.000 hommes environ qui furent libérés, 67.200 périrent peut-être avant le 8 septembre. (On n'a pas inclus ici le nombre des morts survenues parmi plus d'un million de prisonniers cédés aux Français, aux Britanniques et à d'autres Alliés.)

⁵⁸⁹ Marc Peter, du C.I.C.R., à Bailey, S.P.D., département d'État, 14 janvier 1946. R.G. 59, section 3971, N.A.R.S., Washington.

⁵⁹⁰ B. Gufler, division des problèmes de guerre particuliers, département d'État, lettre du 11 janvier 1946. R.G. 59, section 3457. N.A.R.S., Washington. Voir également rapport au Q.G. de l'U.S.F.E.T., 6 janvier 1946, par le colonel Tom F. Whayne, R.G. 332, 383.6 section 5 1.

⁵⁹¹ Voir note 11 (568).

⁵⁹² Mémoire du général de brigade Evans, 4 octobre 1945. Il déclare : « Ce quartier général détient ordinairement en Allemagne et en France 100.024 P.G. et F.E.D. relevant de la zone d'occupation des États-Unis. » Section 32, 3 176-2/10 à 2/13, Bundesarchiv, Coblenz.

⁵⁹³ George W. Garand, département médical de l'armée des États-Unis, « Soins médicaux pour les prisonniers de guerre », manuscrit en préparation, 1988, pp. XV-84.

Il faut aussi tenir compte du fait que, parmi les prisonniers libérés, un certain nombre moururent peu après, des suites de leur captivité.

Si nous nous limitons volontairement au cas des détenus décédés dans le mois qui suivit leur libération, il n'est pas déraisonnable de considérer que le taux de mortalité applicable en l'occurrence se situe aussi à 3,2 % (voir paragraphe précédent). Appliqué à un effectif de 2.100.000 libérés, ce calcul aboutit, hélas, à un total de 67.200 hommes.

Nous tenons à bien souligner ici que toutes ces remarques ne concernent que les prisonniers « en mains » américaines et en aucune manière les détenus cédés aux Français, Britanniques et autres Alliés.

Nombre de morts imputables aux conditions de détention dans les camps de l'armée américaine (à l'exclusion des transferts à d'autres zones de l'armée américaine ou des cessions à d'autres nations)

<i>De septembre 1945 à janvier 1946</i>	
Rétrocessions de la part des Français	26.000
Septembre-octobre dans les camps américains	34.023
Octobre-janvier dans les camps américains	90.000
Parmi les prisonniers libérés	67.200
Total	217.223

Compte final

P.G. (jusqu'en septembre 1945)	145.208
F.E.D. jusqu'en septembre 1945)	310.992
<i>Million manquant</i> (P.G.) du 2 juin au 4 août	30.810
<i>Million manquant</i> (F.E.D.) du 2 juin au 4 août	89.006
<i>Sous-total</i>	<i>576.016</i>
Morts imputables aux conditions de détention dans les camps (de septembre 1945 à janvier 1946)	217.223
Total des morts	793.239

[234]

Appendice 2

L'HISTORIQUE MÉDICAL DU TEO

Du début mai à la mi-juin 1945, le service de Santé de l'armée des États-Unis fut chargé d'effectuer une inspection des camps de prisonniers allemands « en mains » américaines. Les résultats de cette enquête furent transcrits dans un document synthétique intitulé *Historique médical du TE. O.*, qui contient un certain nombre de données présentées sous formes de tableaux. Une étude attentive des chiffres fournis nous a conduit à des découvertes fort intéressantes, notamment lorsque nous avons essayé de comparer les tableaux IX. et X⁵⁹⁴, dont les éléments devaient, en principe, se recouper.

Le tableau IX⁵⁹⁵ présente une comparaison des taux de mortalité affectant d'une part, les P.G. « en mains » américaines et, d'autre part, les soldats américains eux-mêmes⁵⁹⁶.

Le tableau X⁵⁹⁷ énumère les 12 principales maladies responsables [235] des décès parmi des P.G. « en mains » américaines, pendant la période de l'enquête, qui dura 6 semaines.

Nombre de prisonniers pris en compte par l'enquête

Le tableau IX est particulièrement intéressant, en raison des précisions qu'il fournit :

- définition de 3 catégories d'individus :
 - malades blessés hors combat blessés au combat
 - nombre d'hommes par catégorie
 - taux de décès par catégorie.

Le texte qui précède ce tableau précise que l'effectif total de prisonniers ayant fait l'objet de l'enquête s'élève à 70.000 hommes. Pourtant, si l'on essaie de retrouver ce nombre à partir des données figurant dans le tableau, on obtient un effectif nettement supérieur.

Par exemple, sachant que 37.713 prisonniers classés « *blessés hors du combat* » représentent une proportion de 468 pour mille, on peut logiquement en déduire que le nombre de détenus pris en compte s'élève à 80.583 individus.

En effectuant la même tentative de reconstitution de calcul pour les autres catégories, on découvre que l'effectif de personnes concernées

⁵⁹⁴ *Compte final* [N. du T.]

⁵⁹⁵ Voir annexe 8. [N. du T.]

⁵⁹⁶ Le titre du tableau pourrait laisser supposer que les statistiques présentées sont annuelles. Or, nous verrons plus loin qu'elles se rapportent, en réalité, aux 6 semaines de l'enquête. [N. du T.]

⁵⁹⁷ Voir annexe 9. [N. du T.]

est toujours légèrement inférieur à 81.000 hommes ; nous avons donc choisi de prendre comme référence le nombre de 80.583 hommes, résultat de notre premier calcul.

Si l'on se penche maintenant sur le tableau X, on constate, en effectuant le total des décès recensés dans les diverses catégories citées, que 2304 prisonniers sont morts de maladie en 6 semaines. En nous prêtant à une extrapolation à l'année, nous découvrons qu'à ce rythme, 19968 individus auraient pu mourir en un an, ce qui équivaut à un taux annuel de mortalité de 25 %. Pourtant, le tableau IX indique, pour la catégorie P. G., un taux de décès annuel⁵⁹⁸ pour cause de maladie de 3,42 %.

Lequel de ces deux nombres doit-il être considéré comme correspondant à la réalité ?

Comparaison des données du tableau IX avec celles du tableau X

Comme nous l'avons vu, le tableau X montre qu'au cours des 6 semaines de l'enquête, 2304 P.G. sont morts de maladie, ce qui, extrapolé à l'année, aurait pu correspondre à une perte de 19968 hommes.

[236]

Il apparaît donc que la non-concordance entre les tableaux IX et X est due au fait que les données présentées dans le tableau IX sont inexactes. Il nous est donc impossible d'accepter le taux annuel de décès par maladie (3,42 %) qu'il fournit, et nous sommes plutôt enclin à considérer que la proportion de décès calculée à partir des données détaillées du tableau X (25 %), est vraisemblablement plus conforme à la vérité.

Notons, en outre, que le taux de mortalité revêtait suffisamment d'importance pour les auteurs de *L'historique* puisqu'ils jugèrent utile de dresser la liste des 12 maladies les plus meurtrières.

A côté de cet *Historique du TEO*, nous avons pris connaissance d'un article de Stanhope Bayne-Jones qui, pour les besoins de sa publication⁵⁹⁹, a pu puiser dans les documents mêmes qui avaient servi à l'élaboration de *L'historique*. Bayne-Jones a non seulement vu, mais utilisé des taux de décès relevés à la source.

Cependant, apparemment décidé, lui aussi, à ne pas soulever le scandale, il n'indique pas le nombre de prisonniers pris en compte pour l'enquête ; mais, dans la mesure où ce chiffre figure dans *L'historique médical*, il nous est possible de rapprocher les fragments pour obtenir une vision plus exacte de la situation.

En effet, le tableau présenté par Bayne-Jones⁶⁰⁰ indique que 2.754 prisonniers sont morts de maladie en 6 semaines. Or, c'est précisément ce

⁵⁹⁸ D'où la conclusion que les données ne sont pas annuelles, mais portent bien sur 6 semaines seulement. [N. du T.]

⁵⁹⁹ Voir Stanhope Bayne-Jones, *Enemy Prisoners of War*, Special Fields, Preventive Medicine in World War 11, vol. 9. Washington. 1969, département de l'Armée, p. 341. [N. du T.]

⁶⁰⁰ Voir annexe 10. [N. du T.]

nombre qui figure dans le tableau IX de *l'Historique...* pour un an. Ainsi, sur le même sujet. et selon les sources, on obtient un taux de décès pouvant varier de 29,7 % à 3,42 % par an. Voilà probablement la raison pour laquelle le tableau X de *l'Historique* est incomplet : le fait d'y lire le total réel de décès pour cause de maladie, qui s'élevait à 2.754, aurait sans doute révélé que les données du tableau IX étaient fausses.

Si l'on considère que le nombre total de morts cité dans le tableau IX (2.868) correspond aux décès sur 6 semaines et non sur une année, et qu'on applique ce nombre à un effectif de 80.583 prisonniers de guerre, on aboutit à un taux de mortalité hebdomadaire d'environ 0,6 %. C'est celui que nous avons retenu pour nos travaux, là où l'armée américaine n'en a fourni aucun.

Ce chiffre de 0,6 % de décès hebdomadaire que nous retiendrons désormais devient encore plus crédible quand on constate que l'addition des 3 catégories de décès relevées dans le tableau IX de *l'Historique du TEO* (maladie, suites de blessures hors du combat, suites de blessures au combat) correspond exactement aux dénombrements effectués par les autres services de l'armée dont nous avons déjà parlé. Cette information est, de surcroît, également corroborée par les anciens prisonniers avec lesquels nous nous sommes entretenus.

[238]

Appendice 3

LES RAPPORTS DU GRAND PRÉVÔT

Ces documents, qui sont des états de situation des P.G., étaient établis par le quartier général du grand prévôt du TEO. Émis quotidiennement, jusqu'au 2 juin 1945, ils devinrent ensuite hebdomadaires. Ils fournissent un état des prisonniers de guerre « en mains » (mais pas des F.E.D.), depuis le jour du débarquement (6 juin 1944), jusqu'au 25 août 1945. Ces états, très détaillés, sont loin d'être exacts, particulièrement en ce qui concerne le nombre de décès. Entre le 6 juin 1944 et le 2 juin 1945, 4.500 décès ont été enregistrés. Du 2 juin au 25 août 1945, on en a dénombré 4.790. Aux mois de mars et d'avril 1945, les taux de décès n'atteignent respectivement que 0,75 % et 0,67 %. Pendant la période de 6 semaines où les officiers du corps médical américain ont recensé 2.868 morts sur un effectif inspecté de 80.000 hommes environ⁶⁰¹, le grand prévôt du théâtre n'a, de son côté, enregistré que 4.540 décès pour un effectif moyen de 1.700.000 prisonniers. Le taux de décès annuel constaté par les médecins du TEO. au cours de leur enquête était supérieur à 30 % ; celui qui figure dans les rapports du grand prévôt se situe aux alentours de 2,4 %, et descend même jusqu'à 0,36 % pour une partie du mois de mai. Au cours de l'été de 1945, alors que les chiffres de M.S.F.E.T. portés dans la colonne *Autres Pertes* révèlent un taux [239] annuel de décès de 30 %, les rapports du grand prévôt du théâtre font parallèlement état, à partir de la fin du mois de juillet, de taux annuels avoisinant 1,8 %, qui tombent parfois jusqu'à 0,36 %. Il est impossible de considérer un instant ces chiffres comme crédibles, quand on sait que, parmi les troupes non combattantes de l'armée américaine, le taux de mortalité était de 0,4 %.

Il est non moins étrange que des transferts en zone américaine soient enregistrés à côté de transferts en zone anglaise ou en zone russe. La zone américaine faisant partie du TEO., les prisonniers n'avaient pas besoin d'être transférés. Que peut signifier cette catégorie ? Pourquoi ces hommes étaient-ils considérés comme sortant du système des camps, alors qu'ils y restaient ? N'est-on pas en droit de supposer que ces « transferts en zone américaine » désignaient, en réalité, des morts, surtout lorsqu'on s'aperçoit qu'ils correspondent d'assez près, pour les mêmes périodes, à ceux des *Autres Pertes* mentionnées dans les docu-

⁶⁰¹ Voir appendice 2. [N. du T.]

ments de M.S.F.E.T. Nous n'avons cependant pas tenu compte de cette hypothèse dans le présent ouvrage.

L'omission volontaire d'un million de prisonniers, le 2 juin 1945, est typique de la façon dont ces rapports furent utilisés pour transmettre des données inexactes aux experts de Washington, tout en préservant les informations utiles à l'armée.

Ces rapports contiennent de nombreuses autres erreurs (cf. chapitre 5), et particulièrement des contradictions flagrantes dans les chiffres, parfois au sein d'un même document.

Au fur et à mesure que l'on avance dans la lecture de ces rapports, les négligences s'accumulent. Pour les deux dernières semaines, aucun nombre n'est même enregistré. En général, les chiffres sont très difficiles à interpréter, non seulement parce que la forme et les termes des rapports changent sans explication, mais aussi parce que les chiffres pour une semaine de référence sont inclus dans les totaux d'une autre, et parce que les chiffres donnés comme bases, sont en fait modifiés rétroactivement sans explication. Si l'on examine les chiffres relatifs aux camps de deux zones distinctes, on s'aperçoit que le même nombre d'hommes hospitalisés figure pour différents jours (par exemple, les 2, 9, 16 et 30 juin). Tout cela est difficilement crédible.

Le fait d'avoir à établir ces rapports dut donner des maux de tête aux responsables chargés de la section des décès : le 9 mai, les statisticiens de service réussirent, en ajoutant un sous-total de 478 au nombre de morts du reste du théâtre, à obtenir un total de 375 décès ! Cette faculté d'obtenir un total global inférieur à l'un des sous-totaux est typique des tours de passe-passe pratiqués à l'insu des responsables de haut niveau.

[240]

Appendice 4

LES DOCUMENTS DU S.H.A.E.F., PUIS DE L'U.S.F.E.T.

Ces documents du S.H.A.E.F. et de M.S.F.E.T. comprennent une série de rapports quotidiens du 12^e groupe d'armées, accompagnés de lettres diverses relatives aux P.G. et aux F.E.D. et émanant de généraux tels que J.C.H. Lee et Omar Bradley. Ces rapports indiquent le nombre *d'Autres Pertes* pour les F.E.D. (période du 8 mai au 10 juin 1945). On constate ensuite une lacune dans les rapports hebdomadaires de M.S.F.E.T. jusqu'au 4 août, date à laquelle *les Autres Pertes* sont indiquées à la fois pour les P.G. et les F.E.D. Pour les mois de juin et de juillet, cette lacune est en partie comblée par des documents du S.H.A.E.F., découverts dans les archives à Londres, et à Abilene (Kansas) ; ces états qui n'indiquent pas les *Autres Pertes*, donnent cependant l'effectif des prisonniers « en mains », de même que les nombres des transferts et des libérations, tant pour les Anglo-Canadiens que pour les Américains.

Les rapports du S.H.A.E.F. relatifs aux camps anglo-canadiens, recoupés par des témoignages d'anciens prisonniers, semblent indiquer qu'il n'y eut pas de morts massives dans ces camps-là. Cette constatation est confirmée par le fait que les *Autres Pertes* relatives aux F.E.D. du S.C.O.F.O.R. de Brême⁶⁰² ne comportent aucun chiffre pour les semaines d'août, alors que ces hommes sont inclus dans les rapports hebdomadaires de l'U.S.F.E.T. relatifs aux P.G. et aux F.E.D.

Le rapport alarmiste du major May, en date du 11 juin 1945, à propos du total de P.G. et de F.E.D., arrêté à la date du 2 juin, se trouve, comme beaucoup d'autres, dans les Archives nationales, à Washington. C'est dans ces documents que nous avons découvert le nom du colonel Lauben.

⁶⁰² La ville de Brême se trouvait en zone d'occupation britannique et comportait une enclave américaine. Les prisonniers qui s'y trouvaient furent ultérieurement cédés par les Américains aux Britanniques. [N. du T.]

[242]

Appendice 5

LE HIATUS DU 2 JUIN ENTRE LE 3^E BUREAU (OPÉRATIONS) DU S.H.A.E.F. ET LES GÉNÉRAUX LEE ET LITTLEJOHN

En affirmant, le 2 juin 1945, que l'effectif de prisonniers « en mains » américaines dans la zone européenne des Alliés était de 3.878.537 prisonniers, le général Lee avait raison, ainsi que le prouve le rapport de 1947, d'un historien militaire⁶⁰³, qui montre que, le 18 mai 1945, 4.000.101 P.G. et F.E.D. se trouvaient dans les camps des 6^e et 12^e groupes d'armées. Un autre bureau du S.H.A.E.F., celui des personnels (1^{er} bureau), fournit, le 11 juin 1945, des preuves supplémentaires, en divulguant le nombre officiel de captures effectuées par les forces armées américaines (5.224.310)⁶⁰⁴. Lorsqu'on [243] soustrait du nombre total de captures le nombre d'hommes déjà morts, libérés, transférés ou évacués à la date du 2 juin - en d'autres termes, capturés mais plus « en mains » - on devrait obtenir le nombre total de prisonniers, soit 1.405.881. Ce dernier, soustrait du nombre total de captures, donne 3.818.429 détenus « en mains », c'est-à-dire un total très proche du nombre cité par Lee.

La preuve finale de l'exactitude des chiffres cités par Lee est obtenue en comparant le nombre des recensés « en mains » au 2 juin, à celui finalement arrêté par de l'U.S.F.E.T. le 8 septembre. Le nombre d'ouverture de 2 927.614 prisonniers « en mains » le 2 juin se trouve augmenté de 331.016 individus en août-septembre. L'effectif total de détenus aurait donc dû être de 3.258.630 hommes. Mais l'armée affirma le 8 septembre qu'elle détenait 3.694.513 prisonniers, ce qui laisserait supposer qu'il y avait encore 435.883 captifs de trop.

La seule explication rationnelle de la présence de cet effectif supplémentaire tient, tout simplement, au fait que, comme l'affirmait Lee, il préexistait, dès le 2 juin. Tout cela se trouve confirmé par le rapport, déjà mentionné, de l'intendant général Littlejohn, qui affirma en août que l'armée avait la responsabilité de nourrir 1.500.000 personnes de plus qu'elle en nourrissait officiellement⁶⁰⁵. *

⁶⁰³ « *Désarmement et dispersion des forces armées allemandes* », Bureau de l'historien-chef, Francfort-sur-le Main, 1947, p. 39. Photocopie en possession de l'auteur, grâce à la courtoisie du professeur Art Smith, Université d'État de Californie, Los Angeles. [N. du T.]

⁶⁰⁴ Pour la semaine du 2 au 9 juin, les chiffres concernant les nouvelles captures ne sont fournis par aucune branche du S.H.A.E.F., ou du grand prévôt, mais il est clair d'après certaines indications, que les captures massives étaient terminées depuis longtemps. Le nombre de F.E.D. détenus par le 12^e groupe d'armées, augmenta de 104.584 individus au cours de la semaine, augmentation probablement causée par le transfert de P.G. sous le statut de F.E.D. [N. du T.]

⁶⁰⁵ Intendant général Littlejohn, 27 août 1945. Dossiers de l'Intendance, N.A.R.S., Washington. [N. du T.]

[244]

Appendice 6

DISCORDANCE SUR LES EFFECTIFS DE PRISONNIERS ENTRE LE 2 JUIN ET LE 8 SEPTEMBRE 1945

Le nombre de captifs « en mains » le 2 juin 1945 doit-il être considéré comme crédible pour expliquer les mouvements opérés par l'armée le 8 septembre ?

P.G. « en mains » le 2 juin	1.816.929
F.E.D.	1.110.685
Total des captifs « en mains »	2.927.614
Gains entre le 2 juin et le 8 septembre	331.016
TOTAL DES CAPTIFS DEVANT ÊTRE RÉPERTORIÉS	3.258.630

Captifs répertoriés entre le 2 juin et le 8 septembre

<i>Autres Pertes</i> ⁶⁰⁶	125.758
« en mains » le 8 septembre	1.055.078
Libérations ⁶⁰⁷ au cours de cette période	1.560.588
Transferts ⁶⁰⁸ au cours de cette période	953.090
TOTAL DES CAPTIFS DÉNOMBRÉS	3.694.514
Total des captifs devant être répertoriés	3.258.630
Total des captifs dénombrés	3.694.514
SURPLUS D'HOMMES DÉNOMBRÉS	435.884

Si les chiffres correspondant aux mouvements de prisonniers sont corrects et que le chiffre final de prisonniers « en mains » l'est aussi, l'armée disposait de 435.883 d'hommes de plus qu'elle n'en avait.

⁶⁰⁶ *Autres Pertes* dénombrées par l'armée et non par l'auteur de cet ouvrage. [N. DU T.]

⁶⁰⁷ Les libérations sont équivalentes à la différence entre le total des captifs dénombrés le 8 septembre, soit 2.090.174 prisonniers, et 529 586, à savoir : 1.560.588. [N. DU T.]

⁶⁰⁸ Les tableaux de M.S.F.E.T. font état de 751.996 P.G., le 8 septembre, et de 68.832 F.E.D., auxquels s'ajoutent 132.262 hommes (transferts de P.G. en Autriche, le 4 août et considérés comme pertes comptables). Le total de ces transferts s'élève à 953.090 individus. [N. DU T.]

Ces hommes venaient forcément de quelque part. En réalité, ce qui pourrait passer pour un sureffectif préexistait probablement dans les camps dès le 2 juin (cf chap. 5)⁶⁰⁹.

⁶⁰⁹ Voir la partie du chapitre 5 se rapportant au *million manquant*. [N. DU T.]

[246]

Appendice 7

LE TRANSFERT DE MINUIT

En examinant les états hebdomadaires de F.E.D. des registres du S.H.A.E.F., puis de M.S.F.E.T., nous avons constaté d'emblée une anomalie surprenante.

En effet, si ces documents fournissent bien un état hebdomadaire précis des différents mouvements affectant les F.E.D. (libérations, transferts, décès, etc.), ainsi que le résultat final, ils omettent systématiquement de rappeler, au début de chaque semaine, le chiffre de clôture de la semaine précédente.

Voulant nous assurer par nous-même de l'enchaînement logique de ces états, nous avons personnellement reconstitué les calculs (à l'envers), en partant du résultat de chaque semaine pour obtenir le chiffre de départ (résultat final + libérations + transferts + décès +... = base de départ). Il aurait été logique que le chiffre ainsi obtenu soit identique au résultat final de la semaine précédente. Or, à notre grande stupéfaction, nous avons constaté des écarts considérables entre la clôture d'une semaine, et le chiffre présumé d'ouverture de la semaine suivante.

Ainsi, examinés individuellement, les états hebdomadaires paraissent cohérents, mais c'est leur enchaînement qui ne l'est absolument pas. Pour être concret, si l'on étudie tous les états hebdomadaires couvrant la période du 2 juin au 28 juillet, on constate que l'effectif réel de départ (reconstitué par nos soins pour chaque semaine) est [246] nettement supérieur à l'effectif de clôture arrêté pour la semaine précédente.

Le cumul de ces « sureffectifs » s'élève à 588.533 hommes ! (voir tableau ci-dessous). Le samedi à minuit, en une fraction de seconde, les effectifs ne concordent plus.

Partant de ce constat objectif, nous avons cherché une explication rationnelle à ces calculs apparemment fantaisistes. Il y a trois explications possibles :

- les chiffres relatifs aux libérations sont affectés d'erreurs ;
- des captifs sont issus du *million manquant* ;
- ils viennent d'un autre secteur.

La troisième explication nous semble la plus rationnelle, en raison de la découverte d'un autre « transfert de minuit », simultanément opéré à la baisse, dans le même temps, sur l'effectif des P.G., cette fois.

En effet, le transfert des P.G. de leurs propres camps à leurs propres camps (!) se monte à 586.003 hommes dans la période qui va du 2 juin au 28 juillet 1945.

Ce nombre est très proche de celui des arrivées « de minuit » dans les camps de F.E.D. (588.533).

Voilà pourquoi cette explication nous semble la plus plausible. En outre, les rapports du service de l'intendance pour juillet révèlent qu'à la fin du mois, l'effectif des prisonniers à nourrir avait diminué de 900.000 hommes, soustraits à la responsabilité américaine. Le rapport ne dit pas que ces hommes ont été libérés. On peut en déduire clairement qu'ils se trouvaient toujours dans les camps, mais que leur subsistance n'était plus assurée. Leur statut avait changé.

[247]

Le transfert de minuit, du 2 juin au 28 juillet

Comment l'effectif des F.E.D. a été augmenté

(Ce tableau est basé sur les tableaux du 1er bureau du S.H.A.E.F., qui font un état hebdomadaire de l'effectif des F.E.D.)

« en mains » au début de la semaine (résultats de nos calculs)	Libérés au cours de la se- maine	Nombre de clôture qui devrait figurer dans les états	Nombre de clôture figurant dans les états	Ajout au cours du transfert de minuit	Semaine
1.110.685	356.934	753.751	849.688	95.937	2-16/06
849.688	262.411	587.277	709.463	122.186	16-23/06
709.463	152.153	557.310	609.102	51.792	23-30/06
609.102	104.383	504.719	684.467	179.748	30/06-7/07
684.467	115.605	568.862	601.134	32.272	7-14/07
601.134	172.481	428.653	535.241	106.598	14-28/07

TOTAL des captifs présents mais non répertoriés : 588533.

Comment ces hommes ont été soustraits aux effectifs de P. G.

P.G. « en mains » le 2 juin, d'après les tableaux du 3 ^e bureau du S.H.A.E.F.	1.816.929
P.G. « en mains » le 28 juillet	892.354
Réduction	924.575
Réduction des libérations pour cette période	338.572
<i>Manquants/non répertoriés</i> (transférés sous le statut de F.E.D.)	586.003

[249]

Appendice 8

LES PRISONNIERS DE L'ENCLAVE DE BRÊME (S.C.O.F.O.R.)

Ces hommes furent internés dans l'enclave de Brême. Cette région voisine de la cité portuaire de l'Allemagne du Nord faisait partie de la zone d'occupation britannique. Dans les premiers rapports du S.H.A.E.F., pour les mois de juin et de juillet, ces P.G. ne furent pas inclus dans les effectifs américains et britanniques. Ils ne le furent pas non plus dans les effectifs de F.E.D. que nous avons utilisés pour évaluer le nombre de morts. Nous faisons mention de ces hommes, car ils ont été malgré tout compris dans les totaux globaux de prisonniers « en mains » de M.S.F.E.T. Il n'est cependant pas fait mention d'*Autres Pertes* à leur sujet. Ils n'influent donc en rien sur les chiffres relatifs aux décès cités dans cet ouvrage.

[250]

Appendice 9

LE HIATUS BRITANNIQUE

Un effectif de 456.408 hommes qui, d'après le S.H.A.E.F., ont été cédés « en mains » britanniques, est apparemment absent du recensement des prisonniers effectué par les Anglais eux-mêmes, pour la période du 16 au 23 juin 1945. Voici le résultat de ce recensement par l'armée britannique :

2 juin - Total des hommes répertoriés	1978.521
9 juin - Pas de compte rendu	
16 juin	2.447.849
23 juin	2.171.343
30 juin	2.187.146
7 juillet	2.195.985

Entre le 2 et le 16 juin, l'effectif des prisonniers « en mains » britanniques augmente donc de 469.328 hommes, et ce, probablement en raison de la cession mentionnée plus haut.

Cette hypothèse se confirme dans la mesure où, à peu près dans le même temps, les états statistiques du 12^e groupe d'armées américain révèlent une très importante chute du nombre de F.E.D. (456.408 hommes), et indiquent expressément des cessions aux Britanniques. La comparaison de l'effectif cédé par les uns, et de celui pris en compte par les autres, confirme, à la date du 16 juin, ces importants transferts d'une tutelle sous une autre.

[251]

Mais, comme le montre le tableau ci-dessus, les effectifs « en mains » britanniques subissent, dès la semaine suivante, une chute considérable, pour ensuite se stabiliser, aux environs de 2.185.000 hommes. Cette régression brutale de l'effectif « en mains » apparaît tout à fait étonnante, quand on constate qu'il n'y a eu aucune libération.

Quelle peut être l'explication de ces variations ?

L'augmentation d'effectif très importante du 16 juin, peut très bien représenter le nombre d'hommes que les Américains étaient censés avoir cédés aux Britanniques. Or, nous avons pu établir que, lors de la prise en charge des camps, les responsables anglais n'avaient pas procédé à un dénombrement immédiat.

Le nombre de détenus répertoriés qui figure dans les registres britanniques, à la date du 16 juin était d'autant plus important qu'il servait de référence pour l'expression des besoins en matière d'alimentation.

En admettant que les Britanniques aient découvert avoir été dupés par les Américains quant au nombre réel de cessions, il leur fallait, malgré tout, justifier, vis-à-vis, du commandement allié, d'un nombre d'hommes qu'ils n'avaient, en réalité, jamais reçus. Ils ne pouvaient tout de même pas prétendre dans leurs comptes rendus à l'état-major interallié qu'ils les avaient transférés ou libérés, car c'eût été avouer qu'ils avaient bien eu l'effectif « en mains ».

La solution la plus simple à appliquer, lorsqu'ils constatèrent que leurs camps ne contenaient pas le nombre de captifs annoncés, leur parut consister à n'envoyer au S.H.A.E.F. que des états hebdomadaires tenant uniquement compte du nombre d'hommes effectivement recensés et présents à la fin de chaque semaine. (Les états fournissent bien les mouvements de prisonniers opérés au cours de la semaine, ainsi que le résultat final ; ils ne contiennent, par contre, jamais la moindre mention d'un effectif de départ qui, de surcroît, devrait correspondre à celui de clôture de la semaine précédente.)

Les chiffres américains ne sont pas fiables, tandis que les chiffres britanniques pour les captifs répertoriés (à partir du 23 juin 1945) restent au moins cohérents, à 1 % près. Le nombre d'hommes effectivement cédés sur l'effectif mentionné de 456.408 prisonniers peut donc être logiquement mis en doute.

Les chiffres cités par les Britanniques semblent être les plus fiables, notamment parce que les survivants de leurs camps, (en particulier ceux du camp de Rheinberg), ont affirmé que juste après leur cession, en juin 1945, ils étaient régulièrement dénombrés.

Ainsi que nous l'avons vu grâce au témoignage du caporal Liebich, les conditions de détention des camps américains étaient effroyables.

[252]

Les prisonniers malades, sans abri, mouraient au fond d'excavations. On peut raisonnablement penser que, dans un tel chaos, les Britanniques, en entrant dans les camps, n'eurent pas le temps de procéder à un dénombrement immédiat avant le départ des Américains, mais s'empressèrent plutôt de sauver des vies. Il est probable qu'ils acceptèrent à l'origine les chiffres américains, jusqu'à ce qu'ils eussent effectué leur propre recensement. C'est alors que fut mis en évidence ce que l'on appelle ici le « hiatus britannique ».

S'il devait être établi que les Américains n'ont pas trompé les Britanniques sur l'effectif réel des P.G. cédés, il n'existerait alors aucune explication à la chute soudaine des chiffres anglais.

Quel fut le nombre exact de captifs cédés, d'après les documents britanniques ? Si l'on fait la moyenne des hommes recensés au cours des trois dernières semaines dans les camps anglais, on obtient un nombre de prisonniers s'élevant à près de 2.184.825. Si l'on soustrait de ce nombre l'effectif de prisonniers « en mains » le 2 juin, avant les cessions, (1.978.521), on constate que le nombre de prisonniers réellement cédés est d'environ 206.304 hommes.

Ce constat soulève alors une grave question. Que sont devenus les 250.104 hommes qui manquent sur l'effectif prétendument transféré par les Américains (456.408 – 206.304) ? Où se trouvaient-ils ? Certains d'entre eux étaient probablement morts... On peut supposer que le reste connut le sort du *million manquant*.

[253]

Appendice 10

ÉVASIONS DES CAMPS FRANÇAIS

Après la publication du livre au Canada, nous avons découvert de nouveaux éléments d'information sur les décès dans les camps français.

Kurt W. Böhme affirme dans son ouvrage que, d'après le général Buisson, plus de 80.000 prisonniers s'évadèrent des camps français entre 1944 et 1948. Parallèlement, chez les Américains, sur un effectif moyen de près de 2 millions de prisonniers pendant un peu plus d'un an, il n'y eut que 1.191 évasions.

Si l'on tient compte du fait qu'une partie de ces camps américains furent cédés aux Français, doit-on en déduire que le passage d'une tutelle à une autre, fit spectaculairement grimper les évasions ?

Outre le général Buisson, M. Simon, chef de cabinet du ministre du Travail, évoqua, en 1946, la question des prisonniers⁶¹⁰. A cette occasion, il énuméra les catégories de détenus qui étaient supposés être au travail. Parlant des hommes inactifs, il mentionna « les évadés repris depuis moins de 3 mois, les punis, les indésirables... 25.000 ». Tous ces hommes « en mains » faisaient partie de la main-d'œuvre potentielle destinée aux réparations de la France.

A peu près à la même époque, en mars 1946, le délégué français du C.I.C.R., M. Michel, fit par ailleurs état de 6102 « *fugitifs (moins de trois mois)* »⁶¹¹.

Il est intéressant de noter que les statistiques du ministère du [254] Travail et de la Croix-Rouge, qui utilisent des chiffres fournis par l'armée, indiquent le nombre de prisonniers repris au cours de leur fuite, mais ne mentionnent nulle part celui des évadés non repris !

Cette catégorie est à la fois absente des rapports de la Croix-Rouge ; de ceux, très détaillés, de l'armée américaine sur les camps français ; et enfin des états du ministère français du Travail.

Aucun de ces documents ne fournit, non plus, le moindre élément sur le nombre des décès. Pourtant, toutes les catégories de prisonniers « *inutilisables* » sont bien répertoriées (définitivement inaptes au travail, rapatriés, personnel médical protégé par la convention de Genève, etc.).

⁶¹⁰ « L'emploi des prisonniers de guerre », conférence prononcée en octobre 1946 par M. Simon, chef de Bureau, Quai d'Orsay, Paris.

⁶¹¹ Rapports du C.I.C.R., Genève, section des P.G., délégation française, R.G. 332, D.F. 371-383.6, N.A.R.S., Washington. L'original est en anglais.

On peut donc en déduire que, pour les services du général Buisson, le nombre d'évasions, et celui des fugitifs repris, étaient très voisins et, par conséquent, statistiquement négligeables. Les évasions réussies étaient certainement trop peu nombreuses pour être comptabilisées comme telles. Ce qui conduit à penser que leur nombre était inférieur à celui de la plus petite catégorie répertoriée, soit par le C.I.C.R. (44), soit par le ministère du Travail (987).

En définitive, le nombre d'évadés non repris après une période de 3 mois, ou jamais repris, fut presque certainement inférieur à 1.000 pour la période de référence (cf. rapports du C.I.C.R. et états ministère du Travail sur 3 mois).

Par conséquent, l'examen des rapports de l'armée française nous conduit, en toute logique, à penser que, si les évasions réussies ne furent pas répertoriées jusqu'en 1948, c'est que leur nombre était très bas.

Mais, c'est en 1948 seulement, pour la cohérence de *l'Histoire du service des prisonniers de Guerre de l'Axe*, que les évadés non repris font leur apparition dans les statistiques. Ils n'y figurent cependant pas en tant que tels, mais sont censés appartenir à une catégorie beaucoup plus vaste : Perdus pour raisons diverses.

Comme nous l'avons indiqué, il est plus que probable que pendant les années 1945 et 1946, c'est-à-dire au cours des périodes de forte mortalité dans les camps, le nombre des évadés non repris n'excéda certainement pas 4.000 par an.

Considérant que la catégorie *Perdus pour raisons diverses* comprend, en réalité, les évasions (très faibles), et les morts, il n'est pas déraisonnable de conclure que sur 167.000 hommes, 8.000 seulement en 2 ans réussirent vraiment leur évasion et que les autres périrent. Ce nombre est largement sous-estimé, car nous savons aussi qu'un grand nombre d'hommes n'ont pas été répertoriés du tout dans les registres français. Cet effectif se monte à 250.000 prisonniers environ la plupart d'entre eux moururent vraisemblablement.

Il ressort de tout cela que le nombre de morts dans les camps français est compris, non plus entre 167.000 et 314.241, comme nous l'avions suggéré au chapitre 9, mais entre 167.000 et 409.000.

[pages 257 à 298 : notes, réintégrées en bas de page par l'aaargh]

[298]

[Nous ne reproduisons pas les cartes et les documents classés comme annexe 1 à 10, mais seulement le texte de l'éditorial du *Figaro*, annexe 5.]

Annexe 5

TEXTE INTÉGRAL DE L'ÉDITORIAL DU *FIGARO* DU 19 SEPTEMBRE 1945

Ne pas leur ressembler

L'article que nous mettons aujourd'hui sous les yeux du lecteur, nous aurions souhaité, nous avions espéré n'avoir pas à l'écrire. Les renseignements, les protestations qui nous parviennent de divers points de la France nous obligent à rompre un silence qui, s'il couvrait des abus devenus indiscutables, ne pourrait s'abriter derrière aucune excuse.

La France détient actuellement un assez grand nombre de prisonniers allemands ; les uns sont tombés entre nos mains au cours des batailles ; les autres nous ont été confiés par nos Alliés pour couvrir une partie de nos besoins en main-d'œuvre et aider à notre reconstruction. Il était normal que ces hommes, membres d'une armée qui a multiplié sur notre sol les violences, les déprédations, les exécutions, les massacres, citoyens de la nation responsable des horreurs infernales de Buchenwald, de Belsen et d'Auschwitz, fussent traités avec sévérité. Nul ne songerait à s'étonner que dans les camps de prisonniers allemands la discipline fût rude, le régime ascétique, le travail pénible. Mais ce qui est inadmissible, pour toute conscience de Français civilisé, c'est que, dans un certain nombre de [299] camps, soient violées, au détriment des Allemands, non seulement les règles internationales concernant les prisonniers de guerre, mais encore les lois plus générales qui commandent, même à l'égard des vaincus, le respect de la dignité humaine.

Nous apprenons que, dans certains camps, une grande partie de la nourriture, en principe à peu près suffisante, affectée aux prisonniers de guerre, est détournée de sa destination, que l'on y voit errer des squelettes vivants presque semblables à ceux des camps allemands de déportés, et que les morts par inanition y sont nombreuses ; nous apprenons qu'il arrive à ces prisonniers d'être frappés sauvagement et systématiquement ; nous apprenons qu'on emploie certains de ces malheureux à des travaux de déminage sans leur fournir d'appareils détecteurs, ce qui fait d'eux des condamnés à mort à plus ou moins bref délai. Il faut que ces pratiques cessent ; il faut que ceux qui s'en rendraient coupables soient frappés implacablement. Il n'y va pas seule-

ment du « bon renom » de la France : il y va de la pureté de la noblesse de l'image que tout Français doit pouvoir se faire de son propre pays.

Certes, la garde des prisonniers ne peut être confiée à des saints. Les lieux où sont rassemblés les êtres humains que la force de la loi, ou celle de la guerre, prive de la liberté voient généralement se rassembler autour d'eux la faune qui vit de la misère et de l'humiliation. Mais ce qui, pour toute conscience un peu délicate, est déjà intolérable lorsqu'il s'agit du bagne, l'est vingt fois plus encore lorsqu'il s'agit des camps où l'on garde des soldats désarmés. Chaque injustice, chaque affront, chaque vol, chaque coup qui frappe un soldat allemand vient, à travers sa victime, souffleter le visage de la France.

Nous pourrions avancer l'argument de l'intérêt : ces hommes dont les muscles peuvent aider à notre relèvement, nous nous faisons tort à nous-mêmes en leur cassant les côtes, ou en les laissant mourir de faim. Mais cet argument devrait être inutile, et il a quelque chose de honteux. Nous gagnerions quelque chose à traiter humainement nos prisonniers, certes : mais nous n'en devrions pas moins les traiter humainement, quand bien même nous y perdriions.

« Qu'il en meure le plus possible, disent les apôtres de la férocité : cela fera toujours autant d'Allemands en moins. » Cet argument est plus qu'ignoble : il est absurde. Puisque nous ne pouvons raisonnablement penser à faire mourir quatre-vingts millions d'Allemands, à quoi peut-il servir d'en faire mourir quatre-vingt mille, sinon à mettre en terre les semences de l'inexpiable, les germes de ces épis de haine et de vengeance qui sont inévitablement, tôt ou tard, moissonnés ?

Oui. L'on va nous objecter encore les tortures de la Gestapo, les chambres à gaz, et ces montagnes humaines qui furent découvertes dans les camps de déportés, où les mourants étaient mêlés aux cadavres. Mais ces horreurs n'ont pas à faire l'objet d'une compétition sportive et, sur ce plan où l'adversaire a porté le débat franco-allemand, il vaut mieux nous avouer battus d'avance. Si les peuples qui ont subi de telles abominations estimaient que leur droit est de rendre coup pour coup, l'horreur n'aurait pas de fin. En appliquant le talion, la victime descend au niveau de son bourreau et détruit son droit à le condamner. Nous avons le devoir de juger les crimes hideux de l'ennemi, nous avons le devoir de prendre toutes les mesures indispensables pour empêcher radicalement cet ennemi de reprendre un jour sa marche vers le crime. Mais nous avons aussi le devoir de ne pas lui ressembler.

[311]

BIBLIOGRAPHIE

Stephen E. AMBROSE, *The Supreme Commander*, Doubleday, New York, 1970.

Robert S. ANDERSON, ed., *Médical Supply in World War II*, département de l'Armée, Washington, 1968.

John Morton BLUM, *Years of War, Morgenthau Diaries*, Houghton Mifflin, Boston, 1967.

Martin BLUMENSON, *The Patton Papers 1940-1945*, Houghton Mifflin, Boston.

Kurt W. BÔHME. *Die deutschen Kriegsgefangenen in amerikanischer Hand coll.* Erich Maschke, ed. *Zur Geschichte der deutschen Kriegsgefangenen des Zweiten Weltkrieges*, Verlag Ernst et Werner Gieseke, Bielefeld et Munich.

Kurt W. BÔHME, *Die deutschen Kriegsgefangenen in französischer Hand, coll.* Erich Maschke, op. cit.

Omar N. BRADLEY, *A Generals Life*, Simon and Schuster, New York.

Piers BRENDON, *Ike*, Harper and Row, New York, 1986.

Général BUISSON, *Historique du service des prisonniers de guerre de l'Axe 1943-1948*, ministère de la Défense nationale, Paris, 1948.

[312]

Harry C. BUTCHER, *My Three Years With Eisenhower*, Simon and Schuster, New York, 1946.

James F. BYRNES, *Speaking Frankly*, Harper and Brothers, New York, 1947.

John C. CAMPBELL, *The United States in World Affairs*, Harper and Brothers, New York, 1947.

Alfred D. CHANDLER et Stephen E. AMBROSE, ed, *The Papers of Dwight D. Eisenhower*, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1970.

Winston S. CHURCHILL, *Closing the Ring*, Houghton Mifflin, Boston, 1951.

Lucius D. CLAY, *Decision in Germany*, Commission judiciaire, Sénat des États-Unis, Doubleday, New York, 1950. *The Morgenthau Papers*, U. S. Government Printing Office, Washington, 1965.

Daniel COSTELLE, *Les Prisonniers*, Flammarion, Paris, 1975.

F.S.V. DONNISON, *Civil Affairs and Military Government, North West Europe 1944-1946*, H.M. Stationery Office, Londres, 1966.

André DURAND, *From Sarajevo to Hiroshima, History of the ICRC*, Institut Henry D'unant, Genève, 1984.

David EISENHOWER, *Eisenhower at War 1943-1945*, Random House, New York, 1986.

Dwight D. EISENHOWER, *Crusade in Europe*, Da Capo Press, New York, 1983.

Henry FAULK, *Group captives*, Chatto and Windus, Londres, 1977.

Ernest F. FISHER Jr., *Monte Cassino to the Alps*, Centre d'Histoire militaire, département de l'Armée, Washington.

Charles DE GAULLE, *Mémoires de Guerre*, Plon, Paris, 1954.

Martin GILBERT, *Winston S. Churchill, Road to Victory, 1941-1945*, Heinemann, Londres, 1986.

[313]

Victor GOLLANCZ, *Leaving Them to Their Fate*, Gollancz, Londres, 1946.

D'uncan H. HALL, *North America Supply*, H.M. Stationery Office, Londres, 1955.

Nigel HAMILTON, *Monty, The Field Marshal, 1944-1976*, Hamish Hamilton, Londres, 1986.

Cordell HULL, *Memoirs*, Macmillan, New York, 1948.

The International Wheat Council, "World Wheat Statistics". Haymarket House, Londres, avril 1955

David IRVING, *The War Between the Generals*, Allen Lane, Penguin Books, Londres, 1981.

Heinz JANSSEN, *Kriegsgefangenen in Rheinberg*, municipalité de Rheinberg, 1988.

Warren F. KIMBALL, ed., *Churchill and Roosevelt, The Complete Correspondence*, Princeton University Press, Princeton.

Philip KNIGHTLEY, *The First Casualty*, Harcourt Brace Jovanovich, New York.

Erich KOCK, *L'Abbé Franz Stock*, Casterman, Paris, 1966.

Erich MASCHKE, ed., *Zur Geschichte der deutschen Kriegsgefangenen des Zweiten Weltkrieges* (plusieurs volumes). Verlag Ernst et Werner Giesvking, Bielefeld et Muftiith.

R. MITCHELL, *International Historical Statistics*, Macmillan, Londres, 1983.

R. MITCHELL, *European Historical Statistics*, Macmillan, Londres.

Henry C. MORGENTHAU, *Germany Is Our Problem*, Harper and Brothers, New York, 1945.

Henry C. MORGENTHAU, *Morgenthau Diary*, Da Capo Press, New York, 1974.

Robert MURPHY, *Diplomat Among Warriors*, Doubleday, New York, 1964.

Richard M. NIXON, *Six Crisis*, W.H. Allen, Londres, 1962.

George S. PATTON, *War As I Knew It*, Bantam. Books, New York, 1980.

Forrest C. POGUE, *The Supreme Command*, département de l'Armée, Washington, 1954.

- Malcolm J. PROUDFOOT, *European Refugees 1939-1952*, Faber and Faber, Londres, 1957.
- Elliott ROOSEVELT, *As He Saw It*, Duell Sloan and Pierce, New York, 1946.
- William ROSS et Charles ROMANUS, *The Quartermaster Corps, Operations in the War Against Germany*, Armée des États-Unis, Washington, 1965.
- Gertrude Maria SCHUSTER, *Die Kriegsgefangenen Galgenberg und Bretzenheim*, municipalité de Bad Kreuznach, Bad Kreuznach, 1985.
- Robert E. SHERWOOD, *Roosevelt and Hopkins*, Harper and Row, New York, 1948.
- Arthur L. SMITH Jr, *Churchill's German Army*, Sage Publications, Beverly Hills.
- Arthur L. SMITH, *Heimkehr aus dem Zweiten Weltkrieg*, Stuttgart, 1985.
- Jean Edwards SMITH, *The Papers of General Lucius D. Clay*, vol. 1. Indiana University Press, Bloomington.
- Walter Bedell SMITH, *Eisenhower Six Great Decisions*, Longman's, Londres, 1956.
- Earl F. ZIEMKE, *The U.S. Army in the Occupation of Germany 1944-1946*, centre d'Histoire militaire, 1975.

[315]

REMERCIEMENTS

A Grenade-sur-l'Adour, nombreux sont les amis, et les amis de ces amis, qui nous ont aidés, en particulier Raoul Laporterie, son épouse Laure, sa fille Irène et son gendre Roger. Nous avons passé, là-bas, de merveilleux moments avec Dominique et Nicole Houdy. Jack McClelland, de Toronto, m'a offert un contrat et une avance substantielle au moment où la situation se présentait mal. Nos profonds remerciements à Charles von Luttichau, à Martin Blumenson et à Ed Cowan, de Washington. Merci à mes amis John F. M. Hunter et Michael Marrus, et à mon cousin Alan G. Watson, de Toronto, pour leurs précieux conseils. Toute ma gratitude à l'honorable Douglas Mac Arthur II, de Washington, pour ses objections fructueuses. Tous mes remerciements au personnel des Archives nationales de Washington, à celui des Archives de l'armée française de Vincennes, et au merveilleux Public Records Office de Londres. Merci à Lisa Dillon et au Dr Norman Hillmer, du département d'histoire de l'armée canadienne, qui ont découvert des documents à Ottawa, et m'ont aidé dans mes recherches en Suisse et à Londres. Merci à Naomi Roberts, d'Ottawa, qui m'a prêté de précieux ouvrages. Merci à Charles Israel, de Toronto, pour m'avoir fait bénéficier de ses vastes connaissances sur l'Allemagne de 1946, et pour sa lecture d'expert. Profonds remerciements à Tom Sommerville, à Noreen et à Charles Taylor, pour toutes ces années de sollicitude. Toute ma gratitude à Joanne Collie, M.R.D. Foot et Brian Griffith, de Londres, pour leur aide, leur hospitalité, et tant de fructueuses conversations. Mes remerciements au colonel Henry Faulk, de Glasgow, à Roy et Ria McMurtry, de Londres et de Toronto, qui m'ont aidé de bien des façons. J'ai une dette particulière envers le professeur Arthur L. Smith, de Los Angeles, pour sa complaisance et ses conseils éclairés, qu'il m'a prodigués en dépit du fait que mes thèses s'opposaient à ses propres écrits. De même, David Irving m'a fait découvrir des éléments d'information très précieux, bien qu'il sache que je suis profondément hostile à ses théories sur l'holocauste, et à quelques-unes de ses affirmations sur Churchill. Erich Koch ne m'a pas mesuré ses conseils généreux et son aide en matière de traduction, bien qu'il soit opposé à au moins l'un des thèmes majeurs de ce livre.

Je dois de profonds remerciements au professeur Peter Hoffmann, de Montréal, pour son aide de spécialiste et pour la rigueur académique de ses conseils. Il m'a beaucoup encouragé en affirmant sa foi en cet ouvrage, à un moment où il n'était pas facile de le faire.

Danke schön à Hans Goertz qui, sans le vouloir, nous a conduits sur la longue piste européenne de nos recherches ; à Petra Post et à Martina Rassmann, de Francfort, au Dr et à Madame Siegfried Enke, de Wüppertal, à Werner Steckelings, à Klaus Birkenhauer et à Anja Kiechle, de Rheinberg et des environs ; aux nombreux prisonniers allemands et gardiens de camps canadiens qui m'ont consacré du temps. Toute ma gratitude à mon agent littéraire allemand, Corry Theegarten-Schlottterer, ainsi qu'à ma chère amie, Ruth Liepman, de Zurich, qui m'a aidé, en dépit des difficultés. Mille fois merci à Lori Thicke et à Mavis Gallant, de Paris. Merci également à Ben Zobrist et à Jane McClain, d'Indépendance, dans le Missouri, et à Marlene Campbell, d'Afilene, dans le Kansas. J'ai reçu de précieux conseils de la maison d'éditions Stoddart, de Toronto, et de la maison d'éditions Ullstein, à Berlin. Je remercie en particulier les Dr Anthony et Rick Miller, ainsi que Cristy et Ben Bacque pour leur concours à l'élaboration de cet ouvrage.

Merci également à l'homme de Lily Lake, pour son amour de la vérité.

Table des matières

<i>Avertissement.....</i>	<i>5</i>
<i>Chronologie des principaux événements cités dans cet ouvrage</i>	<i>6</i>
<i>PRÉFACE.....</i>	<i>10</i>
<i>Introduction</i>	<i>13</i>
<i>Chapitre premier.- QUE FAIRE DE L'ALLEMAGNE ?.....</i>	<i>18</i>
<i>Chapitre 2.- SANS ABRI.....</i>	<i>28</i>
<i>Chapitre 3.- PAS DE DÉCLARATION PUBLIQUE.....</i>	<i>42</i>
<i>Chapitre 4- LA CRUAUTÉ DU VAINQUEUR.....</i>	<i>53</i>
<i>Chapitre 5.- UN ÉTÉ DE FAMINE.....</i>	<i>66</i>
<i>Chapitre 6.- AUCUNE AIDE AUTORISÉE.....</i>	<i>84</i>
<i>Chapitre 7.- LES CAMPS DE LA MORT LENTE</i>	<i>102</i>
<i>Chapitre 8.- CAMOUFLER LE CADAVRE.....</i>	<i>112</i>
<i>Chapitre 9.- DANS LA SERRE.....</i>	<i>127</i>
<i>Chapitre 10.- LES BRITANNIQUES ET LES CANADIENS.....</i>	<i>146</i>
<i>Chapitre 11.- HISTOIRE, MYTHES ET MENSONGES</i>	<i>157</i>
<i>Chapitre 12.- TACITES CONNIVENCES.....</i>	<i>176</i>
<i>APPENDICES.....</i>	<i>189</i>
<i>INTRODUCTION.....</i>	<i>189</i>
<i>Appendice 1.- AUTRES PERTES DANS LES CAMPS AMÉRICAINS</i>	<i>191</i>
<i>Appendice 2 .- L'HISTORIQUE MÉDICAL DU TEO.....</i>	<i>207</i>
<i>Appendice 3.- LES RAPPORTS DU GRAND PRÉVÔT.....</i>	<i>210</i>
<i>Appendice 4.- LES DOCUMENTS DU S.H.A.E.F., PUIS DE L'U.S.F.E.T.</i>	<i>212</i>
<i>Appendice 5.- LE HIATUS DU 2 JUIN ENTRE LE 3^E BUREAU (OPÉRATIONS) DU S.H.A.E.F. ET LES GÉNÉRAUX LEE ET LITTLE-JOHN</i>	<i>213</i>
<i>Appendice 6 .- DISCORDANCE SUR LES EFFECTIFS DE PRISONNIERS ENTRE LE 2 JUIN ET LE 8 SEPTEMBRE 1945.....</i>	<i>214</i>
<i>Appendice 7.- LE TRANSFERT DE MINUIT.....</i>	<i>216</i>

<i>Appendice 8 .- LES PRISONNIERS DE L'ENCLAVE DE BRÊME (S.C.O.F.O.R.)</i>	<i>219</i>
<i>Appendice 9.- LE HIATUS BRITANNIQUE.....</i>	<i>220</i>
<i>Appendice 10 .- ÉVASIONS DES CAMPS FRANÇAIS.....</i>	<i>223</i>
<i>Annexe 5 .- TEXTE INTÉGRAL DE L'ÉDITORIAL DU FIGARO DU 19 SEPTEMBRE 1945. Ne pas leur ressembler.....</i>	<i>225</i>
<i>BIBLIOGRAPHIE.....</i>	<i>227</i>
<i>REMERCIEMENTS</i>	<i>230</i>